QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12147 – 4 F · DERNIÈRE ÉDITION · MERCREDI 15 FÉVRIER 1984



La crise politique paraît inextricable

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Laurens

Dans notre rubrique « Idées »

L'autre Europe

Lire page 2 les articles de Maurice Duverger, Pierre Encrevé et Gérard Fuchs

Vers un nouveau partage du pouvoir en Union soviétique

Et toujours M. Gromyko...

C'est une période d'observation qui s'ouvre entre Washington et Moscou, après la disparition de Iouri Andropov. Fidèle à sa nouvelle tactique qui consiste à s'affirmer chaque jour prêt au dialogue avec l'URSS, M. Reagan aurait même envisagé un moment de faire le voyage de Moscou pour assister aux obsèques du successeur de Brejnev. Cédant à l'insistance de certains de ses conseillers, il n'a finalement dépêché que son vice-président, M. George Bush, mais il l'a chargé de faire savoir aux dirigeants soviétiques que « nous devrions commencer à discuter et à négocier sur les problèmes qui nous séparent actuellement ».

Un communiqué de la Maison Blanche confirmait un peu plus tard la teneur de ce message et appelait « les nouveaux dirigeants de l'Union soviétique à travailler avec les Etats-Unis à établir les bases d'une plus grande compréhension mutuelle et d'une coopération constructive ». Dès mercredi soir, d'autre part, le porte-parole du département d'État s'est félicité de ce que M. Tchernenko « se soit prononcé en faveur du règlement des désaccords internationaux par la voie de la négociation ». Les responsables américains semblent en fait avoir été frappés de ce que le nouveau secrétaire général n'ait pas attaqué nommément les Etats-Unis dans son discours d'acceptation prononcé devant le comité central mais ait préféré s'en prendre à « certains dirigeants des pays capitalistes » qui « ne se rendent pas compte ou ne veulent pas se rendre compte » de l'importance du principe « de la coexistence pacifique des Etats à régimes sociaux différents ».

Ces bonnes paroles ne doivent pas, cependant, être interprétées comme les signes avant-coureurs d'un rapide rapprochement américano-soviétique. A soixante-douze ans, M. Tchernenko ne peut être, en effet, considéré que comme un homme de transition ; il n'a sans doute ni le goût ni le pouvoir d'infléchir sensiblement la diplomatie de son pays. Peu au fait des choses de la politique étrangère, il laissera sans doute les mains libres à M. Andrei Gromyko, qui ne passe pas pour un interlocuteur particulièrement facile. Ce rôle primordial de M. Gromyko a été confirmé par le fait que le ministre des affaires étrangères, qui est aussi vice-premier ministre du gouvernement, ait été choisi pour célébrer les mérites de Iouri Andropov, ce mardi matin, du haut du mausolée de Lénine.

Les dirigeants américains ne paraissent pas s'y être trompés puisqu'ils ont adressé leur message « aux nouveaux dirigeants de l'URSS ». Expliquant l'emploi de ce pluriel, le porte-parole de la présidence a affirmé que cet appel était aussi adressé « aux autres personnes occupant des fonctions institutionnelles d'autorité en URSS », manière d'indiquer que Washington s'attend à l'établissement d'une direction beaucoup plus collégiale que personnelle.

Dans une interview à une chaîne de journaux, M. Reagan a pour sa part indiqué que M. Tchernenko pourrait être à même de faire bouger les choses dans la mesure où il n'a pas été directement engagé jusqu'à maintenant dans la conduite de la politique étrangère soviétique. « Il faut attendre et voir ce que seront les positions prises », a cependant ajouté le président, qui a rejeté l'idée d'une rencontre au sommet « pour faire connaissance » mais favorablement envisagé celle d'un rendez-vous ayant pour « ordre du jour » un examen des problèmes de fond. En clair, pour les Etats-Unis, c'est à l'URSS de « saisir l'occasion » du changement d'équipe pour « faire un geste ».

Moscou « attend une réponse des Occidentaux à ses propositions de paix »

Iouri Andropov a été inhumé, ce mardi 14 février, à 10 h 45 (heure de Paris), dans le cimetière du Kremlin, derrière le mausolée de Lénine. Dans leurs éloges funèbres, M. Tchernenko, le nouveau secrétaire général du PC soviétique, M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, et le maréchal Oustinov, ministre de la défense, se sont engagés à poursuivre l'œuvre du défunt. *« Nous attendons une réponse des Occidentaux à nos propositions de paix »*, a déclaré en outre M. Gromyko.

De notre correspondant

Moscou. – Le visage lisse et plein de M. Tchernenko occupe désormais les écrans de télévision et la première page des journaux. Un spécialiste de l'Agitprop, tenace et prudent qu'on dit peu habile à manier d'autres concepts que ceux de la vulgate marxiste en usage en URSS, succède à un esprit aigu mais que ses forces physiques ont trahi dès ses premiers mois d'exercice du pouvoir et qui a eu le mandat le plus court de toute l'histoire de l'Union soviétique.

Un scénario comparable à ce qui s'était passé en novembre 1982 vient de se reproduire, mais cette fois M. Tchernenko en a été le bénéficiaire, et la personnalité chargée de le présenter a été M. Tikhonov, le chef du gouvernement. Le communiqué de Tass annonçant l'accession de M. Tchernenko au pouvoir indique en effet que, *« sur instruction du bureau politique »*, M. Tikhonov a *« prononcé un discours »*, lundi 13 février, devant le comité central au cours duquel il a *« proposé d'élire »* M. Tchernenko au poste de secrétaire général.

Ces phrases-clés permettent de reconstituer l'activité de ces derniers jours. Le bureau politique s'est réuni et a tranché en faveur de M. Tchernenko, le comité central ne faisant qu'entériner, à l'unanimité, une décision déjà prise par les douze membres du bureau politique.

Le fait que M. Tikhonov ait été chargé de présenter la canditature *de M. Tchernenko constitue* une autre indication. Le chef du gouvernement était connu avec MM. Kounaev, Grichine et Chtcherbitsky comme un partisan du nouveau secrétaire général. C'est donc un allié sans ambitions apparentes et non un rival vaincu comme cela avait été le cas pour M. Tchernenko lui-même, en novembre 1982, face à Iouri Andropov, qui a joué ce rôle de parrain.

Mais une autre indication du nouveau rapport des forces au sein de la direction est fournie par la photographie publiée, ce mardi, par la *Pravda* et montrant tous les responsables soviétiques alignés devant le cercueil de Iouri Andropov pour un dernier hommage à la Maison des syndicats. M. Tchernenko a, cette fois, à sa droite M. Gorbatchev, le plus jeune membre (cinquante-deux ans) du bureau politique qui doit l'accélération de sa carrière à Iouri Andropov et qu'on présente souvent comme l'héritier de ce dernier. Sur la photo publiée la veille avant l'annonce de l'accession de M. Tchernenko au secrétariat général, l'ordre était sensiblement différent puisque M. Gorbatchev se trouvait alors placé beaucoup plus loin. Le secrétaire du comité central, chargé notamment des problèmes agricoles, aurait donc pris de l'avance sur l'autre « jeune » du bureau politique (M. Romanov, soixante et un ans) qui faisait, comme lui, figure de candidat à la succession de Iouri Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 4.)

HOPITAUX : les restrictions financières entraîneront-elles une dégradation des soins ?

LIRE PAGE 12 L'ARTICLE DE CLAIRE BRISSET

LYCÉES : M. Savary veut ouvrir plus largement les portes du second cycle.

LIRE PAGE 10

Kodak en difficulté

Pour faire face à une chute de ses ventes le géant américain se lance dans la vidéo en collaboration avec les Japonais

Eastman Kodak vient d'annoncer une baisse de 51 % de ses bénéfices nets en 1983 ainsi qu'un recul de 6 % de ses ventes. Les bénéfices de la firme de Rochester se sont élevés à 565,3 millions de dollars (contre 1,16 milliard en 1982) pour des ventes totalisant 10,17 milliards (contre 10,81 milliards).

Kodak attribue la chute de ses bénéfices aux *« conditions négatives »* de change – le niveau élevé du dollar, – au coût de son programme volontaire de retraites anticipées et à l'accroissement des coûts salariaux et des produits de base (argent).

Pour le dernier trimestre de l'année, la société a affiché un chiffre d'affaires de 2,57 milliards de dollars (contre 3,03 milliards lors de la même période en 1982) et un bénéfice de 117,4 millions de dollars (contre 320,7 millions de dollars).

A Wall Street, la nouvelle a été fort mal accueillie. Elle a contribué à faire baisser le niveau général des cours.

Pour la troisième fois depuis le début de 1983, Kodak va procéder à des licenciements : 1 250 employés et techniciens seront mis au chômage avant le 30 mars prochain. Les charrettes précédentes avait déjà supprimé 5 000 puis 3 500 emplois. En l'espace d'un peu plus d'une année, Eastman Kodak Company aura licencié 10 % de son personnel, ses effectifs américains passant de 93 350 personnes à environ 83 500.

Cette formidable compression des effectifs du géant de la photochimie, aujourd'hui centenaire (la firme avait été créée en 1884 par Georges Eastman sous le nom d'Eastman Kodak Dry Plate and Film Company), a été provoquée par une baisse dramatique des profits de la firme. Entre 1976 et 1979, malgré une constante augmentation des chiffres d'affaires, les pourcentages de bénéfice n'ont cessé de baisser : 16,2 % des ventes en 1973 et 12 % environ en 1979. A partir de 1980, les ventes ont commencé à diminuer à leur tour, accélérant la chute des bénéfices.

La tournure prise par les événements n'a vraiment surpris ni les administrateurs d'Eastman Kodak ni son président Walter Fallon, remplacé, depuis mai 1983, par Colby Chandler. La meilleure preuve en est que des mesures énergiques avaient été prises pour tenter de redresser la situation, notamment de lourds investissements : 1,5 million de dollars en 1982 et presque autant en 1983. Cet effort permit le lancement rapide de plusieurs produits nouveaux dans les domaines de la photo instantanée (procédé d'agrandissement Ektaflex, films de prise de vue Kodamatic, récemment encore amélioré avec le Kodamatic Trimprint), de la photo couleur conventionnelle (films à grain fin Kodacolor VR dont le plus sensible atteint 1000/31°ISO pour la première fois au monde).

L'innovation la plus spectaculaire date de 1982, année qui a vu le lancement du procédé de photo sur disque. En même temps, Kodak est entré sur des marchés nouveaux : la reprographie avec les copieurs Ektaprint, l'électronique avec l'achat des sociétés Spin Physics et Datatape, cette dernière produisant des bandes pour ordinateur.

Les résultats de cette contre-offensive ont inquiété. Les ventes dans le domaine de la photo instantanée ont baissé de 20 % en 1983. Au point qu'en septembre dernier le bruit courait à Wall Street que Kodak allait abandonner ce secteur. La photo sur disque n'a pas fait beaucoup mieux. Huit millions d'appareils ont été vendus en 1982, sept millions l'an dernier alors que l'état-major de Kodak pensait atteindre dix millions.

ROGER BELLONE.

(Lire la suite page 33.)

Le pardon sans l'oubli

par J.-M. THÉOLLEYRE

La libération, révélée tardivement, des trois Français qui furent des auxiliaires volontaires de la police nazie pendant l'Occupation ne devrait pas être considérée comme un scandale. Sans doute, elle rappelle à une nation qui ne s'est jamais totalement remise d'une période de son histoire dans laquelle elle a du mal à se reconnaître ces temps cruels du *« chagrin et de la pitié »*.

Elle pose aussi la question de la différence qu'il peut y avoir entre le pardon et l'oubli, avec cette restriction que s'il y eut pardon, ce fut un pardon accordé constitutionnellement par des grâces présidentielles successives déjà anciennes qui, en commuant deux peines de mort en réclusions perpétuelles puis en peines temporaires, impliquaient qu'à l'expiration de ces sanctions la liberté devenait un droit. Aussi bien, il ne saurait y avoir sujet de protestation dès lors que l'expiation commandée par la loi a eu lieu dans son intégralité.

Il est vrai que si Jacques Vasseur, Jean Barbier et Joseph Cortial avaient pu être jugés pour leurs crimes dans les temps qui suivirent la Libération, ils auraient partagé le sort inexorable de ceux qui, à cette époque, eurent à répondre avant eux des dénonciations de résistants à l'ennemi, de tortures et de tous ces comportements extrêmes d'une collaboration plus crapuleuse, ou pour le moins plus utilitaire, que celle de la simple idéologie, qui, pour autant, n'allait pas sans conséquence. Il est vrai aussi que, parvenant à échapper jusqu'aux années 60 à leur procès, ils ne connurent pas pour cela, tout au long de cette période, des repos de père tranquille.

Dans une certaine mesure, ces angoisses d'hommes traqués, qui *durent être les leurs, constituèrent* pour eux une sorte de prélude à l'expiation qui les attendait. Alors que d'autres, tout aussi coupables, mais pour lesquels le pire avait été refusé, en avaient fini depuis longtemps avec la prison, ils avaient eux à affronter des juges et, par la même occasion, à focaliser, vingt ans après, tout ce qui demeurait de l'abominable passé.

Ce fut leur destin d'avoir à répondre à l'âge de quarante ans d'actes commis quand ils en avaient un peu plus de vingt. Cette particularité ne fut pas prise en considération par la Cour de sûreté de l'Etat lorsqu'elle les condamna, mais elle ne fut pas étrangère aux mesures de grâce qui devaient atténuer la rigueur des arrêts initialement rendus.

Il se trouva du même coup que ces trois condamnés étaient les derniers de leur catégorie à connaître en France la prison. Cela parut sinon injuste, du moins trop cruel à quelques-uns qui demandèrent, plus ou moins timidement, pour eux, la faveur d'une amnistie. On retomba dans ce débat qui, dès 1945, avait opposé François Mauriac à Albert Camus, le premier en appelant déjà à la charité pour ne pas ajouter à la *haine, le second répondant au nom* de la justice pour ne pas ajouter au mensonge.

C'est pourtant le même Albert Camus qui, à la même époque, constatait l'échec de l'épuration et exprimait son désenchantement : *« Il faut croire que le chemin de la simple justice n'est pas facile à trouver entre les clameurs de la haine, d'une part, et les plaidoyers de la mauvaise conscience, d'autre part. »*

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Minute

Il y a eu deux moments forts pendant « L'heure de vérité » de M. Jean-Marie Le Pen, lundi, à la télévision.

Devant des millions de Français, M. Jean-Louis Servan-Schreiber a brandi un document de police sur la torture en Algérie et sur le rôle de M. Le Pen. La superbe de l'invité d'Antenne 2 a alors vacillé, et il tenta de dévier le coup par une grosse colère, sans démentir le fait.

Un peu plus tard, il s'est dressé, au garde-à-vous, pour une « minute de silence » à la mémoire des victimes du goulag.

A la réflexion, on peut se demander s'il n'aurait pas été préférable que cette émission se limitât à une heure de silence. Pour la vérité, une minute suffisait.

BRUNO FRAPPAT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE APPROUVE LE PROJET DE M. PEI

« Modernité » du Grand Louvre

Un communiqué publié par l'Elysée le lundi 13 décembre annonce que le président de la République, *« après avoir pris connaissance des propositions qui lui ont été transmises par le ministre délégué à la culture, a donné son accord définitif au projet du Grand Louvre, présenté par l'architecte Ieoh Ming Pei »*.

Enthousiasme et fureur, silences prudents, paroles forcées, soutiens secrets, mais aussitôt dévoilés, rien n'aura manqué depuis la publication du projet de l'architecte Ieoh Ming Pei pour le Louvre. Rien n'aura manqué jusqu'à l'approbation du président de la République, et celle-ci ne clôt sans doute pas la polémique, si elle permet de donner pour probable la mise en route du chantier. Car beaucoup en doutaient encore.

A bien des égards, on se croirait revenu aux beaux jours des grands chantiers de l'ancienne majorité. On peut comprendre aujourd'hui la passion des uns, qui se souviennent du scandale provoqué par le projet du Centre Pompidou et l'opposent à son succès actuel. Et le supplice des autres, qui se rappellent combien furent vains leurs appels pour la sauvegarde des Halles, et le résultat misérable auquel on est parvenu.

C'était le temps du patrimoine massacré et des gestes augustes de l'architecture, le temps des décisions trop souvent sans appel. Les mœurs ont changé, et changé à tel point que beaucoup estiment la « modernité » davantage en péril que ne le sont les marques du passé.

Il n'a donc pas été trop difficile de battre le rappel de signatures célèbres en faveur du projet de Ieoh Ming Pei, signatures qui jadis se seraient peut-être plus volontiers portées vers l'autre bord. Le camp des « vieux sages », selon l'image volontiers attribuée aux défenseurs des monuments historiques et du patrimoine en général, s'est donc pour cette fois trouvé affaibli.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

L'autre Europe

L'Europe économique s'essouffle de plus en plus. Si l'on parlait de l'autre, celle de la politique et de la culture ? Le Parlement de Strasbourg est appelé à voter le 14 février sur un projet d'union européenne (rapport Spinelli). Maurice Duverger se demande s'il n'est pas temps que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale établissent entre elles une sorte de Conseil de sécurité. Gérard Fuchs suggère que l'on rouvre franchement le dossier d'une défense commune. Quant à Pierre Encrevé, c'est à l'unité culturelle qu'il songe.

Un conseil de sécurité

par MAURICE DUVERGER

LE *Marché commun* est trop utile à la plupart de ses membres pour qu'ils le laissent se disloquer complètement. L'échec d'Athènes sera suivi par un compromis permettant de maintenir les institutions du traité de Rome. *Mais elles risquent de végéter sans* soutien véritable des peuples concernés. Les élections de juin prochain ne soulèveront pas de grands débats, et les abstentions y seront nombreuses, sauf dans les pays où, comme la France, elles sont détournées à des usages de politique intérieure. Comme leurs prédécesseurs, les nouveaux députés se réjouiront de fonctions agréables et inoffensives qui procurent des contacts intéressants et de faibles responsabilités.

La Communauté finira bien par *englober un jour l'Espagne et le Portugal.* Plus elle s'élargira, plus les liens entre ses membres se distendront. Elle conservera son droit, ses institutions, sa bureaucratie, ses rites, dont les résultats ne sont pas négligeables ni négatifs, loin de là. *Mais elle s'éloignera un peu plus du* rêve grandiose de ses promoteurs : développer l'unité de l'Europe et en faire une entité capable de traiter d'égal à égal avec les Grands, qui passeraient ainsi de deux à trois. Les sentiments nationaux ne sont pas *seuls en cause dans le semi-échec de* l'entreprise. Ils sont trop forts pour permettre une véritable fédération. Mais ils n'empêcheraient pas des liens communautaires plus étroits.

L'obstacle principal au renforcement de l'unité tient à l'inégalité des Etats membres. Sur les dix actuels, quatre ont chacun entre 54 et 61 millions d'habitants, alors que les six autres ensemble n'en réunissent que 42 millions. Or, le premier groupe totalise 40 voix au Conseil, contre 23 voix pour le second. Ce dernier dispose donc du tiers des suffrages, alors qu'il représente le sixième des populations. Pourquoi ne pas prendre en compte une évidence : la règle du vote à la majorité qualifiée de 45 voix ne pourra pas s'appliquer tant que chacun des quatre grands ne disposera pas d'un droit de veto ? Il équivaudrait en somme à celui qui appartient en fait au bloc des petits Etats, dont l'accord peut paralyser une décision acceptée par les seuls grands. L'octroi d'un droit de veto à ces derniers per*mettrait de renoncer réellement* à la pratique de l'unanimité, qui devient de plus en plus paralysante au fur et à mesure que la Communauté s'étend.

L'armée et la diplomatie

Pour indipensable qu'elle soit, une telle réforme des institutions ne suffirait pas à désembourber une Europe de plus en plus enlisée. Dans la prochaine décennie, le Vieux Monde va jouer son avenir sur le plan industriel. Il ne lui suffit plus d'un marché commun ni d'une politique agri*cole commune. Avant tout, il lui* faut une politique industrielle commune. A l'heure actuelle, l'écart ne cesse de se creuser entre lui et ses deux concurrents : Etats-Unis et Japon. Certes, l'initiative principale doit appartenir aux entreprises dans ce domaine, qu'elles soient privées ou nationalisées. Mais la Communauté pourrait les aider d'une façon *décisive. Par exemple, pour l'inves*tissement et la recherche.

De toute façon, le développement de l'unité *européenne ne* peut être monopolisé par les institutions de la Communauté. Malgré leur insuffisance, elles ont montré une indéniable efficacité dans le domaine économique, où elles continueront normalement à jouer le rôle principal, sans empêcher que d'autres initiatives se multiplient par des contacts directs d'Etat à Etat. Airbus, Ariane, sont des modèles d'entreprises à imiter, et l'annonce de la mise en chantier d'un futur avion de combat européen est un événement plus important que l'échec des négociations d'Athènes. Non seulement par sa portée industrielle, mais plus encore par sa portée politique. Le débat sur les fusées, les grandes vagues pacifistes, l'*inquiétude des populations*, rappellent que l'Europe n'est pas seulement menacée par l'expansion économique des Etats-Unis et du Japon, mais plus encore par l'expansion militaire de l'URSS.

Tout se tient, et la défense de notre continent n'est pas séparable de sa capacité de production. Certes, les Américains sont nos concurrents pour *celle-ci* et *nos alliés* pour celle-là. Nul ne songe à remettre en cause l'alliance atlantique, qui demeure un élément nécessaire de notre sécurité. Nécessaire, mais insuffisant. L'installation des Pershing était indispensable pour empêcher le « découplage » *entre l'Europe et les* Etats-Unis, objectif fondamental des Soviétiques. Mais le renforcement du couple n'empêche pas que les dirigeants de Washington soient de moins en moins disposés à mettre en jeu l'existence de leur nation pour empêcher les Russes d'envahir la République fédérale.

La sécurité de l'Europe ne peut *pas être assurée par les seuls Euro*péens. Mais elle ne peut plus l'être si les Européens demeurent une force d'appoint par rapport à une alliance atlantique où les Américains ont la maîtrise du jeu. De cela, les peuples de notre continent commencent à prendre conscience, en face d'une URSS qui devient la première puissance militaire du monde. Dans les *prochaines années, l'unification de* l'Europe devrait se développer surtout dans les secteurs de l'armée et de la diplomatie, qui se recouvrent en grande partie. Les institutions de la Communauté ne sont pas adaptées à ces terrains où les petites nations ne peuvent jouer qu'un rôle très secondaire.

Qu'on le veuille ou non, cette Europe-là ne peut se former qu'autour d'un noyau dur constitué par la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne. Les liens spéciaux de la deuxième avec les Etats-Unis, l'interdiction faite à la troisième de disposer d'armes atomiques, ne rendent pas leur collaboration très facile. Cependant, rien n'empêcherait les trois d'établir *peu à peu entre elles* une sorte de conseil européen de sécurité, d'abord simple organe de consultation et de réflexion aux niveaux les plus élevés, qui pourrait progressivement se renforcer. Une telle institution aurait pour objectif d'organiser une défense européenne commune qui s'ajouterait à celles existantes.

Un conseil européen de sécurité pourrait s'attacher à élaborer une doctrine et à réunir les moyens né*cessaires* pour une « *dissuasion élargie* », couvrant la RFA par des engins nucléaires stationnés sur son territoire et mis en œuvre par une décision exclusivement européenne. A cette décision, Bonn serait associé par le système qu'on appelle la « *double clef* », les *Allemands* de l'Ouest ne pouvant presser sur la détente, mais disposant du cran de sû*reté. Simultanément*, le conseil pourrait aider au perfectionnement des méthodes actuelles de la bataille de l'avant, réfléchir aux armes nouvelles, telles que les engins neutroniques, mettre sur pied des programmes d'armement proprement *européens*, etc. *Naturellement, il* garderait le contact avec l'OTAN. Il contribuerait d'ailleurs à une évolution indispensable de l'alliance atlantique, par la constitution en son sein d'un second pôle de puissance, qui assurerait un meilleur équilibre. Il donnerait enfin à la diplomatie de l'Europe un poids qu'elle ne possède pas aujourd'hui, faute de s'appuyer sur des forces militaires propres.

Reste à savoir si la Grande-Bretagne serait disposée à s'engager dans une voie qui lui ferait regarder un peu plus vers le continent et un peu moins vers le grand large. Elle ne se lancerait certainement pas dans une entreprise tapageuse dont les résultats risqueraient d'être fort en deçà des intentions. Mais rien ne prouve que Paris ne pourrait pas convaincre Londres de l'intérêt d'examiner ensemble l'avenir de leurs forces de dissuasion respectives, tout en développant avec Bonn une réflexion sur la collaboration franco-allemande pour la défense de *l'Europe. Suivant leur évolution*, les deux dialogues simultanés pourraient se fondre peu à peu dans une *discussion tripartite. La présidence* de la Communauté par François Mitterrand n'exclurait pas de telles initiatives en marge du traité de Rome. Elles renforceraient au contraire la position de la France, en montrant sa volonté de faire réellement progresser l'Europe sans se laisser enfermer dans les règles existantes qui freinent cet essor.

Pour une défense commune

par GÉRARD FUCHS (*)

PARLER de défense européenne apparaît à beaucoup de responsables politiques comme le reflet de nostalgies passéistes ou d'anticipations futuristes : passéisme pour ceux qui ont gardé en mémoire les heures chaudes de la CED (1) et craignent de revivre ces moments au sens propre du terme déchirants ; futurisme pour ceux qui considèrent qu'un tel problème ne peut avoir de sens qu'une fois établi un gouvernement européen.

Deux arguments très forts me paraissent pourtant peser aujourd'hui en faveur d'une réouverture sérieuse du dossier.

Le premier est fondé sur l'évolution des rapports de forces. Pendant trente ans, face à une Union soviétique qui apparaissait *menaçante*, la sécurité de l'Europe a été largement garantie par la supériorité nucléaire américaine. *Mais, dans la situation* d'équilibre stratégique approximatif qui prévaut aujourd'hui entre les deux Grands, qui peut encore être certain que les Etats-Unis risqueraient leur territoire, voire leur existence, pour peser sur l'évolution d'un conflit militaire en Europe ?

Le deuxième argument concerne l'Allemagne. Nous avons vu s'y déchirer, à travers l'affaire des euromissiles, le consensus en matière de sécurité qui avait gouverné ce pays depuis 1945. Où risque de se retrouver une RFA tentée par un pacifisme qui mettrait inévitablement en question les éléments déjà si diffici*lement acquis de l'unité* de l'Europe ? Et, plus brutalement, est-il raisonnable, après avoir reproché à l'Allemagne son attachement atlantiste, de redouter aujourd'hui une tentation neutraliste tout en refusant de simplement envisager l'unique autre possibilité imaginable pour sa sécurité ?

Avant d'aller plus loin, je vou*drais évoquer la question* à *mes yeux* centrale du débat : avons-nous véritablement quelque chose à défendre ? Des socialistes ne peuvent, me semble-t-il, que répondre oui à cette question : oui, nous pensons que la démocratie est une valeur fondamentale et *qu'il nous* faut la préserver, au besoin contre l'Union soviétique ; oui, nous pensons que la démocratie doit être étendue aux domaines économique et social, au besoin contre les Etats-Unis, qui prétendent limiter notre choix à collectivisme ou *libéralisme*.

Alors il est indispensable ensuite bien sûr de plonger dans le techni*que concret. Comment est-il possi*ble d'abord de renforcer la coopération européenne en matière d'armements : l'utilisation du cadre de l'UEO (2) et celle des dispositions militaires du traité franco-allemand de 1963 peuvent ici permettre d'imaginer des progrès. Mais il faut aussi aborder les sujets tabous : que peuvent réellement signifier une « sanctuarisation élargie », étendant à certains territoires voisins la garantie de notre dissuasion, ou une « double clé » permettant à la RFA un contrôle de certaines armes tactiques françaises.

Pour éviter de s'enliser dans des querelles qui bloqueraient toute évolution, deux conditions me paraissent en tout cas dès aujourd'hui nécessaires :

– Qu'il soit mis fin à toute expression officielle excluant une modification du caractère purement et à jamais national de notre défense ; il faut reconnaître que les dernières déclarations de François Mitterrand, *malgré une* prudence compréhensible, marquent sur ce point une inflexion intéressante ;

– Que soit donnée une explication claire pour l'opinion sur la différence de nature qui existe à moyen-long terme entre la perspective de « défense européo-américaine » envisagée par exemple par Jacques Chirac, qui continue de s'inscrire dans la logique des blocs existants, et celle d'une défense européenne progressivement autonome, qui s'inspire de la perspective d'une Europe troisième voie.

Troisième voie et non troisième force : faut-il le dire enfin en conclu*sion ? Car rien ne serait plus fou*, au terme de la logique qui vient d'être exposée, que la vision d'une Europe se lançant à son tour dans la course aux armements et cherchant dans ce domaine-là aussi à égaler les Grands. Assurer *notre* sécurité demande et *demandera* toujours un effort réel. Mais il ne s'agit pas de la concevoir en termes d'hégémonie ou d'expansion : assurer la défense européenne d'un modèle de société européen, fondé sur la liberté et la justice, pour les hommes et pour les peuples, doit demeurer à tout moment l'objectif.

(*) Député socialiste au Parlement européen.

(1) Le traité de la Communauté européenne de défense, finalement rejeté par la France en août 1954.

(2) Union de l'Europe occidentale, mise en place en 1955, après l'échec de la CED.

Elargir le patrimoine culturel

par PIERRE ENCREVÉ (*)

L'APPROCHE des élections européennes *réveille* des réflexions sur l'unification de l'Europe. Le thème de l'unité culturelle euro*péenne est de plus en plus fréquem*ment invoqué ici et là, mais cette unité, évidente si l'on songe au passé et encore aisément constatable pour le présent, manque cruellement de moyens d'assurer son avenir. Pourtant, la survie et la mise en œuvre de *l'idée d'unification politique de l'Eu*rope ne pourront être assurées que par la relance et le développement de l'unité culturelle.

Mais il est trop simple de se *référer* à l'unité de culture en oubliant ce qui la borne et qui la menace : la diversité linguistique de l'Europe, qui joue comme une série de profondes divisions – en dépit de la grande pa*renté de structures des langues en* question, qui aurait pu être utilisée systématiquement pour faciliter les passages de l'une à l'autre. Un des problèmes de toute tentative d'unification culturelle et politique d'un territoire est celui de la langue. Qu'il s'agisse de l'URSS, des Etats-Unis ou de la Chine, le modèle qui a prévalu est celui de l'unilinguisme. Il est *indubitable que, si l'unité culturelle* de l'Europe de l'Ouest se fait sur ce modèle, cette Europe sera anglophone, l'anglais étant dès maintenant la deuxième langue « favorite » des Européens (90 % des lycéens français apprennent l'anglais et la proportion est au moins aussi forte en Allemagne et aux Pays-Bas). Une telle unification linguistique se ferait contre les *racines* de la culture européenne dans son polycentrisme et *son plurilinguisme caractéristiques*. Au-delà, c'est la division politique du continent européen qui serait perpétuée, car l'unité culturelle, alors, ne serait pas celle (même occidentale) de l'Europe, mais de l'Occident sous la direction des Etats-Unis d'Amérique. Ces derniers étant incontestablement de culture européenne, cette situation ne manquerait pas de logi*que. Elle sonnerait pourtant le glas* de l'Europe unie en tant que telle, et la possibilité qu'elle puisse intervenir en tiers entre les deux Grands. Voilà pourquoi l'Europe culturelle n'a qu'un choix : si elle veut survivre, elle doit bâtir son unification sur le modèle suisse, celui du *plurilinguisme généralisé*, le plus urgent consistant à le développer dans les générations montantes.

Le troisième canal

Le moyen, le *média*, est miraculeusement disponible, mais pour quinze à vingt ans seulement : il s'agit du troisième canal du satellite de télédiffusion directe que devrait *lancer TDF en 1985 (et 1986 pour* son indispensable jumeau), si la décision définitive en est prise, qui doit intervenir dans les trois mois pour respecter les dates retenues. Le PDG de *l'agence Havas, André Rousselet*, a mis plusieurs fois en avant l'intérêt exceptionnel qu'il y aurait à utiliser *ce canal pour programmer* une chaîne européenne culturelle diffusant une « *image commune avec huit ou neuf sons différents* », en insistant sur la courte parenthèse *(« deux générations au maximum »)* que représente cette *chance inespérée*, avant que le système *alliant* satellites de télécommunication et câbles ne périme les satellites de télédiffusion directe.

Cette proposition devrait être saisie de toute urgence. Si elle n'a pas reçu l'attention ni le soutien qu'elle *mérite de la part des hommes* politiques et des intellectuels favorables à l'Europe, c'est sans doute qu'on ne mesure pas l'aspect techniquement *unique* de la possibilité en jeu. TDF 1, en effet, pourra atteindre dès juin 1986 la *totalité* des populations des *régions de l'ellipse attribuée à la* France en 1977 à la Conférence de Genève (ellipse qui s'étend des Pays-Bas *à l'Afrique du Nord et de la Pologne* au pays de Galles), ignorant des barrières naturelles, politiques et surtout linguistiques puisqu'il peut émettre simultanément dans toutes les langues voulues sur la même image.

On imagine, par exemple, l'effet de désenclavement qu'aurait sur la vie politique et culturelle de chaque nation *l'existence* de journaux télévisés réalisés par des journalistes des plus grands journaux européens, et combien *de problèmes sur lesquels* bute sans cesse l'unification politique prendraient une tournure différente. L'unification culturelle et l'unification politique s'y conforteraient l'une l'autre. Il faut penser en particulier au prodigieux instrument de développement d'un plurilinguisme européen généralisé que serait une telle chaîne de télévision, surtout pour les jeunes auditeurs. Car la possibilité d'une image multisons devrait impérativement faire concevoir des émissions conduisant le téléspectateur à commuter d'un son à l'autre sur son récepteur, au lieu de rester branché sur sa propre langue maternelle.

Tout Européen pourrait, devrait devenir auditeur de trois ou quatre langues européennes, et, l'enseigne*ment aidant, locuteur effectif d'au* moins deux d'entre elles, l'une du groupe des langues romanes – catalan, espagnol, français, italien, portugais, – l'autre du groupe des langues germaniques occidentales – allemand, anglais, néerlandais. Les problèmes mêmes de la réalisation de programmes plurilingues (en particulier pour le direct), loin de consti*tuer des obstacles insurmontables*, conduiraient par exemple à jouer au surplus sur le pluri-sous-titrage, ce qui *multiplierait* les possibilités tout en favorisant l'écoute en langue étrangère. Ainsi naîtrait une conception neuve de la communication télévisuelle, qui modifierait profondément aussi bien le contenu que la forme des programmes et permettrait d'y manifester enfin toutes les ressources inventives de la culture européenne.

(*) Maître-assistant de linguistique générale, Paris-VIII.

LU

Un numéro spécial de la revue « Espoir »

Le « compagnon » Christian Fouchet

LA revue *Espoir*, éditée par l'Institut Charles-de-Gaulle, consacre son numéro de décembre 1983 à un hommage à la mémoire de Christian Fouchet, mort en septembre 1974 à soixante-trois ans. Il est vrai que Christian Fouchet a été « gaulliste » au point de déclarer *à sa fille, quelques jours avant* de disparaître, qu'il n'avait « *plus jamais été vraiment heureux depuis la mort de Charles de Gaulle* ».

Jeune diplomate mobilisé dans *l'aviation*, il avait rejoint Londres avant même de Gaulle, le 17 juin 1940, à bord d'un avion dérobé à Bordeaux. Après *l'épopée de la France libre*, il quitte la « carrière » pour le militantisme au RPF, devient député de Paris en 1951 – il sera en 1968 député de Toul – et est de ces gaullistes qui, en 1954, soutiennent Pierre Mendès France. Comme ministre des affaires tunisiennes et *marocaines*, il patronne l'autonomie de la Tunisie comme il installera en 1962 le premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Car, dès le re*tour de de Gaulle au pouvoir*, Christian Fouchet, véritable « féal » du général, se vit confier des missions de confiance.

Son nom reste attaché au plan de coopération politique européenne qui permet aujourd'hui de porter un jugement nuancé sur les sentiments prétendument anti-européens de de Gaulle. La carrière de l'ancien ministre est largement et précisément retracée dans la revue *Espoir* grâce à de *nombreux* témoignages directs qui montrent mieux à travers ce cas ce qu'étaient les « compagnons » de de Gaulle.

ANDRÉ PASSERON.

★ *Espoir* n° 45. Plon éditeur, 5, rue de Solférino, 40 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

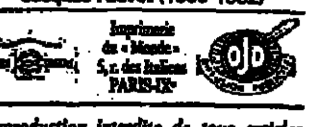
PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 182 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

Les milices druzes lancent une offensive contre l'armée au sud-est de Beyrouth

Les miliciens druzes de M. Walid Joumblatt, soutenus par la Syrie, ont lancé, mardi 14 février, une violente offensive contre l'armée libanaise dans la montagne au sud-est de Beyrouth. *« Les combats font rage, mais nos forces tiennent leurs positions avec l'aide de l'artillerie et de l'armée de l'air »*, a déclaré le porte-parole de l'armée. L'attaque vise les localités de Qabr-Chmoun, Bennay et Abey. Pour la première fois depuis la guerre du Chouf de septembre dernier, deux Hawker Hunter de l'aviation libanaise ont bombardé des positions druzes. Par ailleurs, la marine américaine a pilonné, mardi matin, des positions d'artillerie syriennes pour soutenir l'armée libanaise. Dans la capitale même, des accrochages sporadiques ont été signalés durant la nuit le long de la « ligne verte » séparant les secteurs chrétien et musulman.

Dans une interview diffusée lundi par Antenne 2, le président Gemayel, écartant à nouveau toute démission, a formulé l'espoir d'une *« solution assez rapide »* au *« conflit sanglant »* qui déchire le Liban. De son côté, M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste libanais, a rejeté lundi, dans une interview à Radio-France internationale, les propositions de réforme faites par le chef de l'Etat.

Sans faire de la démission du président Gemayel une *« affaire personnelle »*, M. Joumblatt a affirmé que le président libanais doit être *« jugé pour les crimes qu'il a commis envers le peuple libanais »*. Il a estimé que M. Gemayel a repris à son compte les propositions que lui et le mouvement chiite Amal avaient avancées à Genève, en novembre dernier, lors de la première phase de la conférence de réconciliation nationale.

« Il [le président Gemayel] *est en train de voler nos idées comme il est en train de voler le pays, ni plus ni moins »*, a-t-il dit, ajoutant : *« Il est trop tard. Ce n'est pas en avançant des propositions que l'on peut oublier les massacres de Beyrouth et de la montagne. »*

M. Joumblatt : « La déclaration de M. Mitterrand est positive »

M. Joumblatt a accusé le président Gemayel de chercher *« à gagner du temps, à se redonner une certaine crédibilité vis-à-vis d'une certaine opinion internationale en vue de reprendre son plan hégémonique phalangiste »*.

Le dirigeant druze a qualifié, par ailleurs, de « positive » la déclaration faite dimanche à TF 1 par M. Mitterrand, qui, à ses yeux, *« reflète une compréhension beaucoup plus grande des problèmes libanais »* (1). Il a ajouté : *« Nous demandons à la France de bien juger les choses sur le terrain et de ne pas à nouveau s'engager avec qui que ce soit sur le terrain. Qu'elle soit l'amie des Libanais dans toute la multitude de toutes leurs confessions, c'est quelque chose. Que la France, ou mettons quelqu'un dans la France officielle, essaie de récupérer Amine Gemayel, c'est autre chose. C'est ce que je crains. Mais je crois que* [le président] *Mitterrand, par sa déclaration, a mis fin à cette tentative de récupération. »*

M. Joumblatt a estimé que *« si le contexte de la multinationale change, si la multinationale se retire et est remplacée par une force internationale, alors, peut-être, un contingent limité français serait accepté »*.

(1) Le président de la République avait notamment déclaré (*le Monde* du 14 février) : *« Je dois dire que ceux qui ont gagné la bataille de Beyrouth-Ouest autour des forces d'Amal et de Berri, se comportent avec un très grand sens des responsabilités et sont en relation avec le commandement français. Il existe à l'heure actuelle une relation de caractère cordial. Je suis moi-même resté constamment en relation épistolaire et parfois téléphonique avec tous les chefs de tendances. J'étais en correspondance avec Walid Joumblatt, que j'avais convié à venir à Paris récemment, ainsi qu'avec les dirigeants chiites. Tout en étant tout à fait loyaux avec le président légitime Amine Gemayel, dont la situation est naturellement très compromise – mais on ne sait pas ce qui va se passer, – nous avons toujours voulu que l'on sache, au Liban, que nous n'y avions pas d'ennemis (...). »*

La crise politique paraît inextricable

De notre correspondant

Beyrouth. – Parallèlement aux combats qui se poursuivent par intermittence, la crise proprement politique au Liban paraît de plus en plus inextricable. En effet, le président Gemayel est mis pratiquement dans l'impossibilité de gouverner, mais exclut toute démission. On imagine difficilement qu'il puisse accomplir les cinq ans de mandat encore à courir. Toutefois, la déclaration du président Mitterrand sur le Liban a provoqué un vif étonnement à Beyrouth, non tant par le satisfecit décerné à la milice chiite Amal et à son chef, M. Berri, que par son appréciation de la position du président Gemayel qualifiée d'*« extrêmement compromise »*.

Même des personnalités actuellement très peu favorables au président Gemayel ont manifesté leur surprise de voir un chef d'Etat s'exprimer de la sorte à propos d'un autre chef d'Etat, aurait-il raison sur le fond. On relève ici que le président syrien, lui-même, tout en combattant directement M. Amine Gemayel, fait savoir qu'il n'est en rien concerné par la personne de M. Gemayel, et qu'il entend bien ne pas être mêlé à son éventuelle démission, même si celle-ci est exigée par l'opposition libanaise à l'instigation, et, en tout cas, avec l'accord de la Syrie. Le président Gemayel a pris contact avec l'ambassadeur de France au Liban, M. Fernand Wibaux, à propos de la déclaration de M. Mitterrand.

Sur le plan libanais interne, on juge certes, ici, la position du chef de l'Etat dans les mêmes termes, mais il est inconcevable, pour le parti phalangiste, et il serait désastreux pour l'ensemble des maronites, et plus généralement des chrétiens, de le *« lâcher »* par crainte du précédent ainsi créé.

L'embarras transparaît dans le silence observé par la plupart des dirigeants maronites non phalangistes. Certes, des noms de présidents virtuels sont cités ici et là : MM. Raymond Eddé, qui vit à Paris ; Soleimann Frangié, Dany Chamoun, le général ambassadeur à Berne ; Johnny Abdo, et le général Ibrahim Tannous, commandant en chef de l'armée. Ce dernier, malgré les déboires de ses troupes qu'il n'a ni gardées à l'écart du conflit ni menées à la victoire, attendrait son heure, selon certaines rumeurs. Mais on parle de ces *« présidentiables » « pour plus tard »*, *« pour le cas où »*, et non comme des successeurs éventuels du président Gemayel dans le *proche avenir. On entend, en effet,* éviter de donner l'impression que l'on accepte l'ouverture de la succession.

Le président Gemayel, pour sa part, refuse catégoriquement d'envisager une démission : *« J'ai été élu par le Parlement.* (...). *Je continuerai à protéger les institutions »*, a-t-il déclaré dans une interview à Antenne 2.

D'ailleurs, en tacticiens consommés, les Syriens ne réclament pas le départ du chef de l'Etat, et assurent en avoir à sa politique et non à sa personne. *A priori*, un rétablissement de la position du président Gemayel du côté de Damas n'est donc pas impossible. Mais en même temps le ministre des affaires étrangères syrien, M. Khaddam, se déchaîne contre lui, et les conditions posées par la Syrie sont telles que si le chef de l'Etat s'y pliait, cela équivaudrait à une démission *de facto*. S'il les refusait, ce serait la continuation de la guerre.

Un optimisme étonnant

L'abrogation de l'accord du 17 mai, exigée par l'opposition et Damas, reviendrait, en effet, à une rupture avec Israël ; le retrait de la force multinationale, à un désengagement des Etats-Unis ; et l'annulation des nominations au sein de l'appareil de l'Etat, à un isolement du président parmi ses propres partisans. *« Les Syriens veulent un Amine Gemayel sans Libanais ni Américains ni Israéliens autour de lui : nu comme un ver »*, entend-on dire couramment. Pourtant, l'un des observateurs les plus avertis de Beyrouth constatait tristement lundi soir 13 février : *« Il n'y a pratiquement plus que la solution syrienne. Elle ne nous apportera pas la paix puisque Israël ne laissera jamais la Syrie opérer en toute quiétude au Liban. Mais, au moins, nous ne serons plus en situation de guerre ouverte. »*

Les Etats-Unis, quant à eux, sans avoir complètement *« lâché »* le régime, donnent l'impression de miser plutôt sur l'armée malgré sa semi-désintégration, et continuent à lui fournir des armes, payées il est vrai rubis sur l'ongle et dont l'essentiel se trouve en secteur chrétien.

L'intervention israélienne étant présentement exclue, le tableau de la situation comporte un président sans pouvoir ni gouvernement que ses partenaires et alliés ne soutiennent plus vraiment. Les Forces libanaises (milices chrétiennes), en particulier, ont pratiquement décidé qu'il n'y avait plus de raison que l'Etat détienne le pouvoir en secteur chrétien, si tant est qu'il l'y ait jamais détenu, après l'avoir perdu en secteur islamo-progressiste. En conséquence, les forces libanaises se sont redéployées dans la rue et en deuxième ligne derrière l'armée face aux milices islamiques de Beyrouth-Ouest. Par ailleurs, ces dernières ont, certes, mené une opération victorieuse, mais ne parviennent pas à *concrétiser leur victoire* et sont menacées de règlements de comptes internes.

De son côté, la Syrie a récupéré 90 % de ses positions au Liban sans pouvoir toutefois mettre complètement la main sur le pays. Quant à Israël, il a vu s'évanouir son objectif politique de 1982, la paix et des frontières ouvertes avec le Liban, et ne peut plus envisager que des mesures assurant sa sécurité et un éventuel gain territorial au sud du Liban.

Enfin, les Etats-Unis veulent se tirer d'affaire à moindres frais, sans cependant donner l'impression d'une dérobade à leurs alliés arabes constitués en un axe Arabie Saoudite-Egypte-Jordanie auquel sont liés l'Irak et l'OLP de M. Arafat.

Dans ces conditions, on ne voit pas comment la crise pourrait être réglée. Pourtant le président Gemayel est d'un avis contraire puisqu'il a affirmé dans son interview télévisée : *« Nous sommes aujourd'hui sur le point d'arriver à une solution qui pourrait revoir le problème dans son ensemble et aboutir à une formule susceptible de sauver tout le Liban. »* Il a utilisé à ce propos le terme de *« compromis historique »* (*le Monde* du 14 février). Ses compatriotes aimeraient partager son optimisme et souhaitent qu'il détienne des données positives ignorées du grand public.

LUCIEN GEORGE.

DANS LA BANLIEUE SUD
La détresse des habitants de Chyah dévasté par les bombardements

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. – Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur Beyrouth, lundi 13 février, charrient des torrents d'eau boueuse le long des artères désertes de Chyah, cette banlieue sud surpeuplée à majorité chiite où ont éclaté les derniers combats. Pas un piéton ne hante ces rues dévastées bordées d'immeubles éventrés, aux balcons qui pendent misérablement dans le vide. Aucun bâtiment dans le secteur de l'église Mar-Mikhaël n'a résisté aux violents bombardements, et la plupart des habitants ont déserté le quartier ravagé. Quelques enfants qui jouent devant une porte signalent pourtant que tout le monde n'est pas parti.

Ils sont cinquante, dans une cave de 30 mètres carrés, femmes, enfants et miliciens qui se reposent après leur veille de la nuit. Ils sont cloîtrés depuis une semaine, nous explique en français Lina, une petite fille de dix ans qui vit là avec ses parents et ses trois frères combattants. Sur le plancher est posé un réchaud à gaz et quelques assiettes sont soigneusement rangées à côté. Depuis quarante-huit heures, ils montent *« respirer de temps en temps »*, dit-elle, sans s'éloigner toutefois de leur abri. La nourriture et l'eau leur sont apportées depuis trois jours par les miliciens d'Amal, qui règnent en maîtres sur tout ce secteur dévasté. Une femme paraît être la maîtresse de ces lieux sinistres. Elle explique qu'elle préfère *« rester avec ses garçons qui combattent »*. Elle a *la hantise de les perdre, comme* celui dont le portrait géant est suspendu à travers la rue.

Au coin d'un immeuble, une silhouette tout en noir qui ne déparerait pas Téhéran se glisse dans une ruelle. Le milicien d'Amal qui *nous accompagne nous avait* accueilli avec un sourire pour se faire pardonner de ne pouvoir serrer la main d'une femme : *« Ce n'est pas contre vous, c'est la religion ! »* Dans ce quartier, nous verrons d'ailleurs beaucoup de femmes, le foulard serré sur la tête ne laissant pas sortir un seul cheveu.

Au détour d'une rue, des enfants qui se sont fait une cabine roulante dans un chariot métallique se font sévèrement réprimander par les miliciens. *« Le chariot appartient à une usine voisine*, explique le combattant, *or l'usine est à un chrétien et nous ne voulons pas être accusés d'être des voleurs ou des bandits. »* Dépités, *les enfants abandonnent leur nouveau jouet*, qu'un milicien range soigneusement. La pluie qui tombe sans interruption accentue encore le caractère de désolation de ces lieux, et les miliciens n'ont pas de mal à montrer la misère qui règne partout : *« Nous sommes pourtant des Libanais*, dit l'un d'eux, *qu'a-t-on fait pour nous ? Regardez ces rues, ces immeubles, tout est pauvre ici ; nous ne voulons pourtant que vivre comme tout le monde. Nous n'avons pas de problèmes avec les chrétiens, et d'ailleurs certains sont restés ici malgré la situation »*, assure-t-il.

Soixante-quinze mille personnes

C'est vrai. Dans une cave inondée de 30 centimètres d'eau, une famille chrétienne partage sa détresse avec trois autres familles chiites. *« Nous étions quatre familles de chrétiens*, explique M. Maurice Michel, *mais les autres ont profité de l'accalmie pour partir. Moi, je reste, je n'ai pas où aller et surtout pas d'argent pour m'en aller. »* Fabricant d'emballages de bonbons, « M. Maurice Michel » a perdu son travail il y a six mois, lorsque la situation s'est dégradée. Originaire de Tripoli, où il a fait ses études chez les Frères des écoles chrétiennes, il n'a pas les moyens de regagner le nord du pays. *« Moi, bien sûr, je pourrais passer à l'est, mais pour quoi faire ? Ici, je n'ai pas de problèmes. Voyez*, dit-il fièrement, *c'est le cheikh Chamseddine* – vice-président du Conseil supérieur chiite – *qui nous a donné hier cette pompe à eau pour essayer d'assécher la cave. »*

Au milieu de deux presses *d'imprimerie, sur lesquelles sèche* du linge, des matelas sont posés sur des planches surélevées. Chacun s'active pour donner un semblant d'ordre à cet antre, juste éclairé par une petite lampe à alcool.

Notre interlocuteur habitait au quatrième étage de l'immeuble, son salon est maintenant à ciel ouvert et sa cuisine béante donne sur le vide. Du quatrième au septième étage, les appartements ont été soufflés et, sur certains paliers, il ne reste qu'une porte à moitié *arrachée de ses gonds*. *« M. Maurice Michel »* préfère ne pas révéler son nom de famille : *« Excusez-moi, mais vous comprenez, quand il y a la paix et que l'on passe à l'est, les phalangistes ont des listes, alors ils vous attrapent et ça recommence »*, explique-t-il à regret.

Dans la loge du concierge, à la lueur d'une bougie, le docteur Bussein consulte. Ce jeune pédiatre de l'organisation médicale d'Amal a entrepris de visiter un par un les abris de la banlieue Sud dans lesquels sont réfugiés, selon lui, depuis une dizaine de jours, soixante-quinze mille personnes. Les maladies les plus fréquentes : la gale ou la bronchite, chez les enfants, et des crises d'hystérie chez les adultes. Pour l'instant, il ne manque pas de médicaments, car *« Amal pourvoit à tout avec l'aide d'organisations humanitaires internationales »*.

Au sous-sol d'une école, un hôpital d'urgence a d'ailleurs été installé : bloc opératoire flambant neuf, réserve de médicaments soigneusement étiquetés, lits impeccablement alignés, il attend une équipe de Médecins sans frontières qui doit prendre ses fonctions ce mardi. *« Chaque soir, nous recevons des blessés*, explique le médecin, *nous avons dû fermer notre dispensaire d'Hay-El-Solloum, aucun médecin ne voulant y résider en raison du danger. Ici, c'est un peu plus calme. »*

A midi, pourtant, les tirs intermittents reprennent de la violence. Un obus s'abat à une centaine de mètres, sur un toit déjà à moitié effondré, soulevant une épaisse fumée noire. En une minute, tout le monde a regagné l'abri. Un véhicule blindé de l'armée, piloté par des miliciens, passe en trombe, soulevant des gerbes d'eau. Une alerte de plus pour une population épuisée et qui n'a plus rien à perdre.

FRANÇOISE CHIPAUX.

L'URSS accepterait sous conditions l'envoi de « casques bleus »

De notre correspondant

Washington. – L'Union soviétique a informé, le lundi 13 février, le président du Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle serait éventuellement disposée à donner son accord à l'envoi d'une force des Nations unies au Liban pour y surveiller l'application d'un cessez-le-feu.

Cet indispensable aval de l'URSS qui dispose comme membre permanent du Conseil de sécurité d'un droit de veto serait cependant soumis à plusieurs conditions, dont l'arrêt des bombardements navals américains et le retrait de la flotte des Etats-Unis hors de portée des côtes libanaises.

Dimanche, la Syrie, avait elle aussi, en posant ses propres conditions, fait savoir qu'elle pourrait accepter le remplacement des contingents de la force multinationale par des casques bleus. La Maison Blanche avait, peu après, déclaré que cette idée *« valait la peine d'être examinée »*. Il se confirme ainsi qu'un marchandage serré – incluant l'URSS – est désormais ouvert autour des conditions d'un arrêt des hostilités sur la base des succès militaires remportés par les alliés libanais de la Syrie.

Le porte-parole de la présidence américaine, M. Speakes, a indiqué à ce propos que le regoupement des « marines » de Beyrouth sur les bâtiments de *la 6e flotte serait réalisable* dans un délai de trente jours et qu'il y serait procédé *« si la situation politique et militaire s'y prête »*. M. Speakes a toutefois précisé que les « marines » conserveraient, dans cette hypothèse, une *« présence psychologique »* au Liban, ce qui paraît exclure l'éloignement des navires américains demandés par l'URSS. Officieusement, le Département d'Etat laisse entendre que ce retrait de la 6e flotte dépendrait de la situation intérieure du pays et des souhaits exprimés par son gouvernement légal – c'est-à-dire par M. Gemayel – que Washington entend toujours aider à se maintenir à la tête de l'Etat.

La principale difficulté à cet égard est la question de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. Damas met pour condition au maintien de M. Gemayel qu'il le dénonce tandis que Jérusalem le presse au contraire de ne pas revenir sur cet accord et attend de M. Reagan qu'il s'oppose à toute décision de ce genre.

Pour les Etats-Unis qui avaient parrainé les négociations israélo-libanaises de l'année dernière et refusé en décembre de permettre à M. Gemayel de le remettre en cause *pour faciliter un modus vivendi* entre les différentes forces politiques libanaises, la situation est donc particulièrement délicate. Il leur est difficile de donner aujourd'hui un feu vert qu'ils avaient refusé à un moment où il aurait pu permettre à M. Gemayel de parvenir à une stabilisation beaucoup plus favorable aux intérêts occidentaux que celle qu'il peut espérer aujourd'hui. Mais il leur est sans doute encore plus difficile de lui interdire un geste sans lequel son avenir risque fort d'être scellé.

L'Arabie saoudite, dans ses propres efforts de conciliation, tenterait de faire admettre par toutes les parties concernées une formule aux termes de laquelle le président libanais dénoncerait l'accord du 17 mai en proposant simultanément à Israël l'ouverture d'une nouvelle négociation sur des *« objectifs de sécurité »* communs aus deux pays. On voit bien là ce qui pourrait satisfaire Washington, mais pas ce qui pourrait amener Israël et la Syrie à prêter la main à l'entreprise.

En l'état actuel des choses, les Etats-Unis ne paraissent pas avoir d'autre choix que *« désapprouver »* une dénonciation de l'accord, sans pour autant tenir rigueur à M. Gemayel d'y procéder.

BERNARD GUETTA.

Soudan
Deux Français figurent parmi les six techniciens enlevés dans le sud

Une ressortissante ouest-allemande enceinte, de huit mois, Mme Ursula Morson, et son fils âgé de dix-huit mois figurent parmi les six otages capturés vendredi par des guérilleros sud-soudanais, près du canal de Jonglei, a annoncé lundi la Compagnie des grands travaux de Marseille.

Les familles des otages et l'entreprise ont adressé un *« appel pressant »* aux ravisseurs pour qu'ils libèrent *« dès que possible Mme Morson et son enfant, et pour qu'ils épargnent les otages »*. *« L'accouchement de Mme Morson*, précise la Compagnie française, *nécessite une opération. »*

Selon la Compagnie des grands travaux, le camp situé au début du canal de Jonglei a été occupé temporairement vendredi dernier par *« des éléments appartenant probablement au Mouvement de libération des peuples du Soudan ou Anyanya II »*. Durant les combats avec l'armée soudanaise, un pilote australien de l'entreprise, Peter Clarke, a été tué et six otages enlevés, dont deux Français.

Outre Mme Morson et son fils, les autres otages sont : Gween Morson (Kenya), pilote, Michel Dupire et Yves Parisse (France), techniciens, et Yan Bain (Grande-Bretagne), technicien.

L'entreprise française a rappelé que les terrassements du canal de Jonglei sont arrêtés depuis le 15 novembre, date de la première attaque des guérilleros sud-soudanais au cours de laquelle onze techniciens, dont sept Français, avaient été capturés puis relâchés quelques jours plus tard.

EUROPE

L'ACCESSION AU POUVOIR DE M. TCHERNENKO ET LES OBSÈQUES DE IOURI ANDROPOV

Cent cinquante délégations étrangères, dont soixante-dix représentaient des États ou des gouvernements, ont assisté, mardi matin 14 février, aux obsèques de Iouri Andropov. Dans ces conditions, les grands absents étaient plus remarquables que les présents : les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Espagne, ont été parmi les rares pays occidentaux à ne pas être représentés à Moscou par leur plus haut dirigeant. Mme Thatcher, le chancelier Kohl, le président italien Pertini, le premier ministre portugais Soarès, le premier ministre grec Papandréou, le premier ministre suédois Palme, le président finlandais Koivisto, le chancelier autrichien Sinowatz, le premier ministre canadien Trudeau, étaient, par contre, sur la place Rouge, aux côtés de Mme Indira Gandhi et du chef de l'Etat pakistanais, le général Zia.

Les pays arabes qui entretiennent des relations avec Moscou (en particulier la Syrie, l'Irak, la Jordanie, l'Algérie, le Maroc) n'avaient pas envoyé leurs plus hauts dirigeants, mais M. Yasser Arafat, lui, était là.

Le vice-premier ministre Wan Li représentait la Chine. Tous les dirigeants des pays européens du bloc soviétique étaient naturellement présents, et la Yougoslavie avait délégué les plus hauts représentants de la Ligue des communistes et de l'Etat.

Parmi les alliés de Moscou dans le tiers-monde, on relevait la présence de M. Fidel Castro et du numéro un afghan, M. Babrak Karmal, mais aussi l'absence inexpliquée du président angolais Dos Santos.

Les PC français, italien et portugais étaient représentés par MM. Marchais, Berlinguer et Cunhal, mais il y avait deux délégations communistes espagnoles : celle du PCE, dirigée par un membre du comité exécutif et du secrétariat, M. Romeo Marin, et celle du nouveau PC prosoviétique, formé en janvier, conduite par son secrétaire général, M. Ignacio Gallego.

Comme d'habitude, ces obsèques devaient être l'occasion d'une série de rencontres diplomatiques. Le premier ministre français, M. Pierre Mauroy, présent à Moscou en compagnie de MM. Claude Cheysson et Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, devait être reçu mardi après-midi par le nouveau secrétaire général du PC soviétique, M. Tchernenko. Ce dernier devait s'entretenir ensuite avec le chancelier Kohl puis avec Mme Margaret Thatcher.

Le premier ministre canadien, M. Pierre-Eliott Trudeau, qui n'avait pu réaliser son désir de venir à Moscou pour exposer à Iouri Andropov sa conception du désarmement, a obtenu de rencontrer pour cela son successeur, *mais il devra attendre mercredi, et donc retarder son départ*. Quant au vice-président américain, M. George Bush, il ne faisait guère de doute qu'il serait lui aussi reçu par M. Tchernenko.

Les obsèques ont aussi été l'occasion de rencontres entre diverses personnalités venues à Moscou pour la circonstance : c'est ainsi que le chancelier Kohl a rencontré, lundi, le chef du PC de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecher ; c'était la première entrevue entre les deux hommes depuis l'accession de M. Kohl à la chancellerie. L'entretien, qui a duré deux heures, a été jugé *« intense et très utile »* par M. Kohl, *« excellent »* par M. Honecker.

M. Mauroy devait, de son côté, rencontrer le coordonnateur de la junte sandiniste du Nicaragua, M. Daniel Ortega, et M. Cheysson s'entretenir avec le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz.

« Nous attendons une réponse des Occidentaux à nos propositions de paix »

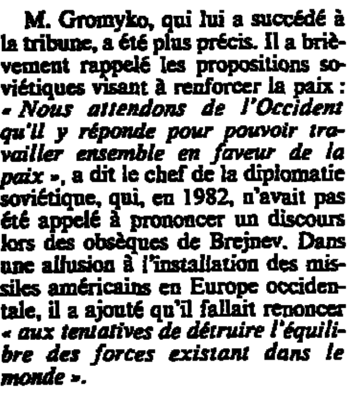
déclare M. Gromyko

La cérémonie des funérailles de Iouri Andropov s'est achevée, ce mardi 14 février, à 13 heures (heure de Moscou, 11 heures à Paris) par un défilé militaire sur la place Rouge, devant les dirigeants de l'Union soviétique alignés au-dessus du mausolée de Lénine, comme pour les fêtes du 1er mai ou du 7 novembre. Autour de M. Tchernenko, le nouveau secrétaire général, avaient pris place le maréchal Oustinov, ministre de la défense, MM. Tikhonov, chef du gouvernement, et Gromyko, ministre des affaires étrangères, ainsi que les autres membres du bureau politique et du secrétariat du comité central.

L'ordre de préséance était sensiblement différent, plus « classique », de celui observé quelques heures plus tôt quand les plus hauts dirigeants de l'URSS avaient monté une dernière garde d'honneur autour du cercueil de Iouri Andropov, dans la Salle des colonnes. Les jeunes du bureau politique, MM. Gorbatchev et Romanov, entouraient alors M. Tchernenko.

A 11 h 30 (heure de Moscou), le cercueil de l'ancien secrétaire général a été placé sur une prolonge d'artillerie tirée par un blindé. Le cortège a pris lentement la direction de la place Rouge, distante de quelques centaines de mètres de la Maison des syndicats où le corps avait été exposé pendant quatre jours. Derrière le cercueil, entouré de soldats marchant au pas de l'oie, venaient la famille de Iouri Andropov, sa femme, Tatiana, dont le public soviétique n'a découvert l'existence qu'à l'occasion de ce deuil, son fils Igor, sa fille Irina et, plus loin, les membres de la direction du Parti et de l'Etat.

Pendant les allocutions, le cercueil, découvert, avait été déposé face au mausolée de Lénine. Les quelque cent cinquante délégations étrangères avaient pris place à gauche et à droite de la tribune tandis que sur la place Rouge se tenaient un détachement des trois armes et des représentants choisis de la « population laborieuse ». C'est M. Tchernenko qui, le premier, a rendu hommage à son prédécesseur ; il a promis de *« poursuivre ses initiatives »* et il s'est prononcé en faveur de *« négociations honnêtes, d'égal à égal, et dans le respect de la sécurité des parties »* pour résoudre les problèmes internationaux, mais il a précisé que la menace ne faisait pas peur à l'URSS, qui dispose d'une *« bonne défense »*.



Dessin de PLANTU.

M. Gromyko, qui lui a succédé à la tribune, a été plus précis. Il a brièvement rappelé les propositions soviétiques visant à renforcer la paix : *« Nous attendons de l'Occident qu'il y réponde pour pouvoir travailler ensemble en faveur de la paix »*, a dit le chef de la diplomatie soviétique, qui, en 1982, n'avait pas été appelé à prononcer un discours lors des obsèques de Brejnev. Dans une allusion à l'installation des missiles américains en Europe occidentale, il a ajouté qu'il fallait renoncer *« aux tentatives de détruire l'équilibre des forces existant dans le monde »*.

Après l'inévitable ouvrier de choc des usines automobiles Ligatchev, le maréchal Oustinov a insisté sur la coopération des pays du pacte de Varsovie, les efforts pour le renforcement de la détente, les soins apportés à la préparation militaire de l'URSS. *« La ligne du Parti est restée la même, et cela est confirmé par la dernière session du comité central qui a eu lieu dans une atmosphère d'unité »*, a conclu le ministre de la défense avant de céder le micro au premier secrétaire de l'Union des écrivains et à un représentant de la République autonome de Carélie, où Iouri Andropov avait commencé sa carrière politique.

Les membres du bureau politique, conduits par M. Tchernenko, ont ensuite accompagné le cercueil de Iouri Andropov jusqu'au petit cimetière situé derrière le mausolée, au pied des murs du Kremlin, où reposent les figures célèbres de la révolution russe et du régime soviétique. Après un dernier adieu de la famille, le cercueil a été fermé et inhumé, alors que les sirènes des usines se mettaient à hurler, que des salves d'artillerie étaient tirées dans toutes les grandes villes, et que l'activité s'arrêtait pendant cinq minutes sur tout le territoire de l'URSS.

LES ORGANES DIRIGEANTS APRÈS L'ÉLECTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

A la suite de la session du comité central du lundi 13 février, les organes dirigeants du Parti communiste soviétique sont ainsi composés (nous indiquons entre parenthèses l'année de naissance) :

— Le bureau politique du comité central du P.C. soviétique compte désormais douze membres de plein droit : MM. Tchernenko (1911), *secrétaire général* ; *Gorbatchev* (1931) et Romanov (1923), tous deux également secrétaires du comité central ; Tikhonov (1905), président du conseil des ministres ; Aliev (1923) et Gromyko (1909), tous deux premiers vice-présidents *du conseil des ministres*, le second de surcroît ministre des affaires étrangères ; Oustinov (1908), ministre de la défense ; Grichine (1914), Chtcherbitski (1918) et Kounaev (1911), respectivement chefs du Parti à Moscou, en Ukraine et au Kazakhstan ; Solomentsev (1913), président du comité de contrôle du Parti ; Vorotnikov (1926), chef du gouvernement de la fédération de Russie.

— Les membres suppléants du Politburo sont désormais au nombre de six : MM. Tchebrikov (1923), président du KGB ; Ponomarev (1905) et Dolguikh (1924), secrétaires du comité central du Parti ; Demitchev (1918), ministre de la culture ; Kouznetsov (1901), premier vice-président du présidium du Soviet *suprême* ; Chevarnadze (1928), chef du Parti en Géorgie.

— Le secrétariat du comité central compte dix membres : MM. Tchernenko, Gorbatchev, Romanov, Dolguikh, Ponomarev, Kapitonov, Roussakov, Zimianine, Ryjkov et Ligatchev.

Vers un nouveau partage du pouvoir

(Suite de la première page.)

M. Tchernenko aurait-il passé un compromis avec ce « jeune loup » qui semble avoir plus de temps pour lui que M. Romanov ?

Le discours prononcé lundi par le nouveau secrétaire général a été de facture nettement « andropovienne », ce qui n'a pas manqué de surprendre de la part d'un « brejnevien » telle que M. Tchernenko. Outre l'hommage obligé à son prédécesseur, M. Tchernenko emploie des formules que celui-ci n'aurait pas reniées, tel que la nécessité d'un *« réaménagement sérieux »* du système de gestion économique. Dans l'ensemble, le ton est davantage proche du réformisme modéré qui caractérisait Andropov que de l'immobilisme de Brejnev, surtout dans les dernières années de sa vie.

M. Tchernenko est en même temps d'une extraordinaire prudence. Tout en se livrant à un éloge de l'œuvre accomplie par Andropov, le nouveau secrétaire général affirme qu'il ne faut *« ni surestimer ni minimiser »* celle-ci. Seule une *« approche réaliste (...) prémunit contre les erreurs en politique »*, ajoute-t-il.

En politique étrangère, M. Tchernenko ne donne pas beaucoup de précisions sur la voie qu'il entend suivre. Il cite rapidement les formules classiques, notamment la *« coexistence pacifique »* présentée comme *« héritage du grand Lénine »* et qui est *« plus nécessaire que jamais »*. La mise en garde à l'Occident, également traditionnelle à chaque passation de pouvoir, est relativement modérée. *« Quelques dirigeants de pays capitalistes ne se rendent malheureusement pas compte apparemment ou ne veulent pas se rendre compte »* de la situation créée par *« les armes nucléaires et les missiles ultra-précis »*, estime M. Tchernenko.

Le nouveau secrétaire général devrait avoir dès ce mardi l'occasion de perfectionner sa connaissance des grands dossiers internationaux en recevant plusieurs dirigeants étrangers venus à Moscou assister aux obsèques de Iouri Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.



Quelques citations du numéro un soviétique

● **SUR LA CULTURE**

« Bien entendu, des faits nouveaux peuvent conduire à la nécessité de compléter, de préciser, les opinions existantes. Mais il y a des vérités qui ne sont pas sujettes à réexamen, des problèmes qui ont été tranchés il y a longtemps et sans équivoque. On ne peut, si l'on veut rester sur la base de la science, « oublier » les principes fondamentaux de la dialectique matérialiste.

» Il est inadmissible, certes, de coller des « étiquettes » idéologiques dans la polémique théorique, mais cela n'exclut nullement les appréciations sévères données aux travaux qui le méritent.

» (...) Sur les écrans ou sous les plumes de quelques auteurs apparaissent parfois au premier plan des destins exclusivement malheureux, des marginaux de la vie, des personnages contorsionnés et pitoyables (...). Un autre phénomène alarmant est que certaines œuvres s'écartent de la vérité historique, par exemple dans le jugement porté sur la collectivisation ; des idées de « recherche de Dieu » s'y glissent, la vie patriarcale y est idéalisée. Nous trouvons des cas où l'auteur ou bien est désorienté par la complexité des problèmes, ou bien essaie de se targuer d'une interprétation « non standard » de ces problèmes, ce qui conduit en fin de compte à la déformation de notre réalité. Nous pourrions éviter de tels phénomènes si toutes les revues et maisons d'édition coupaient court avec plus de décision aux manifestations d'absence de principes, d'esprit de compromis, aux tendances subjectivistes. Et cela concerne également les répertoires du théâtre et du cinéma. »

(Discours au comité central, 14 juin 1983.)

● **SUR LE COMBAT IDÉOLOGIQUE**

« Personne n'a le pouvoir, même s'il le voulait, de supprimer la lutte idéologique. (...) Nous rejetons la confrontation sur le champ de bataille. Mais nous la considérons inévitable dans le domaine intellectuel. (...) De là découle notre position de principe : nous rejetons les idées imprégnées de préjugés, de suspicion et de peur, mais nous sommes pour l'échange d'idées constructives et créatrices. (...)

» On connaît bien les allégations sur le caractère « fermé » de la société socialiste, sur le refus des pays socialistes de permettre le développement des relations culturelles avec l'Ouest. Les faits témoignent cependant du contraire. Déjà, aujourd'hui, les pays socialistes importent des pays capitalistes beaucoup plus d'informations sous les formes les plus diverses que les pays capitalistes n'en importent des pays socialistes. »

(Extrait d'une brochure éditée par l'agence Novosti en 1976.)

« Il convient d'aborder avec plus de soin la sélection des produits étrangers qui nous recevons dans le cadre des échanges culturels. Au côté d'œuvres riches de contenu arrivent jusqu'à nous des films, des pièces, des livres, de la musique, qui se distinguent par l'absence d'idées, la vulgarité, l'inconsistance artistique. N'oublions pas, camarades, que chez nous ce n'est pas l'approche commerciale mais politique qui doit être au premier plan. »

(Discours au comité central, 14 juin 1983.)

● **SUR LES ETATS-UNIS**

« Le président des Etats-Unis, dans une série de ses récentes interventions, a déclaré avec une franchise cynique, qu'il a mis en tête de son action, dès son premier jour au pouvoir, l'accroissement de la puissance militaire. Il voit dans les armements le principal atout américain, l'argument décisif sur lequel il fonde les prétentions de Washington à dicter sa volonté aux pays et même aux régions entières sur lesquels les milieux impérialistes américains jettent les yeux pour telle ou telle raison politique, militaire ou économique. (...) La tension était nécessaire aux cercles influents des Etats-Unis, ce sont eux et personne d'autre qui l'ont créée. Elle était nécessaire au président, personnellement, qui compte l'emporter sur ses concurrents dans la campagne présidentielle, grâce à la vague de chauvinisme et d'hystérie anticommuniste aux Etats-Unis. (...) Il s'emploie à rejeter des années en arrière les relations entre Etats, il pousse le monde vers le gouffre de la guerre froide. Cette entreprise est encore plus aventuriste que ce que l'on a vu avec certains de ses prédécesseurs. »

(Discours du 15 février 1980, à Moscou. Le président américain en question n'est pas Ronald Reagan, mais Jimmy Carter.)

● **SUR LA « QUESTION JUIVE »**

« Ceux qui tentent d'affirmer qu'il existe, en Union soviétique, une question juive font figure d'hypocrites en faillite totale. Les aventuriers sionistes, jouant du sort des gens qu'ils ont trompés en Israël et ailleurs, font tapage dans le monde entier sur la liberté de déplacement des personnes de nationalité juive et réclament le départ sans entraves de ces personnes des pays socialistes vers Israël. Mais de nombreuses lettres et des témoignages oculaires montrent dans quel tourbillon de difficultés politiques et économiques les propagandistes sionistes poussent les émigrants. En ce qui concerne la situation réelle, quant au départ d'Union soviétique des personnes de nationalité juive, ces personnes émigrent sur les mêmes bases en vigueur pour tous les citoyens soviétiques. Toute cette question est complètement artificielle, le fait même de la poser est faux d'un bout à l'autre. »

(Brochure de l'agence Novosti, 1976.)

● **SUR LA FRANCE**

« C'est la première fois que je me rends en France. Et vous comprenez que des impressions les plus diverses m'envahissent : impressions de votre congrès (du PCF), des rencontres avec ses délégués, de Paris et des Parisiens. Tout cela doit encore se démêler, s'éclaircir. Mais j'avouerai dès à présent : ce qui me touche le plus, c'est cette atmosphère de camaraderie, d'amitié qui nous entoure depuis notre arrivée à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Bien que ce soit la première impression, je suis sûr qu'elle n'est pas trompeuse. Effectivement, nos peuples ont une solide tradition historique de profond intérêt l'un pour l'autre, d'estime mutuelle et d'amitié. »

(Discours à Villejuif le 5 février 1982.)

● **SUR SA JEUNESSE**

« C'est dans votre détachement frontalier que j'ai commencé mon service militaire, arrivé ici comme volontaire, en 1930. C'est là que s'est produit un des événements les plus marquants de ma vie : j'ai été admis dans les rangs du Parti communiste de l'Union soviétique. C'est ici que les gardes-frontières m'ont élu secrétaire de l'organisation du parti. (...) Je cherche malgré moi, sur les visages des gardes-frontières d'aujourd'hui, les traits des sentinelles de la frontière des années 30. Et je vois des visages virils, inspirés, de soldats infiniment dévoués à la cause du Parti, à leur patrie socialiste, à la cause de leurs pères et de leurs grands-pères. (...)

» Derrière les violations en apparence futiles du régime frontalier accomplies par la partie chinoise, il peut y avoir un gros calcul politique, le désir de détériorer artificiellement la situation, d'exacerber les sentiments antisoviétiques parmi une partie de la population en Chine. Nous le voyons et nous en tenons compte. (...) Lorsque nous disons que la frontière est verrouillée, nous sous-entendons que toute notre énorme frontière est entre des mains sûres. Le Parti l'a toujours cru, il le croit aujourd'hui aussi. »

(Discours à la frontière soviéto-chinoise, 16 août 1979.)

La biographie officielle

Nous publions ci-dessous la biographie de M. Tchernenko établie à partir de publications officielles soviétiques :

Constantin Tchernenko est né le 24 septembre 1911, à Bolchaïa-Tes, district Novosselovski, territoire de Krasnoïarsk, dans une famille de paysans. Il est russe. Enfant, il travaille comme ouvrier agricole chez des koulaks (paysans riches), son activité ultérieure est liée à la direction d'organisations du Komsomol et du Parti.

En 1929, il est chef de service dans le secteur de la propagande et de l'agitation au comité du komsomol (jeunesse communiste) du district Novosselovski. En 1930, il est volontaire dans l'armée rouge, mais jusqu'en 1933 il sert comme garde-frontières. Il est secrétaire de l'organisation du Parti — auquel il a adhéré en 1931 — dans un poste-frontière.

Il travaille ensuite comme chef du secteur de l'Agitprop des comités du Parti des districts Novosselovski et Ouiarski, comme directeur de la Maison d'instruction du Parti du territoire de Krasnoïarsk, puis comme adjoint du chef du département de propagande et d'agitation, et, enfin, comme secrétaire du comité du Parti du territoire de Kranoïarsk.

A partir de 1943, il fait des études à l'école supérieure des organisateurs du Parti auprès du comité central de la Fédération de Russie. En 1945, il est secrétaire du comité du Parti de la région de Penza. En 1948, il est transféré dans la République de Moldavie, où il est nommé chef du département de propagande et d'agitation du CC du Parti de Moldavie (1). En 1956, il devient chef du secrétariat du service de l'Agitprop auprès du comité central du Parti de l'Union soviétique. En même temps, il est membre de la rédaction de la revue *Agitator*. En 1960, il est nommé à la tête du secrétariat du présidium du Soviet suprême. En 1965, il devient chef du service général du comité central.

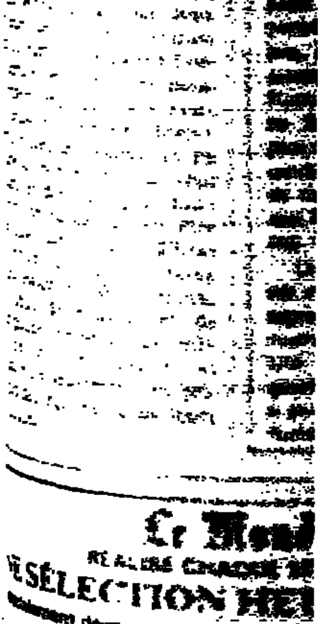
De 1966 à 1971, il est membre suppléant du CC. Au vingt-quatrième congrès (mars 1971) il est élu membre du comité central et en mars 1976 le plénum du CC réuni après le vingt-cinquième congrès le porte au poste de secrétaire du CC.

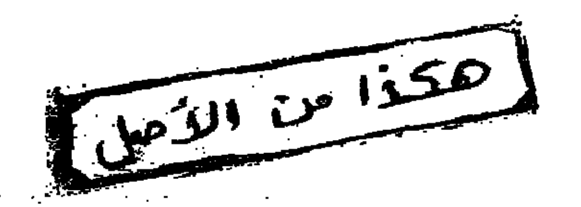
En 1977, il est élu suppléant au bureau politique et, en 1978, membre à part entière. Il est député au Soviet suprême.

L'agence Tass ajoute que M. Tchernenko est *« une éminente personnalité du Parti communiste et de l'Etat soviétique. A tous les postes que le Parti lui a confiés, il a montré sa haute capacité d'organisateur, sa fermeté de ses principes de membre du Parti, sa fidélité à la grande cause de Lénine, aux idéaux du communisme. Constantin Tchernenko est l'auteur d'ouvrages scientifiques sur les problèmes actuels liés à l'accroissement du rôle dirigeant du Parti dans la vie de la société soviétique, au perfectionnement du style et des méthodes d'activité du Parti et de l'Etat, au développement de la démocratie socialiste (...)*

» En hommage aux grands services rendus à la patrie, le titre de héros du travail socialiste lui a été décerné deux fois. Il a également trois ordres de Lénine, trois ordres du Drapeau rouge du travail et de nombreuses autres médailles de l'Union soviétique et des pays socialistes. Il est lauréat du prix Lénine. »

(1) C'est là qu'il a rencontré Brejnev, premier secrétaire de Moldavie de 1950 à 1952. (NDLR.)





EUROPE

Suisse

Le congrès socialiste a décidé le maintien au gouvernement

Les socialistes suisses réunis en congrès extraordinaire à Berne ont décidé, le dimanche 12 février, de rester au Conseil fédéral, où ils occupent deux portefeuilles ministériels, les cinq autres revenant aux représentants des partis « bourgeois » (radicaux, démocrates-chrétiens, démocrates du centre). La crise avait éclaté le 7 décembre, jour où les parlementaires ont désigné les membres du gouvernement. Contre tout usage, *les députés de la majorité bourgeoise avaient en effet refusé la candidate officielle des socialistes,* Mme Uchtenbacher, député de Zurich (qui eût été la première femme à siéger au Conseil fédéral) et lui avaient préféré un socialiste selon leur goût, M. Otto Stich. Le *groupe parlementaire socialiste* n'avait guère réagi, mais la direction du parti et son président, M. Hubacher, estimant que cet affront devait entraîner le retrait du gouvernement, avaient convoqué le congrès.

Les partis bourgeois ont certes, de toute façon, la majorité, mais, en Suisse, *l'opposition (les socialistes* représentent un quart de l'électorat) doit être dans le gouvernement et non à l'extérieur sous peine de rupture avec le sacro-saint consensus.

L'heure était donc grave et jamais on n'avait connu une telle affluence à un congrès du PS. Il en allait en fait non seulement d'un scandale sexiste, mais de l'identité d'un parti hétéroclite, où des jeunes gens barbus et débraillés, tout droit sortis d'un comité d'action contre le nucléaire civil ou militaire, côtoient de vieux militants assoupis ou des notables bon chic bon genre rompus aux compromis, un parti dont les ministres prennent parfois publiquement position contre les initiatives de la base et dont le groupe parlementaire n'est guère à l'unisson des instances dirigeantes.

Pendant deux jours, soixante-quinze orateurs se sont donc opposés à la tribune sur le thème « En sortir ou pas ». Ils ne sortiront pas, mais *tout n'est pas réglé pour autant.* Ce congrès de l'autocritique paraît avoir donné à l'aile gauche du PS un dynamisme nouveau. Les mandants socialistes auront désormais davantage à tenir compte de la base et devront s'efforcer d'être moins souvent les « perdants » du principe de la collégialité, *ce qui promet certains* soucis à la droite.

A peine, le vote était-il acquis que des tracts appelaient la « dissidence » à continuer la lutte et à se réunir le 17 mars à Bienne. L'amorce d'une scission ? Nul n'y songe pour l'instant, car on ne rompt pas plus facilement en Suisse avec un parti qu'avec un gouvernement. Nul ne songe non plus pour l'instant à demander au président, mis en minorité, de se démettre. Mais, même si tout reste en place, quelque chose a commencé à bouger dans le paysage politique helvétique.

C. T.

SOLIDARITÉ ET LA CHARTE 77 LANCENT UN APPEL COMMUN AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN POLOGNE ET EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Des représentants de Solidarité et de la Charte 77 ont signé un appel commun, daté du 12 février, pour la libération des prisonniers politiques *en Pologne et en Tchécoslovaquie et* pour la poursuite de la lutte en faveur des droits de l'homme dans les deux pays. Le texte a été signé par vingt-trois opposants polonais, parmi lesquels les dirigeants clandestins de Solidarité comme Zbigniew Bujak et Bogdan Lis et d'anciens militants du KOR, Jan Jozef Lipski et Jan Litynski et le Père Jan Zieja. Du côté tchécoslovaque, on compte vingt-deux membres de la Charte 77, dont deux des trois porte-parole du mouvement, Vaclav Benda et Jiri Ruml, l'ancien ministre des affaires étrangères Jiri Hajek, l'écrivain Vaclav Havel et le Père Josef Zverina. Les signataires affirment dans cet appel, communiqué à l'AFP à Prague, *« leur volonté de continuer à s'engager pour la démocratie, la souveraineté et la liberté »* de leur pays.

A Varsovie, la Diète a décidé de traduire en justice devant le « tribunal d'Etat » l'ancien premier ministre M. Piotr Jaroszewicz et un ancien vice-premier ministre, M. Tadeusz Wrzaszczyk, tous deux collaborateurs de l'ancien premier secrétaire du parti, M. Edward Gierek. Ce dernier (en dépit des assu*rances données peu après son évic*tion du pouvoir) semble devoir échapper à toutes les poursuites en vertu d'une loi non écrite qui veut que le parti, et donc son plus haut représentant, ne puisse jamais être remis en cause. Le tribunal d'Etat devant lequel comparaîtront MM. Jaroszewicz et Wrzaszczyk, accusés d'abus de pouvoir et de mauvaise gestion, ne peut leur infliger de peines de prison ni d'amendes, mais seulement les priver de leurs décorations ou de leurs droits politiques.

Berlin-Ouest

A la prison de Spandau Ascenseur pour Rudolf Hess

Bonn *(AFP).* – Un ascenseur de 130 000 marks (390 000 F) est actuellement en construction dans la prison de Spandau, à Berlin, pour permettre à son seul pensionnaire, l'ancien adjoint de Hitler, Rudolf Hess, de descendre faire sa promenade dans la cour, à deux mois de son quatre-vingt-dixième anniversaire, révèle, le *dimanche 12 février,* l'hebdomaire ouest-allemand *Welt am Sonntag.*

Rudolf Hess, secrétaire particulier de Hitler dès 1925, puis son adjoint en 1933, après l'accession du Führer au pouvoir, et dauphin en second, derrière Goering, est le dernier des condamnés du procès de Nuremberg, en 1946, encore en vie. Il avait été condamné à la prison à perpétuité. A quatre-vingt-dix ans, le 26 avril prochain, le prisonnier le plus cher du monde, Rudolf Hess, seul dans la prison de Spandau depuis 1966, n'a plus la force nécessaire pour descendre et monter l'escalier entre sa cellule et la cour. Mais, selon son fils, cité par *Welt am Sonntag, « il a encore l'esprit vif ».*

La construction de l'ascenseur est interprétée à Bonn comme le signe que les Soviétiques continueront à opposer leur veto à une libération du criminel de guerre nazi, qui a été demandée à plusieurs reprises pour raisons humanitaires.

DIPLOMATIE

M. MOUBARAK A WASHINGTON

Le Caire juge trop contraignantes les conditions de l'aide américaine

Correspondance

Le Caire. – Les relations économiques et l'aide militaire accordée par Washington au Caire ont figuré *au programme des entretiens du pré*sident Moubarak avec les responsables américains au cours de sa présente visite aux Etats-Unis (*le Monde* du 14 février).

Près de 70 % des prêts et dons étrangers attribués annuellement au Caire viennent des Etats-Unis (*2,05 milliards* de dollars pour 1984). Ils sont aussi les premiers fournisseurs de l'Egypte tant en produits alimentaires qu'en armement et en machines. Pour Le Caire, cette coopération est « cruciale », notamment après la chute des prix du pétrole qui a occasionné un manque à gagner de 500 millions de dollars pour l'Egypte en 1983.

Dans le domaine civil, l'Egypte désire que l'administration américaine « assouplisse » ses réglementations, qui, par leur « rigidité », ont empêché Le Caire d'utiliser à fond l'aide de Washington. Les Etats-Unis, rappelle-t-on, ont accordé à l'Egypte, de 1975 à 1982, 7,6 milliards de dollars d'aide civile, dont Le Caire n'a pu utiliser que 5 milliards. Le Caire estime indispensable un « assouplissement » consistant en l'octroi d'une partie de l'aide « en liquide », le reste étant alloué « en bloc » aux différents secteurs économiques égyptiens sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'aval de Washington pour chaque projet spécifique.

En ce qui concerne l'aide militaire, le président Moubarak a sur*tout cherché à résoudre le problème* que commence à poser le service de la dette. L'Egypte, qui est obligée de débourser près de 450 millions de dollars pour les arrérages d'une dette militaire à l'égard des Etats-Unis de plus de 3 milliards de dollars, a dû reporter le paiement de deux échéances en 1983 faute de devises. Les autorités tentent mainte*nant d'obtenir soit un rééchelonne*ment de la créance, soit la conversion d'une partie de celle-ci en dons non remboursables.

D'autre part, les dirigeants Egyptiens ont récemment affirmé que l'aide « nécessaire » pour l'armée en 1985 était de 1,3 milliard de dollars – comme en 1984, – mais sous forme de dons. Or, si le projet d'aide soumis par le président Reagan, le 31 janvier, au Congrès, donne gain de cause au Caire pour la question des dons, il ne prévoit que 1,175 milliard de dollars. La « nécessité » d'obtenir en fin de compte 1,3 milliard de dollars, estiment les militaires égyptiens, vient du fait que l'armée est en pleine métomorphose, passant d'un armement soviétique à un armement occidental, en grande partie américain.

L'Egypte a déjà acheté aux Etats-Unis 40 chasseurs F-16 (40 en option), 439 chars M-60 (400 en option), 1 214 transports de troupe blindés M-113, 11 batteries de fusées anti-aériennes Hawk (8 en option), ainsi que des hélicoptères Chinook et des avions Hercules de transport. L'armée de l'air égyptienne se propose d'autre part d'acquérir des radars volants AWACS Hawk-Eye. On estime, enfin, que, même si l'Egypte essaie de multiplier les sources d'armement comme c'est déjà le cas avec notamment l'achat de 20 Mirage-2000 à la France (livrables à partir de 1985), grâce à un prêt de Paris, et différentes commandes passées à la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, la Roumanie, la Chine et la Corée du Nord, elle demeure tributaire des Etats-Unis, ses plus riches alliés.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● LA DESTRUCTION D'UN BOEING DÉMENTIE. – La compagnie angolaise Taag a démenti, lundi 13 février à Lisbonne, la perte de l'un de ses appareils que l'UNITA affirme avoir abattu, le 9 février, avec une centaine de soldats à bord *(le Monde* du 14 février). Selon un porte-parole de la compagnie, cet appareil a dû faire un atterrissage forcé sur l'aéroport de Huambo, peu après le décollage, en raison d'une panne du système hydraulique. L'avion a été gravement endommagé mais il n'y au*rait pas eu de victimes. – (AFP, Reuter.)*

Argentine

● RÉORGANISATION DES SYNDICATS ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT. – Ce projet de loi qui vise, selon le gouvernement, à démocratiser les syndicats est contesté par la CGT (péroniste, réunifiée) qui a rassemblé, le vendredi 10 février à Buenos-Aires, environ quinze mille personnes pour manifester contre son adoption. – *(AFP).*

● LE CHEF DES MONTONEROS ARGENTINS, mouvement de guérilla de gauche, M. Mario Eduardo Firmenich, a été arrêté, le lundi 13 février, à Rio-de-Janeiro par la police fédérale brésilienne.

Cette arrestation avait été *ordonnée à la suite d'une* demande d'extradition des autorités argentines.

Le président argentin, M. Raul Alfonsin, avait déclaré, après son arrivée au pouvoir, que les chefs Montoneros devaient être livrés à la justice civile pour *« homicide, association illicite, incitation à commettre des délits, apologie du crime et autres attentats contre l'ordre public. ».*

Issu, en 1969, de l'aile gauche du parti péroniste, le mouvement des Montoneros, qui ne reconnaît comme seul « chef spirituel » qu'Eva Peron, première épouse du général Peron, avait annoncé sa dissolution le 20 décembre dernier, en raison de l'arrivée au pouvoir de M. Raul Alfonsin.

Etats-Unis

● DÉCÈS D'ANNA ANDERSON (« ANASTASIA »). – Anna Anderson Manahan, qui, pendant des années, a *affirmé* être la fille du dernier tsar, est décédée à l'âge de quatre-vingt-deux ans à l'hôpital Martha-Jefferson de Charlottesville (Virginie). Elle prétendait être la grande duchesse Anastasia, fille de Nicolas II, massacré *avec sa famille pendant la révolu*tion d'Octobre. Mme Manahan, qui souffrait d'arthrite et d'anémie, était considérée comme sénile depuis plusieurs années.

Guatemala

● *DÉPART DE L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN.* – M. Frederick Chapin doit quitter son poste à la fin du mois de février, a annoncé, le lundi 13 février, M. Fernando Andrade, ministre guatémaltèque des affaires étrangères. M. Chapin avait été rappelé à Washington, en novembre 1983, après la mort d'un ressortissant guatémaltèque travaillant à un projet américain. En outre, les dirigeants du pays reprochent à l'ambassadeur d'avoir eu des entretiens officiels avec les leaders de Belize, ex-Honduras britannique. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

Namibie

LA SWAPO EST PRÊTE A DISCUTER AVEC L'AFRIQUE DU SUD « EN TERRAIN NEUTRE »

M. Sam Nujoma, président de la Swapo (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a rencontré, lundi 13 février, M. Claude Cheysson. Le ministre des relations extérieures a rappelé la position de la France en faveur de l'indépendance de la Namibie sur la base de la résolution 435 des Nations unies. La France, qui faisait partie du *« groupe de contact occidental »* sur la Namibie avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, et la RFA, avait suspendu sa participation à ces travaux le 7 décembre dernier (*le Monde* du 9 décembre).

Après l'entretien, M. Nujoma a précisé que la trêve entre Pretoria et Luanda est bien distincte du cessez-le-feu en Namibie. *« Nous sommes prêts,* a-t-il déclaré, *à observer la trêve proposée à l'Angola par l'Afrique du Sud dans le cadre de son « désengagement » du territoire angolais, mais nous demandons que, par la suite, et dans un délai de quinze jours, l'Afrique du Sud et la Swapo signent un accord de cessez-le-feu ».* M. Nujoma a accepté le principe de discussions avec Pretoria mais uniquement *« en terrain neutre ».*

Par aillleurs, la conférence multipartite créée par six formations politiques namibiennes, afin d'établir une stratégie commune sur l'avenir de la Namibie, a repris ses travaux lundi 13 février à Windhoek.

République Sud-Africaine

UNE ÉCOLIÈRE NOIRE A ÉTÉ TUÉE AU COURS DE HEURTS ENTRE LA POLICE ET DES LYCÉENS

Une écolière noire a été tuée et plusieurs élèves ont été blessés, lundi matin 13 février, lorsque les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser une manifestation de lycéens, à Atteridgeville, une cité-dortoir pour les Noirs située dans la banlieue de Pretoria. Dans un communiqué, la police indique que les responsables du lycée de Peta ont demandé son intervention. Les élèves ayant commencé à jeter des pierres, blessant un agent et trois membres du personnel de l'établissement, la police *« a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser la foule et rétablir l'ordre »,* précise le communiqué.

Quelque six mille écoliers d'établissements scolaires noirs des environs de Pretoria, dont celui d'Atteridgeville, boycottent depuis trois semaines les cours. Ils protestent contre des *« sanctions corporelles excessives »,* l'instauration d'une limite d'âge (vingt ans) pour l'admission à l'école secondaire et l'interdiction faite à plusieurs milliers d'entre eux de redoubler leur classe après un échec à un examen de fin d'études secondaires, comparable au baccalauréat. La cause du décès de l'écolière, qui est morte à l'hôpital, n'a pu être déterminée avec précision. De graves incidents avaient eu lieu, en 1976, avec un boycottage quasi national des cours par les élèves noirs, suivi en partie par les Indiens et les métis. L'agitation *avait repris en 1981, puis à nouveau* l'an dernier. – *(AFP.)*

● *Déblocage d'aide alimentaire pour le Tchad.* – Les autorités nigérianes viennent d'autoriser le transit par le Cameroun de 600 tonnes de riz offertes par le Koweït au Tchad et qui *étaient bloquées à Maiduguri,* au nord-est du Nigéria, en raison du coup d'Etat du 31 janvier dernier. Selon les organisations caritatives, il faudrait acheminer 60 000 tonnes de vivres au Tchad, touché par la sécheresse, avant le début de la saison des pluies, soit d'ici le mois de mai. – *(Reuter.)*

Angola

LE FRONT DE LIBÉRATION DU CABINDA DEMANDE L'AIDE DE LA FRANCE

M. Francisco Xavier Lubota, président du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC), a affirmé, lundi 13 février à Paris, que ses troupes contrôlent les deux tiers de l'enclave angolaise, située entre le Zaïre et le Congo, mais qu'elles ont besoin de l'aide de la France et de l'Europe pour remporter une victoire. *« Deux mille guérilleros cabindais,* a-t-il indiqué au cours d'une conférence de presse, *luttent actuellement contre un corps expéditionnaire composé de 6 000 Cubains, 1 500 Angolais, 300 Allemands de l'Est et 200 Soviétiques. » « Du fait de nos voisins, le Zaïre et le Congo,* a-t-il ajouté, *le Cabinda, bien qu'ancien protectorat portugais, appartient à la francophonie. »,* ajoutant : *« Un Cabinda indépendant serait un facteur important de stabilité et contribuerait à fonder l'Internationale de la chrétienté pour faire face à l'Internationale communiste. »* – *(AFP.)*

Maroc

PLUSIEURS DIZAINES D'ISLAMISTES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS AU PROCÈS D'UN DE LEURS CHEFS

Rabat *(Reuter).* – Plusieurs dizaines d'islamistes ont été arrêtés, *lundi 13 février, alors que l'un de* leurs chefs, M. Abdessalam Yacine, accusé d'avoir mis en danger l'ordre public, comparaissait en justice dans la ville de Salé, près de Rabat. Les activistes musulmans ont été arrêtés, selon des avocats, alors qu'ils se trouvaient à proximité ou à l'intérieur de la salle d'audience.

M. Yacine, théologien musulman de cinquante-six ans, avait été inculpé, en décembre dernier, à la suite de la publication d'un nouveau quotidien, *Sobh (l'Aube)* – interdit depuis – dans lequel il avait écrit un éditorial sur le thème « Le soleil se lèvera bientôt au Maroc », interprété par les autorités comme annonçant des changements radicaux de tendance intégriste.

Deux autres procès se sont ouverts lundi. A Rabat, soixante et une personnes, dont des militants du Parti du progrès et du socialisme (opposition communiste), sont accusées d'avoir *organisé des manifes*tations illégales en janvier et d'avoir « troublé la paix ». A Salé, une trentaine de personnes sont accusées de délits similaires. Les deux procès ont été reportés à jeudi.

ASIE

Corée du Sud

SÉOUL RÉPOND AUX PROPOSITIONS DE PYONGYANG

Séoul *(Reuter, UPI).* – Pour la première fois depuis quatre ans, des responsables sud et nord-coréens se sont rencontrés ce mardi 14 février au village de Pan-Mun-Jon, dans la zone démilitarisée entre les deux Corées. La rencontre a duré huit minutes.

Les représentants sud-coréens ont remis à leurs interlocuteurs la réponse du gouvernement de Séoul à la proposition formulée le mois dernier par Pyongyang d'ouvrir des négociations à trois – les deux Corées et les Etats-Unis – sur la recherche d'un règlement dans la péninsule coréenne. Le texte du message sud-coréen n'a pas été publié, mais on sait de bonne source que les autorités de Séoul insistent pour que des entretiens directs bilatéraux entre le Sud et le Nord aient lieu préalablement à toute conférence multilatérale.

Rappelons que les Etats-Unis, pour leur part, n'ont pas rejeté la proposition nord-coréenne. Le président Reagan a toutefois exprimé sa préférence pour une conférence à quatre, c'est-à-dire avec la participation de la Chine.

AMÉRIQUES

NICARAGUA — La perspective des élections de 1985

« Les gouvernements en guerre n'ont jamais perdu un scrutin »

nous déclare M. Sergio Ramirez, membre de la junte sandiniste

De notre envoyé spécial

Managua. – Alors que la campagne est officiellement engagée depuis le 1er février, plusieurs inconnues continuent de planer sur les élections prévues pour 1985 au Nicaragua. En principe, la date et les modalités du scrutin doivent être annoncées le 21 février, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort d'Augusto Cesar Sandino, assassiné sur ordre de la famille Somoza. L'opposition a cependant déjà annoncé qu'elle boycotterait ces élections si elle n'obtenait pas des garanties suffisantes pour un véritable dialogue national ouvert à toutes les forces politiques. Ajoutant à la confusion, les attaques aériennes récentes ont fait planer de nouvelles incertitudes sur la préparation du scrutin.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Sergio Ramirez, l'un des trois membres de la junte de gouvernement, explique les difficultés de la campagne.

« *Malgré notre peu d'expérience en ce domaine*, dit-il, *nous espérons élaborer une bonne loi, permettant des élections honnêtes et reflétant notre volonté de pluralisme. Mais ces élections ne sont pas ce qu'il y a de plus important au Nicaragua, à l'inverse de ce qui se passe au Costa-Rica ou en Equateur. Pour le moment, l'essentiel demeure notre conflit avec les États-Unis. Nous n'allons pas y mettre un terme avec des élections, d'autant que Washington ne songe qu'à une solution militaire. Nous ne voulons pas donner l'impression à l'étranger que le scrutin peut tout résoudre. Les États-Unis, en effet, n'accepteront jamais la légitimation du pouvoir sandiniste par des élections.*

– Que signifient celles-ci pour la révolution ?

– *Nous voulons d'abord tenir une promesse, envers nous-mêmes, envers le peuple, envers l'opinion internationale. Nous estimons nécessaire que diverses forces politiques puissent élire les députés. Ceux-ci formeront une Assemblée constituante, qui établira une nouvelle forme de système politique. Ce ne seront pas des élections traditionnelles. Nous voulons que le peuple nous donne un vote de confiance, car nous sommes dans un processus historique et nous voulons le mener à terme.*

– Quelles garanties donnez-vous à l'opposition ?

– *Toutes celles que donnent les pays occidentaux. Pendant la campagne, les uns et les autres auront les mêmes « espaces » à la radio, à la télévision et dans la presse. Cependant, nous ne permettrons pas que cette campagne ait un caractère commercial. Les députés ne doivent pas se vendre comme des détergents. On ne pourra pas acheter les suffrages par la publicité, comme c'est d'ordinaire le cas en Amérique latine. La censure sera sans doute levée. Quant à nous, nous dirons la vérité au peuple, nous lui parlerons des défis que nous avons à relever et des sacrifices qui nous attendent. Nous dirons que nous continuerons la réforme agraire, que nous bâtirons des écoles et des centres de santé, mais nous n'allons pas promettre des chaussures pour tout le monde du jour au lendemain.*

– Etes-vous disposés à entamer un dialogue avec vos adversaires pour établir les règles du jeu, ou allez-vous les fixer unilatéralement ? Des dirigeants politiques comme Arturo Cruz (1) pourront-ils rentrer pour être candidats à la présidence ?

– *Arturo Cruz peut rentrer quand il le veut. Mais nous ne pouvons pas dialoguer avec Adolfo Calero* (2), *qui est un agent de la CIA, ou avec Pastora* (3), *qui est un demi-agent de la CIA. Cela détériorerait notre image auprès du peuple.*

Une situation économique difficile

– Le Front sandiniste se transformera-t-il en parti traditionnel ?

– *Il se transformera en parti traditionnel avant les élections, ne serait-ce que pour approuver son programme et choisir ses candidats.*

– Etes-vous sûrs de gagner ces élections ?

– *Notre défaite est très peu plausible. Si nous perdions, cela voudrait dire que le Nicaragua n'a plus confiance dans le Front sandiniste. Ce serait l'échec du projet révolutionnaire. Mais nous sommes en guerre, et cette guerre pèse sur les élections. Jamais aucun gouvernement en guerre n'a perdu des élections.*

– Si l'opposition décide de boycotter le scrutin, que ferez-vous ?

– *Il est fort probable que l'opposition décide de le boycotter. Cela ne dépend pas uniquement d'elle, mais aussi des Etats-Unis. Depuis 1912, les Etats-Unis ont fait les élections au Nicaragua. Le candidat devait aller à Washington pour se faire bénir avant de se faire élire. Aujourd'hui, les Américains veulent nous imposer des élections étroitement contrôlées, comme en 1927, quand les « marines » comptaient les bulletins. Certains partis vont tout de même participer au scrutin. Tous nos adversaires ne sont pas des traitres à la patrie : c'est avec eux que nous allons nous mesurer. De toute manière, il y aura des élections, sauf circonstances imprévisibles, par exemple si Managua était bombardée.*

– Comment se présente la situation économique ?

– *Difficile. Nous changeons de modèle économique et cela a toujours un prix. En outre, la crise mondiale nous affecte durement, en tant qu'exportateurs de matières premières. En 1983, nous avons perdu 180 millions de dollars à cause de la détérioration des termes de l'échange. Nous avons aussi de sérieuses difficultés d'accès au marché des capitaux. Notre industrie est étroitement tributaire des importations, donc du financement extérieur.*

A quoi il faut ajouter l'agression étrangère, militaire et politique, les destructions provoquées par la guerre et les actions terroristes. Les banques multinationales nous limitent les crédits ; cela fait aussi partie de la guerre. En plus, nous avons de graves problèmes d'approvisionnement, en raison d'un système de distribution défaillant. Dans les pays latino-américains d'économie traditionnelle, on produit pour certaines classes seulement, alors que nous, nous pensons à l'ensemble de la population. Certes, il y a des pénuries. L'approvisionnement est un problème de la révolution. Il en est aussi une conséquence.

– On a beaucoup parlé à l'étranger du problème des Miskitos. Qu'en est-il au juste ?

– *L'amnistie a déjà donné des résultats. Bon nombre de Miskitos reviennent, mais l'amnistie ne suffira pas. Nous payons les nombreuses erreurs que nous avons commises. Les Miskitos ne sont pas très nombreux* (4). *Leur isolement, leur arriération étaient traditionnels. Il faut d'abord changer leur conscience, leur apprendre les techniques nouvelles sans les brusquer, en respectant les différences. Alors, les choses changeront d'elles-mêmes. Mais nous pensons que les Miskitos sont des Nicaraguayens comme les autres, et nous ne pouvons accepter qu'ils vivent en dehors de la révolution. Il suffit de trouver un équilibre. Les Miskitos déplacés vivent mieux et sont plus heureux : ils préfèrent rester dans leurs nouveaux campements.*

– Et les bombardements de leurs villages dont on vous accuse ?

– *Il y a eu des problèmes, mais pas de bombardements. Tout cela fait partie de la campagne d'intoxication, de la guerre idéologique. En décembre 1981, quand nous avons préparé le transfert des hameaux, nous nous attendions à des réactions, mais nous n'avions pas le choix. La CIA concentrait ses efforts sur le rio Coco* (5). *Aujourd'hui, le front de guerre de la côte atlantique n'est pas aussi important que celui du Pacifique : militairement, donc, nous avons gagné.*

– D'aucuns prétendent que la situation des droits de l'homme se serait détériorée l'an dernier au Nicaragua...

– *Ce n'est pas le cas. Il y a eu des morts après la révolution, mais il n'y a eu ni morts ni disparus en 1983, au sens où on l'entend au Salvador et au Guatemala. Bien sûr, la guerre fait des morts, mais il n'y a pas eu de disparition d'hommes politiques. On ne torture pas non plus. Ce qui peut arriver, c'est qu'un prisonnier soit maintenu en détention plus longtemps que ne le prévoit sa peine, mais rien de plus...*

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) Ancien membre de la junte et ancien ambassadeur du Nicaragua à Washington, M. Arturo Cruz vit depuis 1982 en exil au Costa-Rica.

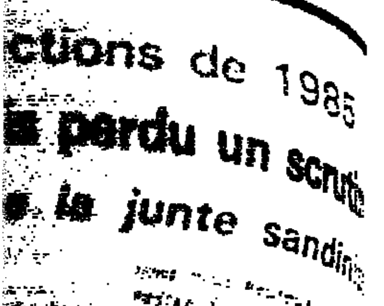
(2) M. Adolfo Calero est l'un des principaux dirigeants de la Force démocratique nicaraguayenne, organisation de guérilla antisandiniste basée au Honduras.

(3) M. Eden Pastora dirige les guérilleros antisandinistes de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), près de la frontière avec le Costa-Rica.

(4) On estime à environ 150 000 le nombre des Miskitos au Nicaragua.

(5) Le fleuve qui marque la frontière avec le Honduras, sur le versant atlantique, dans une région peuplée principalement d'Indiens.





Le Monde

politique

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL SUR ANTENNE 2

L'extrême droite tranquille

Qui est, vraiment, Jean-Marie Le Pen ?

Quand on est, pour la première fois, l'invité-vedette d'une grande émission de télévision, après avoir vécu pendant vingt-cinq ans au purgatoire politique, il est normal qu'on soit mis sur la sellette, surtout quand on préside une formation dont le programme est, pour le moins, controversé.

Pour le chef de file du Front national, qui aspire désormais à occuper une place entière dans la vie politique et espère recueillir *« entre 10 et 15 % des suffrages »* aux prochaines élections européennes, cette « Heure de vérité », sur Antenne 2, était l'occasion de clarifier une démarche personnelle souvent jugée trouble, non seulement à gauche mais aussi à droite. Les nombreuses questions embarrassantes posées par les animateurs du débat ont montré à quel point cet exercice était nécessaire. M. Le Pen n'a pas saisi cette occasion.

∴

Le président du Front national se défend véhémentement de tout sentiment raciste ou xénophobe. Mais il se refuse à désavouer les propos racistes ou xénophobes tenus par ses amis à certaines tribunes et dans les colonnes de l'hebdomadaire de son parti, arguant de leur liberté de pensée et d'action.

Il récuse toute parenté idéologique avec les régimes « forts » et jure de son légalisme, mais, à propos de Franco et du général Pinochet, il réaffirme qu'il est *« parfois nécessaire »* que l'armée prenne le pouvoir *« pour éviter la guerre civile »* ou *« pour sauver le peuple »*, puisque l'armée a la vie du peuple *« en garde »*.

Il se déclare démocrate et opposé à toute forme de violence, mais accepte que ses partisans se livrent aux pires outrances verbales, en particulier contre Mme Simone Veil, *« l'avorteuse »*, *« la tricoteuse de Giscard »*, qu'il qualifie lui-même d'*« immaculée contraception »*. Pour M. Le Pen, il n'y a là aucune outrance, mais simplement recours à l'*« image oratoire »*, à une expression *« pittoresque et piquante »*. Comme la politique est *« un art de communication »*, il s'agit d'abord d'être efficace en traduisant *« la gravité des problèmes politiques dans des termes qui soient compréhensibles par tous »*...

Au diable les réactions des *« bourgeois de salons »* ! M. Le Pen le dit : *« Je n'ai pas de complexe, moi ! »* Ni à l'égard des évêques, qui *« se mêlent de ce qui ne les regardent pas »* quand ils parlent d'immigration. Ni à l'égard des juifs, parce que ceux-ci *« sont des citoyens comme les autres »*.

∴

M. Le Pen n'a donc pas dissipé les ambiguïtés qui lui ont valu, jusqu'à présent, de passer pour un *« épouvantail »*. Au contraire, il les assume, encouragé dans cette voie de l'extrême droite tranquille par la progression de son parti aux élections partielles et par les perspectives que lui ouvrent, grâce à la proportionnelle, les élections européennes.

Qu'en pratiquant un tel opportunisme fondé sur l'exploitation de recettes éculées et de thèses simplistes l'ancien député poujadiste puisse se présenter en *« homme nouveau »* relève assurément de l'art du camouflage.

Mais qu'il puisse vraiment apparaître comme tel à un nombre croissant de citoyens, malgré la persistance de vieilles équivoques, constitue une réalité politique incontournable, que les démocrates moins « pittoresques » que lui, qu'ils se situent à gauche ou à droite, auraient sans doute tort de considérer à la légère.

ALAIN ROLLAT.

ERRATUM. – L'omission d'un mot, dans nos éditions datées 12-13 février, nous a fait écrire le contraire de ce que nous voulions exprimer à propos de l'attitude du Front national à l'encontre de Mme Simone Veil. Ainsi que le contexte et les citations publiées l'indiquaient, il fallait lire : *« Le porte-parole du Front national vient en effet de jurer de son anti-antisémitisme... pour mieux rappeler les origines confessionnelles de l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne. »*

M. Le Pen : « Je suis, au fond, un démocrate churchillien... »

M. Jean-Marie Le Pen, qui était, lundi soir 13 février, l'invité de « L'heure de vérité », diffusée par Antenne 2, a été interrogé successivement par François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Jean-Louis Servan-Schreiber et Albert Du Roy. Le président du Front national a notamment déclaré :

● A propos des accusations de racisme et d'antisémitisme dont son parti fait l'objet : *« Je suis scandalisé (...) de voir qu'à la télévision, dans des émissions où je ne suis pas présent d'ailleurs, mon nom ou ma photographie sont très souvent associés à des défilés de l'armée allemande ou à la photo de Hitler ou à d'autres photos du même genre. Je suis dans le fond un démocrate churchillien, c'est-à-dire que je me réfère au fameux aphorisme de Churchill disant : la démocratie c'est probablement un très mauvais système, mais je n'en connais pas d'autre (...).*

» Je considère les juifs comme des citoyens comme les autres, mais pas comme des citoyens supérieurement protégés. Ils ne le sont pas plus que ne le sont les Bretons ou d'autres, et on finirait par croire qu'il en est ainsi et qu'il y aurait en quelque sorte deux catégories de Français dont certains seraient légalement mieux protégés que les autres. Certains le pensent aussi pour les étrangers. Je suis personnellement de ceux qui pensent que, dans notre pays, s'il doit y avoir une protection supérieure, elle doit être à l'égard des Français (...). Si l'antisémistisme consiste à persécuter les juifs en raison de leur religion ou de leur race, je ne suis certainement pas antisémite (...). En revanche, je ne me crois pas pour autant obligé d'aimer la loi Veil, d'admirer la peinture de Chagall ou d'approuver la politique de Mendès France. Voilà quelle est ma position. »

● A propos des écrits et déclarations de certains de ses amis : *« Je les prends avec leurs qualités et leurs défauts, je ne suis pas totalitaire et je ne demande pas qu'ils soient au garde-à-vous devant moi ; ils ont leur liberté intellectuelle et politique. »*

● A propos des réactions de l'épiscopat français sur les problèmes relatifs à l'immigration : *« Je pense que les évêques se mêlent de ce qui ne les regarde pas. Ils ont en effet pour devoir de rappeler quels sont les préceptes évangéliques, c'est-à-dire de rappeler aux hommes qu'ils ont entre eux, quels qu'ils soient, une fraternité. Les évêques n'ont pas dit, en disant cela d'ailleurs, qu'il n'existait pas de régime privilégié, et, en particulier, dans la nation, dans toutes les nations, en faveur des nationaux. Il y a un racisme moi que j'exècre encore plus que tous les autres, c'est le racisme antifrançais. C'est celui qui tend à considérer les Français dans leur propre pays comme des gens, dans le fond, qui n'auraient même pas les mêmes droits que les autres, et, en particulier, que ceux qui se sont très souvent bornés à pousser la porte pour entrer... »*

● A propos des régimes instaurés en Espagne et au Chili par les généraux Franco et Pinochet : *« Je pense que les gouvernements militaires (...), s'ils viennent au pouvoir, ne doivent rester que très peu de temps, juste le temps parfois nécessaire pour éviter la guerre civile ou pour sauver le peuple dont ils ont tout de même la vie, en quelque sorte, et la pérennité en garde. Mais je suis partisan des gouvernements civils, je le dis de la manière la plus claire, et je n'ai jamais célé mon opinion sur ce sujet. »*

● A propos de ses activités militaires en Algérie, alors qu'il s'était engagé volontairement au 1er REP et avait été accusé en 1957, en des circonstances controversées, d'avoir torturé un Algérien : *« J'ai servi en Algérie, j'en suis fier, avec honneur, et j'ai été décoré de la croix de la valeur militaire. J'ai introduit, comme député, en rentrant, une proposition demandant que, pour effacer les injures qui avaient été faites à l'arme aéroportée dans son combat pour le pays et aux ordres du gouvernement, elle soit admise à défiler le 14 juillet, ce qu'a fait le gouvernement. La division aéroportée a défilé dans son intégralité le 14 juillet 1957, recevant ainsi l'hommage de la nation.*

● A propos des interventions de la France au Liban et au Tchad : *« La gauche, qui est pacifiste quand elle est dans l'opposition, est toujours militariste quand elle est au pouvoir, et, en ce qui me concerne, ayant participé à trois guerres, je rappelle que ces trois guerres ont été déclenchées et menées par la gauche. Mais, malheureusement, ce sont trop souvent les militants et les soldats de droite qui meurent. Je considère que cette politique a été aventuriste et en tous les cas très largement polluée par le fait que l'on ait admis au gouvernement français, et je répète mon terme, quatre généraux soviétiques en la personne de quatre ministres communistes. »*

● A propos de l'URSS et du mouvement islamique : *« Il y a une menace grave de voir les deux hégémonies, l'hégémonie soviétique, connue, mais aussi l'hégémonie tenant à l'explosion démographique du tiers-monde et en particulier au monde islamo-arabe qui, actuellement, pénètre notre pays, qui progressivement sont en train de le coloniser ; et je m'honore, le Front national s'honore, d'avoir été la première formation depuis dix ans à essayer d'avertir les Français de ce danger mortel, évidemment beaucoup plus ressenti dans les milieux populaires que dans les milieux bourgeois. »*

« Le racisme banalisé »

« On ne pouvait pas laisser passer ça sans réagir » : quatre cents personnes environ, à l'appel de plusieurs organisations antiracistes (1), ont manifesté peu avant l'émission contre la présence du chef de file du Front national à la télévision : *« Le Pen à la télé, le racisme banalisé ! » « Pas d'antenne pour Le Pen, ni pour le PFN ! »* Maigre mobilisation des manifestants et... des médias : seule une équipe de la télévision soviétique multiplie prises de vues et interviews.

Après beaucoup d'hésitations, un petit groupe inorganisé décide de se rendre devant les studios de la rue Cognacq-Jay *« pas pour empêcher Le Pen de parler, mais pour marquer le coup »*. Partis à plusieurs centaines, on se retrouve à cinquante à peine devant le bâtiment mieux gardé qu'un camp de paras à Beyrouth. Brèves courses-poursuites avec les CRS dans les rues engourdies de ce quartier bourgeois. Sur la chaussée brûlent des chants nazis édités par la société dirigée par M. Le Pen et apportés par des militants sionistes. Mais bien avant la fin de l'émission, le froid a raison du foyer et des derniers contestataires.

(1) Coordination lycéenne antiraciste de Paris; plusieurs associations de soutien aux travailleurs immigrés de Paris. La manifestation était soutenue par la Fédération anarchiste, la Ligue communiste révolutionnaire, le Parti communiste marxiste-léniniste, Lutte ouvrière révolutionnaire.

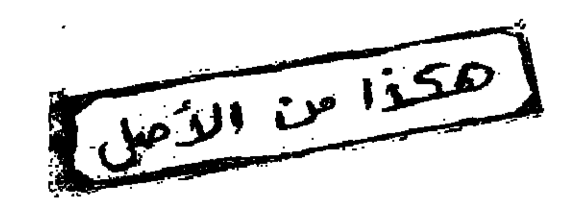
● *L'audience de M. Le Pen.* – 17,4 % de taux d'écoute : tel est le résultat de la mesure de l'audience dans les foyers, effectuée, chaque soir, pour la télévision par Audimat. Le même soir, 37,8 % des foyers ont regardé *la Sirène du Mississippi*, et 23,5 % *Gueule d'amour* (1 % représente cent quatre-vingt-cinq mille foyers). Ce résultat place M. Le Pen derrière M. Chirac, qui, lors de son dernier passage à « L'heure de vérité », avait obtenu 17,7 %, et devant Mme Veil (15,7 %). Le président de la République avait totalisé 23 % d'écoute le 17 novembre dernier.

M. Romain Marie rompt avec le CNIP

Le directeur du centre Henri et André-Charlier, fondateur des comités Chrétienté-Solidarité, M. Romain Marie, a annoncé, samedi après-midi 11 février, à Paris, sa décision de rompre avec le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), dont il était devenu le chef de file dans la région Midi-Pyrénées. *« J'ai décidé d'agir désormais en toute indépendance des partis politiques et de me libérer de tout attachement avec le CNIP,* a-t-il déclaré. *Cela pour une raison simple : c'est que le CNIP a eu un contact avec Mme Simone Veil afin de déterminer son éventuelle participation à la liste de celle-ci aux élections européennes. C'est un point de rupture, car en aucun cas nous ne pouvons accepter une quelconque collaboration avec Mme Veil dont nous ne partageons à peu près aucune des idées politiques. Nous préférons, de loin, soutenir la liste de M. Jean-Marie Le Pen. »*

[La rupture de M. Bernard Antony, alias Romain Marie, avec le CNIP, est l'une des conséquences des remous que les activités de ce militant chrétien d'extrême droite, chantre de l'anticommunisme (le *Monde* daté 27-28 novembre 1983), avaient suscités à l'intérieur du parti de M. Philippe Malaud à la suite, notamment, des propos tenus le 16 octobre lors de la Journée d'amitié française organisée à Paris par le fondateur des comités Chrétienté-Solidarité. Les connotations racistes de cette manifestation ont donné lieu il y a quelques jours (le *Monde* du 26 janvier) à l'ouverture d'une information judiciaire. Les dirigeants du CNIP avaient demandé à M. Romain Marie de choisir entre ses activités au sein du parti et son engagement politique à l'intérieur des comités Chrétienté-Solidarité.]

A. R.



ENNE 2

hurchillien...»

« Le racisme banalisé »

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'adoption, en première lecture, du projet de loi sur la presse

Deux conceptions de la liberté

Il aura fallu trois semaines pour examiner, et finalement adopter en première lecture, le lundi 13 février, par 328 voix (PS-PC) contre 159 (RPR-UDF) le projet de loi *« visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse »*. Tous les records ont ainsi été pulvérisés.

Jamais, sous la Vᵉ République, un texte n'avait nécessité autant d'heures de discussion en séance publique (cent soixante-six heures trente); jamais autant d'amendements n'avaient été déposés (2 598), alors que le projet ne comportait que 42 articles *(voir encadré ci-dessous)*. Jamais aussi, depuis 1958, la majorité parlementaire n'avait jugé bon, devant l'agressivité des propos tenus dans l'hémicycle, de sanctionner trois députés de l'opposition en leur infligeant *« la censure simple », qui, si elle ne les* empêche pas de parler, les prive, durant un mois, de la moitié de leurs indemnités.

Trois semaines qui, si elles ont porté à sa caricature l'habituelle tenue des débats de l'Assemblée nationale, n'auront guère fait progresser le travail législatif sur ce texte. Le projet gouvernemental sort certes sensiblement modifié des mains des députés, mais la plupart des changements ont été apportés par la commission des affaires culturelles, l'assemblée plénière ne faisant que les approuver.

L'argent et l'indépendance

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a donc franchi une première étape. *Mais il* est loin d'en avoir fini. Le texte voté par les députés va être immédiatement transmis aux sénateurs, le gouvernement souhaitant que la commission *qu'ils désigneront pour l'étudier se* mette immédiatement au travail, de façon que ce projet puisse venir en séance publique assez vite, lors de la session de printemps. Ensuite, il devra revenir au Palais-Bourbon. Et comme le gouvernement n'a pas demandé l'urgence, et qu'il n'est guère envisageable que les deux chambres du Parlement se mettent d'accord sur un texte commun, les députés auront encore trois fois l'occasion de donner leur avis.

L'opposition aura ainsi de nombreuses occasions de faire entendre sa voix et, au-delà de ses amendements à répétition, de développer quelques idées-forces : l'État, et donc le gouvernement, par sa possession des principales entreprises audiovisuelles et le contrôle de l'agence Havas, pèse déjà d'un poids trop lourd sur l'ensemble des moyens de communication ; la nouvelle loi va lui permettre d'accroître cette mainmise ; l'objectif de la majorité n'étant que de démanteler le groupe Hersant, il s'attaque ainsi aux principaux journaux qui lui sont hostiles, et si M. Hersant est obligé de se séparer de quelques-unes de ses publications, seules des banques nationalisées pourront les racheter ; ces publications perdront ainsi toute indépendance vis-à-vis du pouvoir.

Ce sont bien ainsi deux conceptions de la liberté de l'information qui se sont opposées. Pour le RPR et l'UDF, seule la possibilité pour les capitaux privés de s'investir librement dans les entreprises de presse peut garantir l'indépendance de l'information. Pour eux, *« tout vaut mieux que les capitaux publics, y compris l'argent venant de l'étranger »*. Le privé libère, le public opprime. Et c'est parce qu'ils sont persuadés que la transparence fera peur aux investisseurs privés qu'ils estiment ce projet dangereux.

Pour la majorité, la puissance publique doit garantir l'indépendance de la presse et celle-ci nécessite que le lecteur sache clairement à qui appartient le journal qu'il lit et les journalistes, les publications dans lesquelles ils écrivent. Elle *ajoute qu'il n'y a pas de raison pour* que les capitalistes privés veuillent cacher leurs investissements dans la presse. L'opposition considères, que les sociétés éditrices de journaux doivent être traitées comme toutes les autres sociétés françaises et que toute législation en la matière est une entrave à la liberté. La majorité est, bien entendu, d'un avis tout à fait contraire, puisque la spécificité de la presse *justifie* ce projet de loi.

La dizaine de députés du RPR et de l'UDF qui sont intervenus dans ce débat sont apparus – qu'ils le veuillent ou non – comme les défenseurs de M. Hersant. Certes, au nom de grands principes : *« Nous respectons la liberté, celle de M. Hersant comme les autres »*, a dit M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), mais aussi, simplement, parce que son groupe est *« une entreprise privée »*, comme l'a souligné M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine).

Les élus socialistes et communistes, *plus discrets dans l'évocation* du principal patron de presse français, n'ont tout de même pas caché qu'il ne leur est pas possible d'accepter qu'un seul homme ait tant d'emprise sur la presse écrite et que rien ne puisse l'arrêter.

Ce dialogue politique au bon sens du terme, cette opposition idéologique, auraient pu donner lieu à un débat de belle tenue. Malheureusement, la stratégie voulue et suivie par un petit groupe de députés de l'opposition, MM. Jacques Toubon (RPR, Paris), Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine) et François d'Aubert (UDF, Mayenne), l'a englué dans une longue bataille de procédure où les vrais arguments avaient bien du mal à paraître.

Le jour où viendra devant le Parlement un projet de loi sur l'enseignement privé que les défenseurs de celui-ci ne jugeraient pas acceptable, la majorité trouvera face à elle une opposition unie et décidée à lui rendre la vie encore plus insupportable qu'à l'occasion du débat sur la presse.

THIERRY BRÉHIER.

Les modifications

Ce texte, voté en séance publique par les députés, ressemble comme un frère jumeau à celui mis au point par la commission des affaires culturelles (*le Monde* du 25 janvier). En son *état actuel, il interdit à un groupe* de presse de détenir plus de 15 % du marché des quotidiens nationaux ou provinciaux, ou plus de 10 % de chacune des deux catégories s'il détient des journaux dans les deux ; il oblige toutes les publications à fournir à leurs lecteurs un certain nombre d'informations sur l'entreprise qui les édite, sur ses propriétaires, sur ses dirigeants ; *et il* confie à une commission – dite de *« la transparence et du pluralisme de la presse »* composée de neuf membres nommés par le président de la République, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, le vice-président du Conseil d'Etat et les premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes – le soin de faire respecter cette nouvelle législation, avec l'appui, si nécessaire, des tribunaux.

Finalement, la séance publique n'aura permis que de modifier sur un seul point important le texte tel qu'il était sorti des travaux de la commission. Le gouvernement a fait adopter une nouvelle rédaction de l'article 14, qui supprime toute assimilation de la procédure devant la commission pour la transparence à une « autorisation préalable » ; *les personnes qui achètent* un titre existant devront simplement lui déclarer cette opération, qui sera immédiatement applicable, quitte à ce que la commission fasse savoir par la suite qu'elle n'est pas conforme à la loi, et demande alors aux protagonistes de se mettre en accord avec elle.

Le débat aura aussi permis aux députés communistes d'approuver un texte devant lequel ils avaient été, dans un premier temps, réticents. Faute de pouvoir l'amender, ils se sont contentés des engagements pris par M. Fillioud sur les limites aux investigations de la commission pour la transparence en ce qui concerne la presse des partis politiques.

Pour le reste, comme le souhaitait l'opposition, le gouvernement a fait notamment préciser, à l'article 8, que ce sont les *entreprises de presse*, et non pas les personnes actionnaires, qui doivent fournir à la commission les renseignements sur la répartition du capital.

De même, il a fait préciser que les limitations à la présence de capitaux étrangers dans les publications éditées en France ne concernaient que celles publiées en français, et fait supprimer toutes limites quand ces capitaux étrangers investissent dans des sociétés françaises dont l'édition n'est qu'une activité parmi d'autres. Enfin, il a fait préciser que le calcul de la diffusion tiendrait compte des journaux vendus hors de France, et ajouter aux personnes pouvant saisir la commission pour la transparence « les équipes rédactionnelles ».

Au cours de sa séance du lundi 13 février, l'Assemblée nationale a adopté les douze derniers articles du projet de loi sur la presse. Achevant la discussion des *dispositions pénales*, l'opposition a regretté qu'il ne soit pas, à chaque fois, précisé qu'il fallait que le délit soit commis « volontairement » pour être punissable ; elle a particulièrement combattu l'article 34, qui permet au tribunal de prononcer, en plus des peines d'amendes ou de prison éventuelles, l'interdiction de diriger un journal.

Le RPR et l'UDF ont aussi souhaité allonger le délai d'un an, prévu à l'article 35, pour l'application de ce texte aux situations existantes, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) expliquant : *« Il s'agit de mettre sous carcan la presse avant les élections de 1986 ; tout doit donc être prêt avant le 1ᵉʳ janvier 1986. »* Les articles 37, qui évoquait une situation prise en compte par ailleurs, et 38, qui prévoyait une modification inutile de l'ordonnance de 1944, ayant été supprimés, les dix autres articles ont été adoptés, conformes ou avec des modifications purement formelles.

Th. B.

Quelques précédents

La loi de juillet 1974, qui a démantelé l'ORTF, comprenant 27 articles, n'avait entraîné le dépôt que de 140 amendements. Le projet distribué aux députés le 23 juillet avait été définitivement adopté le 28 du même mois, toutes navettes achevées entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

La loi sur l'audiovisuel, déjà défendue par M. Fillioud, avait été discutée en première lecture par les députés en cent deux heures trente cinq après le dépôt de 803 amendements. Celle sur les nationalisations avait attiré 1 438 propositions d'amendements et fut débattue en cent dix-huit heures quarante cinq. Celle sur l'enseignement supérieur, dernier record, avait nécessité, en première lecture, cent trente-trois heures trente de discussion pour examiner 2 204 amendements.

● *La liste européenne de l'opposition.* – M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, sera le « chef de file » des candidats RPR sur la liste d'union de l'opposition, conduite par Mᵐᵉ Simone Veil.

Le RPR indique, dans un communiqué, que *« Jacques Chirac et le comité de sélection, chargé d'établir la participation du RPR à la liste d'union de l'opposition républicaine pour les prochaines élections européennes, ont désigné Bernard Pons, secrétaire général, comme le premier des candidats RPR sur cette liste »*.

« En conséquence, précise le RPR, c'est le secrétaire général qui assumera la responsabilité de l'organisation et de l'animation de la campagne pour le RPR. »

● *M. Jospin répond à M. Chirac.* – M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé, lundi 13 février, que M. Jacques Chirac, qui a commenté lundi sur TF1 l'intervention télévisée du président de la République dimanche 12 février à l'émission *7 sur 7, « est décidément le champion de l'affirmation sans preuve et de l'à-peu près catégorique »*.

Le premier secrétaire du PS a répondu à M. Chirac, selon lequel tous les pays développés – et au premier rang les États-Unis – se redressent, à l'exception de la France : *« Il faut croire que le leader du RPR n'a pas entendu M. Volker, la plus haute autorité monétaire américaine, mettre solennellement en garde M. Reagan la semaine dernière contre les risques que fait courir au pays son catastrophique déficit budgétaire »*.

M. Jospin a aussi estimé que le propos de M. Chirac sur les restructurations industrielles, *« atteint le sommet de la désinvolture »*.

M. Poperen (PS) : le moment n'est pas venu de donner « un peu d'oxygène » à l'économie

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, a estimé, lundi 13 février, que l'intervention du président de la République, dimanche 12 février sur TF1 dans l'émission « 7 sur 7 » a marqué que M. Mitterrand a été *« la force tranquille, pour la poursuite du changement tranquille »*. La mise en garde adressée par M. Mitterrand au PC ne peut, selon lui, qu'*« encourager le PC à souligner à nouveau sa volonté de cohésion de la majorité (...) cohésion qui implique la clarté »*.

La politique poursuivie par le gouvernement, a estimé M. Poperen, a permis de limiter les licenciements *« au-delà de ce que l'on pouvait espérer »*. Le numéro deux du PS a estimé que la *« stabilisation »* de l'image de la gauche dans l'opinion est due notamment à la fois à *« la prise de conscience, y compris par les intéressés eux-mêmes »* de la nécessité des restructurations industrielles et à *« l'appréciation du sérieux »* avec lequel, pour M. Poperen, la majorité aborde cette question.

Au sujet de l'ensemble de la politique économique du gouvernement, M. Poperen a affirmé : *« Aucun discours ne modifiera l'étroitesse de la marge entre la nécessité de poursuivre la politique d'asainissement »* et la nécessité de *« veiller à ce qu'elle n'entraine pas un refroidissement de l'économie »*. Le numéro deux du PS a estimé que *« le moment n'est pas venu »* de donner *« un peu d'oxygène »* à l'économie. La politique actuelle, a estimé M. Poperen, devra être poursuivie *« encore un certain nombre de mois »*.

Il a néanmoins jugé que des mesures de *« stimulation »* du bâtiment, intervenant rapidement dans un secteur *« proportionnellement plus créateur d'emplois que d'autres »* et où *« les investissements sont les plus payants »* seraient une bonne utilisation de cette marge de *manœuvre*.

M. Poperen a aussi commenté les prises de position de M. Alain Touraine dans *le Monde* (daté 12-13 février) et à l'émission RTL-*le Monde* du 12 février. Il a estimé que ces prises de position s'inspirent d'une démarche selon laquelle *« la gauche profonde a gagné 1981 avec ses idées, mais ce sont les idées de la deuxième gauche qui gouvernent »*. En réalité, a affirmé M. Poperen, *« le changement a été mené sur la ligne fixée »*. *« Nous avons tenu*, dit-il, *la majorité des engagements qui avaient été pris et qui, déjà à l'époque, donnaient beaucoup de démangeaisons à M. Touraine et à quelques autres. »*

« La perspective reste la même », a confirmé M. Poperen, qui a affirmé que le président de la République a exprimé la volonté d'accélérer le processus de restructuration industrielle *« pour reprendre la marche en avant*, [entamer] *une phase de nouvelle croissance qui permettra de pousser au-delà la réussite du changement »*. *« Cela fait vingt ans*, a encore affirmé M. Poperen, *que la deuxième gauche mène l'offensive idéologique dans la gauche. Il est grand temps de répondre car, pour s'expliquer avec la droite, il faut d'abord y voir clair au sein de la gauche. »* *« Le PS*, a conclu M. Poperen, *sera amené à dire ce qu'il en pense »*.

● *La guerre de M. Mitterrand.* – Plusieurs personnalités de la Résistance, parmi lesquelles le général Pierre de Benouville, député (app. RPR) de Paris, le colonel Passy, tous deux compagnons de la Libération, MM. André Bettencourt, sénateur de Seine-Maritime (UREI), ancien ministre, Philippe Dechartre, ancien ministre, expriment, dans une déclaration, leur soutien à M. François Mitterrand, dont le passé, pendant la dernière guerre, a été mis en cause (*le Monde* daté 5-6 février). *« Nous marquons notre totale désapprobation*, déclarent-ils, *à l'égard des propos et commentaires oraux ou écrits tenus à l'encontre de M. François Mitterrand à l'occasion de la dernière session parlementaire. »* Ils estiment que *« cette campagne inqualifiable est néfaste pour la France »*.

M. François Mitterrand devait se rendre, mardi 14 février, comme chaque année, à Cluny en Saône-et-Loire, afin de commémorer la rafle du 14 février 1944 au cours de laquelle soixante et onze habitants de cette commune ont été déportés par les Allemands.

Les revendications foncières des Mélanésiens accroissent la tension en Nouvelle-Calédonie

De notre correspondant

Nouméa. – A l'approche des échéances statutaires – le nouveau statut d'autonomie interne devrait être voté au cours de la session parlementaire de printemps et les élections territoriales devraient avoir lieu en juillet, – les revendications de terres se multiplient en Nouvelle-Calédonie. Il y a une quinzaine de jours, la tribu mélanésienne de Poinda, à 300 kilomètres de Nouméa, sommait la famille Devillers de quitter sur-le-champ sa propriété. Celle-ci avait été vendue à l'office foncier chargé de redistribuer la terre aux Mélanésiens dans le cadre *de la réforme foncière. M. Jean*-Claude Devillers avait obtenu de l'office foncier un délai supplémentaire pour quitter sa propriété, mais les tribus environnantes, estimant qu'il mettait une certaine mauvaise volonté à partir, l'ont contraint à quitter les lieux précipitamment avant l'expiration de ce délai. Cette affaire avait été l'occasion de manifestations de la part des Européens de Nouméa soutenant les « broussards » aux prises avec les Mélanésiens. Parmi ceux qui manifestèrent devant la subdivision administrative de Koné (sous-préfecture), se trouvaient des membres du Front calédonien (extrême droite) et des élus du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, app. RPR), dont le maire de Nouméa, M. Roger Laroque.

La deuxième affaire remonte au week-end dernier au cours duquel des Mélanésiens ont tenu à revendiquer symboliquement une autre propriété appartenant à la famille Martin. Ces terres avaient fait l'objet d'une revendication de la part de la tribu d'Oundjo qui avait demandé à l'office foncier le rachat des 1 100 hectares. Celui-ci, estimant que la tribu d'Oundjo avait déjà été fort bien dotée par la réforme foncière avec l'octroi de 2 000 hectares rachetés aux colons, avait refusé d'engager la procédure en vue de l'acquisition de la propriété. Devant cette fin de non-recevoir, la tribu avait décidé d'occuper une partie de la propriété pour y édifier une case traditionnelle. A l'annonce de cette action, les broussards de la côte ouest ainsi que des membres du Front calédonien ont commencé à affluer vers Voh, localité située à 300 kilomètres au nord de Nouméa, avec l'intention d'entraver l'action *de la tribu* d'Oundjo. Il s'en est ensuivi une gigantesque partie de cache-cache entre broussards et Mélanésiens dans la propriété en friche.

Finalement, les membres *de la* tribu sont parvenus à construire leur case symbolique au bord de la mer, à l'insu des Européens. Cela se passait dans la journée de samedi 11 février. La nuit suivante, la case était incendiée non par le gérant de la « station », M. Brésil, mais, semble-t-il, par des individus venus de Nouméa, bien que le maire de la ville, M. Laroque, n'hésite pas à parler de *« provocation délibérée »* de la part de certains membres du Front indépendantiste.

Ces revendications foncières font monter la tension dans le territoire et provoquent des réactions exacerbées chez les Européens vivant en brousse. Par leurs revendications persistantes, sans menaces physiques à proprement parler, les tribus qui jouxtent les propriétés revendiquées ont réussi à créer un climat d'insécurité insupportable pour les exploitants d'origine européenne. En outre, ces confrontations fournissent à la droite calédonienne l'occasion de fustiger l'administration du territoire, coupable, selon eux, de refuser le recours à la force contre les Mélanésiens.

En dépit de leur volonté d'en découdre avec les Mélanésiens, les Européens les plus virulents ont toutefois pris soin d'éviter l'affrontement. De leur côté, les membres des tribus ont aussi tenu à éviter toute provocation directe. Mais cette tactique, qui consiste pour les uns à éviter « le contact » et pour les autres à réclamer l'intervention des forces de l'ordre, traduit une grande détermination de part et d'autre. Du côté du Front indépendantiste, on ne cache pas que les revendications de terres sont désormais politiques.

La présence sur le terrain, le week-end dernier, de M. Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, principale composante du Front indépendantiste, l'a clairement prouvé. *« En ce qui concerne le Front indépendantiste*, a-t-il déclaré, *la situation n'a pas changé : ces revendications et d'autres font partie de la revendication du pays canaque par le peuple canaque. »*.

Le Front calédonien et le RCPR n'entendent pas céder aux intimidations. Dans une conférence de presse réunie lundi soir à Nouméa, M. Laroque a brandi la menace de l'intervention de groupes qui se substitueraient aux forces de l'ordre. Le RPCR affirme vouloir continuer *« à défendre les droits de nos concitoyens, y compris et surtout le droit sacré à la propriété, et à dénoncer avec la plus grande vigueur les reculades habituelles de ceux qui ont pour mission de faire respecter les lois de la République »*. L'occupation de terres de Voh et les réactions qu'elle a entraînées montrent dans quelle impasse se trouve la Nouvelle-Calédonie.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Le Monde

société

« La France n'a pas assez de lycéens » estime M. Savary

M. Alain Savary a présenté, mardi 14 février, à Paris, la politique du ministère de l'éducation nationale pour les lycées. Les orientations retenues par le ministre font suite au rapport de la commission présidée par M. Antoine Prost, publié le 24 novembre dernier (*le Monde* du 26 novembre).

M. Savary a apprécié le travail de M. Prost. Il a plusieurs fois souligné « *la rigueur et le talent* » du rapporteur. Selon lui, ce travail « *remarquable* » permet d'examiner trois grandes questions à un moment où le second cycle public et privé compte près de deux millions d'élèves. Il n'en scolarisait que huit cent mille en 1958.

● **LA DÉMOCRATISATION DES ÉTABLISSEMENTS DE SECOND CYCLE**

L'augmentation du nombre d'élèves est considérable. L'évolution des catégories socio-professionnelles représentées est incontestable, mais, selon M. Savary, cette démocratisation est relative et pleine d'ambiguïté. Les classes supérieures ont renforcé leur position dans les filières nobles, alors que les enfants d'ouvriers se trouvent essentiellement dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) et les filières technologiques. De plus, selon le ministre, la France se situe derrière les Etats-Unis et le Japon pour le pourcentage d'élèves qui terminent des étude secondaires. Conclusion de M. Savary : « *La France n'a pas assez de lycéens.* » Pour remédier à cette situation, le ministre propose d'augmenter le nombre d'élèves qui achèvent un second cycle, de rééquilibrer les taux de scolarisation en faveur des académies qui ont les pourcentages les plus faibles et d'accroître les chances des élèves de passer d'un cycle court à un cycle long. Le ministre formule aussi des propositions nouvelles pour « *favoriser les retours au lycée de jeunes après une brève période professionnelle* » à une époque où l'autonomie de la jeunesse augmente. Il souhaite enfin que la formation permanente des adultes soit plus largement dispensée dans les lycées. Il estime qu'à l'époque des technologies modernes l'enseignement à distance doit être modernisé pour « *élargir ses ambitions* ».

● **LES PERFORMANCES DES ÉLÈVES ET LE NIVEAU DES ÉTUDES**

M. Savary ne fuit pas ce débat, mais précise qu'il faut l'aborder avec précaution et sérénité. Le ministre remarque que l'opinion publique compare souvent l'incomparable et ne dispose pas d'un véritable instrument d'évaluation. « *On compare les bacheliers de 1983 à ceux de 1939 alors que les premiers représentent les 27 % les plus instruits de la population et les autres seulement les 3 %.* » Mais cette question du niveau est « *légitime et même importante, car elle traduit le souci d'élever le plus grand nombre au plus haut niveau de formation possible* ». M. Savary remarque que le niveau des élèves s'est amélioré dans les domaines scientifique, mathématique ou biologique, mais que les qualités d'expression orale et écrite ont baissé. Il juge les lycées « *à la fois très sélectifs et insuffisamment exigeants. Les lycéens organisent mal leur travail et consacrent trop peu de temps à la réflexion personnelle sur ce qu'on leur apprend* ».

Fort de ces constatations, le ministre préconise la mise en place d'un outil d'évaluation des performances des lycéens. Il suggère de diversifier les critères pris en compte pour examiner le travail des jeunes en diminuant la fonction sélective que possèdent les mathématiques. Une réflexion dans ce sens va être conduite « *avec les mathématiciens, et non contre eux* ». Il demande aussi aux enseignants d'avoir « *le souci constant dans toutes les matières des capacités d'expression, d'argumentation et de transfert des élèves* ». Pour cela, il estime qu'il faut fournir aux jeunes du temps et des lieux (salles, centres de documentation) pour étudier en dehors des heures de cours. L'année scolaire doit être plus équilibrée, et le travail personnel des élèves doit « *enrichir le contenu du livret scolaire avant le mois de juin* ».

● **L'ADAPTATION DES LYCÉES AUX BESOINS DE LA NATION**

Rejetant la conception trop étroite d'une formation au service d'une *utilité économique immédiate*, le ministre propose d'adapter les jeunes à une évolution inéluctable. Dans un monde en constante mutation, l'éducation nationale représente pour M. Alain Savary un « *système trop rigide* ». Face à une codification des établissements, à un cloisonnement des corps et à une organisation trop répétitive, le ministre propose plus de souplesse et d'adaptation du système éducatif. L'absence de responsabilité réelle au niveau local « *est un des pires dangers qui menacent le système* ». Aux équipes pédagogiques et aux conseils d'établissement de mener des actions spécifiques et de faire preuve d'imagination pour éviter de pérenniser la situation actuelle, « *dont le rapport d'Antoine Prost dénonce les déviations bureaucratiques* ».

Les enseignants, constate le ministre, n'ont pas été formés à cette évolution. Pourtant « *l'enseignement est un métier et non un art. Un métier s'apprend* ». Il a été décidé de commencer par introduire une deuxième partie à l'agrégation. Ce concours comprendra deux épreuves, l'une théorique, l'autre pratique.

S. B.

Les universitaires préparent la mise en place du nouveau premier cycle

Des universitaires préparent la mise en place du nouveau premier cycle prévu par la loi sur l'enseignement supérieur.

A partir de rapports d'experts transmis aux universités à la fin de l'été dernier, des suggestions ont été formulées par les enseignants pour améliorer l'accueil et la formation des bacheliers. La direction des enseignements supérieurs a élaboré fin décembre de nouveaux documents, sortes de questionnaires, à destination des universités. Les établissements avaient jusqu'au 15 février pour faire connaître leurs projets pour la rentrée prochaine.

Un devoir supplémentaire mais alléchant pour les universitaires, puisque le ministère promet des moyens en postes et en crédits aux établissements dont les propositions seront retenues.

Un constat et des projets

Le mécontentement et la fronde des professeurs, à l'automne, l'avaient fait quelque peu oublier : l'un des objectifs assignés par le ministre de l'éducation nationale à la loi sur l'enseignement supérieur est d'accueillir et de mieux former plus d'étudiants.

Le constat est simple et cruel. L'Université reçoit beaucoup de bacheliers (près de deux cent mille jeunes entrent en premier cycle), mais bien peu réussissent à obtenir le diplôme d'études universitaires générales (DEUG) à la fin des deux premières années. *La déperdition est* importante. Les chiffres, variables suivant les disciplines, peuvent atteindre et même dépasser la moitié des inscrits (1).

Père de la loi, M. Claude Jeantet estimait qu'un meilleur encadrement des nouveaux étudiants permettrait de diminuer le nombre de ces abandons, liés souvent au découragement, à l'isolement de jeunes trop vite livrés à eux-mêmes. Il préconisait aussi une spécialisation moins rapide et, surtout, un enseignement pluridisciplinaire ouvert sur la vie économico-sociale, offrant aux lycéens diverses possibilités de choix de carrière.

Ces propositions ont été prises en compte par l'administration centrale et par le milieu universitaire. Les enseignants connaissent ces problèmes pour les vivre à chaque début d'année. Ils savent qu'un « amphi » bondé en début d'année ne sera plus qu'à moitié plein au mois de janvier, mais, faute de moyens, ils laissent faire. La fuite des enseignants vers les deuxième et troisième cycles, que fréquentent les étudiants « motivés », est une pratique courante. Professeurs, mais aussi maîtres-assistants et assistants, quand ils le peuvent, préfèrent retrouver l'ambiance du petit groupe « *où l'on se comprend* ».

La prolongation de la scolarité, l'augmentation du nombre de bacheliers, ont amené sur les bancs de l'Université un nouveau public. Elle n'accueille plus l'élite des lycées, mais des élèves qui n'ont pas été admis en classes préparatoires ou dans des instituts universitaires de technologie. Pour ces jeunes, selon M. Claude Dufrane, « *la persistance de méthodes pédagogiques et d'une conception du rôle de la première année trop souvent héritées d'une époque où seuls 5 % d'une classe d'âge fréquentait l'enseignement supérieur* » a des conséquences catastrophiques.

A l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II), une expérience aidée par le ministère a permis aux enseignants de constater que les élèves de première année avaient du mal à prendre des notes, à organiser leur travail. « *Des réunions par petits groupes nous ont fait comprendre le désarroi de jeunes perdus dans un univers inconnu* », explique M. Jean Le Nay, directeur de l'UER de sciences et techniques. Grâce à un encadrement plus important, les enseignants ont pu organiser des travaux dirigés d'expression orale, de résumés d'ouvrages, d'étude d'articles de presse.

La diversification des matières enseignées, l'apprentissage de techniques nouvelles, le choix d'une formation pré-professionnelle, sont d'autres aspects de la réforme du premier cycle. Le document adressé aux établissements par le ministère formule des thèmes : « *diversification des formules de sortie sur la vie active à partir des résultats de l'orientation. pré-professionnalisation (dont la formation des maîtres), enseignement des langages nouveaux (informatique, langue étrangère...)* ». Aux universitaires de faire des propositions, d'esquisser des formations.

A Rennes-II, on réfléchit à trois finalités différenciées correspondant à des champs d'activité sociale et professionnelle. A Orsay, on étudie surtout des « *passerelles* » permettant de rejoindre « *à des vitesses différentes* » des cursus plus traditionnels. Ailleurs, on envisage d'organiser en deux ans des formations menant aux concours des grandes écoles.

Cinq cents postes de plus

Dans certaines universités, des enseignants refusent cette réflexion. Mme Danièle Blondel, directrice des enseignements supérieurs, se déclare cependant optimiste et estime qu'une vingtaine d'établissements pourraient présenterdes projets originaux. « *Il s'agit de contrats*, explique-t-elle, *qui porteront à la fois sur les formations et sur les moyens nécessaires. Les projets des établissements feront l'objet d'une étude d'expertise par nos services, qui permettra la mise en place, par voie contractuelle, de systèmes de formation du premier cycle conformes aux objectifs de la loi et à la création de nouveaux diplômes nationaux.* » Les négociations devront prendre en compte « *les grandes lignes du développement futur de l'ensemble de l'établissement, du point de vue des enseignements offerts et en liaison avec son effort de recherche* ».

A la rentrée de l'automne 1984, selon Mme Blondel, 15 % à 20 % des universités pourraient proposer aux bacheliers un premier cycle rénové. Ces dernières bénéficieront de moyens supplémentaires, et cinq cents emplois sont réservés à cet effet au budget. Pour l'avenir, Mme Blondel fait confiance à la force d'entraînement exercée par les filières rénovées et imagine, en 1985 puis, en 1986, la mise en place de nouvelles formations qui remplaceront progressivement les actuels DEUG, dont la réglementation reste en vigueur pour l'année 1984-1985.

SERGE BOLLOCH.

(1) M. Claude Dufrane, dans son étude *De la terminale aux études postbaccalauréat*, estime que « *près de 70 % des nouveaux inscrits dans les DEUG les plus mathématisés n'obtiennent jamais le diplôme du premier cycle...* »

Faits divers

Enfants sans retour

Une fillette âgée de sept ans, Céline Rossi, a été mortellement blessée à coup de poignard et de marteau, le lundi 13 février à Montaut (Lot-et-Garonne) par une femme de cinquante-quatre ans proche de la famille. Celle-ci, qui avait attiré l'enfant chez elle, a été placée sous surveillance dans un service de psychiatrie. On ne s'explique pas les raisons de son geste.

Près d'Agen, un adolescent a été victime, le 11 février, de violences sexuelles par un homme d'une quarantaine d'années. L'état de l'enfant a nécessité une hospitalisation.

D'autre part, Magali Forabosco, enlevée le 27 janvier dernier près d'Agen et retrouvée dimanche 12 février dans le parc d'un château désaffecté des environs, aurait aussi subi des violences sexuelles, selon les premières constatations du médecin légiste. Les causes exactes de sa mort devaient être précisées mardi au cours d'une autopsie à Bordeaux.

Horreurs en série... Insoutenables, comme l'attente elle-même d'un enfant disparu.

Par un bel après-midi de juin, en pleine montagne, un petit garçon trotte sur la route Napoléon. Pas peu fier, Mathieu Haulbert, de sortir seul pour la première fois ! Le programme de cet après-midi, il l'a mille fois savouré à l'avance. Depuis plusieurs jours, il doit accompagner un berger qui escorte son troupeau vers Castellane. *Trois kilomètres dans la* montagne, une belle balade aux côtés des moutons.

Plusieurs fois, la promenade a été reportée. Et ce jour-là, à midi, le berger téléphone aux parents de Mathieu : la randonnée aura lieu l'après-midi même. Une panne de voiture empêche Philippe Haulbert de conduire son fils au point de départ. Qu'importe ! Mathieu marchera. Il n'est pas farouche. *Deux jours auparavant*, il s'est éclipsé plusieurs heures d'un tournoi de ping-pong auquel il participait avec son père « *pour discuter dans la rue avec un gars qui faisait le tour de l'Europe à vélo* ». « *Je trouvais cela très bien* », se souvient aujourd'hui le père. « *Mais, le jour de la balade, on lui avait tout de même recommandé de ne pas faire de stop !* » ajoute Lise Haulbert, sa mère.

La dernière bouchée avalée, Mathieu se précipite. Il n'arrivera jamais. Mathieu Haulbert a disparu ce samedi, le long de la route Napoléon, *entre la Bâtie et* le col de Luens. Trois kilomètres de mystère.

Quelques mois auparavant, à quelques lacets de Castellane, sur la Côte d'Azur, John Berthe avait lui aussi disparu, après être parti se promener à vélo. Mathieu et John, dix et treize ans d'enfance, plus huit et quatorze mois d'absence. Du jour au lendemain, la vie de leurs parents a basculé *dans le même cauchemar* : gendarmes, hélicoptères, chiens policiers et radiesthésistes qui, en nuées, accourent distiller un fol *espoir*. Quatre vies se sont raccrochées à la même certitude, intacte malgré les mois écoulés : tous les proches sont persuadés que ces enfants sont vivants.

Cette angoisse de la disparition sans retour, soixante dix-huit familles d'un enfant de moins de treize ans — selon les statistiques de la police — l'ont vécue en 1982. Certains, sans doute, se résignent *lentement*, sombrent dans la prostration, laissent mourir la dernière lueur. Pas les Haulbert. Comme ils se sont battus six *ans auparavant pour s'installer*, venant de Paris, dans ces montagnes, ils vont lutter bec et ongles pour retrouver Mathieu. Avec les *parents de John*, ils vont refuser l'inéluctable.

En premier lieu, bousculer les lenteurs de la gendarmerie. En *huit mois*, ils découvrent, *effarés*, la pesanteur de la machinerie de l'enquête. Les battues leur semblent toujours trop tôt abandonnées, la volonté jamais assez forte, les effectifs insuffisants. « *Le soir même*, se souvient Philippe, *il a fallu attendre trois heures l'arrivée d'un chien policier du Var, car le département n'en possède pas. Et ce chien n'a pas même retrouvé la trace de Mathieu là où nous étions sûrs qu'il était passé.* »

La montée de l'indignation

Commence alors à monter l'indignation : « *Pourquoi l'information judiciaire sur la disparition de Mathieu a-t-elle été ouverte dans les trois jours, et seulement trois semaines après la disparition de John ?* », interroge Philippe. « *Pourquoi faut-il trois semaines aux avis de recherche pour être envoyés dans toutes les gendarmeries de France par le PC de Rosny-sous-Bois ? Pendant trois semaines, la gendarmerie de Sisteron, à quelques kilomètres de Castellane, n'avait aucun avis pour Mathieu ! Un mois après la disparition, deux témoins ont cru voir Mathieu, en compagnie d'un homme, dans une boutique de Cannes. Ils se présentent au commissariat : aucune photo. Nous avons pensé que l'homme avait peut-être retiré de l'argent dans une des banques de la rue. Les directeurs de succursales étaient d'accord pour nous laisser visionner les films vidéo, mais pas la police, car on n'arrivait pas à joindre le juge d'instruction, en vacances.* »

« *Pour un hold-up ou une évasion, on dresse aussitôt des barrages routiers, pourquoi pas pour une disparition ?* demandent les Haulbert. *Un jour, pour aller vérifier un témoignage, les gendarmes ont osé nous dire qu'ils manquaient d'essence !* »

Les parents de John et de Mathieu ont donc fait eux-mêmes imprimer et coller des milliers d'affiches, allant déposer les photos des enfants dans les postes de douane et les commissariats — « *les liaisons entre police et gendarmerie sont floues, voire inexistantes* », — feuilletant dans les sex-shops les albums de pornographie enfantine, persuadés qu'il existe des « *réseaux* ».

Ils ont aussi fondé une association, SOS-Enfants disparus (1), et rédigé, à l'usage des parents, un bréviaire de la disparition : « *Prendre un avocat et se porter partie civile le plus vite possible pour avoir accès au dossier, contacter immédiatement photographe et imprimeur pour réaliser les affiches, les coller soi-même, prévenir le maire de la commune, tenir un journal quotidien, de l'enlèvement* », etc. En résumé, entretenir cet espoir qui, dit-on, fait vivre, survivre.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(1) SOS-Enfants disparus, 1, boulevard Saint-Michel, 04120 Castellane. Tél. : (92) 83-66-69.

AU PROCÈS PARIBAS

Le temps des plaidoiries

Les débats du procès Paribas arrivent à leur terme. Après les dernières plaidoiries, les 14 et 15 février, la onzième chambre correctionnelle de Paris mettra l'affaire en délibéré.

La date à laquelle elle rendra son jugement sera vraisemblablement assez lointaine. Le tribunal doit motiver sa décision et répondre aux arguments d'une défense qui, tout *en se répétant inévitablement*, a déjà montré qu'elle ne s'en tenait pas au superficiel.

Sans doute, pour les clients de Paribas en cause, *qui ont admis* avoir transféré en Suisse les sommes mentionnées dans les carnets de Léonce Boissonnat, il s'agissait essentiellement de solliciter l'indulgence, c'est-à-dire d'obtenir des juges les amendes fiscales les moins lourdes possibles. En revanche, le combat paraissait plus difficile lorsqu'il avait pour objet la relaxe pure et simple pour ceux qui soutiennent n'avoir jamais constitué d'avoirs à l'étranger, soit en affir*mant que la présence de leur nom* sur les mêmes carnets ne signifie pas qu'il s'agit d'eux, soit en faisant valoir que les chiffres portés en regard s'appliquaient à des opérations légales. Autant de cas d'espèce qui ont nécessité chaque fois les analyses et les explications techniques qui leur étaient propres.

Une tâche difficile

D'une façon plus générale, les avocats de ceux *qui plaident non* coupables avaient à combattre le postulat de l'accusation selon lequel puisque plus de deux cent cinquante clients ont finalement admis, soit à l'audience, soit antérieurement en transigeant avec les douanes, la réalité des écrits de Boissonnat les concernant, il en résultait que ce qui était reconnu exact par ceux-là devait bien l'être pour les autres. Pourtant, dans son réquisitoire oral, M. Jean-Pierre Monestié, en demandant expressément la relaxe de deux de ces récalcitrants, n'avait-il pas ouvert lui-même une première brèche dans son raisonnement ?

Aussi la défense a-t-elle cherché durant les dernières semaines à l'élargir. Pour elle, les carnets de Léonce Boissonnat n'ont pas valeur d'une comptabilité exacte et exclusive d'opérations frauduleuses. Au reste, M. Boissonnat lui-même, sans fournir d'autres précisions, l'avait signifié aux enquêteurs des douanes avant de se donner la mort. Cette valeur probante des carnets, affirmée par l'accusation, peut-elle être admise de surcroît, alors qu'en plusieurs occasions il a dû être reconnu que le fondé de pouvoir de la gestion privée de Paribas avait commis des erreurs et aussi que, en regard des noms portés, les indications varient ?

Ainsi, les initiales « F.V. », c'est-à-dire « francs versés », ne figurent pas toujours pour tous. De même, n'apparaît pas toujours non plus la mention d'un numéro de compte à Genève ou d'un numéro de téléphone du client mentionné. De même, dans les écritures de Léonce Boissonnat, parfois difficiles à déchiffrer, n'a-t-on pas, en les examinant à la loupe ou en faisant procéder à des agrandissements photographiques, constaté çà et là que tel mot, telle lettre ou tel nom qu'on croyait avoir bien lu au premier regard méritait en réalité une révision ?

Voilà qui, plus que des formules brillantes, oblige à la réflexion. Car lorsqu'il peut être montré que les carnets de Léonce Boissonnat sont incertains et donnent lieu à interprétation pour tel ou tel et que les prévenus produisent une attestation de Paribas-Suisse assurant qu'ils n'ont pas, et n'ont jamais eu, de compte à cette banque, on peut se poser des *questions. Tout au long de ces plai*doiries, les membres du tribunal ne se sont pas bornés à observer cette attention relative constatée dans l'ordinaire des jours. Ils se sont, au contraire, replongés dans ces carnets lorsqu'ils étaient mis en cause, montrant par là la conscience qu'ils ont d'avoir une tâche difficile.

J.-M. Th.

RELIGION

Lourdes aura une nouvelle basilique mais on n'y pratiquera plus l'absolution collective

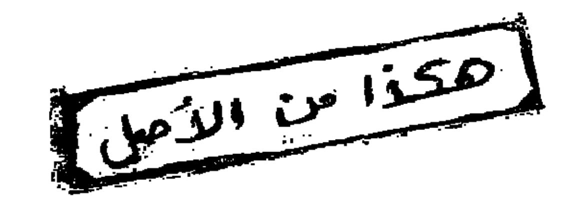
Lourdes aura une nouvelle basilique. Le succès du premier centre mondial de pèlerinages est tel (trois millions de personnes par an, sans compter les pèlerinages diocésains) que les deux basiliques existantes, celle du Rosaire, la plus ancienne et la plus exiguë, et celle de Saint-Pie-X avec vingt mille places, ne suffisent plus. Prévue pour accueillir six mille fidèles, la nouvelle basilique sera construite sur la rive droite du Gave, en 1985.

Cette nouvelle a été donnée lors de la réunion annuelle des directeurs de pèlerinage, à Lourdes le 11 février, par Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et Lourdes. Un autre problème, lié à l'affluence toujours plus importante des pèlerins, a été évoqué : celui du sacrement de pénitence. Puisque la centaine de confesseurs mobilisés pour les grandes occasions s'avère insuffisant, les responsables à Lourdes avaient obtenu de Rome la permission de pratiquer l'absolution collective, et cette innovation avait bien été accueillie par beaucoup de pèlerins.

Or, le nouveau code de droit canonique, promulgué fin 1983, est formel : « *L'affluence des pèlerinages n'est pas une nécessité suffisante pour justifier l'absolution collective.* » (canon 96). Malgré le souhait exprimé majoritairement par les évêques — au dernier synode sur la réconciliation — de maintenir, voire d'étendre, la pratique de l'absolution collective, Mgr Donze a estimé que le nouveau code met fin à cette pratique établie. « *Nous nous imposerons*, a-t-il dit, *de nous y conformer, quels que soient les inconvénients certains que nous rencontrerons à l'appliquer.* »

Il a été envisagé de consulter la commission créée récemment pour interpréter le droit canon et étudier les cas difficiles.

A. W.



LA LIBÉRATION DES TROIS DERNIERS COLLABORATEURS

Le pardon sans l'oubli

(Suite de la première page.)

On en est toujours là. Les victimes survivantes des hommes libérés auront le droit de considérer qu'elles se sentent trahies. Elles pourront faire valoir, cela s'est déjà vu, qu'elles parlent moins pour elles-mêmes que pour ceux qui, par le fait des tortionnaires ou des délateurs de jadis, ont péri sans rémission. Ceux-là auraient-ils envisagé leur victoire comme synonyme d'un possible pardon ?

Edmond Michelet, qui fut déporté à Dachau et qui avait été garde des sceaux, tentait de répondre à l'argument au moment des protestations qui s'élevèrent, en 1966, après l'annonce de la grâce de Jean Barbier par le général de Gaulle. Il évoquait les derniers moments de ses camarades morts dans l'univers concentrationnaire. Il n'avait pas gardé le souvenir d'expressions de vengeance dans la bouche de ces moribonds, mais au contraire uniquement celui de l'expression d'une tendresse à transmettre à ceux qu'ils laissaient derrière eux.

Ce sont là des efforts de sagesse, mais peut-être hors de propos. Il serait tout autant hors de propos de chercher une contradiction entre cette sortie de prison d'hommes promis maintenant à l'oubli, après jugement et exécution de peine, et la détention, par la France, de Klaus Barbie en vue d'un autre procès. Barbie est, aujourd'hui, dans la situation juridique où se trouvèrent Vasseur, Barbier et Cortial lorsqu'ils furent arrêtés, voici à peu près vingt ans, c'est-à-dire dans l'attente d'un procès contradictoire auquel il avait, lui aussi, réussi à échapper et, pour sa part, pendant près de quarante ans.

Mais peut-être en est-il qui considèrent que sa nationalité allemande confère aux faits qui lui sont reprochés une gravité moindre que celle d'actes de même nature accomplis de plein gré par des Français ? A moins que, comme M. Jean-Marie Le Pen, lundi à son « heure de vérité », ils pensent : « *Le cas ne m'intéresse pas plus qu'il n'intéresse les autres Français.* » Sous-entendu : fort peu.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Commutation et réductions de peine

Bien que sa peine ait été commuée en vingt ans de détention, Jacques Vasseur, arrêté le 20 novembre 1962 et libéré le 15 octobre 1983, aura passé *plus de vingt* ans en prison. Cela s'explique par le caractère même de la mesure de grâce individuelle prise en sa faveur le 18 septembre 1970 par Georges Pompidou, alors président de la République. Ce décret impliquait que cette commutation en vingt ans prenait effet à la date de sa signature. Autrement dit, le condamné devait rester en prison encore vingt ans à partir de cette date.

Durant cette période, il pouvait cependant bénéficier des différentes réductions de peine consenties d'une façon générale à tous les détenus en raison de leur bonne conduite. Traditionnellement, cela correspond chaque année à une remise de peine de trois mois. Il s'y ajoute d'autres remises prises dans le cadre de mesures générales – *grâces du 14 juillet* – ou commandées par des circonstances particulières. Ainsi, au lendemain des mutineries dans les prisons en 1971 puis en 1974, il fut accordé des remises de peine d'un an puis de six mois aux détenus qui n'avaient pas participé à ces manifestations.

L'addition de ces mesures générales a fait que, sur les vingt ans de détention qu'avait, théoriquement, à accomplir Jacques Vasseur, à partir du 18 septembre 1970, il se trouva exonéré de sept. Il devenait ainsi libérable en 1983.

J.-M. Th.

A Grenoble : assentiment et rébellion

De notre correspondant

Grenoble. – L'annonce de la libération de Jean Barbier, soixante-quatre ans, ancien agent de la Gestapo à Grenoble, n'a pas provoqué le flot de communiqués habituels dans ce genre de circonstances. Condamné deux fois à la peine de mort pour tortures et assassinats, puis à la réclusion criminelle à perpétuité suite à la grâce accordée par le général de Gaulle, Jean Barbier voyait finalement sa peine commuée en vingt ans de réclusion en 1970.

Les différentes associations de résistants de l'Isère ne peuvent que prendre acte de cette situation. « *Jean Barbier aurait mérité d'être fusillé à l'époque* », déclare M. Pierre Gascon, président de l'association des déportés, internés et familles des disparus de l'Isère, premier adjoint au maire de Grenoble. « *Mais nous sommes respectueux de la légalité* », précise M. Gascon, qui peut difficilement se prononcer sur une commutation de peine décidée « *par notre chef historique dans la Résistance* ».

Même embarras à la Fédération de l'Isère du Parti communiste qui se borne à « *constater* » les faits sans aucun commentaire. Seul M. Marc Muet, président de Résistance unie, qui regroupe les différentes associations de résistants du département de l'Isère, clame tout haut son indignation : « *Tous les camarades sont écœurés ; vingt ans de prison, c'est la peine qu'on inflige au truand qui n'a qu'un mort sur la conscience. On ne comprend pas. C'est honteux, lamentable.* »

A propos des quelque six mois séparant la libération de Jean Barbier de son annonce dans la presse, M. Muet n'hésite pas à dire : « *On a eu peur qu'un commando règle l'affaire. J'aurais été d'accord : la façon dont il a opéré pendant l'Occupation ne méritait pas autre chose.* » Une prise de position extrême qui traduit pourtant le sentiment général dans les milieux locaux de la Résistance déjà traumatisés par l'affaire Barbie dont Barbier était, à Grenoble, le triste homologue. – *(Intérim.)*

Les Tsiganes ne veulent plus être classés comme marginaux

« *La société sédentaire a déclaré la guerre aux Tsiganes et aux gens du voyage. Elle a gagné la première manche. Nous avons appris que nous sommes classés comme marginaux au ministère de la solidarité. Nous ne sommes pas d'accord. Nous avons notre culture, nos structures.* » M. Dany Peto-Manso, secrétaire général de l'Office national des affaires tsiganes (ONAT) résume ainsi une partie de l'entretien qu'il a eu avec le secrétaire général de la mairie de Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne) le 13 février à l'issue du défilé dans le calme d'une trentaine de caravanes et de voitures organisé par les gens du voyage dans les rues de la ville.

Le choix de Villiers n'est pas fortuit. Les Tsiganes sont ici à bout de patience. Depuis dix ans, un terrain de stationnement décent leur est promis et, aujourd'hui, que toutes les études que toutes les enquêtes sont faites, que tous les dossiers sont remplis, ils en arrivent au même point qu'il y dix ans : « *Les enfants doivent marcher dans la boue pour aller à l'école, ce n'est pas normal* », déplore un père de famille. Le terrain, une fois aménagé, devrait n'accueillir que dix-neuf caravanes, c'est peu. « *Malgré une circulaire ministérielle du 10 juillet 1980, il n'existe, à notre connaissance dans le Val-de-Marne, aucun plan d'élaboration de terrains d'accueil (...) Aucune commune ne se soucie du sort des voyageurs. Créteil fait exception, mais son petit terrain est saturé et des sédentaires l'occupent.* »

Le terrain de Villiers sera trop petit pour abriter ne serait-ce que les voyageurs vivant sur la commune et le problème de l'accueil se doublera de difficultés de scolarité. « *Les familles qui seront stationnées en dehors du terrain aménagé ne pourront pas scolariser leurs enfants, car le maire a interdit l'accès à l'école aux enfants de voyageurs ne résidant pas habituellement sur le territoire de la commune.* » Les Tsiganes demandent la création de classes préscolaires sur le terrain. « *Nous savons que nos enfants en classe pertubent parfois le travail. C'est pourquoi nous proposons cette solution qui marche très bien à Trappes ou à Créteil, par exemple.* »

FRANCIS GOUGE.

LA CONSTRUCTION DU BARRAGE AUBE PREND DU RETARD

M. Henri Wolf, président de l'institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine, a fait, récemment part de son inquiétude au sujet de la réalisation du barrage Aube.

Les crues de l'Yonne, de la Seine et de la Marne sont actuellement limitées par trois barrages construits entre 1950 et 1974, qui retiennent 650 millions de mètres cubes d'eau. Un quatrième ouvrage est prévu sur l'Aube ; il retiendra 175 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires. Les travaux ont commencé et devraient s'achever en 1988.

Il en coûtera 1,3 milliard de francs, couverts à raison de 15 % par EDF ; par l'agence de bassin Seine-Normandie à 34 % ; le secrétariat d'Etat à l'environnement à 26 % ; la région Ile-de-France à 9 %, et l'institution interdépartementale à 16 %. Or, selon M. Wolf, certains des partenaires (l'environnement et l'agence de bassin) tardent à verser leur écot, ce qui compromet l'avancement de l'ouvrage.

De toute manière, les barrages-réservoirs ne parviendront pas à épargner totalement les inondations à l'Ile-de-France, car il faudrait que leur capacité de retenue atteigne 2 milliards de mètres cubes, soit le triple de leur volume actuel, ce qui est exclu. Mais leur intervention, dans la mesure où ils sont judicieusement gérés, permet d'écrêter les crues et donc d'éviter les dommages les plus graves.

M. A.-R.

Les XIVes Jeux olympiques d'hiver

Sarajevo. – Des rayons de soleil sur Perrine Pelen qui gagne du bronze.
Karin Enke touche le gros lot pour la seconde fois,
et Gunde Svan prend sa revanche.
Les biathlètes astiquent leurs cartouches.
Les slalomeurs fartent leurs skis géants.
Torvill et Dean mettent le « Boléro » de Ravel en tête du hit-parade olympique. – A.G.

SKI ALPIN

Un entraîneur français pour une victoire américaine

De notre envoyé spécial

Sarajevo. – Les photographes et les cameramen de télévision se piétinaient les uns les autres dans l'enceinte des coureurs à l'arrivée du slalom géant féminin pour cadrer la nouvelle championne olympique Debbie Armstrong (EU). Belle comme un bonbon dans sa combinaison jaune et rouge en pelure d'orange, elle avait exploité à fond sur le premier tracé très direct ses *qualités de descendeuse* et conservé son avantage en attaquant encore dans la seconde manche plus sinueuse. Brandissant un drapeau américain d'une main et ses skis de l'autre, la nouvelle petite sorcière de Salem (Oregon) laissait exploser son bonheur d'avoir conquis la cinquième médaille d'or en ski alpin féminin pour les Etats-Unis.

A l'écart de la cohue, un bonhomme trapu, sanglé dans une combinaison grenat, émetteur-récepteur sur l'épaule, cachait mal son émotion quand les entraîneurs des équipes vaincues (Suisse, Autriche et Allemagne) vinrent le congratuler. Le directeur de l'équipe féminime américaine était, en effet, le grand triomphateur du jour : Christin Cooper était classée deuxième à 40/100 et aurait tout aussi bien gagné si elle ne s'était pas assise dans la seconde manche ; Tamara McKinney, la plus rapide du second parcours, n'avait pas été loin de souffler la troisième place à la française Perrine Pelen. « *Ce sont des filles formidables, des athlètes exceptionnelles* », le bonhomme s'exprimait avec un franc accent lyonnais. Michel Rudgoz est, en effet, né à Lentilly (Rhône) il y a trente-neuf ans. Il vit aux Etats-Unis où il s'est marié avec une Canadienne, depuis 1972.

En s'occupant d'envoyer ses skieuses au contrôle antidopage et en tentant de joindre son épouse par téléphone, l'ancien moniteur de ski de Val-d'Isère à qui ses confrères savoyards menèrent la vie dure parce qu'il était d'origine citadine, nous a raconté comment il est devenu l'entraîneur le plus envié de Sarajevo : « *La première équipe dont je me suis occupé était celle des descendeurs britanniques.* » Il perfectionna son anglais. Cela lui permit d'accepter, après les Jeux olympiques de 1972, la proposition de Sun-Valley, la station des vedettes américaines dans l'Idaho. « *J'ai dirigé le club des sports jusqu'en 1977. Cela m'a permis d'apprécier déjà Christin Cooper qui y faisait ses débuts.* »

Après s'être occupé, pendant deux saisons, de l'équipe juniors américaine, il entra dans l'encadrement de l'équipe nationale féminime l'année précédant les Jeux olympiques de Lake-Placid. Aucune fille ne monta sur le podium en 1980. On lui proposa alors de prendre la direction de l'équipe. « *Les deux autres entraîneurs qui suivaient déjà les coureuses depuis deux ans, l'Américain John McMurthy et l'Autrichien Ernst Hager, ont été d'accord pour tenter l'aventure avec moi.* » Au total, l'encadrement est composé de deux entraîneurs supplémentaires et de deux kinésithérapeutes chargés de la préparation physique et de la vidéo.

« *C'est une équipe où l'on peut tout aussi bien porter des paquets et conduire le camion qu'organiser un entraînement.* » Sans psychologue et sans sorcier. « *Il n'y a pas de truc ou de recette magique. On ne crée pas un champion, on l'aide à le devenir.* » Pour cela des méthodes simples étaient suffisantes. « *Il ne faut pas avoir la prétention d'apprendre à skier aux filles quand elles arrivent au niveau mondial.* » L'important pour Michel Rudgoz, c'est le sérieux et l'homogénéité du groupe : « *L'été, nous faisons des stages techniques en Nouvelle-Zélande, l'hiver nous nous appliquons à maintenir une ambiance familiale pour les filles qui sont très loin de chez elles pendant quatre mois.* »

Le budget annuel de 190 000 dollars suffit à l'intendance de la troupe qui se compose au total de vingt personnes au début de l'hiver.

Les résultats ont commencé à venir aux championnats du monde de 1982 où Christin Cooper est montée trois fois sur le podium. L'année suivante, Tamara McKinney a gagné la coupe du monde féminine. Aux Jeux olympiques, Debbie Armstrong s'est imposée d'entrée de jeu : « *C'est une grande gosse qui adore jouer au volley-ball et au football. On la considérait comme une descendeuse, mais c'est une battante qui a gagné sa place en première série de géant cette saison. En 1982, elle s'était cassée une cheville. Depuis, elle skie avec des chaussures différentes.* »

Les problèmes techniques qui sont le cauchemar de nombreuses équipes ont apparemment été résolus par les Américains : « *Les fabricants Rossignol et Dynastar ont mis à notre disposition deux Chamoniards, Gilles Claretournier et Serge Aubert, qui font un travail formidable.* »

Du matériel français, des fabricants français, un entraîneur français pour une victoire américaine : Michel Rudgoz envisagerait-il de faire un jour gagner une Française ? « *Perrine Pelen a très bien skié aujourd'hui. Elle mérite sa troisième place, même si j'avais parié sur un triplé américain. L'avenir ? J'ai construit ma maison aux Etats-Unis, ma femme m'y attend.* »

ALAIN GIRAUDO.

PATINAGE ARTISTIQUE

Le Boléro de Jayne et Christopher

De notre envoyé spécial

Sarajevo. – Elle dactylographiait des contrats dans une compagnie d'assurances. Il réglait la circulation au carrefour. Le reste du temps, Jayne Torvill et Christopher Dean patinaient. Ce mardi soir, l'ancienne secrétaire et l'ancien bobby de Nottingham devaient danser sur le *Boléro* de Ravel l'histoire d'un impossible et tragique amour. Un grand moment de ces Jeux d'hiver.

Depuis que la danse a été introduite dans le programme olympique, en 1976, elle est devenue la discipline la plus appréciée du public qui a d'abord été charmé par les évolutions des Soviétiques Moisseieva et Minenkov. Depuis, « T & D » ont bouleversé la spécialité. Aux championnats du monde d'Helsinki en 1973, ils avaient fait sauter la banque des cotations : les juges leur avaient attribué onze fois sur dix-huit, la note parfaite de 6, pour une composition bien nommée : *Barnum*. Le couple infernal avait mimé une représentation de cirque avec clowneries, jongleries et autres tralalas. Cette année, ils sont allés encore plus loin. Avec un génie chorégraphique ahurissant, Christopher Dean a « mis en glace » la phrase musicale lancinante de Ravel. Immobiles, à genoux, pendant les premières mesures, le couple s'enlace tendrement, puis Christopher relève délicatement Jayne et la projette. Après cette entrée en matière, c'est une symphonie de gestes qui vont *crescendo* jusqu'à l'acrobatie. Sur les dernières mesures, les amants maudits se jettent dans un volcan.

Petit scandale

Les deux Britanniques avaient présenté ce *Boléro* pour la première fois aux récents championnats d'Europe. Ils ont, encore une fois, subjugué les juges qui leur ont attribué trois notes maximales en technique et huit notes maximales en impression artistique. Ils ont néanmoins provoqué un petit scandale dans les coulisses des patineurs. Réglementairement, la danse libre doit être exécutée sur quatre rythmes différents. Or le *Boléro* n'a qu'un tempo. Leurs compatriotes, anciens olympiques, sont eux-mêmes partagés. Robbin Cousins condamne, John Curry approuve. Torvill et Dean répondent qu'ils font évoluer leur art.

Le couple, auquel la municipalité de Nottingham avait confié 60 000 livres sterling pour préparer les Jeux, a atteint la perfection en s'entraînant à Oberstdorf (RFA). Avec le talent créateur de Christopher et la force morale de Jayne, tous deux ont repoussé la limite de leur spécialité. Ils pourront sans crainte monter leur propre entreprise de spectacle sur glace : la féerie est garantie.

A. G.

Les résultats

SKI ALPIN
Slalom géant dames

1. D. Armstrong (E-U), 2 mn 20 sec. 98 ; 2. C. Cooper (E-U), 2 mn 21 sec. 38 ; 3. P. Pelen (Fr.), 2 mn 21 sec. 40.

PATINAGE DE VITESSE
1 000 mètres dames

1. Enke (RDA), 1 mn 21 sec. 61 ; 2. Schoene (RDA), 1 mn 22 sec. 83 ; 3. Petruseva (URSS), 1 mn 23 sec. 21.

SKI DE FOND
15 kilomètres messieurs

1. Svan (Suède), 41 mn 25 sec. 6 ; 2. Karvonen (Finl.), à 9 sec. 3 ; 3. Kirvesniemi (Finl.), à 20 sec.

MÉDECINE

LA NOUVELLE RÉFORME BUDGÉTAIRE

Les restrictions financières entraîneront-elles une dégradation des soins dans les hôpitaux ?

Le fonctionnement des hôpitaux est-il entravé par la politique d'austérité ? La question est posée, avec de plus en plus de fièvre, par les tenants et les adversaires de la réforme budgétaire qui commence à s'appliquer, depuis le début de 1984, dans les centres hospitalo-universitaires. Beaucoup se demandent si cette politique d'austérité aura pour effet de faire à nouveau entrer les hôpitaux publics dans le régime de pénurie et de crise permanente que, depuis vingt ans, ils voyaient s'éloigner.

Pour certains administrateurs, médecins et quelques hommes politiques, la réponse à ces questions ne soulève pas le moindre doute. Les restrictions financières, la toute nouvelle réforme budgétaire, compromettent le fonctionnement des services et même la sécurité des malades, disent-ils. M. Jean Royer, maire de Tours, dénonce dans cet esprit les *« nouvelles dispositions budgétaires »*. A Strasbourg, certains médecins stigmatisent la pénurie de médicaments et de prothèses dans les murs mêmes de l'hôpital. A l'Assistance publique de Paris, des voix s'élèvent pour mettre en garde l'opinion contre une dégradation des soins à court terme.

Il est de fait que les hôpitaux publics ont terminé l'année 1983 sur un déficit de plus de 2 %. Le gouvernement, tablant sur une inflation de quelque 6 % pour 1984, a annoncé pour les hôpitaux publics des augmentations – un *« taux directeur »* – de 6,1 %. Si les perspectives ainsi prévues pour l'inflation et pour la croissance des salaires hospitaliers (5,5 %) sont respectées, les disponibilités financières des établissements seront non pas en hausse – ni en baisse, – mais étales. Dans cette hypothèse, les difficultés financières qui sont la règle ne devraient pas s'estomper.

Alarmisme

Les hôpitaux auront les plus grandes difficultés à respecter les hausses de salaires pourtant prévues par les accords de la fonction publique sur lesquels ils sont alignés. Ils continueront à ne pouvoir régler en temps voulu leurs cotisations sociales, ni même l'impôt sur les salaires auquel ils sont tenus et qu'ils n'acquittent pas. Leurs dettes à l'égard de leurs fournisseurs ne pourront en rien s'alléger : il est de notoriété publique que les hôpitaux publics sont les plus mauvais payeurs de France sur ce point.

Il y a plus grave : les pénuries de personnel, que les prévisions pour 1984 ne permettront en rien d'alléger, subsisteront. Dans certains services, notamment la nuit, le manque d'effectifs est criant.

Faut-il pour autant tomber dans l'alarmisme, et imputer cette situation aux premiers effets de la réforme budgétaire ? En réalité, seule l'histoire des deux dernières décennies permet de comprendre ce qui se joue actuellement dans les hôpitaux. Ceux-ci ont bénéficié depuis le début des années 60 de très importantes mises de fonds de la part de la collectivité publique. Étant donné que l'activité hospitalière était mesurée par un facteur unique – le nombre de journées – et que, la croissance aidant, le volume des soins augmentait, les rentrées financières étaient chaque année plus importantes. Les établissements, réalisant davantage de « journées » chaque année, utilisaient le surplus pour améliorer les soins. C'est ainsi qu'a été financé, pour l'essentiel, le progrès technique et hôtelier considérable dans les hôpitaux pendant les décennies 1960 et 1970. La croissance permettait – politiquement et économiquement – de tolérer de très fortes hausses des dépenses hospitalières, qui en vinrent à absorber, à la fin des années 70, plus de la moitié des dépenses de santé.

Une brève éclipse

Le réveil eut lieu en 1979. Cette année-là, M. Raymond Barre, alors premier ministre, donna le plus vigoureux coup de frein jamais enregistré dans un domaine où la progression paraissait devoir demeurer linéaire. Le gouvernement interdisait aux hôpitaux d'utiliser les surplus dégagés sur l'année antérieure et fixait à la croissance des dépenses hospitalières une limite jusqu'alors inconnue : elles se voyaient indexées sur l'évolution du produit intérieur brut. Les « budgets supplémentaires » accordés aux établissements en fin d'exercice étaient supprimés, le suréquipement du pays en lits était dénoncé, et la Sécurité sociale se trouvait priée de cesser ses prêts aux hôpitaux.

C'est donc à l'année 1979 qu'il faut faire remonter le changement de cap, non à 1981. L'accession de la gauche au pouvoir n'a provoqué qu'une brève éclipse dans cette politique, au début du septennat, lorsque M. Jack Ralite annonça le rétablissement des budgets supplémentaires et que Mᵐᵉ Nicole Questiaux amorça une attitude moins rigoureuse – ou moins rigide, selon les interprétations.

Ces temps sont révolus et le retour à l'austérité s'exprime, en ce début de 1984, comme en 1983. La mise en œuvre du budget global supprime la référence à la « journée » comme seul élément de mesure de l'activité. Désormais, celle-ci sera évaluée à l'avance et le budget des hôpitaux sera « globalisé », alloué par avance, par douzièmes, aux établissements.

Une telle réforme, encore partielle puisqu'elle ne vise que les CHU et ne touche pas toutes leurs activités, n'explique donc guère les difficultés actuelles. Celles-ci sont aggravées par le fait que l'activité hospitalière en 1983 a décru (de 4 % en moyenne) : les rentrées financières ont donc diminué, et les hôpitaux commencent l'année avec un important besoin de trésorerie.

Ces difficultés, jointes à la réforme, vont-elles obliger l'hôpital à entrer dans une nouvelle logique, à devenir un « foyer » de soins, mais non nécessairement d'hébergement, d'où rayonneront quantité d'activités thérapeutiques, de formules nouvelles, bref d'*« alternatives à l'hospitalisation »* ? Tel est l'objectif des pouvoirs publics, qui voient dans les impératifs économiques, en l'occurrence la compression des coûts, l'outil possible d'une mutation profonde et nécessaire. L'année 1984, au cours de laquelle le gouvernement proposera, précisément sur ce thème, la deuxième loi hospitalière du septennat, fera assurément figure de test.

CLAIRE BRISSET.

DEUX ASSOCIATIONS SE DISPUTENT LA CHARITÉ PUBLIQUE

La petite guerre du cancer

Une nouvelle fois, la quête officielle de fonds privés au profit de la recherche sur le cancer fait l'objet de polémiques. Une nouvelle fois, la « compétition » à laquelle se livrent la Ligue nationale française contre le cancer et l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif (ARC), les deux principales associations reconnues d'utilité publique dans ce domaine, risque de jeter le discrédit sur leurs appels à la charité publique, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'ils sont indispensables à la recherche cancérologique française.

Quels sont les faits ? Fin 1983, par arrêté ministériel, les pouvoirs publics autorisaient la Ligue à organiser une campagne de collecte de fonds en 1984. Date retenue : du 12 au 18 mars. Puis, par lettre en date du 3 février, M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, annonçait à M. Guilleaumat, président de la Ligue, que son association bénéficierait, cette année, du label *« grande cause nationale »*. Un label qui permet la diffusion gratuite de messages publicitaires sur les radios et les chaînes de télévision nationales. L'affaire est importante : à la Ligue, on estime au total à 30 millions de francs les sommes qui furent récoltées en 1981, lors d'une campagne qui bénéficiait de ce label.

Pour la Ligue, qui mobilise à cette occasion quatre-vingt mille bénévoles, tout s'annonçait donc bien. C'était compter sans le comportement de l'ARC. *« Cette association,* affirme M. Raymond Belmont, secrétaire général de la Ligue, *entend mener à la même période que nous, et en contradiction avec les instructions ministérielles qui réservent à notre association le bénéfice de la campagne d'appel à la générosité du public, une vaste campagne dans toute la France »*, une campagne qui fera suite à celle déjà organisée fin 1983 en liaison avec de nombreuses municipalités des départements de l'Ouest.

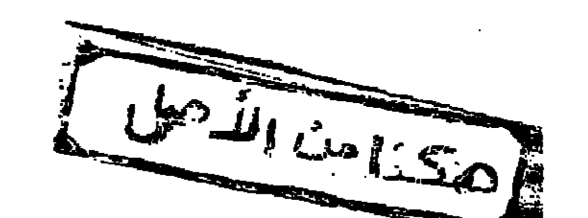
C'est la première fois que les responsables de la Ligue protestent publiquement contre le comportement de l'ARC, qu'ils sont inquiets du découragement enregistré dans leurs comités départementaux.

L'opposition entre les deux associations n'est pas nouvelle. Elle remonte à 1977 avec l'affaire dite du « comité espoir ». A la campagne annuelle de la Ligue (quêtes, manifestations sportives et artistiques), l'ARC – association alors peu connue – avait proposé d'ajouter une opération dite *« dossier du cancer »*. Des *« cartes espoir »*, permettant de souscrire à un dossier d'information sur le cancer, avaient alors été distribuées par les PTT sous la forme juridique d'imprimés sans adresse. Ces cartes étaient aussi disponibles aux guichets des bureaux de poste et de certains établissements bancaires. L'opération avait permis la constitution d'un fichier national que l'ARC utilisait à son seul profit en 1978. Une initiative qui devait lui rapporter environ 7 millions de francs.

Tout cela fut mal supporté au sein de la Ligue. Il y eut des suites judiciaires. Une polémique s'ensuivit qui devait retenir l'attention de M. Raymond Barre, alors premier ministre. Il y eut ensuite, en 1980, la constitution d'un Haut Comité français d'aide à la lutte contre le cancer, présidé par M. Roger Grégoire, chargé notamment d'harmoniser les relations entre les deux associations.

Conscient de son peu de pouvoir dans ce domaine, M. Grégoire demandait et obtenait en 1982 la dissolution de ce comité. Depuis, les relations se sont dégradées. Aujourd'hui, tout se passe comme si les responsables de l'ARC n'étaient plus en mesure de maîtriser la politique expansionniste qu'ils mènent depuis plus de dix ans.

JEAN-YVES NAU.



مكبرا من الأصل

Le Monde

culture

MUSIQUE

A NICE

Le Carnaval, Nietzsche et les MANCA

Tout est prêt pour l'entrée, jeudi, dans sa bonne ville de Nice, du roi Carnaval dont on célèbre le centenaire (on l'a un peu rajeuni pour l'occasion, de onze années, en défalquant les tristes hivers de guerre). Les façades de la place Masséna disparaissent derrière de gigantesques bandes dessinées ; les carnavaliers mettent la dernière main aux chars et aux grosses têtes ; neuf expositions vont retracer par l'image l'histoire du carnaval à travers les âges et le monde, dont ethnologues, sociologues, anthropologues, cinéastes discuteront gravement au cours d'un colloque scientifique sur « la fête et la communication », du 6 au 10 mars.

De façon moins bruyante, Nice affirme en même temps la vocation musicale à laquelle l'appellent son maire, M. Jacques Médecin, et son directeur de la musique, Jacques Charpentier, avec un budget de fonctionnement qui est passé de *46 534 000 F en 1981* à 81 783 000 F en 1983 (soit 75 % d'augmentation) (1).

L'Orchestre philharmonique de Nice vient, en janvier, d'être rénové et porté de soixante-dix à quatre-*vingt-quatorze musiciens. Il donnait* samedi son deuxième concert, avec un programme plein de hardiesse : le *Pelléas et Mélisande*, de Schoenberg, et la *Symphonie lyrique*, d'Alexandre von Zemlinsky, récemment arrachée à l'oubli, dont l'exécution a été superbe.

L'orchestre a tout de suite trouvé sa cohésion sous la baguette de son directeur, Berislav Klobucar (élève de Matacic et de Clemens Krauss, un ancien de l'Opéra de Stockholm et de Bayreuth), silhouette massive, gestes courts et simples qui dégagent clairement les lignes de la polyphonie et soutiennent fermement l'intensité et l'émotion.

Beaucoup de jeunes instrumentistes, souvent étrangers, communiquent une vigueur et un enthousiasme nouveau à cet ensemble qui a déjà une très belle couleur, avec d'excellents solistes. Et dans cette grande *Symphonie lyrique* sur des textes de Rabindranath Tagore, où Zemlinsky, moins original sans doute, atteint à une puissance expressive comparable à celles de Mahler et de Berg, on découvrait un admirable baryton néerlandais, John Brocheler, qui pourrait bien être un successeur de Fischer-Dieskau, par la beauté de cette voix qui monte du plus profond de lui-même et rend inoubliable ce texte devenu musique.

Cet orchestre aux débuts prometteurs, *subventionné uniquement par* la ville et le conseil général, jouera un rôle important dans la vie du département, puisque, en plus des spectacles de l'Opéra, en pleine restructuration sous la direction de Lucien Salles et Pierre Médecin (2), et de sa brillante saison symphonique, il déléguera un ensemble à cordes de douze instrumentistes, dirigé par Jacques-François Manzone, et un octuor à vents pour donner quarante concerts par an dans les petites villes moins favorisées des Alpes-Maritimes.

Nice est également ces jours-ci une capitale de la musique contemporaine, avec le début des MANCA (*Musiques actuelles Nice-Côte-d'Azur*) qui se poursuivront jusqu'au 4 mars. De cinq concerts en 1979, elles sont passées à vingt-sept cette année, grâce à l'acharnement de leur créateur, Jean-Etienne Marie, et au soutien de plus en plus assuré de la ville et de la direction de la musique au ministère de la culture.

Ces séances, entièrement gratuites (selon une politique de la municipalité qui a fort bien réussi dans les musées), permettront d'entendre quatre-vingts œuvres de soixante-quinze compositeurs appartenant à treize pays. On y découvrira en particulier une intéressante rétrospective des œuvres pour piano, chant et chœurs écrites par Nietzsche, qui, il y a juste cent ans, achevait ici *Ainsi parlait Zarathoustra*, et, a cette occasion l'université organise du 23 au 25 février un symposium international sur « Les nouvelles lectures de Nietzsche : science, musique, philosophie ».

Cinq hommages à Barraqué, Milhaud, Varèse, Webern, Wychnegradsky, trois portraits (Philippot, Scelsi, Miroglio), cinq opéras de chambre : cette énumération donne l'idée de la richesse d'un programme où il y aura bien d'autres événements.

Dans l'ancienne criée aux poissons

Ainsi, dans la galerie des Ponchettes, l'ancienne criée aux poissons, où de belles voûtes aplaties sur de gros piliers de pierre rappellent le décor de Frigerio pour *les Noces de Figaro*, l'Ensemble de musique contemporaine de Lisbonne nous révélait dimanche les œuvres imagées, poétiques et baroques de Jorge Peixinho, où déferle une imagination très originale, et une extravagante *Mise en requiem*, de Constanza Capdeville, à faire pâlir de jalousie Mauricio Kagel.

Les MANCA ont toute cette année pour faire sortir leur créateur de sa modestie; *et comme un bonheur ne* vient jamais seul, Jean-Etienne Marie voit enfin son Centre international de la recherche musicale et ses appareils échapper au garage où ils étaient confinés, pour occuper de plus vastes locaux (3).

Le développement de la musique à Nice revêt bien d'autres aspects, au Conservatoire national de région, en particulier, fort de ses mille quatre cents élèves. On notera simplement ici l'inauguration, prévue pour l'an prochain, d'un auditorium de deux mille places et l'ouverture, ces jours-ci à l'Opéra, grâce au ministère de la culture et au conseil régional, d'un centre de formation appliquée d'art lyrique destiné au perfectionnement des jeunes chanteurs solistes, dont la France a tant besoin; ce centre, où les études dureront deux ans, bénéficie de l'enseignement d'une très grande cantatrice, Rita Streich.

On remarquera que, si la ville de Nice, grâce à de puissants moyens et à la personnalité de son maire, peut sembler faire un peu bande à part, elle *entretient cependant des* rapports de collaboration assez étroits en certains domaines avec le ministère de la culture et le conseil régional. Son activité, pour exemplaire qu'elle soit, n'est d'ailleurs qu'un cas particulier du mouvement musical qui soulève la région, et sur lequel il nous faudra revenir, car, à l'Ouest aussi, contrairement au titre d'E.-M. Remarque, il se passe du nouveau.

Laissons maintenant le roi Carnaval faire son entrée. Les musiciens lui sauront gré d'avoir, par son centenaire, donné naissance au premier Festival des civilisations musicales, qui se déroulera du 18 au 24 juillet et sera consacré au Brésil, autre grand « carnavalier », sous les trois grands aspects de sa musique : traditionnelle, populaire et savante. Il y aura des compositeurs, de grands artistes, des chanteurs de variétés, l'école de samba de Rio, des films, des expositions et, bien entendu, un colloque international sur l'influence de l'Europe dans la musique populaire et savante du Brésil. Concerts, animations, bals, défilés, ce sera le premier carnaval de l'été.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) La musique représente 45 % des dépenses culturelles.

(2) Parmi les prochains spectacles, on note *Wozzeck* et *la Flûte enchantée* (dans la production du Festival d'Aix).

(3) J.-E. Marie vient également de publier *Trois discours sur le musical* (Edisud, La Calade, Aix-en-Provence, 208 p).

CINÉMA

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE A LA CINÉMATHÈQUE

Liberté surveillée

Né tout de suite après la guerre, dans les ruines de Berlin, le cinéma de ce qui devait devenir la République démocratique allemande frappa les trois coups avec *les Assassins sont parmi nous*, (1945), de Wolfgand Staudte, où se révélait une jeune comédienne promise à un certain avenir dans l'autre Allemagne, Hildegard Kneff. *Rotation*, (1949), et *Pour le roi de Prusse*, (1951), allaient confirmer la stature de Staudte dans cette nouvelle Allemagne, qui romprait catégoriquement avec le passé immédiat et s'efforcerait d'effacer à jamais les germes du nazisme. Au début des années 50, Staudte part travailler en République fédérale allemande et ne connaîtra plus le même succès.

Erich Engel, l'ami de Brecht, qui signe la mise en scène de *l'Opéra de quat'sous* au théâtre, ne quitta pas son pays à l'époque du nazisme et tourna des films de divertissement. Il se remit au travail en 1948 avec *l'Affaire Blum*, sur un scénario de R.A. Stemmle, qui devait lui aussi s'illustrer la même année, comme réalisateur, avec *Berliner Ballade*, à l'Ouest. A l'époque, la frontière entre les deux Allemagnes semble cinématographiquement peu étanche, mais le contrôle idéologique reste et restera toujours très strict en RDA. Les comédiens révélés dès les années 20 ou à l'époque du nazisme n'auront jamais droit de cité dans cette Allemagne austère et puritaine.

Kurt Metzig succédera, au début des années 50, à Wolfgang Staudte comme cinéaste officiel : on lui doit les deux volets d'un diptyque consacré, en 1953 et 1955, au chef du communisme allemand, Ernst Thaelman. Au moment même où Bertolt Brecht crée son théâtre épique et pose des règles esthétiques révolutionnaires, invente cette « distanciation » pas toujours bien comprise à l'Ouest, Kurt Metzig nous livre la caricature de ce même style épique transposé au cinéma. Il crée un cinéma édifiant et pesant qu'il convenait de montrer dans cette *rétrospective*. A l'époque du Printemps de Prague, les autorités est-allemandes ne manquent pas de dénoncer le jeune cinéma de Milos Forman et d'Ewald Schorm, qui, à leur gré, nous expliquaient-elles alors, va « *beaucoup trop loin* » dans sa dénonciation du passé et sa recherche de modes de récit plus libres. Ces mêmes années, six ou sept films sont « retenus », c'est-à-dire interdits de projection publique, par les responsables de l'idéologie.

Un cinéma d'auteur inexistant

Ces réserves formulées, le cinéma de la RDA a pu être considéré – est même considéré aujourd'hui par un metteur en scène comme Thomas Brasch (*les Anges de fer* (à l'Ouest), – comme supérieur à celui de la RFA. Le cinéma d'auteur n'a pas cours au pays de Erich Honeker, le cas de Konrad Wolf, à qui est rendu un hommage séparé, étant l'exception qui confirme la règle : Konrad Wolf symbolise le destin de ces artistes qui choisirent de vivre et de travailler en RDA à une époque où il était facile de passer dans l'autre Allemagne.

Deux autres hommages sont prévus dans cette rétrospective, organisée conjointement par Bernard Martinand, programmateur de la Cinémathèque française, et Bernard Eisenschitz, historien du cinéma, en collaboration avec les autorités est-allemandes : l'un est consacré à Gerhard Klein (*mort en* 1970), qui, selon Bernard Eisenschitz, créa un genre à part, le film policier berlinois à connotation politique, l'autre à Günther Rücker, scénariste. On verra pour la première fois à l'Ouest le bout à bout inédit du dernier film de Slatan Dudow (coauteur de *Kühle Wampe*, avec Bertolt Brecht en 1933), *Cristine*, histoire d'une fille de la campagne qui se fait engrosser.

Dudow devait périr en 1963 dans un accident *de voiture à la fin du* tournage. Armine Muller Stahl, l'interprète de Patrice Chéreau dans *l'Homme blessé* (le personnage du père), y tient un des rôles principaux. Deux autres films, inédits à l'Ouest, quoique anciens, seront projetés : *Die Schlüssel* (*les Clés*, 1972-1974), de Egon Günther, et *Das Zweite Leben des F.W.G. Platow* (*la Seconde Vie de F.W.G. Platow*, *1973*). Une trentaine de films au total sont prévus, jusqu'au 15 mars, l'accent étant mis sur la production des années 70, peu connue en dehors des festivals.

LOUIS MARCORELLES.

ARCHITECTURE

« Modernité » du Grand Louvre

(Suite de la première page.)

Les architectes Jean Prouvé et Renzo Piano, Robert Bordaz, actuel président des Arts décoratifs, mais qui guida les premiers pas du Centre Pompidou, Dominique Bozo, directeur du Musée national d'art moderne, Jean Maheu, actuel président du même Centre Pompidou, ont apporté leur soutien officiel, officieux, ou purement verbal au projet Pei, et même le maire de Paris, M. Jacques Chirac, à une prudence *verbale près concernant la pyramide*, s'en est fait le défenseur.

Fait plus surprenant, et qui semble être sans précédent, les conservateurs en chef du musée du Louvre sont collectivement sortis de leur réserve – celle attendue des fonctionnaires – pour se ranger derrière ce qui n'était encore qu'un choix hypothétique du président. Il est vrai que leur ministère de tutelle, celui de la culture, ne cachait pas son enthousiasme...

Dans ces conditions, quel poids contre le projet pouvaient avoir des voix souvent anonymes – notre courrier abonde en ce sens, – ou isolées. Quelle considération pouvait-on apporter aux discrètes « remarques » de la Commission des monuments historiques, qui, pour sa part, a collectivement et prudemment respecté le devoir de réserve ? A l'opposition – également prudente – du sénateur de Paris, M. Michel Caldaguès, à celle exprimée par M. Michel Guy, ancien ministre de la culture, ou à celles, nombreuses, qui n'ont pas souhaité se manifester pour des raisons qu'on peut comprendre et qui s'entourent toujours de ce fameux mot de « réserve » ?

Pour compliquer l'affaire, les objections apportées contre le projet de Ieoh Ming Pei sont souvent partielles. Si la plupart mettent en cause la pyramide, beaucoup, en revanche, se satisfont de l'idée d'ensemble. Mais peut-on dissocier le principe d'un nouveau centre pour le Louvre de ce qui doit être son entrée et son signal ? C'est le principe même du « mégamusée » qui doit être désormais sérieusement étudié, si la polémique doit se prolonger et conserver son sens.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

PETITES NOUVELLES

■ PRIX EUROPA NOSTRA. – Le jury international d'Europa Nostra vient de décerner les prix de son concours annuel. Cinq médailles et vingt-cinq certificats de mérite ont été offerts par la compagnie Franklin Mint Limited afin de récompenser les efforts réalisés pour la sauvegarde du patrimoine architectural européen. Il s'agit, pour les médailles du centre culturel de la porte Famagusta à Nicosia (Chypre) ; du monastère Del Salvador de Célanova (Espagne) ; de la zone de conservation du Bridgegate à Chester (Grande-Bretagne; du bâtiment Riksdag à Stockholm (Suède) et de la réanimation du centre d'une ville en République fédérale allemande.

■ LES STUDIOS GENERAL HOLLYWOOD VENDUS AUX ENCHÈRES. – Les studios General Hollywood, que Françis Ford Coppola avait achetés en 1980 pour la somme de 6,7 millions de dollars, ont été vendus aux enchères vendredi 10 février. C'est l'homme d'affaires canadien Jack Singer *qui devient le nouveau propriétaire* de ces studios, où tournèrent Mary Pickford et Harold Lloyd, pour le prix de 12,2 millions de dollars.

■ REMISE DES CÉSARS. – Gene Kelly présidera la remise des césars du cinéma français qui aura lieu le 3 mars au cinéma *l'Empire à Paris*.

THÉATRE

GÉRARD DEPARDIEU DANS « TARTUFFE »

L'ange à la main bandée

Interprété par Gérard Depardieu, le personnage de Tartuffe, de Molière, *devient un mutant fort* étrange. Il est baraqué comme un déménageur, comme un bûcheron savoyard. Il a des « battoirs » (plutôt que des mains) énormes (on songe à Mallarmé disant d'Arthur Rimbaud qu'il était « *grand, bien bâti... avec je ne sais quoi de fille du peuple, à cause de vastes mains*). Le fait est que Depardieu serait formidable en Rimbaud, mais aussi en Jean Valjean.

Ce Tartuffe (revenons à lui) se présente avec des cheveux blonds vénitiens de madone, et maquillé comme un camionneur, yeux faits, du bleu ou mauve autour des yeux, du rouge aux lèvres. Très fastueux, très féerique corsage de satin noir, « plissé-gauffré », comme disent les couturières moscovites.

Ce Tartuffe, d'une voix de fillette, perchée, dévide les vers de Molière, ânonnant chaque syllabe l'une après l'autre, d'un ton uni, comme un élève de dixième mort de trouille à la « compo de récite ». Mais là, ce n'est sûrement pas la faute de Depardieu, puisque tous les interprètes de ce *Tartuffe* font la même chose : ce ne peut être qu'une grosse finesse du metteur en scène, cette manière puérile-mécanique de débobiner le texte de Molière comme des vers de mirliton, qui supprime toute vraisemblance de l'action et du propos : la vraisemblance, aujourd'hui, dans certains théâtres, c'est la honte, c'est bourgeois.

Très beau, très lumineux, hésitant entre l'ange céleste et la fille de joie, ce Tartuffe-Depardieu, en caraco de princesse, est bien sûr irrésistible, *physiquement, et à coup sûr, c'est* Depardieu lui-même qui a choisi ce maquillage, c'est comme ça qu'il imagine l'acteur de théâtre, le monstre sacré, sa distanciation.

Mais ce ne doit pas être lui qui a choisi de jouer Tartuffe dans une mise en scène sinistre, comme si la famille Orgon était une famille de morts, domiciliée dans des tombes. Alors Tartuffe a besoin d'une *astuce*, *d'un truc visuel*, *d'un gag* d'appoint, pour se démarquer de ces fantômes sinistres : il se fait mordre la main par Dorine au moment de « cacher ce sein », et il se noue un pansement avec son mouchoir. A partir de quoi il « joue » cette main bandée, ce mouchoir, qui ajoute à ce Tartuffe-athlète-ange en exil-blanchisseuse-docker-princesse des « co-notations » de blessure, de séducteur retour du duel, de héros et de victime. C'est un Tartuffe romantique, *grande courtisane*, *mais joué* dans une retenue entière, plutôt déconnecté que froid.

Quand il a « truandé » Orgon, quand Orgon lui a appris qu'il lui léguera tous ses biens, Tartuffe-*Depardieu s'éloigne dans un interminable rire*. Et manifester ainsi, au public, la rouerie et le cynisme du personnage, est une facilité de mise en scène, d'une incongruité patente : un manque de jugement, de tenue, sans doute non imputable à Depardieu, mais à son directeur.

Somme toute Depardieu dans *Tartuffe* apparait comme une grande bête fabuleuse des planches, mystérieux, dissimulé sous son maquillage d'histrion comme sous un masque, réservé, décalé. *Il faudrait* le voir dans une autre mise en scène, moins mortuaire, moins apathique, moins prétentieuse. Il doit pouvoir jouer aussi bien Hamlet que Néron, Don Juan qu'Oedipe.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30.

Mort de la comédienne Arlette Marchal

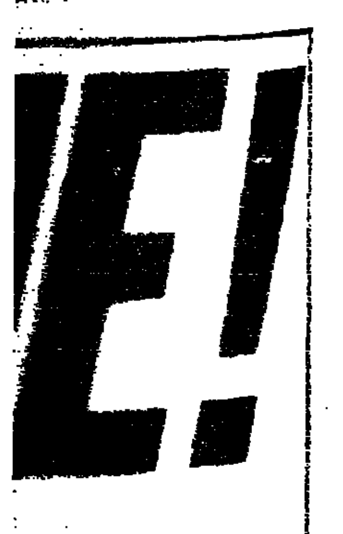
La comédienne Arlette Marchal, qui fut une des grandes vedettes du cinéma muet français, est morte à Paris. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

[Née en 1902 à Paris, Arlette Marchal débute une carrière de mannequin. Elue reine de beauté, les studios Gaumont lui font faire de la figuration, et en 1924, Jacques Feyder lui donne son premier rôle dans *l'Image*, et deux ans plus tard dans *la Châtelaine du Liban*. Après un séjour de cinq ans à Hollywood, sa carrière reprend à Paris avec l'avènement du cinéma parlant : *Don Quichotte*, de Pabst, *le Petit Roi*, de Julien Duvivier. Elle fait également du théâtre, où elle joue avec Elvire Popesco. Son dernier rôle – parmi la soixantaine qu'elle a tournés – date de 1950. Elle se consacre ensuite à la mode dans une société d'import-export spécialisée dans la haute couture.]

Nouvelle grève à la Comédie-Française

La représentation de « l'Avare » de Molière à la Comédie-Française prévue pour le mercredi 15 février en soirée est annulée en raison d'une grève des machinistes. Les places seront remboursées ou validées aux guichets du théâtre ou au service des abonnements de la Comédie-Française.

D'autre part, le Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle CGT (Synptac) s'associera le 16 février à la journée d'action de la fonction publique devant l'insuffisance de l'augmentation des salaires prévue pour 1984. Le Synptac appelle le personnel des théâtres subventionnés à organiser une grève d'au moins une heure ce jour-là dans leur établissement. A Paris, un rassemblement aura lieu à 14 heures devant l'Opéra.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

STRATÉGIE POUR DEUX JAMBONS - Lucernaire (544-57-34), 20 h 30.
ENFANCE - Th. du Rond-Point, petite salle (256-70-80), 20 h 30.
LES MARCHANDS DE GLOIRE - Comédie de Paris (281-00-11), 21 h.
LUMIÈRE DE BOHEME - Odéon (325-70-32), 20 h 30 (en espagnol).

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Est-il bon, est-il méchant ?
PETIT ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 18 h 30 : Bons offices.
TEP (364-80-80), 20 h 30 : Don Juan et son valet Polichinelle.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Tartuffe ; 18 h 30 : Maria Carta.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Tchouk Tchouk Nougah ; 22 h 30 : le Voyage à Berlin.
ALIS (357-42-14), 20 h : Grand Magasin.
ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), 20 h 30 : le Livre des délectations et du plaisir partagé.
ANTOINE (208-77-71), 18 h 30 : Hamlet ; 21 h : Rufus.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Revenu de l'Etoile.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : la Bagarre.
BASTILLE (357-42-14), 20 h : Dis Joe ; 21 h : les Blouses.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
CARTOUCHERIE, *Tempête* (328-36-36), 20 h 30 : Albatros.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : Sourire oblique ; Resserre, 20 h 30 : la Mère confidente.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : la Manie de la villégiature.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : les Eaux et Forêts ; 20 h 30 : Gertrude, morte cet après-midi ; 22 h : Roubaud poèmes.
ÉDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré.
ESSAION (278-46-42), I. 20 h 30 : les Chaises ; II. 20 h 30 : Chant dans la nuit.
FONTAINE (874-74-40), 22 h : Batailles.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Cerises rouges.
LA BRUYERE (874-76-99), 21 h : William Ier.
LIERRE-THÉATRE (586-55-83), 20 h 45 : Prométhée enchaîné.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. *22 h 15 :* Un autobus pour Mathilda. — II. 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo. — Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.
LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Labiche de poche ; 22 h : Enfantines.
MAISON DE LA POÉSIE (236-27-53), 20 h 30 : R. Alberti
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), 22 h : Poivre de Cayenne.
MARIGNY, grande salle (256-04-41), 20 h 30 : Autant en emporte le vent ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : la Femme assise.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Banco.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Tchin tchin. — Petite salle, 20 h 30, le Journal d'un homme de trop.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.
PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteau (240-27-28), 20 h 30 : Patience... Patience dans l'azur.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : le Coup de grison.
POCHE (548-92-97), *20 h 30* : le Pharaon.
PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K 2.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : la Différence de nos cieux.
RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 30 : Vincent et Margot.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.
STUDIO DES *CHAMPS-ÉLYSÉES* (723-35-10), 21 h : Agnès.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Ecume des jours. — II. 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marr... ez vous ; 22 h 15 : les Reconvertis.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Un milieu sous la mère ; 21 h : Fils de butte ou les Seigneurs de Montmartre.
TH. DE LA MER (589-70-22), 21 h : L'Etau.
THÉATRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30), 20 h 30 : Rayon femmes fortes.
TH. PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Vers Damas.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Angelo tyran de Padoue.
TH. 7 (262-80-81), 21 h : la Visite.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.
THÉATRE DE LA VILLA (542-80-72), *21 h : Tailleur pour dames.*
TOURTOUR (887-82-48), 21 h 45 : les Elles et les Eux.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), *21 h : Jamais deux... sans toi.*
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h : Acteur... est acteur... est acteur.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 14 février

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le bos voit rouge ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité (dernière).
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : *Areuh=MC2* ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service, D., 22 h 30 : Fouillis.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : *Orties de secours* ; II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton cupidon.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : *Attention belles-mères méchantes.*
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi, je craque, mes parents raquent.
RESTO-SHOW (508-00-81), *20 h 30* : « Soirée privée » ; 22 h : J. Avelines.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Roméo et Juliette.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 21 h : M. Boujenah.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse na ; 22 h 30 : le Céleri jaune, spectacle branché.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : P. Miserez ; 22 h 30 : les Soliloques du pauvre.

La danse

PALAIS DES CONGRES (758-13-73), 20 h 30 : Ballet du XXe siècle (Messe *pour le temps futur*).
THÉATRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Carmen, Ballet A. Gades.
TH. 18 (226-47-47), 20 h : A. Denis, S. Holzer ; 22 h : Lutin sous la lune.

Les concerts

Porte de la Suisse, 20 h 30 : G. Fremy, B. Geyer (Cage, Kagel, Feldman...).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Orchestre de chambre de Bâle (Mozart, Prokofiev).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Le Muzerin (Musique italienne et allemande des XVIIe et XVIIIe siècles).
Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : E. Krivine (Grieg, Rodrigo, Mozart).
La Forge, 20 h 30 : A. Liebermann, E. Cooper (Schumann, Brahms, Chostakovitch).
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Chorale E. Brasseur, dir. : M. Aunay, Orchestre *français d'oratorio*, dir. : D. Rouits (Schubert).
Centre Bösendorfer, 20 h 30 : J.-P. Millow, B. Job (Stravinsky).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 20 h 45 : M.-Cl. Alain (Bach).
Salle Cortot, 20 h 30 : M. Mornay, H. Guillard (Scarlatti, Leo, Schubert...).
Radio-France, Studio 106, 20 h 30 : Ensemble 2e2m, dir. : B. de Vinogradov (Condé, Garcin, Benjamin...).
Centre culturel canadien, 20 h 30 : Ph. Thomson (Ravel, Chopin, Liszt).
Théâtre de la Plaine, 20 h 30 : Ensemble Fitzwilliam (Dornel, Scarlatti, Corelli...).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Wally Walters.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Carnaval Macumba.
CITHEA (357-99-26), 20 h 15 : RFC, Rock, Alcool.
FORUM (297-53-47), 21 h : Einstverzende Neubanten/Movement.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : G. Badini.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Music Image Trio.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Little Big Horn.
SAVOY (277-86-88), 21 h : Ch. Canavese, H. Sellin, P.-Y. Saurin.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Zanini Jazz Session, S. Woodyard.
SUNSET (261-46-60), 23 h : E. Le Lann, A. Hervé, A. Romano.
TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Trio Greg Hunter.

En région parisienne

BOBIGNY, MC (831-11-45), 20 h 30 : Homme pour homme.
BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (603-60-44), 20 h 30 : le Roi Victor.
BRETIGNY, Ciné 220 (084-95-75), à 21 h ; B. Haller.
CACHAN, CCC (664-12-15), 20 h 45 : Le mal court.
CHATILLON, CCC (657-22-11), 21 h : Chagrin zoologique.
CRETEIL, Maison des Arts A.-Malraux (899-94-50), 20 h 30 : Els Comediants.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h 30 : la Cruche cassée.
MEUDON, Église St-Martin, à 20 h 45 : R. Urch, B. Lefeivre (Bach, Purcell, Couperin...).
MONTREUIL, Salle des Fêtes (858-91-49), 21 h : Mike Westbrook Quintet.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 20 h : Terre étrangère.
SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59), 20 h 30 : Exquise banquise.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : Échafaudages.
SCEAUX, Les Gémeaux (660-05-64), 21 h : Tom Novembre.
VERSAILLES, Théâtre Montansier (950-71-18), 21 h : Golden Gate Quartet.
LE VESINET, CAL (976-32-75), 21 h : P. Burgel, G. Sety, M. Horg.
VILLIERS-LE-BEL, Salle M.-Pagnol (990-54-86), 20 h 30 : G. Bedos.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, Le Puits, de L. Popkin et R. Rousse ; Venise au cinéma : Chi lavora e perduto, de T. Brass ; 21 h, Cinéma japonais : la Clan Abe, de H. Kumagai.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

LES ANGES DU MAL (A.) (**) (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
A NOS AMOURS (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
LE BON PLAISIR (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; *Français, 9e (770-33-88)* ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
BRAINSTORM (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action Rive gauche, 5e (354-47-62) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
CANICULE (Fr.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).
CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LE CHOIX DES SEIGNEURS (A., v.f.) : Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
LES COMPÈRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).
CONCILE D'AMOUR (All., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
CHRISTINE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
2019 APRÈS LA CHUTE DE NEW-YORK (A., v.f.) (*) : UGC Ermitage, 8e (359-15-71).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; Rialto, 19e (607-87-61).
ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LA FOIRE DES TENEBRES (A., v.o.) (*) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Gaumont *Halles, 1er (297-49-70) ; UGC* Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Lumière, 9e (236-49-07).
FRERES DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).
GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).
LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
JACQUES MESRINE (Fr.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-*10-60) ; Hollywood Boulevard, 9e (770*-10-41) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18).
LE JOLI CŒUR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; *Victor-Hugo, 16e* (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LE JOUR D'APRÈS (A) V.o. : Gaumont *Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-*Germain-Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic, 14e (545-35-38). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).
JOY (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).
*LOUISIANE (Fr.) : Forum Orient Ex*press, 1er (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (570-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (548-24-24) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Images, 18e (522-47-94).
LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).
MEGAVIXIENS (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
MI-FIGUE, MI-RAISIN (Yon., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-42-34).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : *Lucernaire, 6e (544-57-34).*
MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.), Marbeuf, 8e (225-18-45).
NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; 14-Juillet Bastille, 11e (700-21-65) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; St-Charles Convention, 15e (579-33-00).
P'TIT CON (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LA QUATRIÈME DIMENSION (A.) V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE ROI DES SINGES (Ch. v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).
RONDE DE NUIT (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
RUE BARBARE (Fr.) (*) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : Tourelles, 20e (364-51-98).
LE SPECTRE DE LA DANSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), la *Guerre des étoiles, L'empire contre-*attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC *Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e* (723-69-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).
TO BE OR NOT TO BE (A.) V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse-Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) versions Delavault : Gal ; Saurova : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97). — V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

CHARLOT'S CONNECTION, film français de Jean Couturier : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; St-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Les Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
CLASH, film français de Raphaël Delpard (*) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71).
DON CAMILLO, film italien de Terence Hill, v.f. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
L'EDUCATION DE RITA, film anglais de Lewis Gilbert, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).
GWENDOLINE, film français de Just Jaeckin : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Saint-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).
KRULL, film américain de Peter Yates, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).
LES PARENTS NE SONT PAS SIMPLES CETTE ANNÉE, film français de Marcel Jullian : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
TRICHEURS, film français de Barbet Schroeder : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
LA VILLE BRULÉE, film espagnol d'Antoni Ribas (v. esp.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; (v. catal.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).
Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
WARGAMES (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
ZELIG (A.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

Les grandes reprises

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
BARRY LINDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).
BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71).
LA CLÉ DE VERRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Ciné 13, 18e (254-15-12).
DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS D'ELLE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASER HEAD (A., v.o.) (**) : Escurial, 13e (707-28-04).
EUROPE 51 (It., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04); Acacias, 17e (764-97-83).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).
FENETRE SUR COUR (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).
GERTRUD (Dan.) : Marais, 4e (278-47-86).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LE GOUFFRE AUX CHIMÈRES (A., v.o.) : Logos Quartier Latin, 5e (354-42-34).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
L'HOMME DE NULLE PART (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
L'HOMME DE LA RUE (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6e (329-19-08); Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA HORDE SAUVAGE (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
JAMES BOND 007 CONTRE DOCTEUR NO (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
MARK DIXON DÉTECTIVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MOLIÈRE (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
LE MINISTÈRE DE LA PEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK (vers. intég.) : Calypso, 17e (380-30-11).
LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
ONIBABA (Jap., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71). – V.f. : Arcades, 2e (233-34-58).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LE PARRAIN (1re et 2e parties) (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
PRIX DE BEAUTÉ : St-André des Arts, 6e (326-48-18).
RAGING BULL (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-33).
LE SEPTIÈME SCEAU (Suéd., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
SHINING (A., v.o.) (×) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).
THE ROSE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
TUEURS DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11).

LE FORUM DES NOUVELLES IMAGES

5 000 dollars la seconde

De notre envoyé spécial

Les images créées par ordinateur ont conclu, dimanche 12 février, l'entretien télévisé du président de la République à l'émission « 7 sur 7 ». Soutenue par un plan interministériel (création d'un groupe industriel autour de la SOGITEC et d'Image-ordinateur à Angoulême), cette nouvelle technologie quitte peu à peu les laboratoires pour affronter les contraintes de la production. C'était l'objet du colloque organisé du *8 au 11 février* à Monte-Carlo.

Monte-Carlo. – D'abord, c'est une simple figure géométrique. Puis la *silhouette se couvre de polygones* dont les facettes modèlent le volume. Les arêtes s'adoucissent, la surface capte la lumière, fixe les ombres. Les ailes du nez sont encore grossières, les paupières imparfaites mais, en agissant sur quelques points de contrôle des courbes mathématiques, un sourire indéfinissable anime déjà le visage. La salle applaudit à tout rompre ce raccourci de dix ans de recherches d'images par ordinateur : la modélisation du visage humain.

A *quelques pas de là, dans les* couloirs du Festival international de télévision, l'image obtenue semblerait pauvre, et le travail de l'ordinateur serait jugé dérisoire. A quoi bon consacrer tant d'efforts pour reproduire ce qu'une caméra enregistre avec infiniment plus de perfection ? Certes, une fondation américaine a *promis une importante récompense* au premier informaticien qui arriverait à synthétiser Marilyn Monroe, mais la prouesse technique ne remplacera sans doute jamais la star disparue.

Ce type d'argument n'atteint pas l'enthousiasme des neuf cents participants au Forum international des nouvelles images, organisé pour la troisième année consécutive par l'Institut de la communication audiovisuelle (INA). Ici, on ne parle pas de films ou de stars ; on discute texture, algorithme et interpolation. Ce que l'on célèbre presque religieusement, ce n'est pas la beauté des images mais la puissance des gros calculateurs, Vax, IBM ou Cray-1, *détourné de leur simulation* militaire ou des recheches spatiales pour réinventer le grain de la matière, les reflets de l'eau ou l'éclat du métal. *Cette fascination* technologique se nourrit d'un vieux rêve démiurgique : construire le réel avec la seule intelligence et donner à voir ce qui est invisible. D'un côté, on synthétise le président des États-Unis idéal à partir des cinq derniers titulaires de la charge ; de l'autre, on visualise l'absorption de l'oxygène *par les cellules du sang.*

Entre ces deux extrêmes, toute une moisson d'effets spéciaux, de compositions abstraites, de paysages imaginaires composait le programme de deux soirées de projections où l'INA avait rassemblé la fine fleur de la production américaine, *japonaise et européenne. Des* soirées à 5 000 dollars la seconde, avec des pointes jusqu'à 20 000 dollars. L'heure d'ordinateur coûte cher, et ce n'est pas le moindre paradoxe des nouvelles images que d'arriver à un moment où l'industrie de la télévision cherche à réduire ses coûts.

Que faire d'un outil de luxe quand on tente de se diversifier à coup de séries bas de gamme ? Des génériques, bien sûr, puisque leur diffusion répétée peut amortir le coût du calcul des images. De la publicité, sans doute, si les annonceurs, déjà habitués à payer cher la réalisation de trente secondes de spots, *acceptent de mettre un peu* plus pour s'offrir un « look » haute technologie. De l'animation, enfin, car dans ce domaine, l'informatisation de certaines tâches peut à terme en abaisser le coût.

La production française, soutenue par un plan interministériel, a fait de gros progrès en un an. Sogitec *fait voltiger les chaudières à gaz* dans les spots de publicité. L'atelier de Jacques Rouxel combine le dessin animé traditionnel et les décors synthétiques fabriqués par le système Psyché III de l'INA, dans *Au-delà de minuit*. Pipa vidéo marie le traitement vidéo classique et les images nouvelles pour illustrer les *chansons* de Bernard Lavilliers. Mais il y a mieux. *Pixyfolie*, d'abord, qui, dans le cadre des émissions jeunesse de TF 1, construit avec toute la panoplie des nouvelles images un univers d'aventure et de rêve pour les enfants (*le Monde dimanche* du 30 octobre 1983). *Electronic now*, surtout, un film réalisé par *M. Francis Grosjean et la Sogitec* pour la régie Renault, qui imagine la voiture informatisée des prochaines décennies.

A la recherche d'un langage

Dans les deux cas, l'informatique a cessé d'être un simple signe de modernité pour devenir, enfin, facteur de création et d'information. Car la principale hypothèque qui pèse sur les nouvelles images n'est pas tant leur coût prohibitif que la *gratuité des effets qu'elles génèrent.* Sphère tournoyant dans l'espace, objet éclatant pour composer peu à peu les lettres d'un titre, la même rhétorique gère la plupart des génériques et des publicités présentés pendant le Forum. Manque d'imagination ? Peu familiers des machines, réalisateurs et graphistes utilisent *les programmes élaborés par les* informaticiens pour la simulation de vol ou la conception industrielle.

L'art de la programmation n'est pas celui du récit en images. Lorsque le dessin d'une ampoule se dissout pour engendrer celui d'une ville éclairée, la technique sert l'idée, et l'image a la force d'un slogan. Mais *le plus souvent, les nouvelles images* abusent de ces déformations progressives, de ces jeux de perspective, de ces métamorphoses continues, sans autre logique que celle de la machine. L'œil du spectateur, habitué à la rigueur du montage séquentiel, se noie dans ce continuum monotone. Les nouvelles images n'ont pas *trouvé leur langage*. Leur grammaire est encore victime du poids technico-économique de l'innovation.

« Faites des centres de production, mettez les machines à la disposition des créateurs 24 heures sur 24, comme la BBC en Grande-Bretagne », suggèrent les réalisateurs et les graphistes présents à Monte-Carlo. La création de Pixygraph, annoncée pendant le Forum, va dans ce sens. L'INA et la Société française de production (SFP) s'associent avec des partenaires financiers pour sortir palettes électroniques et ordinateurs des laboratoires et les mettre en situation de *production dès le mois de mai pro*chain à Bry-sur-Marne.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Nouvelle convention pour les réalisateurs de télévision.* – Une nouvelle convention collective vient d'entrer en vigueur pour les réalisateurs de télévision qui ne sont pas « couverts » par la convention collective de l'audiovisuel adoptée en décembre 1983. Au nom des employeurs, M. Pierre Desgraupes, et trois des syndicats qui ont participé aux négociations entamées en mars 1983 : CGT, CFDT, FO, l'ont ratifiée le 9 février.

Deux modifications importantes ont été introduites :

– la nouvelle convention est applicable également aux réalisateurs travaillant pour des coproductions avec le secteur privé dans lesquelles *des organismes* de service public sont majoritaires ;

– les conditions d'accès à la profession sont transformées : une carte professionnelle tenant compte davantage de critères professionnels sera exigée désormais pour travailler à une réalisation. –

Le SNJ réclame pour les journalistes le droit à la « protection des sources »

De notre correspondant

Tours. – Au moment où l'actualité parlementaire (avec la loi sur la presse) et judiciaire (avec l'affaire de l'emprisonnement d'un rédacteur en chef adjoint de *Paris-Match*) met les problèmes des journalistes à la « une » des journaux, le comité national du SNJ, réuni les 10 et 11 février à Tours, en a profité pour affirmer ses positions dans une triple direction : attachement du journaliste à une pratique responsable, de son métier, nécessité du pluralisme, protection des sources de l'information.

Le SNJ, après s'être réjoui de la reconnaissance de la notion d'équipe rédactionnelle dans le projet de loi voté par le Parlement, estime par ailleurs que la qualité de l'information et celle du travail de journaliste sont de plus en plus menacées par des rapports internes insatisfaisants dans les rédactions. Le comité national a souligné d'autre part l'urgente nécessité que soit reconnue officiellement la protection de ses sources. Ne voulant pas limiter sa réaction aux retombées de l'affaire du magazine *Photo*, le SNJ réclame l'abrogation de l'article 227 du code pénal, la relation des faits ne pouvant, selon lui, constituer une pression sur la traditionnelle indépendance de la magistrature. Enfin, le SNJ préconise une réforme des aides à la presse, seule manière de conforter la loi destinée à protéger le pluralisme et à réduire le phénomène des concentrations. – P.M.

Mardi 14 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Edition spéciale : le racisme en question.
Une émission importante, grave même, dans laquelle Anne Sinclair s'attaque au thème difficile du racisme. Dérangeante sans doute, mais une rencontre explosive et un dialogue qui pourrait être un événement.
Avec des invités : le professeur A. Jacquart, généticien ; Mme F. Gaspard, député (PS) d'Eure-et-Loir ; J.-P. Stirbois, maire adjoint de Dreux ; P. Taguieff, philosophe ; A. de Benoist, écrivain et journaliste ; un duplex en direct avec deux radios libres : Radio-Beur, à Montreuil, et Radio-Méditerranée, à Marseille ; images prises à la Courneuve, aux Minguettes, à Marseille, Nantes et Bordeaux.
21 h 55 Vagabondages : Saint-Tropez l'hiver.
Emission de M. Soro et R. Gicquel.
Avec Catherine Lara, Luis Llach, André Peyron, J.-F. Lalanne et Gilles Vigneault.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 30 Jeux olympiques d'hiver.
Patinage artistique. Libre danse, en direct de Sarajevo.
23 h Sports : Tournoi de football indoor.
Au stade omnisports de Bercy.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3



20 h 35 Cinéma : les Gaspards.
Film français de P. Tchernia (1973), avec M. Serrault, P. Noiret, C. Goya, M. Galabru, A. Cordy, C. Denner (Redif.)
Un libraire du quartier Latin, attaché à la défense du vieux Paris, découvre, à la suite de mystérieuses disparations, une communauté vivant dans des carrières souterraines, pour échapper au tintamarre et aux désagréments de la vie moderne. Une comédie empreinte de fantastique à la Gaston Leroux et de poésie façon René Clair. Une belle équipe de comédiens. Pierre Tchernia aime le cinéma, et il sait divertir avec brio.
22 h 10 Journal.
22 h 30 La vie en face : La République nous appelle.
Emission de P. Alfonsi et P. Pesnot, réal. D. Edinger.
Un portrait de l'armée française et plus particulièrement des militaires.
23 h 35 Avec le temps : Caroline.
Emission de Ménie Grégoire, réal. A. Delarive.
23 h 45 Prélude à la nuit.
Sonate Posthume *opus 164, D 537 en la mineur de Franz Schubert, interprétée par Arturo Benedetti Michelangeli au piano.*



FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Premier rendez-vous, de Henri Decoin.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Dialogues : Quel avenir pour l'Europe ? avec H. Carrère d'Encausse et A. Glucksmann.
21 h 15 Electricité à tous les étages : œuvres de Takis, Fleury, Vostell, Bayle, Stravinski, Roussi.
22 h 30 Nuits magnétiques : Migraine oblige.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Concerto pour piano et orchestre no 12 en la majeur », « no 9 en mi bémol majeur », « Divertimento » pour cordes, de Mozart, « Visions fugitives », de Prokofiev, par l'Orchestre de chambre de Bâle, sol. M.-J. Pires, piano.
22 h 30 Fréquence de nuit : folklores urbains : à 23 h 10, Jazz-club (en direct du New Morning : le super Swing Machine de G. Badini.

Mercredi 15 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain.
Informatique : les formations courtes.
13 h 50 Vitamine.
Un patchwork de petits sujets qui vont des dessins animés aux jeux vidéo.
16 h 40 Jouer le jeu de la santé.
16 h 45 Temps X.
17 h 40 Les infos.
17 h 55 Jack spot.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météo première.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeux olympiques d'hiver (résumé).
19 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Feuilleton : Dallas.
Le remariage de J.R. et de Sue Ellen amène Cliff Barnes à Southfork. Mais Cliff est toujours amoureux de Sue Ellen. Un drame en perspective.
21 h 35 Jeux olympiques d'hiver.
Hockey sur glace : URSS-Suède, Tchécoslovaquie-Canada.
22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 Antiope.
11 h 45 Journal (et à 12 h 45).
11 h 55 Jeux olympiques d'hiver (et à 13 h 30).
Ski : slalom géant messieurs ; hockey sur glace : Finlande-Etats-unis.
15 h 30 Récré A 2.
17 h 25 Platine 45.
Avec I. Adjani, Righeira, Paul Young, Renaud, Tina Turner.
18 h Oleg Popov, profession clown.
Un hommage au célèbre clown soviétique.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Dialogues des carmélites.
De G. Bernanos, d'après G. von Lefort. Scénario : Père Bruckberger et P. Agostini, réal. P. Cardinal. Avec N. Courcel, S. Flon, M. Robinson...
Un hymne à la couronne du martyre, des images « à bout portant » saisies par les caméras de P. Cardinal, un texte dense, à la mesure d'une interprétation exceptionnelle : S. Flon, dans le rôle de la mère prieure, N. Courcel et A. CAUDRY.
22 h 30 Magazine : Moi je.
De B. Bouthier.
Les virées du samedi soir ou comment tromper l'ennui et la banlieue... (l'amitié, les filles, la solitude : un reportage « climatique »). Quelques raisons d'aller se reposer dans un monastère (une enquête qui donne des idées). Comment séduisez-vous ? (La question est posée au général Bigeard, à Jack Lang, à un prêtre ; impertinence assurée).
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
Evitons d'importuner l'étrangleur.
20 h 35 Variétés : Cadence 3 (suite à 21 h 35).
Emission de Guy Lux.
Spécial Serge Lama pour fêter les vingt ans d'une brillante carrière, il interprètera quelques-uns de ses grands succès ; les Ballons rouges, Mon ami, mon maître, Esclave...
21 h 15 Journal.
22 h 00 Feuilleton : Exil.
D'après le roman de L. Feuchtwanger, adapt. G. Lionel, *réal. E. Günther. Avec K. Löwitsch, L. Martini,* V. Glowna...
Les collaborateurs du Pariser Nachrichter *fondent un nouveau journal avec l'aide de l'ancienne amie de Wiesner. L'armée allemande est aux portes de Paris. Dernier épisode d'un feuilleton médiocre.*
22 h 55 Avec le temps : Yolaine.
Emission de Ménie Grégoire, réal. A. Delarive.
Une mère célibataire à problèmes devenue chef de famille responsable.
23 h 5 Prélude à la nuit.
Musique traditionnelle d'Amérique indienne.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans les mains du magicien.
17 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.
17 h 40 Feuilleton : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 4 Renart (d'après *le Roman de Renart*).
18 h 20 Mon ami Guignol.
18 h 30 Vie régionale.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : Guadeloupe, mon pays.
8 h Les chemins de la connaissance : William Faulkner ; à 8 h 32, Esclaves sans maître.
8 h 50 Echec au hasard.
9 h 7 Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45 Le livre, ouverture sur la vie : Présentation du prix Tom Pouce 1983 (« Noël chez Ernest et Célestine », de G. Vincent).
11 h 2 Musique : Une journée avec Betsy Jolas (et à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
14 h Sons.
14 h 5 Un livre, des voix : « Le Temps des cerises », d'Eliane Aubert.
14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : Ça va la famille.
15 h 2 Les après-midi de France-Culture : Têtes chercheuses, à Gif-sur-Yvette : à 16 h 10, Science hebdo ; à 16 h 20, Science à l'infinitif (le verbe entendre) ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30 Feuilleton : Nos ancêtres les jeunes filles, ou de l'éducation des demoiselles.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques : La langue étrange d'Elise Müller, avec M. Céfali.
20 h Une journée avec Betsy Jolas : Les œuvres récentes.
22 h 30 Nuits magnétiques : Le village de Niereveze, par C. Rosset.

FRANCE-MUSIQUE

0 h à 6 h Fréquence de nuit : à 1 h 40, Concert : œuvres de R. Schumann par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. T. Guschlbauer.
6 h 2 Pittoresques et légères.
6 h 30 Musiques du matin : œuvres de Bach, Schütz.
7 h 10 Concert : Prokofiev par le Nouvel Orchestre philharmonique.
7 h 45 Le journal de musique.
8 h 12 Magazine.
9 h 5 D'une oreille l'autre : œuvres de Marais, de Falla, Fauré, Debussy, Janacek, Haydn, Stravinski.
12 h Avis de recherche.
12 h 35 Jazz : Caroline et Virginie, le blues de la côte est.
13 h Opérette magazine.
14 h 4 Microscosmos : Rubriques habituelles.
17 h 5 Histoire de la musique.
18 h L'imprévu : Jazz, où jouent-ils ?
19 h 5 Concert (Festival de Berlin 1983) : Œuvres de *Bach, Rachmaninov, Glinka, Prokofiev, Scriabine, par* M. Pletnyov, piano.
20 h Les chants de la terre.
20 h 30 Concert : « Messe en mi bémol majeur » de Schubert, « Trois interludes » de Palestrina-Pfitzner, « Te Deum » pour soli., chœur, orgue et orchestre de Bruckner, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. F. Layer, sol. J. Chamonin, L. Finnie, J. Protschka, M. Davies, J.-H. Rootering.
22 h 30 Fréquence de nuit : Feuilleton « Tango » ; à 23 h 10, L'air du temps, l'année 1921.

LE CARNET DU Monde

Décès

– Mme Georges Antoine,
son épouse,
M. et Mme Jean Antoine,
M. et Mme Pierre Antoine,
ses enfants,
Hugues, Geneviève et Florence Antoine,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges ANTOINE,
ingénieur des Arts et Métiers
et de l'Ecole supérieure d'électricité,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940,

survenu dans sa quatre-vingt-unième année, le 30 février 1984, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 2 février 1984, en l'église de Lésigny.

14, avenue du Grand-Morin,
77330 Lésigny.

– M. et Mme André Benaroya
et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Benaroya
et leurs enfants,
Mlle Rosa Benaroya,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Enrique BENAROYA,
née Gilberte Confortes,

leur mère et grand-mère,
survenu en son domicile le 11 février 1984.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 13 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Amiral-de-Joinville,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Michèle, Luc et Marc Boiché,
Les familles Boiché et Pautrat,
font part du décès accidentel à l'âge de trente-six ans de

Michel BOICHÉ,
ingénieur agronome (INA)

survenu le 3 décembre 1983.
Les Fausses,
18390 Saint-Michel-de-Volangis.

– Mme Jean Botrel,
ses enfants, petits-enfants,
Parents et alliés,
font part du décès de

M. Jean BOTREL,
ingénieur,
chef de dépôt hors classe honoraire
à la Régie autonome
des transports parisiens,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 11 février 1984, à Trevenenc (Côtes-du-Nord).

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

– M. et Mme Pierre Buttin,
M. et Mme René Bourion
et leur fille,
Mlle Anne-Marie Buttin,
Mme Jacques Buttin
et ses enfants,
Ses enfants, petits-enfants et arrière petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme André BUTTIN,
née Madeleine Dauge,

survenu subitement le 12 février 1984 en son domicile de Boulogne.
Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 février 1984, à 14 heures, en l'église Immaculée-Conception de Boulogne (Hauts-de-Seine), 63, rue du Dôme, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le docteur et Mme Maurice Caroit,
ses parents,
Jean-Michel, Bruno et Michèle, Philippe, Isabelle, Sophie et Guillaume Caroit, ses frères et sœurs,
Colin Caroit, son neveu,
ont la douleur de faire part du décès de

Dominique Elodie CAROIT,
survenu le 3 février 1984.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église de Cintray (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.
3 *bis*, rue Léo-Delibes,
75116 Paris.

– Les membres de la Paghjella ont l'immense douleur de faire part du décès de leur présidente fondatrice, le

docteur Isabelle CASANOVA.

L'inhumation a eu lieu le 11 février 1984, à Motta (Corse).

– Lyon. Paris.

Mme Louis Charbonnier,
son épouse,
Mlle Marie-Claude Charbonnier,
sa fille,
M. Bernard Charbonnier,
son fils,
M. et Mme René Charbonnier
et leur fils,
M. et Mme Magnan
et leur fils,
Et toute la famille,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis CHARBONNIER,
ancien directeur adjoint
de l'Institut national de sécurité,

survenu le 11 février 1984, dans sa soixante-dixième année.

Cérémonie religieuse à la chapelle de l'hôpital neurologique, à Bron, le mercredi 15 février, à 14 h 30.
Inhumation dans l'intimité.

– M. Etienne Cœur
et Mme, née Jeanne Guesnet,
M. Jean Migeat
et Mme Simone Coti,
ont la douleur de faire part du décès de leurs enfants,

Pierre-Etienne CŒUR,
coopérant
à l'ambassade de France à Ankara,
et Pascale,
née Migeat,

survenu accidentellement près d'Isparta (Turquie), le 9 février 1984.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Toury (E.-et-L.).
48, rue de Rivoli, Paris-4e.
145-147, rue L.-N.-Nordmann, Paris-13e.
11, avenue de Saint-Mandé, Paris-12e.

– Jean, Pierre, Martine,
ses enfants,
Dolors, Joëlle,
ses brus,
Jeanne, Agnès, Chéhérazade, Elyssa, Samia, Thomas,
ses petits-enfants,
M. et Mme Jean Odin,
ses cousin et cousine,
ont la douleur de faire part du décès de

maître Jean CORYN,
avocat à la cour d'appel de Paris,
ancien des brigades internationales
en Espagne en 1936,
ancien chef de corps franc 1939-1945,
membre de sociétés savantes,

survenu le 10 février 1984, à Lagny-le-Sec (Oise), dans sa soixante-seizième année.
12, boulevard Bessières,
75017 Paris.
Résidence Clos Béranger,
93350 Saint-Brice-sous-Forêt.

Nina GOURFINKEL

est décédée dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses fidèles amis et le Centre d'orientation sociale la rappellent au souvenir de tous ceux qui l'ont aimée.

L'inhumation a eu lieu, le 9 février, au cimetière de Dijon, dans la plus stricte intimité.

– **René LAURENT,**
ancien avoué,
avocat honoraire,

a quitté ce monde, au milieu des siens, dans la paix et l'espérance de la Résurrection, porté par la foi et la prière de beaucoup, le 12 février 1984, à l'âge de soixante-quatorze ans.

L'Eucharistie nous rassemblera autour de lui à l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, à Paris-1er, le mercredi 15 février 1984, à 13 h 45.

Ni fleurs ni couronnes, mais, selon son désir, une offrande au Secours catholique, 4, rue Daubigny, à Paris-17e, pourra accompagner vos prières.

De la part de
Marie-Françoise Laurent,
née Charmet,
Patrick et Françoise Laurent,
Dominique Laurent (Frère Bède),
Bruno Laurent, prêtre,
Bernard et Françoise Laurent,
Agnès et Pierre Morin,
Blandine et Benoît Marchon,
Denis Laurent,
Et ses treize petits-enfants.

36, rue du Mont-Thabor,
75001 Paris.

– Le vicaire général,
L'Assemblée des délégués,
Le conseil d'administration,
Le clergé
Et les éphories de l'Eglise apostolique arménienne de Paris,
ont la douleur de faire part du décès de

Mgr Sérobé MANOUKIAN,
délégué pour l'Europe du Catholicossat
de tous les Arméniens,
archevêque des Arméniens de Paris,
membre de la Congrégation
du Patriarcat arménien de Jérusalem,
membre du Conseil suprême
de l'Eglise arménienne,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le mardi 7 février 1984.

Les obsèques se dérouleront le samedi 18 février 1984, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon à Paris-8e.

Le messe sera célébrée à 10 heures, au cours de laquelle aura lieu l'onction de la dépouille mortelle.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 14 heures, dans la sépulture des prélats arméniens.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être faits au profit de l'Eglise arménienne.
(*Le Monde* du 9 février.)

– Raymonde Mathis,
Jean et Anne-Marie, Anne et Dominique, André et Marie, Paul et Nancy, Etienne Horesnyi,
ses enfants,
Jean-Louis, Cécile, Laure et Vincent,
ses petits-enfants,
ont l'immense peine de faire part du décès de

Gabriel-Ferdinand MATHIS,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
doyen honoraire
de la faculté des sciences de Toulouse,
professeur à l'université de Toulouse-III
et à l'Ecole nationale d'ingénieurs
de Gabès (Tunisie),

enlevé brusquement à leur affection, le 4 février 1984, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mercredi 8 février 1984, en l'église des Dominicains, à Toulouse.
4, rue Jules-de-Rességuier,
31000 Toulouse.
Amour et vérité se rencontrent,
Justice et paix s'embrassent.
(Ps. 85.)

– Saint-Chamond. Saint-Etienne. Lyon. Caen. Paris. Londres.

Mme Gonzague Neyret,
M. et Mme Bruno Neyret,
Ségolène et Benoît,
M. et Mme Patrick Puvis de Chavannes,
Sophie (croix de guerre) décédée et Charlotte,
M. et Mme Bruno de Brisson de Laroche, Vincent Marie-Amélie et Valentine,
M. et Mme Jean Pallière,
Agathe et Virginie,
M. et Mme Yves-Michel Dumond,
Sylvain et Diane,
ses enfants et petits-enfants,
M. Vincent Colcombet,
Mme Xavier Neyret,
Mlle Hélène Germain de Montauzan,
Mme Charles Germain de Montauzan,
Les familles Fustier, Nuiry, Colcombet, Barjon, Neyret et Germain de Montauzan,
font part du retour à Dieu de

M. Gonzague NEYRET,
chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand,

survenu, le 12 février 1984, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La levée de corps suivie d'une messe aura lieu le mercredi 15 février 1984.

Réunion à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Marie Viannet-de-la-Chabure (Loire).

La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 16 février 1984, à 10 h 15, en l'église Sainte-Marie, à Saint-Etienne.

Pas de fleurs mais des messes.

La Bénechère,
42400 Saint-Chamond.

– Mme Philippe Poidatz, née Armelle Mousseau,
son épouse,
Marion et Juliette Poidatz,
ses filles,
Mme Dupuy-Poidatz,
sa sœur,
M. Olivier Poidatz,
son frère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante-deux ans, de

M. Philippe POIDATZ,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
cavaliere del l'Ordine al Merito
Della Repubblica Italiana.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à l'église française du Christ Roi, via Colleoni, Milan, le mardi 14 février 1984, à 11 heures, et l'inhumation au cimetière de Milan.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, via Monte-Rosa,
20149 Milan (Italie).

– M. Victor Prouteau,
Mlle Andrée Prouteau,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Victor PROUTEAU,
née Jeanne Humbert,

survenu le 4 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu le 6 février dans l'intimité.

Résidence Argentine,
2, rue Dumont,
83700 Saint-Raphaël.

– Poitiers.

Mme Joseph Rouault,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph ROUAULT,
ingénieur général
des télécommunications,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,

survenu le 9 février 1984, dans sa soixante-dix-septième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Les personnes qui auraient eu l'aimable intention d'offrir des fleurs sont invitées, si elles veulent bien accepter cette suggestion, à envoyer plutôt des dons à la recherche contre les maladies cancéreuses.

Sont remerciées d'avance toutes les personnes qui nous témoigneront de la sympathie.

– Il a plu au Seigneur de rappeler à lui

M. Henri TAFFIN d'HALLUIN,

pieusement décédé en son domicile, à Roubaix le 12 février, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La messe de funérailles sera célébrée le mercredi 15 février, à 11 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Roubaix (rue de l'Avenir).

Assemblée à l'église à 11 h 25.

L'offrande en fin de messe tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Hem.

De la part de
Mme Henri Taffin,
son épouse,
M. et Mme Roger Facques-Taffin
et leur famille,
M. et Mme Michel Delcourt-Taffin,
M. et Mme Henri-Claude Taffin-Sireyjol et leur famille,
M. et Mme Jean-Pol Taffin-Pacaud
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Résidence Marly,
Boulevard de Paris,
59100 Roubaix.

– Mme Edgar Tonn-Petersen,
M. et Mme Jacob Asbaek,
M. et Mme Henri Tonn-Petersen,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Niels Edgar TONN-PETERSEN,

survenu le lundi 6 février 1984.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 9 février 1984, dans la plus stricte intimité familiale, à l'église de Saint-Honoré d'Eylau.

– Meylan. Paris.
Mme Jeanne Tribel,
Mme Marie-Louise Lefebvre,
Jean-Luc Tribel et Françoise Bossat,
Denis Tribel et Agnès Favier,
Jean, Liliane, François et Marianne Tribel,
Annie, Arno, Olga et Adrien Heinz-Tribel,
Les familles Tribel, Bloch, Lefebvre,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Francis et Andrée TRIBEL,

survenu le 8 février.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 10 février, à 14 h 45, en l'église Saint-Victor de Meylan. Réunion à l'église.

Condoléances sur registre.

– Rochecorbon. Tours. Blois. Yvetot.

M. Jean-Michel Vaccaro,
son époux,
François, Vincent, Nicolas, Pierre,
ses enfants,
Mme Felix Portevin,
sa mère,
Les familles Portevin, Jutard, Vaccaro, Allatre,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean-Michel VACCARO,
née Marie Portevin,

et vous invitent à partager leur espérance au cours de la messe de sépulture qui aura lieu mercredi 15 février, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame de Rochecorbon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le Centre de recherches institutionnelles
a la douleur de faire part du décès de son président fondateur, le

docteur
Pierre VANCRAEYENEST,

survenu, le 11 février 1984, dans sa trente-sixième année.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 14 février 1984, à 15 heures, à Jandun.

65, rue des Vandois,
Charleville.

– Béatrice Vayssière-Dumas,
Patrice Vayssière,
ses enfants,
Olivier Silhol et Marie-Laure Dumas
et leur fils Romain,
Olivier et Joëlle Dumas
et leur fils Matthieu,
Axel, Christophe
et Géraldine Vayssière,
ses petits-enfants et arrière petits-enfants,
François Véron,
son frère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Edith VAYSSIÈRE,

née Véron,
survenu le 12 février 1984 à Paris-1er.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 février 1984, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1er, où l'on se réunira à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne).

27, place Dauphine,
75001 Paris.

– Mme Georges Wakhevitch,
née Jeanne Renucci,
a la profonde douleur de faire part du décès de son époux

M. Georges WAKHEVITCH,
membre de l'Institut,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier des Arts et Lettres,
médaille d'argent de la Ville de Paris,
membre de l'Académie
du cinéma français,
membre de la British Film Academy,

survenu le 11 février 1984.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 février 1984, à 15 heures, en l'église Saint-Sulpice de Tosny, 27700 (Eure).

Un service religieux aura lieu à Paris, dont la date sera précisée ultérieurement.

(*Le Monde* du 14 février.)

Remerciements

– Mme Madeleine Anzelle
et ses enfants,

Très touchés par les nombreuses marques d'amitié et de sympathie reçues lors du décès de

Robert AUZELLE,

remercient vivement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

– Mme Alfred Kastler et sa famille,

profondément touchés des témoignages de sympathie qu'ils reçoivent et ont reçus, remercient d'un cœur ému tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

– Mme Marguerite Rochette, en son nom et de sa famille, remercie avec émotion tous les amis qui lui ont témoigné leur sympathie, ainsi qu'à sa bru et à ses petits-enfants, après la mort de son fils, âgé de trente-cinq ans, le 19 janvier 1984,

Philippe ROCHETTE.

« Ceux qui sont aimés des dieux meurent jeunes. »

18, rue Louis-Lebrun,
95200 Sarcelles.

– M. et Mme Shukri Hana Shammas,
Mme Maria Muram Shammas
et ses enfants,
Les familles Shammas et Kanazeh,
expriment leurs sincères remerciements à toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs messages, leur ont témoigné de l'affection et de la sympathie lors du décès du regretté

Muram SHUKRI SHAMMAS,

ravi à leur affection.

Messes anniversaires

– **Marthe Ferrage,**
née Andebeau,

nous quittait le 15 février 1983.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 18 février 1984, en la chapelle du couvent de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg Saint-Honoré, à Paris-8e.

– Pour le dixième anniversaire du retour à Dieu de

Antoine GIACOMETTI,

dans l'espérance de la Résurrection, une messe en union avec tous ceux qui le connaissent et qui l'aiment sera concélébrée par son fils Louis et le Père Stanislas Breton, le 19 février 1984, à 18 heures, en la chapelle de l'hôpital Saint-Louis, 2, place du docteur Alfred-Fournier, 75010 Paris.



ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Fournisseur renommé de l'Industrie Automobile Européenne spécialisé dans la fabrication de pots d'échappement recherche pour son Service RECHERCHES-ÉTUDES en RFA (Palatinat) un

INGÉNIEUR ÉTUDES-RECHERCHES

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de Formation AM ou équivalent en Construction Mécanique, âgé de 30-35 ans, ayant une bonne expérience industrielle en moteur à combustion interne, en acoustique technique, en métrologie, en matière première et en transformation de la tôle.

Des notions d'allemand seraient un atout pour le poste proposé.

Il assurera l'étude autonome des silencieux pour les nouveaux modèles du marché français (de l'essai au lancement), il collaborera à la mise en place de techniques plus performantes et sera en contact permanent avec nos clients.

Envoyer lettre, c.v. et photo à

Société WIMÉTAL S.A., Directeur Technique,
Z.I. Est, B.P. 59, ALTENSTADT,
67160 WISSEMBOURG.

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer).

COMPAGNIE DES MINES D'URANIUM DE FRANCEVILLE

recherche pour le GABON

1) un formateur électromécanicien
INSTALLATIONS FIXES

2) un formateur électromécanicien
ENGINS MOBILES

Formation BTS constructions mécaniques ou électrotechnique ou DUT génie mécanique.
Le candidat devra être âgé au minimum de 35 ans et avoir une expérience et/ou une forte motivation pour la pédagogie des adultes.
Vie en famille dans des conditions agréables.
Scolarité assurée jusqu'à la classe de 3e.

Ne pas téléphoner, écrire en envoyant C.V.

COMUF - Service du Personnel
Tour Maine Montparnasse
33, Avenue du Maine
75755 PARIS CEDEX 15

bleu



emplois régionaux

TIOXIDE FRANCE - CALAIS
FILIALE DE TIOXIDE GROUP PLC (G.B.)
Premier producteur européen d'oxyde de titane
recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
POUR SON SERVICE ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS
(effectif 165 personnes)

– Homme de terrain, assisté de 4 agents de maîtrise, il animera des équipes d'atelier et d'intervention en usine.
– Homme d'organisation et de réflexion, assisté de 2 agents de planning, il orientera la planification des tâches du service et participera à différents projets d'amélioration des équipements, tant au niveau de l'étude que de la réalisation.

Ce poste, qui peut offrir de réelles possibilités d'évolution à un *candidat de valeur, conviendrait à un généraliste* (AM-IDN...) ayant si possible quelque années d'expérience industrielle.

La pratique de l'anglais est souhaitable.

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V. et prétentions à TIOXIDE FRANCE, Direction du Personnel B.P. 89, 62102 CALAIS.



DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

SUD DE LA LOIRE — **F 240.000 ±**

Est recherché par une société industrielle française, filiale d'un groupe multinational, C.A. F 140 millions, effectif 400 personnes.

Membre du comité de direction, il doit être capable grâce à des compétences étendues et à une personnalité marquée de donner ses points de vue, d'apporter des critiques d'une façon constructive et de proposer des solutions dans le but d'améliorer de façon performante la gestion de la société.

Relevant de la direction générale de la société, il supervise le service comptable, l'informatique ; élabore les budgets, en assure le suivi avec analyses et explications des écarts dans le cadre d'un état mensuel anglo-saxon ; établit les prévisions et assure la gestion de la trésorerie, entretient les relations avec les banques ; s'assure de la mise en place et du respect des procédures de contrôle interne ; assure tous les aspects légaux, les déclarations sociales et fiscales.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 35 ans minimum, pratiquant l'anglais, diplômé d'études supérieures en finance, comptabilité, ayant déjà acquis une solide expérience en milieu industriel dans un poste à responsabilité avec utilisation de la comptabilité anglo-saxonne et de moyens informatiques.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (retournée) et prétentions sous référence 20.180-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé, 75008 Paris

CLA



Secrétaire Général

Paris

Organisme interprofessionnel au service d'un millier de PME PMI adhérentes ; nous gérons leurs fonds **formation** mais nous les aidons surtout à concevoir et réaliser des actions spécifiques adaptées à leurs besoins.

Nous confierons à ce Secrétaire Général deux missions essentielles :
- la direction des fonctions administratives, comptables, et financières de l'organisme (avec à sa disposition un outil informatique performant) ;
- la coordination des collaborateurs (une vingtaine) et particulièrement l'animation de l'équipe des conseillers qui assistent concrètement les adhérents.

Il collaborera étroitement avec le conseil d'administration pour définir et faire respecter les objectifs et les stratégies.

Homme ou femme, de formation supérieure vous avez une expérience confirmée en matière de gestion et d'animation ; le domaine de la formation permanente vous intéresse et vous connaissez déjà un peu les législations qui s'y rapportent, ce sera un atout supplémentaire.

Merci de prendre contact avec Elisabeth GREFF, sous ref. 712 M qui traitera confidentiellement *chaque candidature et vous parlera* plus longuement de cette opportunité.

LEVI TOURNAY



Dominique LELIGOIS
CONSEIL
1, rue Grécourt, BP 1522
37015 TOURS CEDEX

CONSEIL

En Touraine, Directeur de clinique

Une clinique médico-chirurgicale conventionnée - 110 lits, CA 20 MF -. Directeur de la clinique, vous êtes responsable de la gestion complète de l'établissement : direction du personnel salarié (135 personnes), comptabilité, administration générale et commerciale, achats... Vous assurez également les relations extérieures avec les organismes de tutelle et bien sûr avec les praticiens pour tout ce qui concerne l'organisation et la coordination des activités.

De formation supérieure, commerciale ou gestion, vous avez, à 35 ans environ, déjà assumé des responsabilités similaires et vos compétences en matière de gestion comptable et financière, direction de personnel sont prouvées par plusieurs années de pratique. Une expérience dans le cadre de l'hospitalisation privée est un atout, mais nous examinerons également les candidatures issues d'autres milieux professionnels si les compétences et les qualités relationnelles sont indiscutables. Ce poste est à *pourvoir dans une région particulièrement agréable.* La rémunération de départ est de l'ordre de 200 000 F +.

Notre Conseil étudiera avec discrétion les candidatures qui lui seront adressées sous référence 84/37/99

CSNCR — DESSEIN

SOCIETE INTERNATIONALE DE COMPOSANTS ELECTRONIQUES,
leader sur son marché,
recherche pour son unite de
BOURGOGNE FRANCHE COMTE, un

RESPONSABLE TECHNIQUE
DIPLOME ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR

RESPONSABILITES :
- concevoir les outillages (découpe et moulage)
- suivre la fabrication dépendante de ces outillages
- gerer un atelier d'outillage de 30 personnes
- réduire les coûts et les délais de fabrication
- implanter et développer des technologies nouvelles.

EXPERIENCES REQUISES :
- 3 à 5 ans d'experience industrielle dans un domaine identique
- habitude et sens du commandement
- goût de l'organisation
- esprit de décision
- la connaissance de l'anglais est un atout supplementaire.

Les perspectives de développement dans la société sont reelles pour un candidat à fort potentiel.

Envoyer CV et pretentions sous ref. 88055 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PMI DE FABRICATION MÉCANIQUE
LEADER FRANCAIS SUR UN MARCHE DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
EN CONSTANT DEVELOPPEMENT
crée le poste de

directeur général adjoint

Destiné à décharger progressivement le PDG de la plupart de ses responsabilités, le titulaire sera principalement chargé de la direction de la Production (avec mise en place d'une Gestion informatisée), des problèmes de Personnel, et du Contrôle d'ensemble, en liaison étroite avec la Société commercialisant les produits.

Ce poste ne peut convenir qu'à un Ingénieur confirmé (AM, ENSI...) 35 ans minimum, pouvant justifier d'une réelle expérience dans la direction d'une unité de fabrication mécanique, avec de bonnes connaissances en électricité et pneumatique.

L'entreprise est appelée à *se développer rapidement, et le poste est évolutif ; il peut déboucher* à terme sur une prise de participation.

La rémunération de départ, non inférieure à 250 000 F, sera fonction du profil et des compétences du candidat retenu.

Merci d'écrire avec CV et photo, sous référence A 170 à notre Conseil, qui vous garantit la discrétion d'usage
PAJ CONSEIL 8 avenue de Camoens 75016 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lien Publicité

BECTON DICKINSON — LEADER EN FRANCE DE MATERIEL MÉDICO-CHIRURGICAL

DIVISION PHARMACIE

CHARGÉ(E) D'ETUDES DE MARCHÉ EUROPE

RESPONSABILITÉ
- Assemble, coordonne, etablit, consolide et analyse une grande variete d'informations et d'analyses commerciales, en relation avec les marches europeens

PROFIL :
- Diplôme universitaire
- 2 a 3 ans d'experience en recherches commerciales ou analyses statistiques de preference dans le domaine de la sante
- Aptitude a pouvoir travailler dans une equipe europeenne et internationale tres performante
- Anglais parle, lu et ecrit
- Une autre langue europeenne serait appreciee

Remuneration selon competence
Lieu de travail Grenoble

Envoyer C V photo et pretentions a la Direction des Relations Humaines sous reference JCB 02 84

BECTON-DICKINSON-FRANCE — 47, avenue Marie-Reynoard B.P. 798 - 38035 Grenoble Cedex

Morbihan
Entreprise Agro-Alimentaire
- secteur viandes -
recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
Ingénieur AGRO -ENSIA - ENSBANA...

La trentaine, avec une première expérience réussie dans les métiers de la viande / salaison / charcuterie / laiterie.

Au sein d'un encadrement jeune (âge moyen : 33 ans) il aura l'entière responsabilité des productions, des mises au point de produits nouveaux ; bénéficiera de l'infrastructure et du savoir-faire d'un Groupe aux dimensions internationales dans l'agro-Alimentaire.

Adressez lettre manus. + C.V. sous réf. JO/DT à Jean OLLIVIER B.P. 28-35740 Pace qui assurera les premiers entretiens à RENNES ou PARIS.

EST DE LA FRANCE
(230 km de Paris)

Importante Société en pleine expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Sous l'autorité directe du Directeur général, il exercera ses responsabilités aux niveaux :
– technique : méthodes, productivité, qualité
– économie : gestion des unités
– humain : animation des hommes

Ce poste s'adresse à un Ingénieur, Ecole des Mines ou Centrale, âgé de 40 ans minimum et possédant une expérience confirmée dans une fonction similaire en milieu industriel.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à
UNIVERSAL COMMUNICATION,
122, chaussée de la Hulpe,
1050 Bruxelles, Belgique,
qui transmettra sous la réf. LM 461.

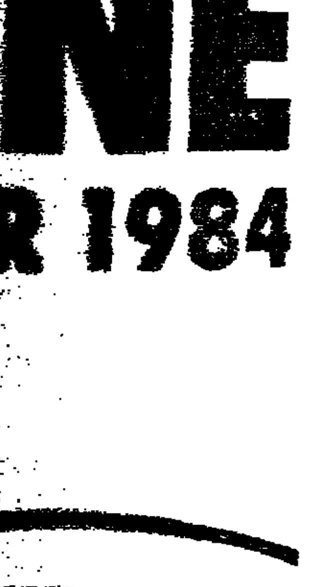
Réponse et discrétion assurées.

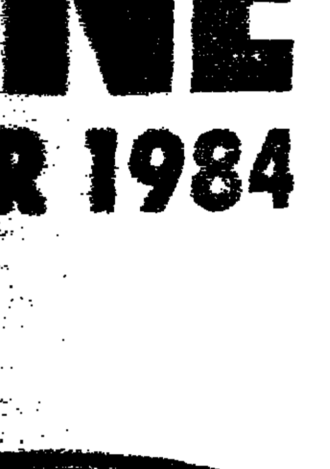
Important Groupe Industriel
AGRO-ALIMENTAIRE
recherche pour
son siège centre de la France

chef des ventes exportation

Ce collaborateur animera le réseau commercial à l'exportation (Pays de la CEE en grande partie) et la gestion administrative des opérations.
Homme de terrain, ayant expérience des négociations, parfaite maîtrise allemand et anglais.
Déplacements fréquents mais de courte durée (semaine maximum).
Adresser Cur.-Vitae détaillé s/référence 181, à
I.P.A.-GENEVAY
11, square Jasmin - 75016 Paris.

P.R.B.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JEUNES TÉLÉCOM, SUP'ÉLEC, ENSIMAG...
PARLONS PROFESSIONNALISME, RÉGIONALISATION ET AVENIR.

GROUPE SLIGOS

- **Leader européen en MONÉTIQUE et MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE, voilà pour le professionnalisme.**
- **1850 personnes dont la moitié en Province, voilà pour la régionalisation.**
- **La maîtrise des activités-clés de l'ingénierie des systèmes d'information, voilà pour l'avenir.**

CAEN, notre nouvelle implantation, va devenir la plaque tournante du développement, sur tout l'Ouest, de nos activités MONÉTIQUE et MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE. Nous y constituons des équipes de *haut niveau* :

INGÉNIEURS option Informatique possédant expérience et connaissances des techniques informatiques (architecture de systèmes, télécommunications, logiciel de base,...).

- Définir, développer et mettre en place ces systèmes,
- Concevoir les mécanismes propres à en assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique,

tels seront les différents axes de vos interventions avant d'accéder à des responsabilités élargies, dans le cadre du développement de ces produits.

SLIGOS à CAEN, pour vos débuts : une opportunité très formatrice si vous raisonnez en termes de professionnalisme, de régionalisation et d'avenir. Le vôtre.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf 80747 LM à J.-L. KIEFFER - Groupe SLIGOS 20, rue des Pavillons - 92800 PUTEAUX.



HAVAS CONTACT

INFORMATIQUE : L'AVENIR AU PRESENT

Ingénieurs, vous voulez travailler dans un domaine technologique de pointe, vous souhaitez vous situer sur un marché porteur, venez rejoindre Bull Périphériques.

Dans notre centre industriel de Belfort, nous développons, fabriquons et commercialisons des périphériques d'ordinateurs.

Nous portons nos soins aujourd'hui sur une nouvelle génération d'imprimantes non-impact, conçue dans nos laboratoires de Belfort.

Nous avons encore besoin de spécialistes en logiciel de base, en électronique, en électromécanique pour nos secteurs d'études et développements ou d'industrialisation (méthodes et qualité en particulier).

Ingénieurs diplômés, venez échanger avec nous sur votre expérience et vos souhaits de carrière. Nous vous présenterons un poste stimulant, allié à la qualité de la vie en Franche Comté.

Ecrivez à F. Cohen
Service Recrutement
Bull Périphériques
6, avenue des Usines
90001 BELFORT





THOMSON-CSF

La division SEMICONDUCTEURS DISCRETS recherche pour sa filiale en TOURAINE

JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE
(ENSAM, IDN, etc.)

Il se verra confier la responsabilité :
– de la production (quantités, délais, qualité, coût)
– du support technique
– de la maintenance
d'un atelier de plus de 100 personnes effectuant des opérations de métallurgie et de découpe de plaquettes de

CIRCUITS INTÉGRÉS

Débutant accepté si fort potentiel autorisant à moyen terme l'évolution vers d'autres responsabilités.

Envoyez CV et photo à SSC - Service du Personnel - rue Marie et Pierre CURIE - 37100 TOURS.



HAVAS CONTACT



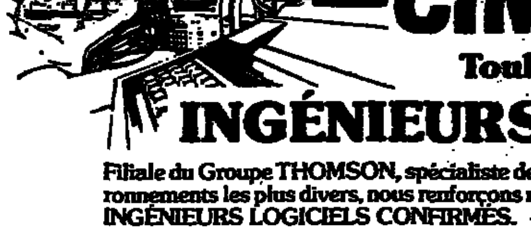
Le Groupe de l'E.I. (8000 personnes, 2,5 milliards de C.A, 5 Directions Régionales et 70 Centres de Travaux en France) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention : Travaux Electriques, Génie Civil et Bâtiment.

Nous recherchons pour notre Centre d'Ajaccio (45 personnes, C.A. 10 millions de F.)

INGENIEUR TRAVAUX

Ingénieur de formation, vous êtes débutant ou avez quelques années d'expérience.
Sous l'autorité du Chef de Centre, vous aurez la responsabilité technique, commerciale et financière de chantiers d'électrification rurale et de VRD.
Votre réussite dans la fonction vous permettra d'accéder rapidement à la **Direction du Centre.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à l'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, 29, rue de Rome, 75008 PARIS, à l'attention de Madame JEUNOT.



CIMSA
Toulouse

INGÉNIEURS LOGICIELS

Filiale du Groupe THOMSON, spécialiste de l'informatique en milieu sévère dans les environnements les plus divers, nous renforçons notre potentiel et souhaitons recruter plusieurs INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMÉS.

Chargés de la conception de systèmes complets et complexes, ils assureront : les travaux d'analyses • la définition du système et de ses éléments fondamentaux • le suivi de la réalisation (documentation-essais).

Une *expérience de 5 ans est nécessaire dans une activité comparable* (Réseaux, Bases de données, Temps Réel).

Notre développement nous permet dans une même perspective d'envisager le recrutement d'ingénieurs-débutants.

L'importance de nos projets, notre appartenance à un très grand groupe ouvrent de larges perspectives d'avenir.

Adressez votre candidature sous référence ILT/M à JFD CONSEIL - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, bd Malesherbes, 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.



HAVAS CONTACT

Organisation du travail et de son environnement.



Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Loiret

recherche ORGANISATEUR H.F.. Il est en charge des Etudes portant sur les procédures et circuits internes, les postes de travail et leur environnement matériels, en vue de concevoir et proposer des organisations nouvelles favorisant des gains de productivité.

Ces missions le conduisent à collaborer fréquemment à des groupes de travail pluridisciplinaires et à intervenir dans les services du siège et du réseau commercial.

Nous exigeons une formation supérieure et une expérience confirmée (3 à 5 ans), de préférence dans le secteur bancaire ou tertiaire. Notre choix favorisera également un solide potentiel offrant les qualités d'un futur manager.

Si votre expérience et vos aptitudes correspondent aux exigences du poste, nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, c.v. et photo à la Direction du Personnel *C.R.C.A.M. du Loiret* - 26, rue de la Godde - *45806 Saint-Jean-de-Braye.*



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Participer au développement de l'Informatique dans votre pays chez un grand Constructeur vous motive. Nous recherchons des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

de nationalité Marocaine, Tunisienne.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ingénieur, DEA ou Maîtrise d'informatique), vous avez une expérience réussie d'Ingénieur Technico-Commercial ou d'Ingénieur Informaticien.

Par la qualité du support technique apporté à la clientèle (élaboration de propositions techniques, démonstrations en avant-vente, réalisation de projets lors de démarrages), vous contribuez étroitement à la réalisation des objectifs de l'Unité.

La connaissance de notre système GCOS 64 est appréciée sans être indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 507 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LEVI TOURNAY

LORIENT

AGRO-ALIMENTAIRE DIRECTEUR GÉNÉRAL

260.000 F +

60 personnes
30 millions de C.A.

recherche patron sachant créer climat social obtenir productivité et qualité, connaissant les réseaux grandes surfaces et grossistes pour entreprise en croissance rapide, ayant bonne image de marque.

Merci d'adr. votre candidature sous réf. 988 à CURRICULUM 26, rue du 4-Septembre 75002 PARIS.

V.R.P., mult. introduit Drog. Quinc. gdes surfaces demandé par importante firme. Très bonne commission. Ecrire : S.A.R.L. M.P. B.P. 2012 PERPIGNAN 66011 Cedex.

GROUPEMENT D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION recherche pour son service opérationnel

INGENIEURS

ou dipl. en Etudes Sup., 2 à 3 ans d'exp. souhaitée. Ad. c.v., photo et prét. à AEPRAC, Le Mazy, bâtiment B, 7, av. Saint-Michel-du-Pigeonnet, 13009 Aix-en-Provence.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01



orientez votre carrière avec bon sens

au CREDIT AGRICOLE DE LA SARTHE, nous vous offrons de commencer ou poursuivre votre carrière en vous intégrant aux équipes de notre SERVICE INFORMATIQUE (60 personnes). Votre choix, réfléchi, ne vous decevra pas, vous trouverez chez nous une fonction enrichissante, une situation de référence, la possibilité de compléter votre formation et d'évoluer. Vous bénéficierez en outre des nombreux avantages liés au statut bancaire.

Matériel : IBM 4381

1 HOMME SYSTEME

possédant une expérience de 2 ans en MVS/SP, CICS-DL1. Intégré à une équipe jeune, motivée et compétente, il sera chargé de la mise en oeuvre de logiciels de base et du conseil auprès des services ETUDES et EXPLOITATION, en vue de leur bonne utilisation. (Réf. A)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Diplômés de l'Enseignement Supérieur (MIAGE, MAITRISE DE MATH, ECOLE d'INGENIEURS) et possédant une première expérience en informatique de gestion sur ordinateur de moyenne ou grande puissance. Une bonne connaissance de PAC-TP sera appréciée. (Réf. B)

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., prétentions et photo en précisant la référence à : Monsieur le Directeur - C.R.C.A.M. de la Sarthe - 40, rue Prémartine - 31 x 72040 LE MANS Cedex

CREDIT AGRICOLE DE LA SARTHE

Organisation et Publicité



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

emplois régionaux emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GenRad

GENRAD, le leader mondial de l'industrie du test automatique développe constamment de nouvelles technologies afin de satisfaire les besoins présents et futurs dans l'industrie électronique. Forts de nos succès et compte tenu des perspectives du marché, nous recherchons de nouveaux

INGENIEURS COMMERCIAUX

Pour vendre nos équipements de test où les techniques évoluent très vite, il faut être très au fait de la technologie, entre autre parce que vos interlocuteurs, eux aussi ingénieurs, attendent des conseils avisés. C'est du reste chez les fabricants de matériel électronique et mécanique de la région parisienne que vous intervenez. A 30 ans environ, vous avez déjà une première expérience réussie dans le domaine de la vente et devenez ainsi le commercial dynamique qui s'est fixé comme objectif de s'intégrer dans une société qui évolue très vite sur des marchés faisant appel à des technologies de pointe. Des connaissances de base en anglais sont nécessaires pour ces postes particulièrement bien rémunérés.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 855 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle — 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI



goupil

GOUPIL, c'est l'avenir. Un avenir passionnant et prometteur, résolument tourné vers le monde de demain. Vous aussi, partagez nos ambitions. Nous recherchons aujourd'hui

JEUNE FINANCIER ATTACHE A LA DIRECTION COMMERCIALE

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (opt. Finances Compta) ou d'une Maîtrise de Gestion vous avez déjà une première expérience dans un service comptable ou financier, de préférence dans une société anglo-saxonne.
En interface avec le département financier vous assisterez le Directeur Commercial pour tous les problèmes juridiques, administratifs et financiers du service.
Nous vous confierons la responsabilité de l'élaboration et du suivi des éléments de planification (budgets plans à 3 ans). Il vous appartiendra de vérifier chaque contrat et de le valider. Vous suivrez également nos marges brutes, vous participerez à l'élaboration et au maintien de l'outil de suivi interne. C'est ainsi que vous nous permettrez d'optimiser nos actions.
Si vous êtes jeune, motivé, dynamique, prêt à apporter votre collaboration à une équipe jeune mais déjà performante, adressez lettre manuscrite et CV sous réf. 857 à notre Conseil ALPHA CDI - 181, Av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY sur SEINE

ALPHA-CDI

goupil

Nous sommes désormais le premier constructeur français dans le secteur de la micro-informatique. Ce succès, nous le devons à GOUPIL bien sûr, mais aussi à tous les logiciels qu'il supporte et qui répondent aux besoins les plus larges (gestion, enseignement, communications...)
Nous recherchons aujourd'hui notre

RESPONSABLE VENTES SOFT

C'est surtout auprès de notre réseau revendeurs que vous «placerez» nos logiciels. Il vous faudra pour cela redoubler de talents : sur un plan commercial c'est évident, mais également sur un plan technique. Et vous effectuerez la même démarche auprès des banques, administrations, grands organismes privés...
Il va de soi que pour mener à bien cette mission, vous êtes passionné par tout ce qui «touche» à la micro-informatique. Une expérience réussie de la vente en SSCI constituerait à ce titre la meilleure référence. La rémunération prévue est tout à fait motivante.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 861 à notre Conseil ALPHA CDI - 181, av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

GenRad

LANCEZ, DEVENEZ LE RESPONSABLE COMMERCIAL DE NOTRE ACTIVITE CAO...

GENRAD, leader du test automatique démarre son activité CAO appliquée à la simulation des circuits intégrés. Pour cela nous recherchons un ingénieur électronicien intéressé par l'introduction sur le marché français d'un produit correspondant à une activité en pleine expansion.
VOUS ETES INCONTESTABLEMENT L'

INGENIEUR COMMERCIAL

que nous recherchons si, ingénieur de formation type SUPELEC ou équivalent, vous avez : une première expérience de la vente logiciels CAO, ou dans les simulateurs d'études en électronique ou encore dans l'étude de circuits intégrés. Après un stage de formation en Californie vous démarrerez notre nouvelle activité.
La connaissance de l'anglais est indispensable. Rémunération particulièrement motivante.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 854 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

Digital le marketing intelligent

Bureautique, Ordinateurs Personnels, CFAO, Réseaux, Intelligence Artificielle, Digital Equipment France est présent sur de nombreux marchés porteurs avec une gamme de produits d'avant garde.

Un marketing efficace, la qualité de son équipe, des investissements importants en Recherche et Développement, une grande capacité d'innovation ont fait de Digital le n° 2 de l'Informatique dans le Monde.

Responsable marchés

Vous possédez une expérience réussie de la vente Informatique, une bonne connaissance de votre marché, ainsi qu'une grande capacité d'action et de management.
Vos principaux domaines d'intervention : l'analyse de la concurrence, la recherche des produits nouveaux, la définition du plan de promotion et l'animation des ventes.

Responsable produits

Vous avez une bonne expérience professionnelle dans le domaine des bases de données ou des systèmes de "mass storage".
Vous voulez maintenant utiliser chez un constructeur vos compétences techniques et votre pouvoir de conviction pour sélectionner les meilleurs produits et promouvoir nos systèmes auprès des forces de ventes.

Vos perspectives d'évolution seront importantes si vous possédez déjà un profil manager, de bonnes aptitudes à la négociation et, bien entendu, une excellente pratique de l'Anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M83 à Alfonso Gajate - Direction du Marketing DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 91004 EVRY Cedex.

Curriculum

N°1 de l'informatique interactive.

digital

Le Centre de Documentation d'un grand laboratoire pharmaceutique recherche un

médecin documentaliste
plein temps

ayant une solide formation biologique pour lui confier l'ensemble des travaux documentaires concernant le domaine de l'hémostase et celui des substances antitumorales.

Notre Centre de Documentation est important et doté de moyens modernes car nous considérons qu'il est une plaque tournante essentielle entre le laboratoire et les praticiens.

Si vous avez déjà une pratique documentaire, si vous vous intéressez à l'informatique, si vous parlez anglais et enfin êtes âgé d'au moins 30 ans, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 8255 à notre Conseil en Recrutement SELÉPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE

Séléphar

THOMSON-CGR
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche

pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

INGÉNIEUR ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT
POUR ÉQUIPEMENTS DE DÉTECTION RAYONS X

Formation : PHYSICIEN ou PHYSICO-CHIMISTE, PC, INSA...

Expérience de laboratoire ou industrielle de 5 ans minimum en technologie des composants ou dérivés.

La préférence ira à un candidat au profil assez large pouvant prendre en charge notamment des problèmes de technologie de résines, mesures électriques, connectique, mécanique.

Envoyer dossier de candidature, photo, CV et prétentions au Service du Personnel, THOMSON-CGR, BP 45, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

INGENIEUR COMMERCIAL
VENTES O.E.M. INTERNATIONALES

Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel français. Nos produits utilisés dans l'industrie informatique sont leaders sur le marché et connaissent une expansion fulgurante de 35 % an.

Afin d'étendre notre implantation européenne, nous recrutons aujourd'hui un ingénieur commercial qui participera à la création de notre groupe OEM en prenant en charge l'animation de notre réseau en R.F.A. et Scandinavie.

Véritable coordonnateur à l'export, vous serez responsable de nos actions techniques et commerciales auprès de nos clients constructeurs de matériel informatique.

Basé au headquarter à Paris, diplômé d'études commerciales ou techniques supérieures vous avez au moins 2 ans d'expérience dans un poste de vente technique de produits de haute technologie (par exemple l'électronique) et bien sûr vous êtes motivé par le commerce international.

(Nous sommes prêts à étudier la candidature d'un jeune ingénieur débutant).
Si vous maîtrisez parfaitement l'anglais et peut-être l'allemand, merci d'adresser sous réf. 847 M, CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle — 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

PARIS 2e recherche pour sa division des

AFFAIRES INTERNATIONALES
CLASSE IV - V *HF*

de formation supérieure et ayant 2 à 3 ans d'expérience bancaire, si possible dans le domaine international pour assurer :
— l'étude et la mise en place de financements internationaux, notamment crédits en devises à moyen terme,
— le suivi de risques pays et des dossiers en cours.

La maîtrise de l'anglais est requise et un bon niveau espagnol serait apprécié. Ce poste permettra à terme une évolution de carrière pour un candidat ayant un bon potentiel.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s / réf. 6834 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Nous sommes une P.M.E. d'un millier de personnes dans le domaine des services.
A la suite d'une réorganisation, notre directeur recherche un

Jeune financier futur n°2 Paris

Nous vous confierons la responsabilité des prévisions économiques, de la politique et des plans de financement, du contrôle budgétaire ainsi que la gestion de la trésorerie, en liaison étroite avec les banques.
Ce poste conviendrait à de jeunes professionnels de la finance, rompus aux techniques de gestion et de financement et aux relations efficaces avec les banques depuis au moins cinq années.
Une formation commerciale supérieure vous permettra de devenir rapidement le bras droit de notre directeur général.
Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 312/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS ayant acquis une notoriété mondiale dans le domaine des techniques de pointe développe parallèlement à ses grands secteurs industriels et professionnels, une nouvelle division de produits grand public de haute technologie.

Il s'agit de produits capables de s'imposer dans un marché très porteur FRANCE et ETRANGER.
Cette orientation implique la création d'unités extrêmement modernes de production et surtout la constitution et l'étoffement d'une équipe d'ingénieurs et cadres performants pour les réaliser et les animer. Dans cette perspective, le Groupe recherche pour **ville est France :**

• SON RESPONSABLE PRODUCTION

ingénieur mécanicien diplômé, spécialisé assemblage de très haute précision en grande série, capable démarrer fabrication et intégrer et former le personnel.
Une expérience de 5 ans mini dans les domaines du montage en micro-mécanique et mécanique de précision est souhaitée.

Complément formation **France et Japon** assurée. **référence FN 335 AM**

• SON RESPONSABLE QUALITE

ingénieur diplômé spécialisé dans la conception et la promotion d'une politique de qualité poussée sous tous les aspects : dimensionnel, états de surface et précision de fonctionnement **pour une mécanique au service de *l'électronique et pilotée par l'électronique.***
Des qualités marquées de formateur et d'animateur sont indispensables pour implanter et promouvoir un **esprit qualité.**

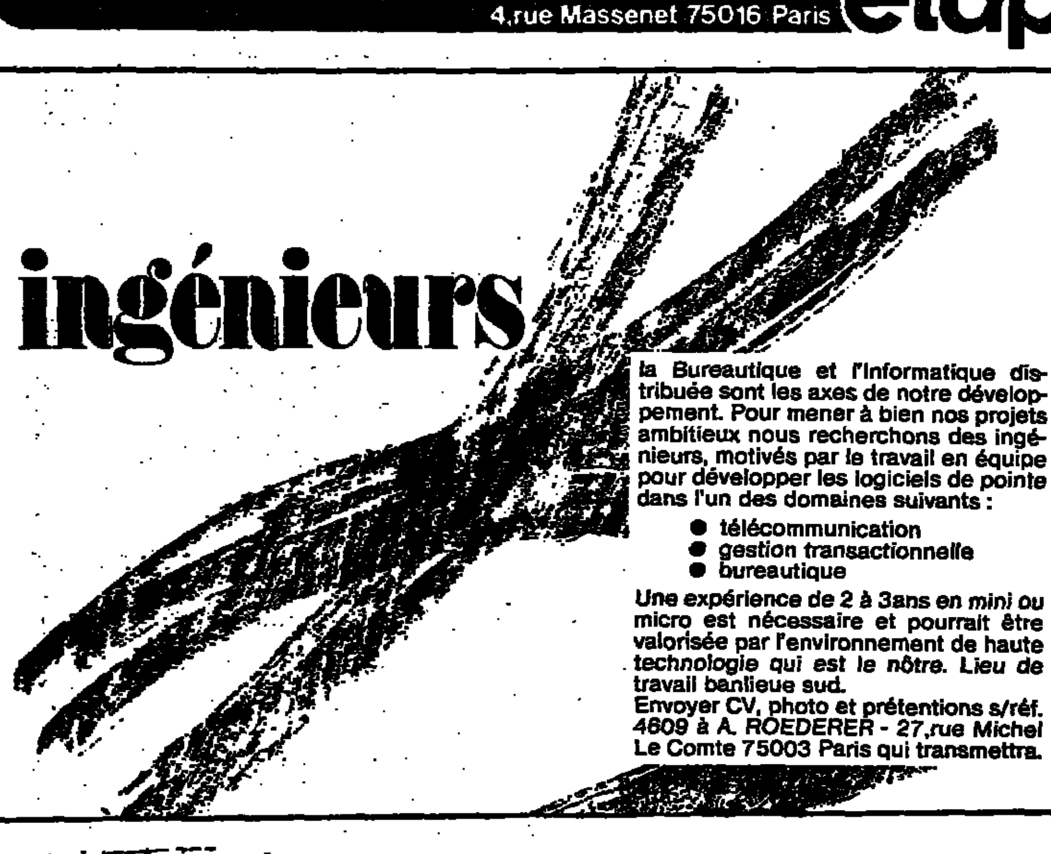
Complément formation **France et Japon** assurée. **référence GO 336 AM**

Il s'agit de postes de responsabilités permettant à jeunes ingénieurs de bonne technicité de s'impliquer dans le lancement et le développement d'un projet motivant et de poursuivre leur carrière au sein d'un groupe de première importance.

Ecrire en précisant la référence.

Membre de Syntec

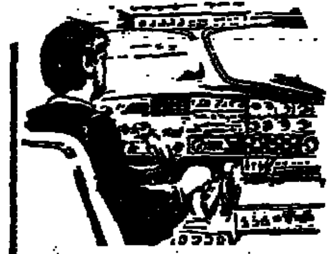
4,rue Massenet 75016 Paris **etap**



la Bureautique et l'Informatique distribuée sont les axes de notre développement. Pour mener à bien nos projets ambitieux nous recherchons des ingénieurs, motivés par le travail en équipe pour développer les logiciels de pointe dans l'un des domaines suivants :

- télécommunication
- gestion transactionnelle
- bureautique

Une expérience de 2 à 3ans en mini ou micro est nécessaire et pourrait être valorisée par l'environnement de haute *technologie qui est le nôtre. Lieu de* travail banlieue sud.
Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 4609 à *A. ROEDERER - 27,rue Michel* Le Comte 75003 Paris qui transmettra.



THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités prévu dans les prochaines années, nous conduit à recruter :

DEUX INGÉNIEURS INFORMATICIENS DE GESTION
(Débutants ou première expérience)

au sein du Service Informatique, ils participent au développement d'une gestion de production réalisée en langage COBOL sur matériel IBM et MITRA.

Les candidats sont titulaires d'un MIAGE. Des qualités d'organisation *et de créativité*, un esprit d'initiative et le sens de la négociation sont indispensables pour mener à bien cette mission.

La croissance du département offrira des opportunités de développement de carrière pour des candidats motivés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, accompagnée d'une photo sous référence IGM à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 48, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

HAVAS CONTACT

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Participer à la conception et à la réalisation de projets de grande envergure au sein de notre compagnie spécialisée en bureautique et informatique distribuée.

L'expansion que nous connaissons actuellement dans ce domaine nous amène à rechercher des

Ingénieurs

désireux de valoriser leur expérience (2 à 3 ans) en informatique au sein de petites équipes d'une Direction Technique. Notre environnement de haute technologie fera évoluer considérablement votre carrière de spécialiste, notamment dans les domaines d'application suivants :

- Réseaux de télécommunications
- Applications téléinformatiques
- Applications bureautiques

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence 142/1 à Michèle Carbineau - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY



Transac



4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de l'activité canalisations
référence CV 325 AM

LA FILIALE TRAVAUX PUBLICS D'UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS reconnue pour la haute technicité de ses réalisations, *offre à un professionnel performant l'opportunité de participer à la politique dynamique de développement décidée par le Groupe.*

Dans le cadre de son expansion, elle crée pour la **région Sud-Ouest** un poste de **Directeur de l'Activité Canalisations** (70 millions).
Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé Ponts, TP ou école équivalente, 35 ans *environ, ayant déjà assumé la responsabilité globale d'un centre de profit* (technique, commerciale, gestion personnel) dans ce type d'activités et alliant à des qualités de dynamisme et de battant un sens aigu de la gestion.

Pour ce poste, écrire en précisant la référence, à Madame SANTAMARIA, E.T.A.P., 11, rue Calvé, 33000 Bordeaux.

Responsable du marketing de haut niveau
référence BJ 331 AM

La Société **ASTURIENNE PENAMET, filiale du groupe de la COMPAGNIE ROYALE ASTURIENNE DES MINES et de la SOCIÉTÉ MINIÈRE ET MÉTALLURGIQUE DE PENNAROYA,** est une importante société de négoce dans le domaine des métaux non ferreux et des produits de couverture, sanitaire, chauffage.
Elle étoffe ses structures et recherche un **Responsable du Marketing de haut niveau.**

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé, à partir d'une analyse approfondie des marchés, de jouer un rôle moteur, soit dans l'amélioration des produits existants, soit dans la création de produits nouveaux. Créatif, homme de communication et de coordination, il travaillera en liaison étroite avec les laboratoires de développement, la production, les réseaux commerciaux.
Ce poste-clef conviendrait à un candidat ECP, AM, TP, Architecte, ayant une solide connaissance des marchés du bâtiment, les compétences d'un bon professionnel du marketing, la capacité d'acquérir rapidement de bonnes notions en métallurgie.
Poste à Paris.

Responsable de l'unité parisienne
référence EM 334 CM

TAT EXPRESS

Le réseau français AIR ROUTE DE FRET le plus performant, poursuivant sa forte expansion France et Europe, recherche un **jeune Cadre** *dynamique, animateur et gestionnaire pour diriger l'Exploitation de son* **important centre de Paris.**

***Sa mission** : assurer un fonctionnement rapide, efficace et de qualité du trafic.* Pour ce faire, il est responsable de la gestion et de l'animation du personnel : 80 personnes, de la gestion des équipements, de la coordination des moyens, du service budgétaire du centre...
Son profil : jeune ingénieur ou diplômé études supérieures de gestion, ayant trois années environ d'expérience opérationnelle d'organisation et d'animation de personnel.
Ce poste implique des liaisons fréquentes avec le milieu aviation, un net désir d'intégration à une équipe motivée et dynamique et peut permettre un développement de carrière intéressant au sein de la filiale ou de la Société-mère, 4ᵉ Compagnie Aérienne Française.

HEC, ESSEC, ESC responsable marketing régional
référence EX 327 AM

L'AIR LIQUIDE, *département français des gaz,* *offre à* un diplômé d'une grande école commerciale, la possibilité de valoriser une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de préférence par réseaux de distribution.

Sa mission consistera à :
- *réaliser les études de marché,*
- adapter le réseau de distributeurs,
- organiser les actions de promotion.

Ce poste, basé à Nancy, présente une *excellente opportunité* pour préparer une évolution de carrière dans le groupe.

Un chef de projet informatique
référence DL 333 AM

GROUPE INDUSTRIEL, CA 18 milliards, activités diversifiées et internationales, recherche pour une de ses filiales un Chef de Projet Informatique.

***Sa mission** sera de concevoir et de réaliser le système de traitement des informations* d'une division commerciale en :
- participant avec la Direction du siège à la réalisation du Plan Informatique,
- analysant les procédures et mettant en place les matériels nécessaires,
- assurant les contacts avec les utilisateurs pour l'étude des besoins.

Son profil :
- ingénieur,
- une expérience de 5 ans environ et ayant assuré les fonctions de Chef de *Projet pendant 1 an,*
- une réelle connaissance du matériel mini-ordinateur haut de gamme,
- une expérience des bases de données.

Ces fonctions intéressantes s'inscrivent dans le cadre de la réalisation d'un projet important.
Lieux de travail : Arpajon (91) pendant 2 ans, puis Stains (93).

Membre de Syntec

Jeune ingénieur services techniques
référence BU 324 AM

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (2 500 personnes, 900 millions de CA) recherche pour l'une de ses unités un **Ingénieur de Services Techniques.**

Affecté au service entretien, il participera à la maintenance mécanique et électromécanique d'équipements variés et sophistiqués (installations de production et d'ex*ploitation engins de manutention et de transports machines de conditionnement...).*
Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé AM, ECL, ENSEM, IDN, ENSM... possédant une première expérience – chantiers ou entretien – (éventuellement débutant) *et désireux d'évoluer dans une structure* offrant de réelles opportunités pour un candidat de valeur.
Poste région Lorraine.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

POUR POSTE INSPECTION BANQUE ÉTRANGÈRE EN EXPANSION recherche

COLLABORATEURS

Maîtrisant comptabilité bancaire.
Ayant expérience organisation, *réglementation bancaire et opé*rations internationales.
Connaissances anglais et informatique nécessaires.

Adresser C.V. et prétentions sous le nº T 044.321 M *RÉGIE-PRESSE* 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherchons
PROF. MATHS, COMPTA.
B.E.P., *qques h.* 978-10-64.

BANQUE NATIONALISEE recherche pour PARIS et BANLIEUE la collaboration de plusieurs

CADRES DE BANQUE (classe V à VII) expérimentés

Les candidats ayant une bonne expérience de l'exploitation bancaire, s'intégreront très rapidement au sein d'une équipe dynamique. Ils sont appelés à assumer à brève échéance des responsabilités importantes dans le réseau, à la direction d'une agence ou d'un groupe d'agences.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence 47922 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

IBM IBM IBM IBM IBM

USINE DE CORBEIL ESSONNES 91
MICRO - ÉLECTRONIQUE APPLIQUÉE A L'INFORMATIQUE
Recherche
Pour participer au support technique de ses fabrications de circuits intégrés, haute densité,

DE JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants, ou ayant quelques années d'expérience.

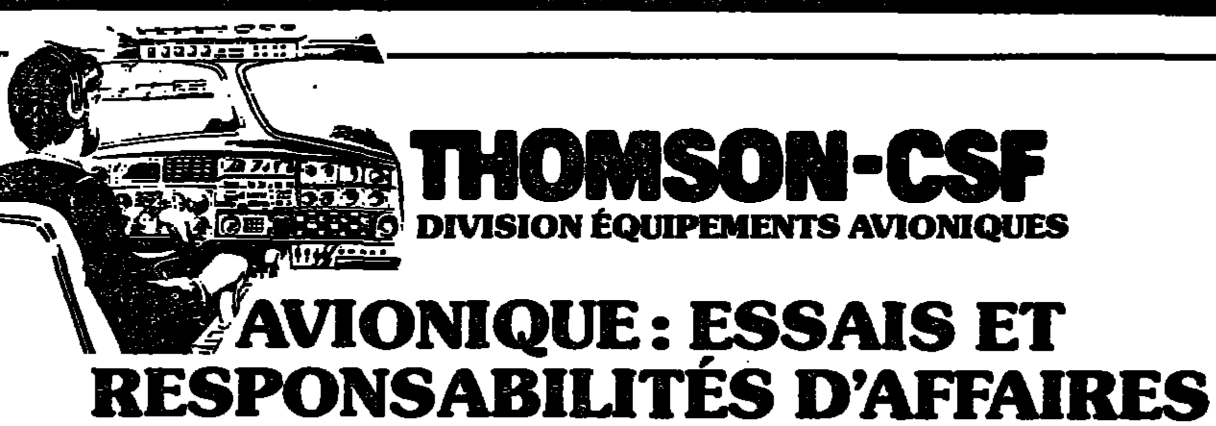
OPTIONS :
- Electronique (C.A.O. - études de circuits - études de fabrication, etc.).
- Informatique.
- Installations industrielles (électricité et climatisation).
- Chimie des Polymères.

Anglais souhaité.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à IBM France - Usine de Corbeil - Essonnes - Service Recrutement des cadres, 224 Boulevard John-Kennedy 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM



DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

AVIONIQUE : ESSAIS ET RESPONSABILITÉS D'AFFAIRES

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités, prévu pour les prochaines années la conduit à recruter des

ingénieurs essais

Diplômés d'une école électronique, ils ont acquis une première expérience en logiciel pour le développement et les essais de matériel avionique.
Ces fonctions impliquent à court terme des responsabilités d'affaires importantes, ainsi que de nombreux contacts avec nos clients en France et à l'étranger.
Les possibilités d'évolution sont très ouvertes.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF - 52, rue Guynemer - 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, sous référence IEC.



BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

Ingénieur de développement expatrié

Vous pensiez déjà être un "inventeur" durant votre formation d'Ingénieur Généraliste. Cette formation ainsi que votre attirance pour l'électronique nous intéressent pour un poste de "développeur".
Au sein d'une équipe nouvellement créée, vous contribuerez au développement et à l'industrialisation d'un projet destiné au marché des télécommunications. C'est également participer aux choix stratégiques, collaborer à l'analyse des besoins de nos clients, bref être plus qu'un "homme de laboratoire". Car vous êtes un homme de réflexion mais aussi un battant, un leader aimant le travail d'équipe, un entrepreneur curieux et enthousiaste.
Notre activité ? Grâce à nos efforts déployés en R et D (10% du C.A.), notre technologie de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apporte des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs tels que : l'aéronautique, l'énergie, l'offshore... et les telecom...
Un dernier point : notre société est internationale, votre activité le sera aussi : vos deux premières années seront celles d'un expatrié en Europe.

Prenez un premier contact en envoyant votre candidature avec photo et rémunération sous référence 556 M à : Annie Picot – RAYCHEM B.P. 738 – 95004 Cergy-Pontoise Cedex.

Raychem

SODEXHO, numéro un de la restauration collective en France et l'un des leaders mondiaux (3,4 milliards de francs de C.A.), a été créée en 1966.

Entreprise jeune, SODEXHO connaît une forte expansion : + 24 % en 1983.

Aujourd'hui, 18 000 personnes participent à notre développement dans plus de 36 pays.

Notre objectif permanent est l'amélioration des conditions de vie collective sur les bases-vie des chantiers internationaux, sur les plate-formes offshore, dans les entreprises, les écoles, les hôpitaux...

Pour faire face à notre développement, nous recherchons, pour PARIS et la PROVINCE, des

Responsables administratifs et financiers HF

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une école de commerce + DECS, vous avez prouvé vos réelles capacités professionnelles au cours d'une expérience réussie de 3 à 5 années dans un cabinet ou au sein d'une direction financière en entreprise. Vous êtes mobile.

Immédiatement opérationnel, vous prendrez en charge tous les aspects de la gestion financière de l'une de nos régions (C.A. : 300 millions de francs) : comptabilité, trésorerie, fiscalité, budgets, problèmes juridiques, etc.

Vous saurez mettre en œuvre et contrôler l'application des procédures administratives sur votre région.

Outre des responsabilités immédiates et importantes, d'intéressantes opportunités de carrière s'offriront à vous. (Réf. RAF/LM/142)

Cadres administratifs et financiers HF

Agé d'environ 25 ans, de formation ESC + DECS, vous possédez, de préférence, une première expérience soit en cabinet d'audit, soit en entreprise.

Vous interviendrez sur tous les aspects administratifs, comptables et financiers de l'une de nos régions.

Autonome, responsable, mobile, capable d'assumer rapidement des responsabilités tant au niveau financier qu'au niveau de l'animation des hommes, vous saurez saisir les opportunités d'évolution qui s'offriront à vous. (Réf. CF/LM/142)

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant bien sur l'enveloppe et sur la lettre la référence du poste choisi à SODEXHO - Service Recrutement - B.P. 36 - 78391 BOIS-D'ARCY CEDEX.



MEDIA PA

Organisation et méthodes

Homme ou Femme

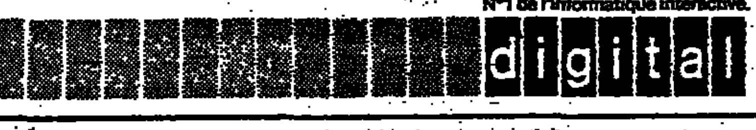
De formation supérieure vous avez acquis une expérience d'organisateur d'environ 10 ans recouvrant l'ensemble des activités d'une entreprise moyenne. Vous vous êtes également familiarisé avec la responsabilité terrain de mise en place de nouveaux schémas d'organisation.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité du Service Organisation et Méthodes chargé de la conception et du lancement de toutes les nouvelles activités du Département Logiciel. Vous serez également responsable de la remise en cause des processus actuels de prestations de services.

L'importance de ce poste est vitale pour répondre à la croissance très rapide de l'ensemble des activités de la fonction logiciel (qui doublent chaque année). Les nombreux contacts et négociations au niveau international impliquent une excellente pratique de la langue Anglaise.

Merci d'adresser votre candidature à Claude PESQUET sous Réf. M82-Direction du Logiciel DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2 rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex.

N°1 de l'informatique interactive.





BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour sa
DIRECTION FINANCIERE

2 CADRES COMMERCIAUX

Le premier sera familiarisé aux opérations en bourse et au conseil au rès d'investisseurs institutionnels. Il aura une première expérience professionnelle et une formation supérieure (droit, sciences éco, école de commerce...).
Bonne connaissance de la langue anglaise.

Le second, spécialiste du marché obligatoire, aura lui aussi une expérience dans ce type d'activité.

La connaissance de la langue anglaise est souhaitée, une formation d'actuaire serait appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
Service Recrutement Cadres
4, rue Gaillon - BP 89 - 75060 PARIS Cedex 02

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE
recherche

INGENIEUR - CHEF DE PROJET

Diplômé grande école (centrale, sup'aéro, mines) + IAE, ICC... vous avez acquis une première expérience de l'informatique (stage, service national) et désirez poursuivre dans cette voie. Organisateur et informaticien, vous disposerez de moyens informatiques moderne pour conduire des projets d'envergure.

Nous vous offrons en Région Parisienne un travail motivant, des perspectives d'évolution et des possibilités réelles de diversification.

Adresser lettre, C.V. et prétentions sous réf. 87746 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INFORMATIQUE DE SYSTÈMES ET DE RÉSEAUX

GROUPE C.G.E.
SSII de haute technicité de réputation internationale
85 personnes, croissance de 50 % en 1984
spécialisée dans l'Etude et la Réalisation
de Grands Systèmes Temps Réel.

recherche

- **CHEFS DE PROJETS**
- **INGÉNIEURS INFORMATICIENS**

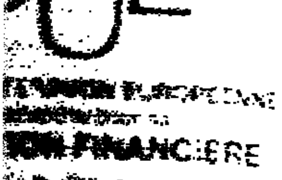
Expérience de conception et de développement de systèmes sur matériel IBM ou gamme MITRA souhaitée.

Vous trouverez à ISR :
- *une ambiance motivante et des conditions de travail qui stimulent l'épanouissement de nos collaborateurs ;*
- une entreprise en bonne santé, gage de sécurité pour nos ingénieurs ;
- une croissance et une diversification offrant des possibilités continues de développement personnel.

Merci d'adresser votre candidature à Evelyne TOUBKISS
I.S.R. 523, terrasses de l'Agora 91034 ÉVRY CEDEX.







Le GROUPE DMC

recherche un

chef de produit
ÉDITION

Notre activité s'exerce dans plus de 90 pays à travers le monde dans le domaine des LOISIRS CRÉATIFS TEXTILES (Tapisserie – Broderie – Tricot – Crochet...).

Dans le cadre d'une politique de communication définie par la Direction du Marketing, le Chef de Produit sera chargé du développement et de la création de produits éditoriaux diversifiés (catalogues, brochures de vulgarisation pour enfants et adultes, albums de présentation d'ouvrages, vidéo-cassettes didactiques, etc.), en liaison étroite avec des MAISONS d'ÉDITION et des AGENCES de PUBLICITÉ. Responsable de l'aboutissement de ses projets, il en coordonnera les différentes phases en s'engageant sur un budget.

Ce poste passionnant – exigeant créativité et rigueur d'esprit – conviendrait à DIPLÔMÉ type ESC, possédant une expérience Marketing de 3 à 5 ans et une bonne pratique des relations avec les milieux éditoriaux. Un attrait, une sensibilité ou des aptitudes pour la création artisanale sont sans nul doute un atout pour réussir dans cette fonction. ANGLAIS courant indispensable.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2802 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



Le GROUPE DMC

recherche pour un important

GROUPE TEXTILE en AFRIQUE

dont il assure la GESTION, un

directeur marketing & commercial

HOMME-PRODUIT, il sera chargé d'étudier l'évolution du couple marché/produit dans les différents pays de l'AFRIQUE CENTRALE. ANIMATEUR COMMERCIAL, il coordonnera les actions de vente dans le cadre de prévisions commerciales d'environ 20 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires (= 400 MF). GESTIONNAIRE, il sera responsable du respect des engagements budgétaires pris.

Ce poste – basé dans une grande MÉTROPOLE d'un pays stable de l'AFRIQUE FRANCOPHONE – de haut niveau et susceptible d'évolution, exigeant à la fois des qualités de négociateur et de sens du produit textile/mode, conviendrait à DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESC... âgé de 33 ans minimum, possédant une bonne expérience ÉTUDES DE MARCHÉS et VENTE – si possible dans le secteur textile – l'ayant de préférence déjà familiarisé avec les marchés africains. Cette fonction exige de surcroît très grand dynamisme et disponibilité. Rémunération attractive. Logement de fonction. Avantages sociaux Expatriés.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2801 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



Le GROUPE DMC

recherche pour un important

GROUPE TEXTILE en AFRIQUE

dont il assure la GESTION, un

FUTUR

directeur financier

Durant une période de 2 ans environ sous la responsabilité du Directeur Financier actuel du Groupe Africain, il sera plus particulièrement chargé de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (informatisée) et de la TRÉSORERIE de 3 Sociétés. Il animera une équipe d'une dizaine de collaborateurs africains. Par la suite – et en liaison étroite avec le GROUPE DMC à PARIS – il prendra la responsabilité totale de la DIRECTION FINANCIERE du GROUPE AFRICAIN et sera notamment comptable des délais de reporting.

Ce poste – basé dans une grande MÉTROPOLE d'un pays stable d'AFRIQUE FRANCOPHONE – exigeant qualités de rigueur, de contact et d'animateur d'hommes, conviendrait à un excellent professionnel DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO (ECO. FI)... + DECS, âgé de 35 ans au moins et possédant une expérience approfondie acquise dans un groupe important pratiquant des méthodes de gestion intégrée. Rémunération attractive. Logement de fonction. Avantages sociaux Expatriés.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2800 M a préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

PREMIERE ENTREPRISE FRANÇAISE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE,
SPÉCIALISTE MONDIAL EN ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROÉLECTRONIQUE ET L'ANALYSE
en très forte expansion sur le marché international (JAPON, USA, URSS...) recherche

RESPONSABLE

gestion de la qualité

Directement rattaché au DIRECTEUR TECHNIQUE, il devra créer dans l'entreprise la fonction Gestion de la qualité. Il aura pour mission : la définition du niveau de qualité – la gestion du niveau de qualité (assister tous les services dans leurs actions qualité, concevoir et tenir à jour des procédures de saisie d'information sur la qualité, concevoir et faire rédiger des procédures d'élaboration de la qualité) ; – la promotion de l'esprit qualité ; – la maîtrise de l'évolution à long terme de la politique de qualité avec en particulier la mission de veiller en permanence à la conservation du "savoir-faire" détenu par les membres de l'entreprise. Il devra former et faire participer l'ensemble du personnel à ses actions et animer les cercles de qualité.

Réf. 2804 M.

CHEF DE SERVICE

études - industrialisation

Directement rattaché au DIRECTEUR TECHNIQUE, il sera chargé avec son équipe de 10 techniciens, d'assurer la liaison entre le service développement et la fabrication. Partant d'une analyse critique des appareils dans leur version prototype (ou de la remise en cause des produits existants), il devra assurer la mise en fabrication en petites séries des éléments micro-mécaniques et leur intégration dans des systèmes comprenant de la mécanique et de l'électronique. Gestionnaire de son service, il aura le souci d'améliorer les coûts, de respecter les délais et de former ses collaborateurs, notamment à l'utilisation de l'informatique dans la gestion des données techniques. Il pourra éventuellement introduire des méthodes basées sur la C.A.O.

Réf. 2805 M.

MEMBRE DE SYNTEC

Ces postes s'adressent à de jeunes INGÉNIEURS de formation : MINES, ENSTA, CENTRALE, ARTS ET MÉTIERS... ayant quelques années d'expérience dans les domaines respectivement concernés, acquise dans des sociétés utilisant des technologies très avancées (industrie aéronautique, nucléaire, spatiale...) et souhaitant s'intégrer à une équipe de scientifiques et de techniciens de haut niveau qui sont, dans leur domaine, à la pointe de la Recherche. La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable.

Les dossiers de candidatures – sous réf. correspondante à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Hennessy

recherche

spécialiste exportation

Collaborateur le plus proche du Directeur Commercial, dans une entreprise réalisant plus de 95 % de son C.A. à l'exportation, il sera chargé d'entretenir la meilleure coordination possible entre les Responsables des Marches étrangers d'une part, et les Services de Production d'autre part.

Ces responsabilités couvriront le domaine de la Publicité de Marque, du Packaging – conception des conditionnements en fonction des besoins des marchés et de l'industrialisation du produit –. Homme de Marketing, de promotion et d'exportation, il dialoguera en permanence avec les Responsables de Marchés Export afin d'utiliser leurs informations dans une recherche constante de perfectionnement et assistera le Directeur Commercial.

Ce poste, basé à Cognac, peut intéresser un DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES (Écoles Supérieures de Commerce) minimum 35 ans, connaissant parfaitement l'exportation pour avoir occupé des postes opérationnels de Responsable de Zones ou de Directeur Export, et souhaitant se stabiliser en créant une fonction nouvelle (et plus sédentaire) dans l'entreprise. Une parfaite maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable – la pratique d'une autre langue serait également appréciée –.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2799 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ESD ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche pour le

service logiciel de sa division automatisme

ingénieurs informaticiens grandes écoles

EXPÉRIMENTÉS & DÉBUTANTS

Postes à pourvoir dans les domaines :

- **TÉLÉCOMMUNICATIONS** – (Connaissances appréciées : UNIX, TRANSPAC et ARCHITEL).
- **MONÉTIQUE** – (Terminaux bancaires, paiement électronique, etc.).
- **BUREAUTIQUE** – (Contrôleurs et terminaux).

Ces secteurs en expansion offrent d'excellentes perspectives d'avenir.

Lieu de travail : Région Parisienne (Banlieue Ouest).

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2806 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'IMPRIMERIE

renforce son équipe de Direction
et recherche

LE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT

administration des entreprises

Connaissant parfaitement la vie des entreprises industrielles et leurs besoins administratifs, économiques et de gestion, juridiques et fiscaux, de financement et même techniques, sa mission essentielle est de concevoir et de mener les actions permettant d'améliorer les positions des entreprises dans leur environnement. Aidé par des spécialistes de ces différents domaines, il réalise et coordonne les Études, l'Assistance et le Conseil auprès des Chefs d'entreprises, petites et moyennes, adhérentes à la Fédération. Il est responsable de la gestion et de l'animation d'un Département de 8 personnes.

Ce poste conviendrait à un généraliste, se passionnant pour la défense de l'économie d'une profession, DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES (HEC, ESSEC, ESC, IEP...), 35 ans minimum, ayant exercé des responsabilités de Secrétariat Général ou de Direction Administrative.

Les dossiers de candidatures (indiquant rémunération actuelle) – sous réf. 2803 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

PASSER DE L'AUDIT A L'OPERATIONNEL

...RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER D'UNE PME

Jeune diplômé de l'enseignement économique supérieur, vous vous êtes depuis deux ans imprégné des techniques comptables et financières dans un poste d'audit en cabinet ou en entreprise.
C'est une expérience riche, variée que vous voudriez mettre maintenant à l'épreuve de responsabilités opérationnelles.
Notre groupe vous offre cette opportunité.
Dans notre filiale (100 personnes), de forte notoriété dans la *profession, vous mettrez en place le poste de Directeur* Administratif et Financier.
Vous serez responsable de la comptabilité, du budget, du contrôle de gestion et des missions administratives (assurances, etc.). Assisté de deux employés qualifiés, vous devrez bien sûr relever les manches et réaliser vous-même une bonne part des tâches matérielles.

Quel meilleur terrain pour mettre à l'épreuve votre sens de l'autonomie et du concret ? Et quel tremplin pour une évolution ultérieure dans notre groupe !
Un autre type d'expérience (contrôle de gestion, ou poste en Direction Financière) retiendra aussi notre attention si vous êtes à même d'assurer la comptabilité de notre entreprise.
Le poste est basé en région parisienne.

Adressez votre candidature (en joignant une photo et en indiquant votre rémunération actuelle) à Nicolas Delaporte – Copers – 1, rue Moncey 75009 Paris sous réf. LM 150.



COPERS

Organisateur Concepteur
Dans un Contexte Informatique et Bureautique de Pointe

Notre Groupe est devenu rapidement leader sur le marche français des appareils de chauffage electrique (C.A. 83 : 270 MF ; effectif : 560 personnes, 2 unites de fabrication). Le doublement du C.A. prevu dans les 3 ans qui viennent, la volonté d'anticiper et de maitriser les changements organisationnels conduisent notre Direction Administrative et Financiere à creer a Paris le poste d'Organisateur Concepteur.

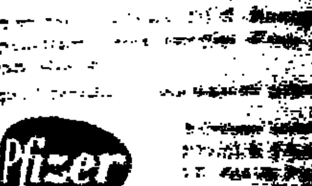
Vous étudierez, mettrez en place et contrôlerez, dans un environnement informatique et bureautique de pointe, des procédures prescrivant pour chaque grande fonction des modes operatoires efficaces, explicites et fiables.

Ce poste evolutif intéresse un diplômé d'une Grande Ecole Scientifique ou de Gestion, alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact. Il a acquis en cabinet d'audit ou au sein d'une societe tres performante une première experience d'environ 3 ans necessitant une utilisation active de l'informatique et de la bureautique.

Pour recevoir des informations complementaires, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V et salaire actuel) sous réference 7205 M a Francois CORNEVIN qui garantit la confidentialite

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SINGER Un Challenge pour un Jeune Ingénieur : devenez notre

RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

Cette société est la filiale française du leader mondial de la machine à coudre. Elle a acquis un savoir-faire et une connaissance d'un certain nombre de techniques dans le cadre de ses fabrications (mécanique, électricité, moulage). Elle souhaite valoriser cet acquis en entreprenant une politique de diversification *et dispose à cet effet d'une structure et d'un outil approprié et performant.*

C'est l'exploitation de ce savoir-faire que nous souhaitons confier aujourd'hui à un Jeune Ingénieur. Parallèlement à l'exercice traditionnel des fonctions du Responsable des Services Techniques dans un établissement industriel (méthodes, ETN, BE), il aura à cœur de développer l'industrialisation de nouveaux produits en fournissant les moyens techniques adaptés à la production.

Il encadre une équipe d'une quinzaine de personnes environ.

Nous souhaitons rencontrer un Jeune Ingénieur AM, INSA ou équivalent. Agé de 28 ans minimum, il justifie d'une première expérience en production de produits grande série.

Le poste est basé à BONNIERES, ville agréable de Normandie située à 70 km de Paris.

Le niveau de responsabilité, la possibilité de travailler sur un important programme d'investissement sont autant de facteurs susceptibles d'intéresser un candidat enthousiaste et désireux de mesurer sa propre efficacité, au sein d'une équipe particulièrement motivée.

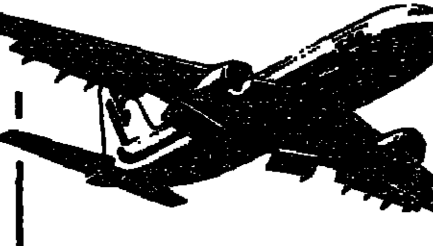
La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Merci d'adresser, C.V. complet, lettre de candidature, rémunération annuelle, photo, sous réf. M 5/1018 A, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

AVIONIQUE INFORMATIQUE PRODUCTION

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années.

Ces perspectives nous conduisent à restructurer notre Direction Industrielle par : la création d'un Service de Coordination et d'Intégration des moyens XAO. Nous recherchons un

INGÉNIEUR DE LOGICIEL

– Formation Grande École – Expérience industrielle 5 à 10 ans – Anglais indispensable.

Il sera chargé de l'Analyse, la programmation et la mise au point d'application en Fortran et des cahiers des charges.
Il aura de nombreux contacts internes et externes et à haut niveau (coordination sur 3 centres).
La réussite de ce poste permettra à un candidat motivé et possédant un esprit de synthèse et de la persuasion de prendre la Responsabilité du Service dans un proche avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous référence ILM à Madame CHARRIER - THOMSON-CSF, 48, rue Guynemer
92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

SOCIETE PHARMACEUTIQUE, située dans la banlieue Sud de PARIS, recherche

UN CHARGE D'ETUDES

service fermentation

Cette personne, diplômée DUT Biologie appliquée ou BTS Bio-industrie ou Agro-Alimentaire, devra justifier d'une expérience professionnelle de 2 années en milieu industriel.

Anglais indispensable connaissances informatique appréciées.

Pfizer

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à
PFIZER FRANCE - Service du Personnel
96, rue de Paris - 91302 MASSY

Réponse et discrétion totale assurées.

pmp

VOTRE FORMATION JURIDIQUE VOUS OUVRE UN MONDE D'OPPORTUNITES

Vous bénéficiez d'une solide formation juridique (DESS, DEA...). Vous êtes débutants ou vous pouvez faire valoir d'une première expérience réussie en crédit bail immobilier. Rejoignez notre département spécialisé dans ce domaine.

Vous développerez vos connaissances en immobilier et droit, mais également en analyse de risques et mathématiques financières. Vous deviendrez rapidement les vrais généralistes dont nous avons besoin, ainsi un monde d'opportunités s'ouvrira tout naturellement à vous tant en France que dans les 60 pays où nous sommes implantés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence DB 32 à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

SOURCES

Communication pour l'emploi : l'essentiel n'est pas de participer mais d'en être le moteur.

Pour vendre nos conseils et services, vous avez suffisamment de personnalité, d'imagination, de méthode et d'esprit de synthèse.

RESPONSABLE DE CLIENTELE

Nous vous apportons une démarche rigoureuse, un renom incontesté et *le support d'un important groupe français.*

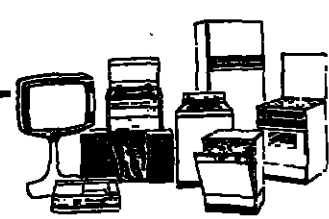
Si vous avez une formation supérieure (Bac + 4) et une première expérience de la vente de services, vous pourrez évoluer rapidement vers une fonction d'animation d'une petite cellule autonome.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous réf. M 11220 AF, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

recherche pour

SAVEMA, sa filiale d'APRÈS-VENTE (600 personnes – 300 Millions F de C.A.), chargée de la distribution de pièces détachées des produits électroménagers et électroniques Grand Public et de l'assistance technique à un réseau de plusieurs milliers de distributeurs et réparateurs.

SON ADMINISTRATEUR DU VIDÉOTEX

Il aura pour mission principale :
- de gérer les abonnés et d'être à l'écoute des besoins du réseau,
- d'analyser et définir, en collaboration avec les différents services, les besoins de l'entreprise,
- de rédiger à l'intention de notre Centre de Traitement Informatique les cahiers des charges des services nouveaux à mettre en place.

Une formation de type **maîtrise en informatique** ou un niveau équivalent, ainsi qu'une **expérience informatique fonctionnelle de 2 à 3 ans** sont nécessaires pour occuper ce poste avec succès.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80755 M à HAVAS CONTACT — 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE FRANÇAISE
(Industrie Nucléaire et Technologies Nouvelles)

recherche

pour faire face à son ambitieux programme d'équipement C.A.O.

L'ingénieur système

à qui elle confiera la responsabilité de la mise en place de l'architecture et de l'exploitation du réseau d'ordinateurs dédiés à cette application.

Le candidat devra avoir une solide formation en système et réseaux, et deux à trois ans d'expérience dans ce domaine. (Connaissance VAX appréciée)

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence I.S. 1606M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra).

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

La société Etudes et Productions Schlumberger accroît l'efficacité de la recherche pétrolière par la conception, le développement et la production de systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures.

Au sein de la Direction des Etudes, des équipes d'ingénieurs (Physiciens, Electroniciens, Mécaniciens, Informaticiens...) conçoivent et réalisent des unités mobiles destinées à l'acquisition de mesures géophysiques sur les sites de forages pétroliers. Ces unités mobiles sont équipées de mini-ordinateurs. Pour renforcer notre potentiel d'innovation d'études et de réalisation nous recherchons un

Ingénieur informaticien

(Grande Ecole ou Doctorat)

Diplômé d'une grande école ou de niveau équivalent, vous développerez des systèmes appliqués à l'interprétation de diagraphies, *au traitement du signal, et à la sysmique.*

Dans un environnement informatique performant (DIGITAL-XEROX), vous mettrez en valeur votre démarche scientifique pour développer des programmes d'interprétation scientifique utilisés dans les centres de calcul du monde entier. Vous serez donc en rapport avec les ingénieurs terrain, et la bonne connaissance de l'anglais vous sera nécessaire. Des connaissances en LIST et ARRAY PROCESSOR *seraient appréciées. Ce poste est basé à MONTROUGE (92).*

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie, sous réf. M 142, à la Direction du Personnel, Etudes et Productions Schlumberger, 26, rue de la Cavee 92140 CLAMART.

Schlumberger

Dans le cadre de son expansion

FLOATING POINT SYSTEMS FRANCE S.A.

leader mondial dans le domaine des processeurs vectoriels

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
INGÉNIEURS ANALYSTES AVANT-VENTE
INGÉNIEURS SAV

Profil :
- expérience plusieurs années chez constructeur mini et mégamini.
- Anglais lu et parlé.
- Aptitude à se déplacer.

Nous offrons :
- Avantages, salaire attrayant.
- Voiture de fonction fournie.
- Formation aux USA.

Adresser, C.V. avec lettre manuscrite et photo à :
Madame VENET - **F.P.S.**
3 bis, rue Le Corbusier
SILIC 243 - 94568 RUNGIS CEDEX

bleu

SOLVAY, important groupe industriel international - chimie, pétrochimie, matières plastiques recherche pour son **Département Informatique de Paris (50 personnes)** équipé • d'un IBM 4341/2, MVS-SP, VTAM, CICS, 120 terminaux, • d'un réseau de 20 mini HP 3000, 360 terminaux, et poursuivant l'application de son plan informatique sur tout le territoire français :

Ingénieur Analyste

- Formation Grande Ecole d'Ingénieurs
- Spécialisation Informatique ou Automatique
- Première expérience sur systèmes IBM ou HP appréciée.

Après une mise à niveau technique, il participera - au sein d'une petite équipe de développement - à la mise en oeuvre d'un projet sur IBM ou HP pour, ensuite, se voir confier la responsabilité d'un projet Informatique ou Bureautique.

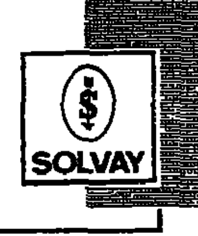
Ingénieur Télécommunications

- Formation SUPELEC, TELECOM, ENSSEIHT, complétée - si possible - d'une première expérience en Télécommunications, Réseaux...

Il viendra s'intégrer à l'équipe de support technique et participera aux études et réalisation dans les domaines des Télécommunications, Autocommutateurs électroniques, Réseaux privés, Transpac...

Les qualités de communication, l'aptitude à travailler en équipe, la mobilité des candidats, seront particulièrement appréciées. Lieu de travail : quartier Champs Elysées - Horaires flexibles, restaurant d'entreprise.

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo, prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à SOLVAY Direction du Personnel - 12 cours Albert 1er - 75008 PARIS.



Dessein

Nous recherchons pour participer l'expansion de notre DIRECTION COMMERCIALE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

Chefs de zones Export

Ingénieurs de formation, vous avez une expérience confirmée dans le domaine des **systèmes de transmissions** ainsi que de réelles aptitudes à négocier des contrats de haut niveau.

Nous vous confierons la responsabilité d'une zone géographique (EUROPE ou AMERIQUE LATINE) pour la commercialisation de matériels de transmissions (principalement faisceaux hertziens).

Ingénieur TC Export

En liaison avec votre chef de zone, vous aurez la responsabilité de préparer les propositions techniques répondant aux appels d'offres internationaux concernant l'élaboration des projets «faisceaux hertziens» ou «matériels de transmission». Electronicien de formation, vous adjoindrez à des connaissances techniques approfondies un esprit de synthèse permettant l'optimisation technique et économique des projets.

Postes basés à PARIS 13ème avec de fréquents déplacements à l'étranger.

Anglais indispensable - **Espagnol** souhaité.

Merci d'adresser votre candidature à TRT - Direction du Personnel
5, Avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON

TRT

L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle dont le % à l'Export représente plus du tiers de son C.A.

Ingénieurs électroniciens
ECP, ESE, ENST, INPG...

Vous intéressez

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

pour ses Départements

Recherche et Développement
en Automatismes Industriels

et Télécommunications associées

Pour :
- concevoir et réaliser les équipements (matériels et logiciels),
- préparer leur industrialisation.

Confirmés, vous serez chefs de projets. Débutants, vous y participerez.

Envoyez lettre et C.V. à Fabienne DUCRET - Direction des Affaires Sociales - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET.

MEDIA PA

Gestion de production sur IBM PC

Nous sommes une importante société de services et d'ingénierie informatique implantée en France et en Espagne.

Certaines des plus grosses entreprises françaises nous font confiance. Dans le cadre du développement de notre département GESTION INDUSTRIELLE, nous recherchons un nouveau collaborateur.

Le produit : Logiciel nouveau de grande qualité d'origine américaine, il présente des fonctionnalités exclusivement disponibles sur gros systèmes jusqu'à ce jour.

Il répond aux besoins des PMI comme à ceux des petites unités de production de groupes industriels.

La mission :
- Intervenir comme conseil en amont de l'installation, aussi bien auprès des entreprises clientes, du réseau de distribution, que de notre Direction Commerciale.
- Résoudre des problèmes liés à l'**informatisation** (exemple : définition de l'architecture du réseau local),
- *Coordonner l'action du support technique,*
- Coopérer avec l'équipe de développement américaine.

Le profil :
- Ingénieur de production, vous avez acquis une expérience de l'informatique appliquée à votre domaine,

ou
- Informaticien, vous pratiquez depuis plusieurs années la *gestion de production informatisée.*

Vous avez une bonne connaissance de l'anglais technique.

Envoyez vos dossiers de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence LM/GP à notre Conseil Michèle DAIN



ETUDES - CONSEIL - LOGICIEL
55, rue Hermel - 75018 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

MEDIA PA

La connectique à l'échelon européen

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain, notre esprit pionnier en matière d'innovation technologique nous a conduits à la place de leader sur les marchés de la connectique.

Nous recherchons un INGENIEUR PRODUITS.

Sa mission consiste à assurer le développement de nos techniques et l'adaptation des produits existants aux besoins de nos clients.

C'est un jeune ingénieur A et M, ESE, INSA, ENSI... ayant développé au cours de son expérience le goût du contact clientèle et de la résolution des problèmes d'applications.
Sa mission fait large place à l'autonomie qui conditionne directement les résultats.

Ce poste est basé en région parisienne et nécessite de nombreux déplacements en France et Europe. L'anglais courant est indispensable. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 402 112 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
Département Industrie
115, rue du Bac - 75007 PARIS

INGENIEURS/TECHNICIENS DE PRODUITS

TECHNICON CORPORATION est le leader mondial dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'instruments et systèmes automatiques pour les analyses de sang, sérums, aliments, produits pharmaceutiques, pollution de l'eau, et une vaste gamme de produits industriels.
En raison de notre expansion continue et de l'introduction de nouveaux produits, nous recherchons un personnel compétent pour se joindre à notre groupe multinational d'Ingénieurs et Techniciens de produits ayant une expérience de l'instrumentation avec **MINI/MICRO-ORDINATEURS.**
MISSION : assistance technique aux techniciens itinérants et service après-ventes, essentiellement en Europe, et animation de stages de formation couvrant le fonctionnement, les principes, l'entretien et le dépannage du ou des produits.
La fonction inclut, de plus, l'assistance au marketing pour évaluation et démonstration de nouveaux produits.
Deux types de poste sont disponibles :

ingénieurs de produits/product support engineers

responsables de la planification du lancement des produits, de la formation de spécialistes de produits pour les filiales, de la liaison avec notre Division Recherche et Développement, ainsi que nos unités de production.

techniciens de produits/product support technicians

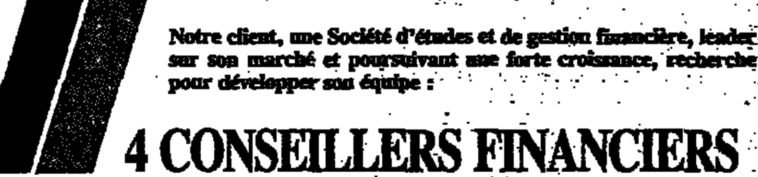
responsables du support et de la formation sur des produits nouveaux d'une haute technicité pour certaines de nos filiales européennes. Les candidats que nous souhaitons rencontrer ont un niveau d'Etudes Supérieures, avec au moins 5 ans d'expérience *pour les Ingénieurs, et 3 ans d'expérience pour les Techniciens.*
Toute la documentation étant en anglais, la connaissance de l'anglais sera indispensable.
Outre la maîtrise des techniques modernes en électronique, des techniques de mesure, et la connaissance théorique des paramètres physiques et chimiques, ils devront être capables de programmer au niveau machine-code et Assembleur des micro-processeurs.
Il s'agit d'un travail motivant, avec de sérieuses perspectives de carrière, ainsi qu'un bon niveau de rémunération incluant un plan d'intéressement important selon les résultats personnels, et autres avantages.
Lieu de travail : notre Division Internationale à SAINT-DENIS, d'accès facile depuis Paris. Nombreux déplacements dans le monde entier.



TECHNICON®

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à M. COLISTRO - TECHNICON - B.P. 10
95330 DOMONT

Organisation et Publicité



Notre client, une Société d'études et de gestion financière, leader sur son marché et poursuivant une forte croissance, recherche pour développer son équipe :

4 CONSEILLERS FINANCIERS

VOTRE MISSION
- Assurer le développement et le suivi de la clientèle existante.
- Analyser la situation patrimoniale de vos clients et leur procurer des informations sur les produits à base de valeurs mobilières.
- Conseiller les formules de placement correspondant à la situation personnelle de chaque client.

IL VOUS OFFRE
- Un complément de formation.
- Un soutien logistique informatisé très performant et un secrétariat.
- Une gamme de produits très compétitifs.
- De larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante.

IL VOUS DEMANDE
- D'être prêt à vous investir totalement *sans compter votre temps ni votre peine.*
- Un sens aigu du service et le souci de bien conseiller avant celui de vendre.
- Une première expérience commerciale réussie.
- Une solide connaissance des produits financiers.
- Un diplôme de l'enseignement supérieur.

Envoyer C.V. détaillé + lettre manuscrite s / réf. 844 à :
J.R. LAJUNCOMME

FINANCE MARKETING INTERNATIONAL
Conseil en recrutement
33, rue de Mogador - 75009 PARIS

Une des premières sociétés françaises **d'INGENIERIE NUCLEAIRE**
implantée en région SUD-PARIS, recherche des

INGENIEURS

- pour **PROJETS** de **LABOS** et **USINES** Nucléaires *concernant la France et l'Etranger dans le Secteur* **ASSAINISSEMENT RADIOACTIF - DECHETS FA, MA, HA**

- 1 **Ingénieur**, Chef de Projet **GENIE CHIMIQUE** et **NUCLEAIRE** (conception, réalisation, exploitation). (réf. 400)

- 1 **Ingénieur PROCEDE, Traitement Conditionnement Stockage.** Expérience en ventilation nucléaire, radioprotection, *sureté nucléaire. Possibilité de détachement de* quelques mois à GRENOBLE. (réf. 401)

Age souhaité : 30 à 40 ans. Expérience de l'assainissement radioactif (5 ans minimum). Anglais courant.

- pour **PROJETS** de **DECLASSEMENT D'INSTALLATIONS** *nucléaires*

- 1 **Ingénieur**, MECANIQUE, responsable d'affaires (réf. 500)

- 1 **Ingénieur** d'Etudes en CIRCUITS (réf. 501)

Expérience de 5 à 10 ans dans une Société d'Ingénierie. Anglais souhaité.

Merci d'adresser dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi sous référence 88302 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET - AVIATION
recherche

INGENIEUR ETUDES DE PRIX

Fonction : études de prix pour travaux d'études, d'essais, de fabrication de nouvelles pièces ; liaisons et collaboration avec les Bureaux d'Etudes et Service Achats.

Profil : ESAM, ENSI, etc.

Expérience : 2/3 ans en Bureau d'Etudes ou fabrication. Anglais lu, écrit.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à ***CONSILIA*** *- 5, rue de Lincoln - 75008 PARIS (4è étage).*

AVIONS MARCEL DASSAULT – BREGUET AVIATION



GENIE LOGICIEL

*Vous êtes **ingénieur**, ajoutez le **génie logiciel** à vos compétences dans les domaines de la téléphonie ou des réseaux en entrant dans la société qui a créé le 1er outil de CAO de logiciel français; SOFTPEN.*
Un minimum de 3 ans d'expérience et la connaissance des microprocesseurs INTEL (8085, 8086, 8089), MOTOROLA (6809, 6800) ou AMD 2900 sont nécessaires pour développer les projets qui vous seront confiés.
Adressez votre candidature avec C.V. sous réf. M 45 à :

I.P.I. 26, rue du Renard, 75004 Paris

ALLIANZ ASSURANCES

Recherche comme Responsable pour son service

CONTENTIEUX SINISTRES TRANSPORTS

UN JURISTE EXPÉRIMENTÉ

Le candidat devra essentiellement posséder :
- une expérience de plusieurs années dans une fonction à dominante «Facultés Maritimes»;
- de bonnes aptitudes à la conduite des hommes;
- la maîtrise de la langue anglaise;
- l'allemand serait un avantage.

Allianz assurances — Envoyer CV et prétentions à ALLIANZ SA - Mme Rougé BP 24 - 75761 PARIS CEDEX 16

MATRA ESPACE

Pour s'implanter sur de nouveaux marchés, La Direction Commerciale renforce son équipe et recherche :

Ingénieurs Commerciaux HF

***motivés par la négociation** des contrats et le suivi d'affaires sur des marchés français et étrangers.*

Leurs responsabilités :
- Ils préparent et rédigent les propositions commerciales.
- Ils négocient et assurent le suivi des contacts et des modifications avec les clients et les sous-traitants notamment sous les aspects *financiers et gestion, contractuels et juridiques en s'appuyant sur des* compétences internes.
- Ils travaillent en liaison étroite avec les Groupes Projets chargés du déroulement technique des affaires.

Leurs compétences :
- Une formation d'ingénieur «généraliste» faciliterait l'adaptation à cette fonction ainsi qu'une expérience industrielle d'environ 3 ans acquise sur des affaires pluridisciplinaires.
- Ils ont le sens des contacts, la volonté de réussir et des qualités de rigueur et de méthode.
- Ils doivent révéler une bonne aptitude à apprécier et à développer la compétitivité des offres.
- Anglais courant (écrit - parlé) indispensable.

L'un des postes est à pourvoir sur **VELIZY**.

Deux postes sont prévus pour **TOULOUSE** et concernent un ingénieur débutant et un ingénieur expérimenté (au moins 5 ans).



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant le référence NK 1123 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre – Centre de MONTIGNY – 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex

MATRA COMMUNICATION



La Télématique est notre savoir faire. Nous sommes sur un marché porteur, celui des Télécommunications de demain. Notre CA (près de 600 MF) a triplé en trois ans. Cette croissance nous amène à créer, dans l'un de nos cinq établissements, situé à TRAPPES/bois d'ARCY, le poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez détaché auprès des équipes RECHERCHE/DEVELOPPEMENT et COMMERCIALES afin de mettre en place et consolider les outils de gestion nécessaires à la mesure de performance. Au delà des tâches de planification, de prévisions, de suivi des résultats et d'analyse d'écart, vous serez un réel support pour la prise de décision.

Votre esprit de collaboration et la qualité de vos contacts sont vos atouts majeurs, votre degré d'autonomie étant lié à la confiance que vous saurez susciter.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur en GESTION ayant acquis l'expérience de quelques années en milieu industriel.

Merci d'adresser votre CV + photo + rémunération actuelle sous référence **JD 180 à TEMAT** – 50 rue du Président Sadate – BP 32 CREAC'H-GWENN – 29101 QUIMPER CEDEX

cimatel

Design center intel et MHS

Ingénieurs débutants et confirmés pour la conception de circuits intégrés VLSI/LSI

Anglais parlé nécessaire.
Lieu de travail : St-Quentin-en-Yvelines.
Félix Bustin vous remercie de lui adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et téléphone, sous réf. M-FB, à Cimatel, 3 avenue du Centre, 78182 St-Quentin-en-Yvelines.

NCR

Après un siècle d'innovations technologiques, NCR lance chaque année de nouveaux produits de pointe, accélère encore sa progression, accroît ses moyens, en tout premier lieu son capital humain.
Voici notre plan de recrutement d'ingénieurs NCR France pour 1984: soyez parmi les premiers à inaugurer notre second centenaire en saisissant l'opportunité NCR

35 ingénieurs commerciaux

Paris, Lille, Strasbourg, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes

Pour renforcer nos équipes dans tous les domaines: Industrie, Commerce, Distribution, Finance, Administration et notamment:
- au niveau des **revendeurs**
- en **télécommunications de réseaux** (COMTEN)
- dans la gestion des **grands comptes**

20 ingénieurs technico-commerciaux

Pour assister les équipes commerciales avant et après la vente sur nos différentes gammes de produits, dont nos tout nouveaux mini 16 et 32 BITS sous UNIX.

Une formation supérieure, l'anglais, une expérience de quelques années ont fait de vous un professionnel dans l'un de ces secteurs. Franchissez une nouvelle étape avec **NCR**.

Adressez votre dossier personnel sous réf. 151 M à Bernard Bablon, **NCR France,** Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20.

centenaire et toujours précurseur

1884-1984 NCR CÉLÉBRER LE FUTUR

MARKETING PHARMACEUTIQUE ETUDES DE MARCHES

POSTE : assister le Directeur des Etudes et du Monitoring pour recueillir, analyser, valider toutes les informations de nature à optimiser les décisions ainsi que définir les modèles susceptibles de les enrichir.
PROFIL : formation commerciale supérieure, dans l'idéal complétée d'un diplôme d'analyse des marchés ou d'une expérience dans ce domaine.
La maîtrise des outils statistiques actuels et une curiosité active pour les innovations dans les moyens et les méthodes, auxquelles pourrait s'ajouter une connaissance de l'industrie pharmaceutique, seraient des atouts appréciables.
Anglais indispensable.
La Société attache une importance considérable à l'efficacité, au développement et à l'épanouissement de ses cadres.

SK&F Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH
Ecrire avec C.V. et desiderata à Direction du Personnel (Réf. : JMP) - 12, Place de la Defense - 92090 PARIS LA DEFENSE Cédex 26. Discrétion et réponse assurées.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE
Industriel de l'informatisation, au premier rang pour la production des **PROGICIELS** et le taux de développement (30% par an), vous offre le

CHOIX INFORMATIQUE

- une FORMATION aux techniques avancées de l'informatique, propre à développer vos compétences,
- un MÉTIER au sein d'équipes soudées où votre autonomie sera sollicitée et encouragée,
- une CARRIÈRE de consultant de haut niveau, dans des disciplines diversifiées : conseil, ingénierie de systèmes, développement de progiciels,...

CGI est implantée dans plusieurs régions : Paris, Nord-Picardie, Ouest-Atlantique, Rhône-Alpes, Midi-Méditerranée.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. DJ/I-02 à D. JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

HAVAS CONTACT

UNE FORMATION • UN MÉTIER • UNE CARRIÈRE

CGI

industrie et informatique

sema informatique

Le département industrie de SEMA INFORMATIQUE développe ses interventions de conseil auprès des sociétés industrielles. Il vous propose de le rejoindre pour prendre en charge des *études en informatique industrielle.*

Vous élaborerez des schémas de développement de nouveaux systèmes d'information dans le cadre de la méthodologie SEMA. Vos missions, en relation étroite avec les dirigeants des entreprises, seront de :

- collaborer aux négociations initiales,
- analyser les systèmes en place,
- imaginer et évaluer des schémas de solutions,
- guider les équipes de conception.

Vous êtes ingénieurs de formation et vous avez exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités dans l'industrie et/ou dans l'informatique.

Si l'opportunité de faire carrière dans le conseil vous attire, prenez contact avec Marie Christine GUILLAIN ou envoyez votre dossier de candidature sous réf. 10477/M à Sema-Sélection :
Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE - Tél. : 657.13.00 poste 25-25

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon Marseille · Toulouse

Nous sommes une importante société d'assurance comportant des établissements décentralisés sur le territoire national.
A l'occasion d'un changement dans nos structures, nous souhaitons modifier l'organisation du service **INFORMATION** et, à cet effet, nous vous proposons le poste de

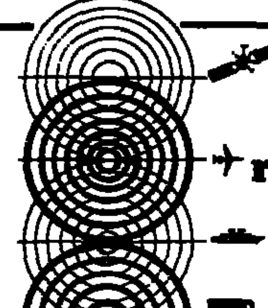
responsable de l'information

Assisté d'un groupe de collaborateurs spécialisés, vous aurez à assurer le développement de l'information en recueillant auprès des différentes directions les éléments nécessaires en les coordonnant et en organisant leur diffusion par le canal de supports existants ou à créer.

Après une formation appropriée dans l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de plusieurs années dans le journalisme, complétée par une activité exercée dans le secteur de l'information et de la communication, au sein d'une entreprise.
De bonnes connaissances juridiques seraient en outre appréciées.
Vous pourrez avoir à rédiger vous-même et devrez donc faire preuve d'une grande maîtrise dans ce domaine.
Vous avez un esprit curieux, ouvert et créatif; vos contacts sont faciles et vous savez être à l'écoute des autres.

Nous vous remercions d'envoyer votre CV, photo et prétentions sous référence 84.006.01 M à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

recherche pour son **BUREAU D'ÉTUDES**

des INGÉNIEURS
Débutants et Confirmés

Diplômés d'une Grande École à vocation mécanique, ils seront chargés de concevoir et de réaliser l'architecture mécanique de nos produits jusqu'à la phase industrialisation.
De larges possibilités d'évolution de carrière sont offertes au sein de la Division ou du Groupe à des candidats faisant preuve de créativité et d'aptitudes à l'encadrement.
Une bonne pratique de la langue anglaise est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, photo et prétentions à J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fossé Blanc: 92231 GENNEVILLIERS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE
recherche

Chargé de mission export
150.000 F. +

Il sera chargé de l'ensemble des opérations d'orientation et de soutien venant préparer et appuyer l'action export des chargés de mission, responsables des différents secteurs géographiques.

Le candidat aura une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, de préférence à l'étranger, complétée par la connaissance des systèmes d'aide internationaux et à l'exportation, ainsi que du secteur bancaire.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel de l'AFME 27, rue Louis Vicat 75015 - PARIS.

Cirriculum

GUERBET

Groupe pharmaceutique français, en expansion régulière, 500 personnes, situé à **AULNAY SOUS BOIS**, crée un poste de :

CADRE RESPONSABLE de la DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE

Il aura pour première mission de concevoir et de mettre en place un **Système de Gestion Documentaire Automatisée.** Puis il veillera à le faire évoluer, en fonction des besoins de l'entreprise.

Son rôle s'exercera dans le cadre de la mise à disposition pour les secteurs Médical, Marketing France, Marketing Export,... des articles correspondant à leurs préoccupations; pour certaines recherches documentaires, il étudiera l'opportunité d'un recours à des sociétés extérieures.

Il aura la responsabilité complète d'une équipe de 5 personnes qu'il formera et animera.

Pour assurer cette fonction comportant une grande part de contacts, des négociations, mais aussi un travail de profondeur et de synthèse, nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une formation supérieure en physiologie et / ou biologie, assortie d'une spécialisation en recherche documentaire et possédant quelques années d'expérience dans un poste similaire.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous réf. JC 15284, à :

guerbet s.a.
BP Nº 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex

FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE

recherche

• CADRE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

pour syndicat de l'électronique grand public et professionnel.
Cette fonction requiert expérience dans une entreprise commerciale ou industrielle ou organisation professionnelle avec connaissance des produits et un sens des contacts humains à haut niveau et de la négociation.
Le rôle de ce collaborateur consistera essentiellement à :
- assurer des relations personnelles avec les adhérents et les informer sur les différents problèmes les concernant ;
- maintenir et développer les relations avec l'extérieur (administrations, organisation professionnelle, presse, etc.). ;
- assurer la défense des intérêts des adhérents dans différents domaines.

• CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Niveau BTS ou DECS.
Expérience CCMC et bureautique.
Connaissance gestion personnel indispensable.

• STÉNO MINIMUM 100 MOTS MINUTE ET DACTYLO

Expérience 5 ans.
Disposé à travailler en secrétariat centralisé sur traitement de textes.

Envoyer impérativement lettre manuscrite + C.V. avec photo et prétentions salariales à
F.N.I.M.M.E.
Attention Personnel de M. AYRAL,
Vice-président trésorerie
25-27, rue d'Astorg — 75008 PARIS.

L'AIR LIQUIDE

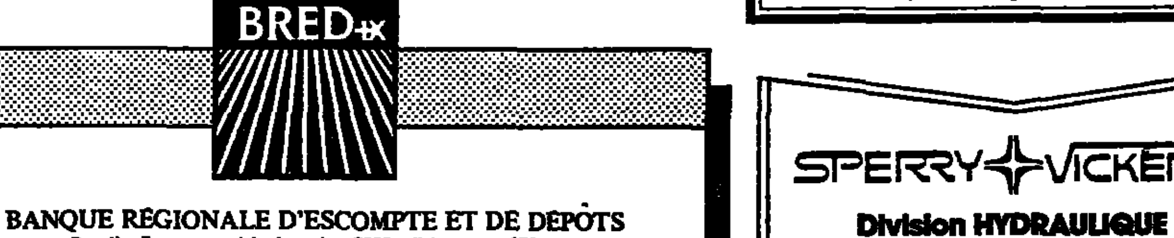
recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJETS
NOUVEAUX MATERIAUX ET COMPOSITES

Fonction : il s'informera en permanence sur les techniques de fabrication, mise en forme et applications des nouveaux matériaux.
Il devra aller chercher l'information, l'assimiler, la rendre cohérente, puis proposer des actions de recherche et de développement ; lancer et faire exécuter le projet retenu.
Il devra assurer l'encadrement des techniciens affectés à cette étude, présenter les résultats, les commenter.

Profil : Ingénieur Grande Ecole + DEA ; docteur ingénieur ou équivalent.
Connaissance impérative sur le frittage, les techniques HIP, physico-chimie des surfaces - Anglais lu, parlé, écrit.
Expérience minimum 3 ans en recherche et développement ou fabrication et mise en forme des céramiques.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à
***CONSILIA** - 5, rue de Lincoln - 75008 PARIS (4e étage).*



BRED

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS
Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 170 agences

LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
recherche pour son bureau de la documentation et de l'information

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Dans un service dont la mission est la diffusion de l'INFORMATION dans les domaines bancaire, juridique, fiscal, il (elle) sera chargé(e) plus spécialement de collaborer aux études, recherches documentaires, consultations etc...

Maîtrise de droit privé indispensable, spécialisation fiscalité souhaitée ainsi que formation aux techniques documentaires.

Expérience professionnelle exigée.

Adresser CV+photo
à la BRED
Bureau
de la documentation
et de l'information
PEO : 8420
18 quai de la Rapée
75012 PARIS.

Notre Société compte parmi les leaders mondiaux dans sa spécialité et dans le cadre du développement de nos activités nous renforçons nos structures

et recherchons un

CHARGÉ D'ÉTUDES COMMERCIALES

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce.

Vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en marketing industriel de biens d'équipement.

Nous vous proposons, sous l'autorité du responsable service marketing la réalisation de toutes les études qualitatives et/ou quantitatives afin *d'assurer la promotion de notre activité commerciale.*

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Si vous pensez correspondre au profil du poste alors...

Écrivez au Service du Personnel (sous réf. 63)
Société AMRI
"Les Tours Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès, 93176 BAGNOLET

bleu

SPERRY VICKERS

Division HYDRAULIQUE
recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Sous l'autorité de Directeur Administratif et Financier, vous serez chargé :
• de la détermination et du contrôle des coûts de production,
• de l'analyse des marges par produits,
• des études de rentabilité spécifique,
• du contrôle des inventaires et des valorisations de stocks,
• de l'adaptation des systèmes de gestion en liaison avec l'informatique.

Vous êtes diplômé ESC ou équivalent et possédez une première expérience de 3 ans minimum de préférence en milieu industriel et pratiquez la comptabilité anglo-saxonne.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à Madame DELIE - SPERRY VICKERS - BP 608 95004 CERGY PONTOISE



GENERAL ELECTRIC
PLASTICS FRANCE
recherche

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE OU COMMERCIAL

ayant débuté leur CARRIERE dans la VENTE DE PRODUITS INDUSTRIELS

Le poste D'INGENIEUR COMMERCIAL qui est à pourvoir

concerne la vente et la promotion de MATIERES PLASTIQUES TECHNIQUES auprès d'une clientèle de TRANSFORMATEURS ET D'INTEGRES, située essentiellement en REGION PARISIENNE.

Cette fonction est évolutive et des opportunités de carrière existent dans le groupe.

Anglais indispensable.

Si vous répondez à ces critères, écrivez en envoyant CV, photo, références et prétentions sous n° 84 021M à

CAPIC 18 rue Volney, 75002 Paris

ORGANISME DE CONSEIL

Equipe pluridisciplinaire ayant vocation d'aider les PMI à se moderniser par des interventions de conseil et des actions de formation, en France et à l'étranger
recherche

un Ingénieur de Production

réf. 138

ayant acquis en entreprise une expérience de quelques années en organisation, gestion et automatisation de production.
Il aura à participer à la diffusion des nouvelles technologies.

un Consultant Généraliste

réf. 139

ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience d'analyse d'entreprise, notamment dans le domaine financier.

La pratique d'une langue étrangère (Anglais ou Espagnol) est un atout complémentaire.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la réf. choisie à :
C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 PARIS



Chantal Kenvyn

LEVI TOURNAY

REMARQUABLE PAR SES PERFORMANCES
SOCIETE FRANÇAISE DE FORTE NOTORIETE
CA 120 M DE F
PRODUITS GRAND PUBLIC ET PROFESSIONNELS

recherche

chef de produits

- CREATION DE POSTE -

- 28 ans environ. Formation Supérieure Commerciale/Marketing. Expérience opérationnelle dans le Marketing de biens de grande consommation. Anglais nécessaire. Allemand ou Espagnol apprécié.
- Directement en prise avec le Directeur Commercial, il regroupe et développe les moyens marketing, de leur conception à leur réalisation : PLV, argumentaires, documentation, packaging, etc.
- Par son action effective il améliore en permanence l'adéquation du couple produits-marchés : développement et création de nouveaux produits.
- Poste évolutif au sein d'un contexte ouvert et motivant.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 854-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées).

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche
pour sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines

2 Chefs de Projet

- Pour prendre en charge la réalisation de projets (de la conception au lancement) s'intégrant dans un ensemble plus vaste d'applications bancaires : titres, international, dépôts, etc...
- Ces postes demandent une formation supérieure et une expérience de 5 à 10 ans en informatique.
- Ces postes exigent aussi le potentiel pour évoluer vers des fonctions de coordination de plusieurs projets importants.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. BD 92 à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY

C2S

un langage différent pour des applications performantes

Si C2S à 11 ans de réussite en CONCEPTION de LOGICIELS SPECIFIQUES et de PROGICIELS DE HAUTE TECHNOLOGIE, c'est grâce aux Ingénieurs et aux collaborateurs qui y participent.
Prestataire de service, caractérisé par des applications DE GESTION COMMERCIALE, TELECOMMUNICATION, C2S assure sa longévité et son expansion au service des PME de haute envergure.
Tous nos produits sont développés en notre centre de calculs à Rungis.
C2S souhaite renforcer ses structures et associer à son développement.

PLUSIEURS INGENIEURS HF expérimentés et débutants

- **Issus de Grandes Ecoles,** ils ont une première expérience en informatique ou souhaitent en acquérir une, sur des machines modernes, utilisant **des bases de données.**
- La connaissance **IBM 38 ou HP 3000** serait fortement appréciée.

Pour permettre à notre équipe de Direction d'étudier votre candidature, veuillez adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) à S. CHARBIT - C2S 12, rue Le Corbusier Silic 254 94568 RUNGIS Cedex.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
ayant de nombreuses filiales en France et à l'Etranger

renforçant son Département

CONTROLE GÉNÉRAL

recherche

AUDITEURS INTERNES

Diplômés Grandes Ecoles ou de l'Enseignement Supérieur
- Expérimentés dans les domaines d'audit interne ou de révision externe.
- Maîtrisant au moins une langue étrangère (anglais - espagnol) ;
- et largement familiarisés avec l'environnement informatique,

ils sont appelés à réaliser des missions dont les objectifs sont très variés (révision comptable, diagnostic des systèmes de contrôle interne, analyses et appréciation de l'efficacité des fonctions...).

Persévérants dans la poursuite des objectifs assignés, ils savent mettre en œuvre les méthodes et outils de travail les mieux adaptées et les relations avec leurs partenaires *(recueil des informations et synthèses) représentent un* aspect privilégié de leur métier.

Déplacements en France et à l'étranger.

La taille du Groupe offre de larges possibilités d'évolution de carrière après quelques années d'Audit Interne.

Les candidatures doivent être adressées sous nº 21.686, référ. à porter sur l'enveloppe, à la PUBLICITÉ FRANÇAISE 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS qui transmettra.

SEREG

Filiale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER poursuit son développement dans le domaine des systèmes numériques de contrôle de process.
Nos systèmes numériques (Modumat 800) distribués, incluent calculateurs, écrans graphiques, automates programmables, régulateurs, multi-processeurs, réseaux locaux, etc. La croissance de notre activité nous amène à recruter des

Ingénieurs d'affaires export

Ils seront chargés d'étudier des appels d'offre, de proposer des systèmes, de négocier et de suivre des affaires (1 à 10 MF) jusqu'à la mise en service.

Nous recherchons des ingénieurs diplômés (option electrical or chemical engineering, process control, data-processing) ayant de préférence une expérience de 2 à 3 ans en process industriel ou en ingénierie. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des perspectives d'évolution au sein de SEREG ou du Groupe sont réelles pour des candidats de valeur, mobiles et motivés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence S 362 à Rémy Maldent, SEREG – 100 rue de Paris 91302 Massy.

SEREG
Schlumberger

Faites parler les chiffres

130 - 140 000 F

En fait montrez-nous vos talents d'analyste comptable. Prévisions, statistiques, études sectorielles des frais généraux, tel sera votre quotidien. A vous donc de signaler ce qui va, ce qui ne va pas ou qui pourrait être amélioré dans la ventilation de notre budget.
A 30 ans environ, vous pouvez vous targuer d'une formation type DECS ou ISG et d'une expérience professionnelle comparable.
Le Chef du Service Budget auquel vous allez reporter apprécierait en outre une bonne ouverture à l'informatique compte tenu des outils qui seront mis à votre disposition dans le cadre de vos fonctions. Un mot enfin sur notre société : filiale française d'une multinationale US, CA 290 MF, tout près de l'Opéra.
Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 4550 à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Dessein

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT

recherche pour son SERVICE D'ÉTUDES

un CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :
- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise Sciences Eco., gestion, Sciences-Po Eco-Fi, école de commerce.
- Etre âgé d'environ 30 ans.
- Avoir au moins trois ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque.
- Etre disponible rapidement.

Envoyer C.V. détaillé et rémunération souhaitée à SO.CA.F., 26, avenue de Suffren, 75015 PARIS, sous la référence 10.000.

⊗ ESSELTE METO
Nº 1 dans le matériel de marquage

Trois ans après notre diversification dans la balance électronique de comptoir nous sommes au tout premier plan du marché.
Suite à une promotion interne, nous recherchons un nouveau

CHEF DE PRODUIT BALANCE

afin de contribuer à accroître encore notre succès.

De formation Grande Ecole (HEC, ESSEC,...) vous possédez une première expérience d'au moins 3 ans dans les produits d'équipement de magasins.

Nous vous confierons les missions suivantes :
- lancement de nouveaux produits
- préparation du plan marketing
- analyse et contrôle des résultats
- études de marché et de la concurrence
- publicité, promotions
- formation des vendeurs,...

Une excellente pratique de **l'Anglais** est indispensable pour évoluer dans notre groupe international.

Merci d'adresser votre candidature à Mademoiselle WEBER
Esselte Meto 112, avenue du Général Leclerc 78220 VIROFLAY

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche pour le
DEPARTEMENT ELECTRONIQUE
de sa
DIRECTION DU MATERIEL

JEUNE INGENIEUR DIPLOME HF

(SUP ELEC, ENSA, ESE ...)

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo, prétentions sous référence 180/M au département
Effectifs Recrutement Orientation
1, avenue du Maréchal Devaux
91550 PARAY VIEILLE POSTE

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Ingénieur, commercial, et... trilingue

200.000 F +

Trois impératifs pour ce quatrième partenaire membre à part entière de notre équipe de Direction.

Nous sommes une société prestataire de services et nous fournissons aux **constructeurs automobiles** divers produits techniques.
Nous recherchons donc un ingénieur, issu d'une grande école, d'environ 35 ans, capable de répondre en «technicien spécialiste» aux différentes demandes. Une expérience dans un S.A.V. de pièces destinées à la première monte de l'industrie automobile, serait idéale.
L'aspect commercial de sa fonction est tout aussi important car il prendra la responsabilité d'une clientèle existante et devra la développer.
Enfin, notre activité s'étendant sur toute l'Europe, il se déplacera souvent et nous lui demanderons de maîtriser au moins deux langues : anglais, allemand ou espagnol.
Basé en proche banlieue parisienne, un intéressement et une voiture de fonction s'ajouteront à sa rémunération.
Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé sous réf. 020 à notre Conseil

CENAS Tour Neptune - CEDEX 20
92206 PARIS LA DEFENSE

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
Etablissement Public
à caractère industriel et commercial
recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ

(X, PONTS ET CHAUSSÉES, MINES, CENTRALE...)
pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la THERMIQUE DU BATIMENT avec comme thème principal l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les systèmes du chauffage.

Envoyer curriculum vitae, prétentions à :
STATION DE RECHERCHE DE MARNE-LA-VALLÉE
Service Conception thermique des Bâtiments et des Equipements
84, avenue Jean-Jaurès, CHAMPS-SUR-MARNE,
77421 Marne-la-Vallée Cedex 2.

IMPORTANT ORGANISME BANLIEUE SUD
recherche pour un **Département Technique**

• INGENIEUR

débutant ou ayant quelques années d'expérience, pour
secteur télécommunications :
liaisons hertziennes, basses fréquences, transmissions de données.

• INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

pour coordination d'activités (15 personnes) en télécommunications, réseaux basses fréquences, vidéo, et réseaux de surveillance.
- *Bonnes aptitudes physiques*
- *Déplacements Outre-mer à prévoir.*

Adresser CV détaillé et photo ainsi que prétentions sous réf. 88084 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui tr

---



SOCIETE D'INGENIERIE FILIALE DU GROUPE SNPE

recherche pour son Département INGENIERIE DE SECURITE :

CHEF DU GROUPE ETUDES

INGENIEUR DIPLOME CONFIRME

Il devra avoir :
- *une formation en Chimie Génie Chimique ou Physique.*

Etre intéressé par :
- les questions de réglementation, sécurité du travail et d'environnement.

Rédaction aisée et rigoureuse.
Anglais courant.

Lieu de travail : PARIS 12ème.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 87951 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

IMPORTANT ORGANISME IMMOBILIER recherche un cadre de haut niveau. Il sera responsable d'une équipe chargée du montage d'opérations immobilières diversifiées.
Pour réussir dans ce poste de

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

il est nécessaire d'avoir une expérience d'au moins 5 ans dans la promotion et une formation supérieure économique ou juridique de préférence.

Poste basé à EVRY.
Rémunération 220.000 F +.

Adresser candidature (lettre, C.V., photo et rémunération actuelle) à

ceflu RECRUTEMENT
5, rue de Vienne - PARIS 8ème
Tél : 522.55.70
La clé de l'emploi dans l'immobilier.

Hebdomadaire spécialisé dans économie maritime, offre poste permanent dans sa rédaction à Paris à candidat motivé, min. 25 ans, libre toutes obligations. Poste impliquant une grande part de travaux de secrétariat de rédaction, avec évolution ultérieure possible.
Bonne culture exigée ainsi que pratique de l'anglais (connaissance espagnol serait appréciée) et intérêt pour questions maritimes.
Env. lettre manuscrite avec C.V. et référ. à SPIMEC, 190, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Laboratoire recherches universitaire ORSAY
demande

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE
10 ans expérience en électronique analogique (amplificateur faible bruit).
Parfaite connaissance de l'anglais.
Ecrire avec C.V. à M. HRISOHO
ACCÉLÉRATEUR LINÉAIRE
Bâtiment 200
91405 ORSAY.

SALLE DE SPORT en création, recherche

JEUNES PROFESSEURS

ÉDUCATION PHYSIQUE
YOGA, DANSES MODERNES (Afro, Jazz, etc.), et TAI-SHI-CHUAN
Diplômes + expérience + références exigées.
Ecrire sous nº 63.468
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, r. Réaumur, 75002 PARIS.

D.O.O.
78, CHAMPS-ÉLYSÉES
RECRUTE

INGÉNIEURS LOGICIEL

pour développements MILITAIRES (MITRA apprécié).
Téléphone : 359-17-86.

GROUPE DE PRESSE recherche

JEUNE JURISTE

(Droit privé)

pour une de ses publications spécialisées s'adressant à des dirigeants d'entreprises et des praticiens du droit des affaires et de la fiscalité
- Les candidats doivent être titulaires d'une maîtrise ou d'un DEA en droit privé (mention droit social apprécidée) et avoir une exp. profonde d'au moins 3 ans dans un cabinet de consultation ou dans un service juridique d'entreprise.
- La réussite dans la fonction exige *une réelle aptitude à la communication écrite ainsi qu'un intérêt* pour les activités d'édition et la vie des affaires en générale.

Discrétion assurée

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à :
Cabinet ASCOM
91 rue de Turenne, 75003 Paris

Cherchons

SPECTROGRAPHISTE

Expérimenté pour métaux et aciers spéciaux. Possib. logement rég. parisienne.
Tél. (3) 969-41-75 (le matin)
(3) 947-97-65 (ap.-midi)

---

formation professionnelle

FORMATION COMPLÈTE ANALYSTES-PROGRAMM.

IBM 34 - IBM 38

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

206-24-63 - 241-83-83.

INFORMATIQUE

Cours du soir 300 F par mois
Cours intensifs 500 F par mois
Téléphone : 327-92-07

Pour les demandeurs d'emploi

STAGES RÉMUNÉRÉS ANALYSTES PROGRAMMEURS

Durée 5 mois. Bac exigé
Frais de scolarité. Pour R.V.
Tél. : 530-08-30. INSEM, 15, rue de Chambéry, 15e

représentation offres

Fournitures et matériel bureau recherche

3 VRP EXCLUSIFS

machines à dicter, portefeuille clients et fournis. signalisation.
Paris et région parisienne.
Fixe + commissions + actions.
Prendre R.V. 357-71-60.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes *et à tous avec ou sans diplôme.* Demandez une documentation sur notre revue spécialisée
FRANCE CARRIÈRES (C 16)
B.P. 402.09 PARIS

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS

travail à domicile

J. F. ch. travaux à domicile, secrétariat, dactylo. Bac G + exp. Tél. : 459-61-09

Paris Centre
Société de services
Filiale d'un important groupe français

recherche

ASSISTANTE COMMERCIALE

de bon niveau pour seconder son Directeur du développement

Elle prépare et assure l'ensemble de la prospection commerciale auprès d'une clientèle d'entreprise : prise de rendez-vous par téléphone, tenue à jour *du fichier prospects...*

Une première expérience de la vente ou de la prospection par téléphone est indispensable.

Salaire fixe + intéressement substantiel.

Merci d'adresser lettre *manuscrite, C.V., photo* et salaire actuel, sous réf. M 11220 AE à
EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu
75008 PARIS.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

104 ZA. 2 places. Parfait état 1980. 23.000 km. 25.000 F. Tél. : 878-07-24, sauf repas.

de 8 à 11 C.V.

BMW SÉRIE 3/5/7

83 et 84 peu roulé garantie. Auto Paris-XVe. 533-69-95. *83, rue Desnouettes, Paris-15e.*

divers

VOLVO PARIS

LE PLUS GRAND CENTRE DE VOITURES "OCCASION"

VOITURES NEUVES
54-56, av. de Versailles
75016 PARIS
Métro Mirabeau
524.43.61

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne/col.*	La ligne/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE EXPORT, 28 ans. BAC mécanique. *DUT génie chimique. Licence commerce international.* Anglais, espagnol, portugais. 6 ans expérience : ventes export mat. régulation pour chimie, pétrole nucléaire. Relations internationales. Négociations haut niveau France. Amérique du Sud.

RECHERCHE : poste responsable export dans firme dynamique sur marché mondial. Disponible immédiatement. Paris avec missions tous pays, préférence Amérique Latine. (Section BCO/GR 467).

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER, 44 ans. Nat. suisse. ESC Genève + Ecole de gestion Lausanne. 18 ans expérience France. Europe. Afrique francophone. PME et multinationales de taille humaine. Rompu aux problèmes de gestion, trésorerie, financement, mise en place et suivi de procédures informatiques.

OFFRE : service à toutes entreprises désirant *créer filiales. France. Etranger.* (Section BCO/JCB 468).

CADRE SUPÉRIEUR, 50 ans. Autodidacte. Anglais, allemand, espagnol courants. Nombreux stages et séjour à l'étranger. 25 ans expérience commerce international et gestion, organisation d'entreprise secteurs : technique (froid, galvanoplastic). Matériels de biens d'équipements. Diamant, armes, munitions « bon tireur ».

RECHERCHE : activité international haut niveau avec résidence au couvrant RFA (Section BCO/JCB 469).

RELATIONS PUBLIQUES, française. Anglais, grec, italien. 8 ans société de décoration, ayant organisé salons prestige. Grande expérience milieu culturel et diplomatique, contacts de haut niveau France et étranger principalement Suisse, Grèce, USA.

RECHERCHE : situation stable. Libre de voyager. (Section BCO/JCB 470).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

H. 32 ans, 13 ans d'exp. animation tourisme social, format. Bac. + 3 a. Et. ttes prop. rég. paris. Chérif Méloude, 1, bd du Montaigut, 94000 CRÉTEIL.

Infirmière, dipl. sup., exp. cadre extra-hospitalier rech. emploi Paris. Tél. 628-95-86.

Comptable BP expérience, libre les matinées, conviendrait pour Société saine, 6/7 salariés. Ecr. s/nº 2.883 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. licenciée Sciences. Correctrice édition. T. part. ou domicile. Tél. 360-41-65.

J.H. 27 ans, comptable, 5 ans exp., formation micro-informatique de gestion, Etudie toutes propositions. Ecrire Nedjan, 35, bd Marquès, bât. 9, 94200 IVRY-SUR-SEINE.

J.H. 27 ans recherche place stable DESSINATEUR INDUSTRIEL, 5 ans d'expérience, BTS électronique 78, espagnol courant, notions d'anglais. Libre de suite. Tél. : 786-00-79.

STÉNO de presse expérim. décrypte cassettes s/mach. él. Et. ttes prop. 367-17-77.

ING. polyvalent Fr./étranger. Missions B.E., clés en main. TRON, 151, bd Henri-Sellier, 92150 SURESNES 506-12-89.

H. 35 ans, adjoint direction AGRO-ALIMENTAIRE, 10 ans expérience. Diplômé études supérieures + gestion, OUVERT A TOUTES PROPOSITIONS. Ecr. s/nº 7.508 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Juriste H. 30 ans, DESS droit affaires proba. DECS, anglais courant, expér. 3 ans, ch. emploi stable, entreprise, cabinet. Ecr. s/nº 2.862 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fille BTS commerce international. Stages transitaires + 1 an secrétariat de direction. Anglais, espagnol. Cherche poste stable. Téléphone : 971-91-85 à partir de 18 h 30.

JOURNALISTE PROFESSION. Exp. agences et quotidien par. Rewrit, Magaz. anglais. Direction rédac. mens. pdt 3 ans, ouvert à ttes prop. avec préf. pour réd. en chef mensuel. Ecr. s/nº 2.873 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire édition cherche emploi mi-temps secteur culturel. Téléphone : 272-19-08.

Jeune femme, 37 ans, 15 ans expériences, bonnes connaissances sténo-dactylo - droit des sociétés - comptabilité, salaires, autres diverses notions comptables et NPC, cherche emploi secrétariat stable, région parisienne ou Lyon. Etudierait toutes propositions. Ecr. s/nº 7511 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H., niveau B.T.S., cherche emploi comptable mi-temps. Séverin D. 24, allée du Canal, 93600 Aulnay-sous-Bois.

ALLEMAND
40 ans, docteur ès sciences, parlant couramment le français, l'anglais, l'italien et autres
TECHNIQUE DES PROCÉDÉS THERMIQUES
(sidérurgie, gazéification).
Etudiera toutes propositions M. Sapin, 6, rue de l'Eglise, 79190 SAUZE-VAUSSAIS. Téléphone : (49) 07-60-43.

Cadre supérieur, solide expérience juridique et financière. Longue pratique des élus administratifs, entreprises, banques, collectivités. Grande culture, 4 langues étrangères. Qualités rédactionnelles. Ecrire sous le nº T 044.339 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANCIENNE STYLISTE DIRECTRICE COMMERCIALE MAISON HAUTE COUTURE, cherche à faire valoir sa compétence et son imagination dans domaine similaire, ou : décoration d'intérieur ou théâtrale conseil aux achats et gestion des stocks... dans une entreprise à prédominance artistique. Ecrire sous référence 88.041 à CONTESSE *PUBLICITÉ*, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui transmettra.

J.F. 35 ans, avocat, 5 ans cabinet doct. en droit (état) DES privé pénal et international. Angl. et espag. juridiques. Et. ttes propositions : 266-14-93.

INFORMATICIEN
spécialisé en stages de
FORMATION.
Téléphone : 663-48-15.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartements ventes

2ᵉ arrdt

400 m FORUM DES HALLES Studio tt cft, bel imm., asc. 204 000 F. Tél. : 661-25-00

3ᵉ arrdt

MARAIS ARCHIVES
dans SUPERBE RÉNOVATION HOTEL XVIIᵉ siècle, duplex s/jard., récept. + mezzanine + 2 CHAMBRES, PARKING SIGEDIM - 296-63-33

ST-PAUL - 60, RUE VIEILLE DU TEMPLE. Beau 2 pièces, cuisine, tout confort, poutres, calme. Prix : 320 000 F MERCREDI 11 h à 16 h

CHEMIN VERT, bel imm. ravalé, gd 4 P. + studio serv. 633-29-17 - 577-38-38.

4ᵉ arrdt

NOTRE-DAME
Luxueux 3 pièces, cuisine, bains, impeccable, imm. pierre de taille. GARBI 567-22-88.

9, RUE ST-MERRI
TRÈS BEL IMM. PIERRE DE T. Studios et 2 P. en duplex LUXUEUSEMENT RÉNOVÉS s/pl. ts les jrs 14 h/18 h 271-90-44/327-82-40

VUE S/CHATELET
appt d'angle, 6 p., plein Sud 4ᵉ ét., asc., poss. prof. libér. 1 500 000 F - 563-41-11

6ᵉ arrdt

CHERCHE/MIDI
Petit 2 pièces à rénover 2ᵉ étage - 290 000 F GARBI - 567-22-88

RUE DE SEINE
Petit studio, calme, 190 000 F Téléphone : 326-73-14

R. CASSETTE
Dans ancien HOTEL PART. 18ᵉ DUPLEX 200 m², 2 chambres + studio indépendant. + MAGNIFIQUE TERRASSE 60 m² DORESSAY - 624-93-33

115 m² caractère, 364-42-70.
PROXIMITÉ SEINE
Et. élevé, ascenseur travaux.

ODÉON imm. ravalé, studio tt cft, calme Px 172 000 F. 325-97-16

8ᵉ arrdt

HAVRE-CAUMARTIN
Studio 135 000. 526-99-04

ÉTOILE, 110 m²
IMM. GRAND STANDING A RÉNOVER - 567-22-88.

8ᵉ PRÈS ÉTOILE
CONV. POUR PROFESSION *LIB.* dans imm. stand pierre de t., APPT 3/4 p., tr. b. rén. s/jolie cour calme, r.-de-ch., cave accès dir., appt + ch. de serv. 1.350.000 F. PETRARQUE. Tél. 553-60-00

MAIRIE DU XVIIᵉ
Bel immeuble PIERRE DE T, SOIGNEUSEMENT RÉNOVÉ
– 2 PCES, CUIS., BAINS, W.C. LIBRES OU OCCUPÉS.
– 2 PCES, CUIS., W.C., A RÉN. LIBRES OU OCCUPÉS.
De 34 à 42 m² et de 141.000 F à 284.130 F. Prêts possib. Tél. à EGETIM, 562-52-22.

9ᵉ arrdt

2ᵉ, asc., imm. NAPOLÉON III
BEAU IXᵉ, 150 m²
Occupé homme seul 84 ans 400 000 F cpt + rente. Affaire rare - VERNEL 526-01-50

Mᵒ ST-GEORGES 4 P., 94 m² 2ᵉ ét. sa asc., imm. p. de T., cft. 840 000 F, calme. 500-79-65

CONDORCET très bel immeuble pierre de taille, asc., tapis escalier, 3 chambres, salon, salle à *manger, entrée, cuisine, office,* cabinet de toilette, salle de bains, W.-C., chauffage central individuel, nombreux placards, chambre de service, cave, 120 m² environ, professions libérales autorisées 100 000 F cpt 400 000 F possible. Tél. : 878-97-52.

N.-D. LORETTE
Studio, cuis., bains, W.-C. ref. neuf. 145 000 F - 526-99-04

N.-D. LORETTE
2 p. *entrée, cuis., bains,* BON PLAN, 1ᵉʳ ét., rue et cour. 350.000 F. 526-99-04.

10ᵉ arrdt

STRASBOURG ST-DENIS
près gds Bd. Appart. 35 m² à rénover. 175 000 F. 273-14-33

GARE DE L'EST prox. canal gd 2 p. tt cft, récent, stand. Prix 380 000. Tél. 347-57-07

11ᵉ arrdt

BD RICHARD-LENOIR
Dans immeuble moderne, PIED Mᵒ, APPT 5 P., parfait état, chff. individuel, cave + box sous-sol. 1.000.000 F. PETRARQUE Tél. : 553-60-00.

12ᵉ arrdt

M. BIZOT - Bel imm., asc. Beau 3 P. tt cft occupé dame âgée. 350 000 F - 543-88-60.

AV. ARNOLD-NETTER
Imm. gd stand beau 5 p. gd cft, cave, park. ss/sol, balc., soleil. 1.050.000 F. DELFIEL - 346-95-27.

PLACE NATION 2/3 P. DUPLEX NEUF, park., bains marbre, cuis. équip. 661-26-00.

MICHEL BIZOT
6ᵉ, ascenseur, 57 m² à amén. Sté propriétaire : 553-91-45.

13ᵉ arrdt

ITALIE. Récent gd cft 2 P. 52 m² + balc. 16 m², VUE, CALME. 375.000 F. Tél. : 535-56-92.

MAISON-BLANCHE 3 P.
Sal. bains, cuis. éq., asc., chff. centr. CALME. 495.000 F. Tél. : 535-56-92.

14ᵉ arrdt

ALÉSIA, petite maison ravalée 5/6 pièces sur 4 niveaux, 150 m². Terrasse et balcon. 1 450 000 F. Tél. 250-04-28

PRES ALÉSIA 3 P.
Balcon, bel imm., 5ᵉ ét., asc., occupé (libérable) 320 000 F - 543-88-60

MARAIS-LIVING
CHBRE, cuis., bains, refait neuf, poutres. 480.000. 526-99-04.

15ᵉ arrdt

STUDIOS, 2, 3, 4 P., tt équipés neuf dans petit imm. rénové Pr. pont Mirabeau. 590-86-06

Mᵒ CONVENTION
beau 2 pièces, tout confort, 385 000 F. VERNEL 526-01-50

15ᵉ RÉCENT PRÈS MÉTRO
beau 2 p., cuis., bains, 50 m² + park. 480 000 F. 577-74-38

CECOGI CONSTRUIT
329, RUE LECOURBE
IMM. GRAND STANDING
2 et 3 PIÈCES
2 p. à partir de . . 709.400 F
3 p. à partir . . . . . 948.000 F
LIVRAISON IMMÉDIATE
Bureau de vente ouvert : Mercredi et Vendredi de 14 à 19 h Samedi, 10 h 30-13 h 30. Tél. : 575-62-78.

16ᵉ arrdt

RANELAGH
90 m² réceptions, 2 chbres + serv. 950 000 F. 734-36-17.

AUTEUIL RÉCENT 2 P.
TT CONFORT ASC., SUD 500 000 F - 322-61-36

17ᵉ arrdt

65, AVENUE NIEL
Gd stand., très bel appt 220 m² + serv. Prof. libérale, R.-de-ch. 1 800 000 F. 605-10-66

BATIGNOLLES
IMM. NEUF STANDING SUR PLACE CLASSE Dr FELIX LOBLIGEOIS Studio, 2-3/4 pièces tous les jours 14 h/18 h. 226-28-60, 65 r. des Batignolles

18ᵉ arrdt

Mᵒ CAULAINCOURT
Grand 3 pièces, tout cft, imm. pierre de taille. 635 000 F.
LERMS - 355-58-88

EXCEPTIONNEL
Mᵒ Jules-Joffrin, rue Marcadet, immeuble pierre de taille, 2/3 pièces, tt confort, balcon plein Sud. Urgent 329 000 F Immo Marcadet - 252-01-82

Mᵒ Pte Clignancourt, bel imm.
Studio tt équipé . . 75.000 F
Appt 2 p. cft . . . . . 150.000 F
4 p. en duplex . . . . 280.000 F
Bon emplacement. 224-18-42.

CECOGI CONSTRUIT
Résidence « Mairie du 18ᵉ »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS DE STANDING
STUDIO 2, 3 P. PARK.
Studio à partir . . . 319.000 F
2 P. à partir . . . . 459.300 F
3 P. à partir . . . . . 682.000 F
PRÊT CONVENTIONNÉ
Bureau de Vente *Mardi - Jeudi - Samedi* de 14 h à 19 h. Tél. : 575-62-78.

MAIRIE DU XVIIIᵉ
BEL IMMEUBLE PIERRE DE T. SOIGNEUSEMENT RÉNOVÉ R.-de-ch. s/belle cour claire. STUDIO 19 m² A RÉNOVER tt *confort*, possib 81.795 F. EGETIM - 562-52-22.

19ᵉ arrdt

17-19, r. de l'ATLAS, dans imm. 1933, chf cent., asc., 2 pièces, cuisine, W.-C., bains, 40 m². 290 000 F. 13 h 30 à 15 h ou 296-14-38

20ᵉ arrdt

LIMITE 19ᵉ
CHARME ET CARACTÈRE
MAISONS RÉNOVÉES
63 ou 45 m² - 544-53-90

92 Hauts-de-Seine

une nouvelle résidence de Célibataires à Paris-Courbevoie
Célibataires 10
29, quai Paul-Doumer Face à la Seine

une formule originale qui a fait ses preuves depuis 16 ans.

Studios cuisinettes équipées pouvant bénéficier sur place de services facultatifs :

buanderie commune, salon télévision, salle de gymnastique, service des messages...

Le chauffage est individuel et les charges réduites.

Studios à partir de 323 000 F
Parking à partir de 27 500 F

Cette résidence fait suite à Célibataires 7 à Paris-Vanves, déjà commercialisée.

- Bureau de vente sur place 29, quai Paul-Doumer, Courbevoie 92400 Tél. (1) 789.48.40 (au pont de Neuilly, tournez à droite)
- S.C.I. quai Paul-Doumer "Célibataires 10" 15, rue Lesdiguières, 38000 Grenoble Tél. (76) 43.03.00

RUEIL MONT-VALÉRIEN
Dans imm. gd stand. APPT 120 m², séj. dble, 2 ch., JARD. PRIVAT. 75 m². 1.320.000 F. PETRARQUE : Tél. 553-60-00.

ANTONY MÉTRO STUDIO 30 m², coin cuis. cft. + cave. 220.000 F. PESCHARD - 680-00-27.

Province

CHAMONIX
Dans petite résidence en plein soleil, superbes appts toutes surfaces à aménager à partir de 145.000. AVIS 404, rue Joseph-Vallot, CHAMONIX (50) 53-05-60 ou 274-24-45.

EXCELLENT PLACEMENT IMMOBILIER
à qqes min. du centre de TOURS RÉSIDENCE DE LA RONCERAYE Studios et 2 pièces. Poss. prêts conventionnés A.P.L., rens. : CENTRE LOIRE PROMOTION 6, rue Néricault-Destouches 37000 TOURS. T. (47) 05-74-12.

CENTRE ANNECY
très grand standing 110 m², 3ᵉ étage, grand balcon ouest parking couvert. 690.000 F T.T.C. Frais réduits. BARD IMMOBILIER. Téléphone : (7) 889-67-38.

appartements achats

RECHERCHE
Urgent Paris 1 à 2 pièces. PAIE COMPTANT chez notaire. Bon quartier. 873-23-55 même le soir.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15ᵉ, 566-00-75. Paie comptant, 15ᵉ-7ᵉ arrts. APPARTEMENTS grandes *surfaces et IMMEUBLES.* MÊMES OCCUPÉS.

GROUPE DORESSAY
RECH. POUR AMBASSADE
– HOTEL PARTICULIER.
– APPTS de 5 à 8 p.
– PIED-A-TERRE.
624-93-33.

SAINT-PIERRE
RECH. TRÈS BEAUX APPTS CENTRE-ET-OUEST PARIS
563-11-88
28, RUE WASHINGTON-8ᵉ.

Etudes LACUEE rech. pr nombreuse clientèle appts 3/4 p., sect. Gare de Lyon. 307-57-15.

Sté *rech.* sur Paris, dans bon imm. ancien ou récent, toutes *surfaces avec cft ou à rénover.* Prix élevé accepté si justifié. Renseignements : 355-72-94.

SERGE KAYSER
RECH. POUR SES CLIENTS APPARTEMENTS ET MAISONS BIEN SITUÉS DANS PARIS.
329-60-60.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont DES LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS Garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Cadres et Personnel IMPORTANTE STÉ *INFORMATIQUE* recherche divers appts ttes catégories villas, Paris, banlieue 504-48-21, p. 24.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav., ttes banl. Loyer garanti. 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

viagers

Appt 4/5 p., tt cft moderne *120 m², près av. M.-Moreau.* Valeur libre 720.000 F, vendu 375.000 F, occupé couple 69/78. F. Cruz 266-19-00.

BOULOGNE PRÈS BOIS. Bon imm., appt 3 p., tt cft, impecc. + box 125.000 + rte 2.800 F. Occupé Femme 75 ans. LODEL 355-00-44.

immeubles

J'AI A VENDRE
Les murs, le fonds d'un immeuble s/le port de ST-TROPEZ 70 m² d'emprise au sol comportant boutique, 2 entrées rue Allard-et-port, ainsi que trois appts de même surf. dont un duplex. 8.000.000 F. Ecrire HAVAS 9714 CANNES BP 118.

hôtels particuliers

NEUILLY-SABLONS
TRÈS BELLE MAISON 8 P., JARDIN 700 m², garage. DORESSAY 624-93-33.

villas

STE-MAXIME. Vue panoramique s/GOLFE ST-TROPEZ villa 7 p., jdin. Pptaire 590-86-06.

SAINTE-MAXIME vend préférence à particulier villa pieds dans l'eau. Tél. (94) 96-48-97.

maisons de campagne

Vends sans intermédiaire deux petites maisons, vallée de la Dordogne, 390 000 F et 220 000 F. Terrain, vue. Site unique, écrire à M.D.F., BP 112 24200 Sarlat. Tél. (53) 59-21-32

propriétés

VENDS
15 km Avignon. Centre village. Maison de maître 13 pièces + grands combles aménageables. 3 salles d'eau. Garage 2 voitures. Chauffage central partie intér. PRIX : 800.000 F. Téléph. bureau : 354-07-19. Domicile : 337-60-55.

VEND OU ÉCHANGE
Contre pavillon banlieue sud, propriété à Bétaille (Lot), 70 m² hab. meublés, gd gar., atelier, tt cft, verger 2.900 m² avec jardinage. 500.000 F. Ecr. s/nº 6590 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

châteaux

AUX PORTES DE LA TOURAINE
à 2 h 30 de Paris par autoroute Aquitaine et itinéraire vert. Nous vous proposons d'acquérir cet agréable
PETIT CHATEAU
doté de communs en excellent état, judicieusement édifié dans un parc de 4 hectares dominant la vallée de l'Indre. Notice dét. sur demande à Maître Cadelle, 6, *rue du Marier,* 36700 CHATILLON-S/INDRE. Tél. : (54) 38-70-39.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

Votre SARL en 8 jours pour moins de 3 000 F tout compris Domiciliation 1 000 F/an. 151, rue Montmartre, Paris 2ᵉ groupe SEPICI 236-30-64 +.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social, tél., télex, secrétariat salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée.
ACTE - 562-66-00.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17ᵉ
A partir de 80 F. Tous services. Constitution Stés. 763-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques :
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 180 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13ᵉ. 586-85-11. 54, r. Crimée, 19ᵉ. 607-62-00.

DOMICILIATION
IMMÉDIATE DANS LE 16ᵉ
Inscription R.C., location de bureaux, télex... 661-29-77, en permanence.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17ᵉ
A partir de 80 F. Ts services Constitution stés. 763-47-14.

locaux commerciaux

Ventes

VENDS 1.000 m² AU SOL. Locaux sociaux + bur. + terr. 4.125 m². Z.I. s/gde artère très pass. MONTPELLIER prox. autor. desservi par chemin de fer. Ecrire sous Nº 14.319 à HAVAS, B.P. 1143 à MONTPELLIER CEDEX 34063.

Locations

Emplacement d'un magasin de pressing, cordonnerie-minute de 25 m² à concéder en gare du VAL-d'ARGENTEUIL. Renseignements : S.N.C.F., Service du DOMAINE, concessions commerciales dans les bâtiments voyageurs, 5, rue de Florence, 75008 PARIS. Tél. : 285-83-64.

fonds de commerce

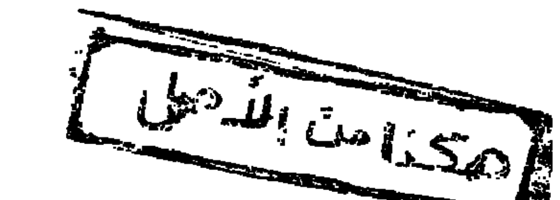
Ventes

JUVISY-SUR-ORGE
Cause départ retr. part. vend librair.-papeter.-presse-divers. Chiffre d'affaires 1.500.000 F. Magasin moderne 95 m² (réserve 70 m²) + très bel appartement 5 pces + (garage cour). Prix : 750.000 F. Téléphone : 921-33-74.

boutiques

Ventes

PLACE D'ITALIE, murs café et restaurant: 190.000 et 220.000 F. BON RAPPORT. HABITAT CONSEIL 661-25-00.



INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

LES ACTIONS DU CLAP

En amont de l'alphabétisation

En adoptant récemment des *mesures pour lutter contre l'analphabétisme*, le gouvernement a appris aux Français que deux millions d'entre eux sont illettrés.

Ce phénomène peu réjouissant est, en fait, connu de longue date par ceux-là mêmes que les mesures gouvernementales vont encourager dans leur mission : les associations d'éducation populaires et les travailleurs sociaux habitués à toucher les populations les plus défavorisées.

Parmi eux, le CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion) qui s'est constitué en 1968. Créé à l'initiative de Robert Buron, ancien ministre de de Gaulle, le CLAP est soutenu par la Cimade (service œcuménique d'entraide d'obédience protestante) et le Secours catholique, mais il est principalement ancré dans la mouvance cédétiste ; son actuel président, M. Jean Maire, fut dans les années 70 secrétaire général de la fédération CFDT de la métallurgie avant de prendre en charge le centre de formation qu'elle contrôle.

« Collectif de liaison », le CLAP se présente comme un regroupement d'associations (soixante-dix au total) qui coopèrent pour des actions de formation, d'alphabétisation, de promotion de la vie associative et de lutte contre le racisme.

Financé à 90 % par le Fonds d'action sociale (1), le CLAP emploie une soixantaine de salariés – pour l'essentiel des conseillers pédagogiques – dans cinq délégations régionales. Il mobilise aussi près de deux mille bénévoles. Déjà, en 1980, le CLAP, lors de son conseil national, s'était inquiété de l'aggravation de l'« illettrisme ». Lui-même s'est spécialisé dans l'action auprès des populations immigrées et ceci parce qui dans le début des années 70 il n'existait pratiquement aucune structure d'alphabétisation pour ces défavorisés. Leur situation ne s'est guère arrangée : sur 2 millions d'illettrés, 800 000 à 1 million sont des immigrés ou des Français nés de parents immigrés.

« L'analphébétisme est un phénomène social qui se constitue à partir d'une situation de non formation, explique Claude Slimak, délégué régional du CLAP pour la Normandie-Picardie, et François Gagey, président de l'ASTI (association de soutien aux travailleurs immigrés) d'Elbeuf ; *s'il progresse actuellement dans la population des jeunes, c'est bien que ceux-ci ont vécu d'importants échecs scolaires. Puisque l'analphabétisme touche l'individu dans sa globalité, il faut écarter l'idée qu'il trouve sa solution par de simples actions d'alphabétisation au sens strict du terme. »*

L'évaluation que le CLAP Normandie-Picardie a pu faire sur ses actions confirme cette analyse : *« les stages intensifs d'alphabétisation ne sont pas un remède suffisant, car trop peu débouchent rapidement sur une formation professionnelle de type CAP, faute de continuité le bénéfice du stage sera très relatif, cette continuité ne viendra que si l'inscription au stage participe d'une démarche générale de l'individu. »*

Il s'agit de situer *« la lutte contre l'illettrisme en amont de l'action d'alphabétisation ».*

Comité de liaison, le CLAP propose une démarche qu'il n'a pas les moyens, statutairement, de faire appliquer par tous ses membres. Ceux-ci le perçoivent d'abord comme un soutien matériel et pédagogique à leurs propres actions de formation et accessoirement comme un moyen de pression institutionnelle. Toutefois, comme le souligne Hamidou Mboh, président de l'ASTI de Rouen et délégué au conseil d'administration du CLAP, *« le comité de liaison joue très bien son rôle de carrefour entre les différents partenaires associatifs qui sont engagés sur le même terrain, il travaille contre l'émiettement des forces ».*

Avant même que soient annoncées les mesures gouvernementales, les responsables du CLAP faisaient part de leur volonté d'accentuer leurs efforts en faveur de l'alphabétisation et aussi de toucher davantage de Français qui leur paraissaient *oubliés. Là aussi, le dynamisme* associatif a précédé la volonté officielle.

DANIEL GARCIA.

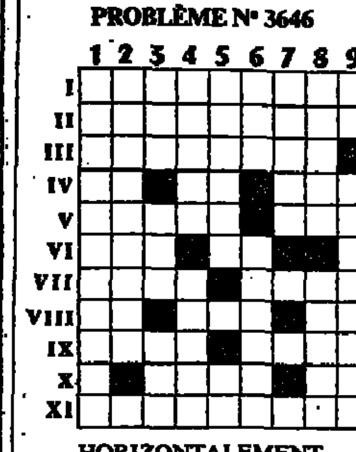
(1) CLAP, 25, rue Gandon, 75013 Paris. Tél. : (1) 585-31-81.

(2) CLAP Normandie-Picardie, 33 ter, rue de Fontenelle, Rouen. Tél. : (35) 88-57-37.

(3) Le FAS est lui-même financé par les allocations familiales cotisées par les travailleurs immigrés et qui ne leur sont pas reversées.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3646



HORIZONTALEMENT

I. Long métrage. – II. Apparition qui a tout du spectre. – III. Chasse beaucoup dans le Grand Nord. – IV. Démonstratif. En Seine-Maritime. Grain de beauté. – V. Donne le gîte. Un certain âge. – VI. A donc, plus que tout autre, été mis en boîte. Placement sûr. – VII. La campagne d'Italie lui fut salutaire. Attention à son chien ! – VIII. Conjonction. Coule en Ethiopie. Points. – IX. N'a qu'une parole. Se met au lit. – X. A Leningrad sur les bras. Participe passé. – XI. Peut se faire par le geste ou par la parole.

VERTICALEMENT

1. On peut toujours s'y faire cuire un œuf. – 2. Avec elle, on parle toujours dans le vide. – 3. Travailla comme un chef. Quand on en a une belle, il vaut mieux en avoir une bonne. Ne manque pas de souffle. – 4. Autant il peut être souple, autant il peut être cinglant. Agir avec prudence ou parler sans réserve. – 5. Dont le travail est pratique ou purement théorique. Mot de César. – 6. Participe passé. Maître ou serviteur. – 7. Ne peut être portée qu'avec une grande dignité. – 8. La première chose à faire avant de filer. Mise à sec avant d'être exploitée. – 9. Préposition. Marchand de ballons.

Solution du problème n° 3645

Horizontalement

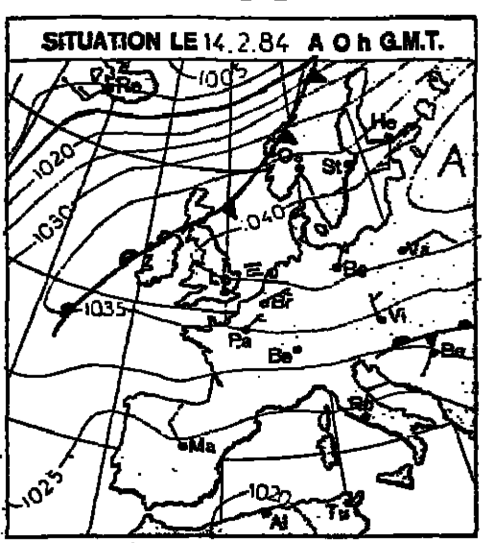
I. Vultueuse. – II. Idéaliser. – III. Na. Striés. – IV. Ale. Rets. – V. Râ. – VI. Réviser. – VII. Rougir. Ce. – VIII. Et. Loriot. – IX. Té. Eli. Se. – X. Muet. Se. – XI. Ecartelés.

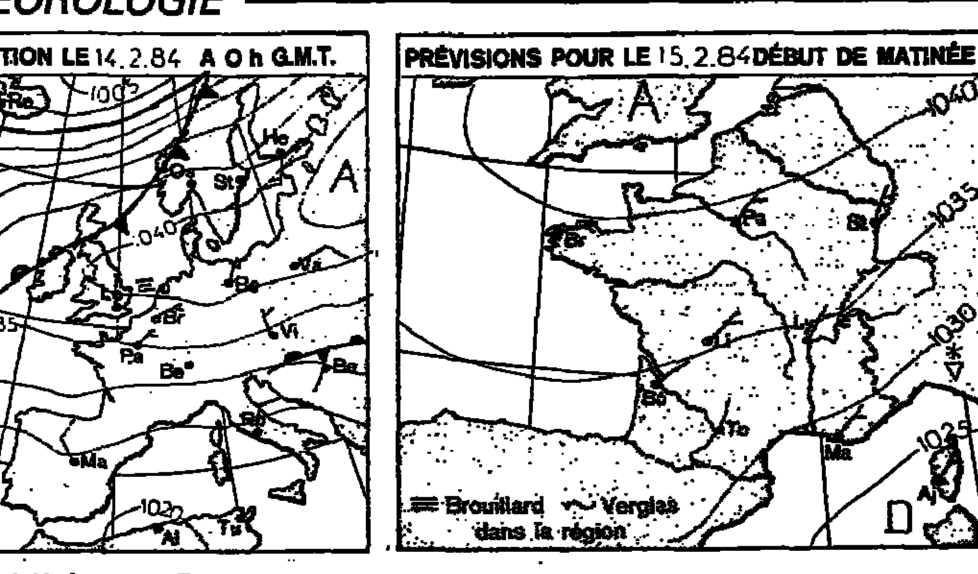
Verticalement

1. Vinaigrette. – 2. Udall. Ote. – 3. Le. Ru. Ma. – 4. Tas. Régleur. – 5. Ultraviolet. – 6. Eire. Irrité. – 7. Usités. – 8. Sées. Ecosse. – 9. Ers. Frétées.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 14 février à 0 heure et le mercredi 15 février à 24 heures.

Les hautes pressions installées sur les îles britanniques et l'Europe occidentale vont continuer à nous protéger des perturbations océaniques rejetées au niveau de l'Islande. Mais de petites lignes de grains situées en Méditerranée pourront déborder sur nos régions du sud-est.

Mercredi matin, toujours du temps froid avec des gelées de – 3 degrés à – 5 degrés n'épargnant que les régions côtières. Par endroits, si le sol est enneigé, la température pourra même descendre à – 8 degrés où à – 10 degrés. Ciel clair sur la plus grande partie du pays. Seules les régions méditerranéennes et les Alpes auront un ciel passagèrement nuageux.

Au cours de la journée, persistance du beau temps ensoleillé mais frais. Quelques nuages sur le Nord-Est, un risque d'averses locales de pluie ou de neige de la Méditerranée au nord des Alpes et à la vallée du Rhône.

Dans l'après-midi, les températures évolueront de 2 degrés à 10 degrés du Nord au Sud du pays.

Le vent d'est dominant sera assez faible dans l'ensemble.

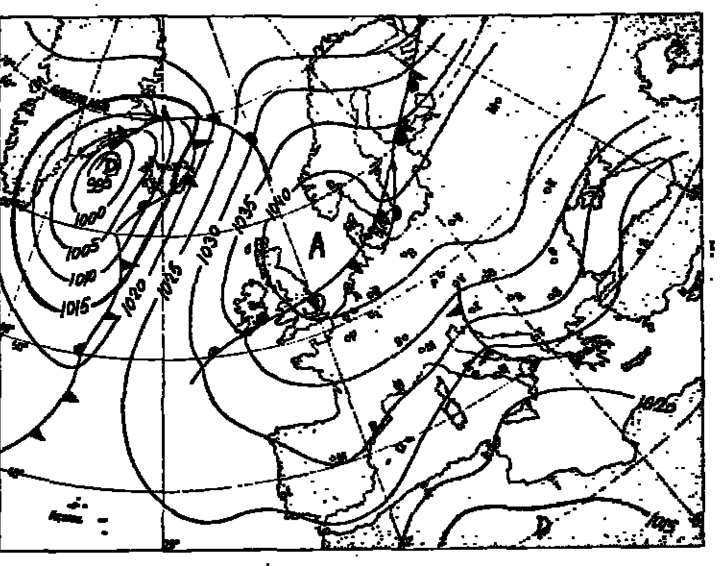
Évolution générale

Maintien d'un axe anticyclonique du proche Atlantique à la mer Baltique. Ces hautes pressions dirigent sur notre pays un courant d'est à nord-est continental qui draine des masses d'air sec et froid. En marge des basses pressions méditerranéennes, les rivages méridionaux auront quelques passages pluvieux.

Prévisions pour jeudi, vendredi et samedi

Sur le littoral méditerranéen (et la Corse) des passages nuageux donneront épisodiquement des pluies. Les gelées épargneront ces régions (températures minimales de 1 à 3 degrés, maximales de 10 à 13 degrés). Sur les autres régions le temps sera froid et ensoleillé. Les températures minimales seront de – 3 à – 5 degrés et les températures maximales de 8 à 10 degrés. Les vents, de secteur nord-est, seront faibles à modérés.

PRÉVISIONS POUR LE 15 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 14 février, à 8 heures, de 1 036,9 millibars, soit 777,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 février ; le second le minimum de la nuit du 13 février au 14 février) : Ajaccio, 9 et 3 degrés ; *Biarritz, 9 et – 2 ; Bordeaux, 6 et – 2 ;* Bourges, 6 et 2 ; Brest, 7 et – 1 ; Caen, 6 et 1 ; Cherbourg, 6 et 0 ; Clermont-Ferrand, 6 et 0 ; Dijon, 4 et – 4 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 4 et – 5 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 1 et – 5 ; Lille, 4 et – 2 ; Lyon, 2 et 1 ; Marseille-Marignane, 7 et – 1 ; Nancy, 3 et – 3 ; Nantes, 8 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 11 et 1 ; Paris-Montsouris, 6 et 0 ; Paris-Orly, 5 et – 1 ; Pau, 10 et – 3 ; Perpignan, 8 et 1 ; *Rennes, 9 et – 1 ; Strasbourg,* 1 et – 4 ; Tours, 5 et – 2 ; Toulouse, 9 et – 1 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 8 degrés ; Amsterdam, 5 et – 1 ; Athènes, 8 et 6 ; Berlin, 1 et – 2 ; Bonn, 8 et – 5 ; Bruxelles, 5 et – 1 ; îles Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 1 et – 1 ; Dakar, 25 et 18 ; Djerba, 13 et 4 ; Genève, 1 et – 4 ; Jérusalem, 9 et 4 ; Lisbonne, 16 et 6 ; Londres, 7 et – 1 ; Luxembourg, 3 et – 4 ; Madrid, 10 et – 3 ; Moscou, – 6 et – 13 ; Nairobi, 29 et 14 ; New-York, 4 et 1 ; Palma-de-Majorque, 12 et 7 ; Rome, 10 et 0 ; Stockholm, 1 et – 1 ; Tozeur, 14 et 8 ; Tunis, 13 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

UNE NOUVELLE ADRESSE POUR SERVICE-ASSOCIATIONS

Service-Associations, dont nos lecteurs ont pu apprécier les fiches-conseils, s'agrandit et transfère ses bureaux à l'adresse suivante : 60, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret. Tél. : 737-92-50. Télex : Servass 613281 F. Service-Associations, qui n'est pas un S.V.P. téléphonique, traite toutes les questions fiscales, financières, administratives ou juridiques qui lui sont soumises par les responsables d'associations, quels que soient leurs buts et leur importance.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 13 et mardi 14 février :

DES DÉCRETS

- Soumettant la Société industrielle d'électronique aéronautique au contrôle économique et financier de l'État.
- Portant nomination dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

- Fixant le tarif de la taxe d'autorisation administrative afférente à l'utilisation d'une station réceptrice d'amateur.

PARIS EN VISITES

JEUDI 16 FÉVRIER

« Vauban », 10 h 30, Palais de Chaillot, Mlle Oswald.

« L'église de Saint-Denis », 14 h 30, façade de l'église, Mme Allaz.

« Le musée Cognacq-Jay », 14 h 45, 25, boulevard des Capucines, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'île de la Cité », 14 h 30, métro Cité (Les flâneries).

« Les Visitandines », 15 heures, 21, rue Saint-Antoine (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Fournil de Poilâne », 14 h 30, 87, rue Brancion (Mme Romann).

CIRCULATION

LES RADARS A PARIS. – La revue *Auto-Défense* publie dans son dernier numéro (janvier-février) la carte des cinémomètres – autrement dit « radars » – placés à Paris. Le périodique accompagne ce document de la description des appareils utilisés pour contrôler les vitesses des véhicules et des indispensables vérifications auxquelles ils doivent donner lieu pour être fiables.

EN BREF

CONGRÈS

MORT ET DIGNITÉ. – Le cinquième congrès international des associations pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) aura lieu au Palais des congrès de Nice du 20 au 23 septembre. Il réunira des personnalités venues du monde entier, dont le professeur Ota, du Japon, et le professeur Christian Barnard. Des « tables rondes » examineront les aspects philosophiques, éthiques, juridiques et médicaux de l'acharnement thérapeutique et de l'euthanasie active et passive.

★ **ADMD, 103, rue Lafayette, 75010 Paris. Tél. : 285-12-22.**

HÉBERGEMENT

L'ANIMATION EN HÉBERGEMENT COLLECTIF. – L'INRAC (Institut national pour la retraite active) organise des sessions à l'intention des préretraités et retraités, animateurs bénévoles dans des associations ou des institutions et à l'intention des professionnels du secteur local. Il propose deux stages sur l'« animation en hébergement collectif », du 12 au 16 mars, d'une part, les 11 et 12 septembre, et 16 et 17 octobre, d'autre part, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

★ **INRAC, 57, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 359-61-54.**

PUBLICATIONS

AIDE AUX AVEUGLES. – L'Union centrale des associations d'aveugles et typhlophiles (UCAAT) a publié la deuxième édition de l'annuaire des associations, établissements et organisations pour les aveugles et les malvoyants : 190 pages, mille deux cents adresses réparties en vingt et une rubriques. Cet ouvrage est en vente chez les Auxiliaires des aveugles, 19, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris, au prix de 49 F.

★ **UCAAT, 9, rue Mayet, 75006 Paris. Tél. : 306-39-68.**

VACCINATION

L'INOCULATION VARIOLIQUE AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE. – Dans le cadre des manifestations sur le thème de l'Encyclopédie, l'Association pour le musée de Saint-Martin d'Hères « S.M.H. histoire » (Isère) prépare une exposition sur la pratique de l'inoculation variolique au dix-huitième siècle. Elle est intéressée par toutes les pistes de recherches, documents médicaux, correspondance privée, factums de procès, etc., traitant du sujet de la variole, de l'inoculation officielle ou clandestine en France, entre 1750 et 1780.

★ **Association pour le musée de Saint-Martin d'Hères « S.M.H. histoire », mairie, 38401 Saint-Martin-d'Hères Cedex.**

Le Monde

économie

SOCIAL

LA JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION DE LA CGT EN LORRAINE

« Mitterrand, respecte tes engagements ! »

« Un succès total. » C'est ainsi que M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT, a défini, lundi 13 février à Metz (Moselle), la journée d'action interprofessionnelle organisée par sa centrale en Lorraine, deux jours avant l'action nationale des métallurgistes. Selon M. Denis Bonvallot, secrétaire du comité régional de la CGT, près de cent mille travailleurs ont été concernés par ce mouvement, marqué par des débrayages de deux heures à vingt-quatre heures dans toutes les branches, notamment dans les mines de fer. A Metz, toutefois, les manifestants n'étaient guère plus de sept ou huit mille (quinze mille selon les organisateurs, quatre mille selon la police), dans un cortège parfaitement calme qui rassemblait des délégations venues de tous les coins de la Lorraine, mais auquel ne participait aucune autre organisation syndicale.

De notre envoyé spécial

Metz. — *« Vous luttez et vous avez raison, car l'heure est à l'action : le pouvoir d'achat est menacé, l'emploi gravement frappé, et le risque existe d'avancer vers le déclin industriel. »* C'est en ces termes que M. Gérard Alezard s'est adressé aux militants rassemblés sur la place d'Armes. Pour M. Alezard, seule l'intervention des travailleurs *« la plus unitaire possible »* peut faire échec aux *« objectifs du CNPF et de la droite »* et empêcher de nouvelles coupes claires dans le tissu économique de la Lorraine. *« Il n'y a pas de fatalité,* a répété l'orateur. *Aucune fatalité ne condamne à mort la sidérurgie, les mines de fer, pas plus que le charbon. La région et le pays ont besoin de leur développement et de leur modernisation, comme ils ont besoin d'une extension de l'emploi, en quantité et en qualité, dans la construction, la chimie, le textile — dans tous les secteurs. »* S'en prenant aux *« hommes du capital »* et à la droite, qui ont préféré les placements à l'étranger plutôt que le développement des productions en France, la modernisation des machines, la formation des hommes ou l'augmentation des salaires, le secrétaire confédéral a ajouté : *« La Lorraine paie chèrement cette orientation, de 1974 à 1981, pour l'ensemble des secteurs, elle a perdu vingt-deux mille emplois, passant de huit cent soixante-deux mille à huit cent quarante mille. (...)*

» C'est pour la même stratégie que la pression patronale s'exerce aujourd'hui, une stratégie que les Français ont condamnée en 1981. Alors la CGT dit non : « Pas un seul chômeur de plus, ici comme ailleurs, et ici plus encore qu'ailleurs. »

Tels étaient bien les thèmes de la manifestation de lundi. Aux cris : *« Fer, acier, charbon, textile, la France en a besoin ! »*, répondait un slogan unanime : *« Mitterrand, respecte tes engagements ! »*

Un pari partiellement gagné

La centrale de M. Krasucki entendait montrer sa force, en organisant seule — malgré plusieurs appels à l'unité d'action — cette manifestation interprofessionnelle, la première de ce genre en Lorraine depuis trois ans. Elle n'a gagné ce pari qu'en partie. En effet, même si les plus fortes délégations venaient de Longwy, de Neuves-Maisons, des mines de fer et de tous les points chauds de Lorraine, les sidérurgistes, les plus concernés par le plan de restructuration industrielle, étaient presque en minorité dans un cortège qui rassemblait des travailleurs de tous les secteurs et de toutes les branches, depuis les métallos de Pompey, les ouvriers de Sacilor-Sollac ou de Pont-à-Mousson, jusqu'aux cheminots de Metz, en passant par les postiers et les communaux, renforcés par les militants des unions locales cégétistes de cinq départements. Le matin, pas moins de six secrétaires généraux des fédérations cégétistes de la métallurgie, du sous-sol, de la chimie, du textile, du bois, de l'énergie, avaient participé à la préparation de cette journée. Leurs efforts n'auraient-ils pas été payants ? Les cris *« Union, action avec la CGT ! »* restaient sans écho sur les trottoirs de Metz. *« Sans unité politique de la classe ouvrière,* reconnaissait un syndicaliste, *les mobilisations contre les licenciements resteront lettre morte, et toutes les manifestations n'y changeront rien. »*

Celle de Metz fut très digne, très disciplinée. Seul incident de la journée : vers 14 heures, des mineurs de fer, qui voulaient rejoindre le cortège à bord de leurs bulldozers, ont contourné un barrage de gendarmerie dans la banlieue de Metz et ont déversé plusieurs tonnes de minerai devant le siège d'Usinor. Par ailleurs, à Rehon, un délégué cégétiste qui déplaçait un camion élévateur au moment du meeting de M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, a été gravement blessé par l'engin au cours d'une fausse manœuvre.

C'est précisément dans cette région — celle du triangle de Longwy — que la tension restait la plus vive lundi soir après le retour des militants. *« Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? »* demandait l'un d'eux.

JEAN BENOIT.

A Talbot-Poissy

DOUZE DÉLÉGUÉS CGT PASSENT A FO

Douze militants CGT de Talbot-Poissy ont annoncé leur intention de quitter ce syndicat pour rejoindre la section FO de l'entreprise et se présenter sous sa bannière aux prochaines élections de délégués du personnel, qui doivent avoir lieu le 8 mars. Parmi ces militants, on compte un délégué syndical, cinq délégués du personnel et six « délégués de chaîne » (représentants « informels » de la base).

Le délégué syndical, M. Mohamed Chougrani, et un des délégués du personnel, M. Dali, figuraient parmi les quatre militants CGT « dissidents », qui, contre l'avis de leur syndicat, avaient réclamé une « aide au retour » pour les travailleurs immigrés qui le souhaiteraient, et exerçaient une certaine influence parmi les OS maghrébins. Aux dernières élections de délégués du personnel en mars 1983, la CGT avait obtenu 12 sièges et FO 1, contre 12 à la CSL et 2 aux autonomes.

Lors de l'émission « Face au public » sur France-Inter, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, s'est félicité de l'adhésion à son organisation de ces douze délégués : *« Nous allons les accueillir chaleureusement »*, a-t-il dit.

PREMIÈRE RÉUNION TRIPARTITE SUR LA CONSTRUCTION NAVALE

Les ouvriers de La Seyne retiennent un bateau de la Comex

Au cours d'une assemblée générale, qui s'est déroulée le 14 février à l'intérieur des chantiers navals de La Seyne, le syndicat CGT a décidé l'occupation du *Seacom*, jusqu'à l'obtention d'une commande « ferme et définitive », nous indique notre correspondant à Toulon. Le *Seacom* est un navire-support de plongée de 202 mètres de long, construit pour la société française Comex. Il avait été lancé le 9 juillet 1983 et il est actuellement en fin d'armement. Cette occupation succède à celle du *Fairsky*, un paquebot de croisière pour un armateur américain, occupé par la CGT du 25 novembre au 20 décembre. C'est ce 14 février, d'autre part, que M. Guy Lengagne réunit à Paris les représentants patronaux et syndicaux de la construction navale pour fixer les objectifs de production et d'emploi en 1984 et 1985.

On apprend, d'autre part, qu'Alsthom-Atlantique et la Compagnie marocaine de navigation (Comanav) ont signé il y a quelques jours un protocole d'accord (soumis à l'approbation des deux gouvernements) pour la construction d'un car-ferry. Ce protocole devrait être confirmé à la fin du mois.

Une vive concurrence s'exerce à propos de ce navire, des chantiers espagnols ayant fait aux Marocains une nouvelle offre.

Ce car-ferry représenterait une commande de quelque 270 millions de francs pour Alsthom-Atlantique. La subvention de l'Etat aux chantiers serait d'environ 130 millions, qui s'ajouteraient aux 270 millions payés par l'armateur.

MONNAIES

Dollar stable : 8,43 F

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, les cours du dollar sont restés pratiquement inchangés mardi 14 février. A Paris, la monnaie américaine a été cotée environ 8,43 F contre 8,42 F lundi et 8,44 F à la veille du week-end. A Francfort, elle a valu 2,74 DM contre 2,7375 DM (et 2,7450 DM vendredi).

Le cours du mark par rapport au franc s'élève lentement. Après avoir franchi sa parité-pivot (3,066 F), il a grignoté, puis dépassé 3,07 F et est en train de se rapprocher de 3,08 F, nouveau record absolu.

● **Léger accroissement des accidents du travail.** — Le nombre d'accidents du travail s'est très légèrement accru en 1982 (930 000, contre 923 061 en 1981, soit + 0,81 %), après avoir diminué continuellement depuis 1975, selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés. Toutefois, en 1982, le nombre total des salariés est passé de 13 956 777 à 14 064 535, soit une augmentation de 0,77 %, et le nombre d'accidents est resté, pour la quatrième année consécutive, au-dessous du million. D'autre part, le nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente a diminué de 4,22 % (96 848 en 1982, contre 101 120 en 1981), celui des accidents mortels de 4,49 % (1 359, contre 1 423 en 1981).

● **M. Delors et les missions du secteur public.** — M. Jacques Delors a souligné, le 13 février, que la part des dépenses publiques dans le PIB était devenue *« excessive »* dans les pays industrialisés, affirmant que certaines missions du secteur d'État devraient être abandonnées au profit d'autres. Prenant la parole devant les ministres des finances des pays de l'OCDE, réunis en séminaire de travail à Paris pour quarante-huit heures, M. Delors a toutefois ajouté que cette critique ne devait pas conduire à tomber *« d'un excès dans l'autre »*. Sans citer les missions que l'État pourrait, selon lui, laisser de côté, il a fait remarquer qu'on ne pouvait pas toucher aux dépenses de défense, à l'aide publique, au développement du tiers-monde, ou encore envisager une *« réduction sensible »* — au-delà des *« aménagements nécessaires »* — des dépenses sociales.

Ne participaient pas à ce séminaire, organisé à l'initiative de M. Delors, le secrétaire d'État américain au Trésor, M. Donald Regan, le chancelier de l'Echiquier britannique, M. Nigel Lawson, et le ministre des finances japonais, M. Noburo Takeshita.

● **La FNB et la FNTP sont satisfaites des propos de M. Mitterrand.** — La Fédération nationale du bâtiment, tout comme la Fédération nationale des travaux publics, ont manifesté dans des communiqués leur satisfaction des propos tenus par le chef de l'Etat le 12 février à TF 1 sur la relance du bâtiment. Les présidents de l'une et l'autre fédération se tiennent prêts à examiner avec le gouvernement les mesures à prendre.

LA POLITIQUE SALARIALE EN 1984

Seize accords de branche et près d'un millier d'accords d'entreprise ont été signés

Les mouvements qui vont se dérouler dans la fonction publique le 16 février sur le pouvoir d'achat risquent d'apparaître en déphasage avec le secteur privé où la priorité semble être davantage l'emploi. Alors que le nombre de conflits demeure faible, environ un tiers des grèves dans le privé (contre 60 % précédemment) porte sur des revendications salariales. Et on négocie beaucoup plus qu'on ne le croit. Selon un premier bilan du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, sur près de cent branches de plus de dix mille salariés, l'obligation légale de négocier a été bien respectée.

Dans la plupart des cas les discussions se sont soldées par un désaccord. Seize accords nationaux ont été signés pour l'instant sur les salaires en 1984 ainsi que cinq accords régionaux et onze accords départementaux (principalement dans la métallurgie). Globalement un million huit cent mille salariés sont concernés par ces accords, quatre millions étant touchés par des recommandations patronales.

Pour l'essentiel les accords de branche — qui n'englobent aucun grand secteur — s'inscrivent dans le cadre des recommandations gouvernementales. On recense ainsi les administrateurs de biens (3 % de hausse en niveaux pour 1984), les avocats (4 %), la bijouterie-joaillerie (1,5 % au 1er mars), la boucherie-commerce (3,5 %), la boulangerie pâtisserie (5 % au 1er février), la charcuterie (1,5 % au 1er janvier), la chaussure, où il y a 120 000 salariés (5 %), la conserve (5,1 %), la répartition pharmaceutique, etc. Dans les ports de plaisance, tous les syndicats ont signé un accord qui concerne 10 000 personnes. Ils ont obtenu, alors qu'il y avait en effet report de 4,2 % des augmentations 1983 sur 1984, 1 % au titre de 1983 puis 2 % au 1er mars, 2 % au 1er juin et 1 % au 1er octobre.

Dans les entreprises assujetties, en raison de la présence d'une ou de plusieurs sections syndicales, à l'obligation de négocier — soit 15 000 entreprises représentant une population salariée de 4,5 millions, — le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a voulu jouer la carte de la persuasion en incitant, par l'intermédiaire de l'inspection du travail, à négocier et non en sanctionnant. Au 10 février, il était possible de faire un premier bilan concernant 5 200 entreprises de taille petite et moyenne (1 240 000 salariés). La moitié des entreprises, couvrant 70 % des salariés ont négocié. Près d'un millier d'accords ont été enregistrés dans des entreprises ayant, dans la plupart des cas, entre 50 et 100 salariés, ce qui laisse espérer en fin de course environ 3 000 accords. Dans les entreprises de plus de 100 salariés, le taux de négociations aurait été de plus de 90 %, mais les accords sont ici beaucoup plus rares. Sur les 866 premiers accords, 85 % portent sur les salaires, 50 % sur la durée du travail et 40 % sur l'aménagement du temps. Pour les salaires en 1984, tous ces accords, en niveaux, s'inscrivent dans le cadre des orientations gouvernementales. Les signatures recensées dans ces diverses sociétés font apparaître qu'aucun syndicat n'est resté à l'écart, la CGT ayant même signé un nombre assez important d'accords.

M. N.

Lancement d'une campagne commune PC-PS pour « populariser » les lois Auroux

Le PS et le PC ont présenté, lundi 13 février, au cours d'une conférence de presse commune, la campagne de popularisation des nouveaux droits des travailleurs que les deux partis vont mener, dans une trentaine de grandes entreprises publiques et privées, du 10 février au 20 mars. Le principe de cette campagne avait été retenu dans le cadre de l'accord PS-PC du 1er décembre 1983.

Accompagnée, au niveau national, par la diffusion d'un tract commun tiré à cinq millions d'exemplaires, cette campagne s'articulera autour de réunions d'informations tenues dans les entreprises choisies, par deux orateurs, l'un socialiste, l'autre communiste, le plus souvent membres du secrétariat national du PS ou du bureau politique du PC.

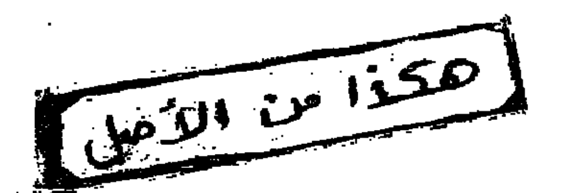
Pour M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du PC chargé des entreprises, cette campagne vise à *« populariser et favoriser l'application des droits nouveaux »* des travailleurs, tout en affirmant que l'application de ces nouveaux droits est gage d'efficacité pour les entreprises : *« progrès social et progrès économique doivent aller de pair »*, a rappelé M. Gayssot. Pour sa part, M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS chargé des entreprises, a distingué trois objectifs : *« faire connaître* [ces nouveaux droits, les] *faire vivre, faire sentir la grande cohérence entre l'effort de démocratisation et l'effort de redressement économique »*.

Les représentants du PS se sont abstenus de toute mise en cause directe du patronat. M. Gayssot, pour le PC, au contraire, a affirmé que des *« obstacles profonds, politiques »* — obstacles dont il a dénoncé la « généralisation » dans le secteur privé — s'opposent à la mise en œuvre des nouveaux droits des travailleurs. M. Gayssot a dénoncé l'attitude du CNPF, qu'il a accusé de diffuser dans les entreprises une brochure expliquant *« ce qu'il ne faut pas faire »* pour éviter d'appliquer les nouvelles lois.

● **Polygram va supprimer 200 emplois.** — Premier fabricant de disques en France, Polygram, filiale du groupe néerlandais Philips, va réduire les effectifs de son usine de Louviers (Eure) pour les ramener de 580 à 380 personnes. Ces suppressions d'emplois prendront des formes diverses. Elles s'inscrivent dans le plan de restructuration de la branche *« musique »* dont Philips se partage la propriété avec Siemens. Mais, à cause de la crise, le marché du disque se contracte de 15 % par an au profit des cassettes et des jeux électroniques notamment. De 47 millions de disques en 1982, la production de l'usine de Louviers est tombée à 40 millions l'an dernier. La CGT accuse Philips de *« vouloir casser la production française de disques »* et FO envisage de créer une coopérative ouvrière.







AFFAIRES

Kodak en difficulté

(Suite de la première page.)

Quatre faits expliquent les revers de Kodak.

La crise économique, tout d'abord, même si celle-ci a été longue à se faire sentir. Il a fallu attendre 1978 pour que les ventes d'appareils grand public (les 110 à chargeur) commencent à baisser (– 13 %) et que le cinéma super-8 s'effondre complètement. Depuis, la crise a fortement touché tous les domaines, appareils et films photographiques. Contrairement à ce qu'on a pu dire, le succès de la vidéo n'est pas pour grand-chose dans le recul de la photo. La vidéo, ce sont des produits très chers, comparativement aux appareils photographiques et pellicules traditionnels. Or ce sont surtout les ventes d'appareils à bon marché et de films à chargeur qui ont diminué. Et ce sont les produits de remplacement de prix similaires (photo sur disque et photo instantanée) qui n'ont pas progressé selon les prévisions. C'est en fait la baisse du pouvoir d'achat des plus défavorisés qui, dans les pays industrialisés a affaibli le marché sans que le secteur vidéo en ait vraiment profité.

Un autre facteur a contribué à réduire les profits de Kodak : la montée constante du dollar. Et cela d'autant plus que la firme de Rochester a accru ses fabrications américaines au détriment de celles de ses filiales installées à l'étranger. Cette politique comportait quelques risques avec l'envolée de la monnaie américaine. Les experts de Kodak ont calculé qu'à la mi-1983, la hausse du billet vert avait déjà coûté 320 millions de dollars.

Troisième facteur ayant joué contre Kodak : la concurrence japonaise, principalement de Fuji mais aussi de Konica et de Mitsubishi. Ces firmes ont aujourd'hui créé des produits de bonne qualité qu'elles ont lancés sur les marchés américain et européen. Pour accentuer leur pression, elles n'ont d'ailleurs pas hésité à casser les prix. Elles sont ainsi parvenues à prendre 7 % du marché américain du film et 15 % dans les autres pays industrialisés. Kodak, qui contrôlait encore 60 % du marché mondial des surfaces sensibles il y a trois ans, n'en détient plus que 50 %.

Un dernier facteur a contribué au tassement des ventes de produits photographiques : l'état du marché au moment de l'arrivée des nouvelles technologies de l'image.

La photographie était déjà un vieux marché, partiellement saturé. La crise économique n'a rien arrangé. Dans ce domaine, huit ménages sur dix sont équipés aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne de l'Ouest, en Suisse et en Suède, plus de six sur dix dans les autres pays industrialisés.

Il n'en va pas de même pour la vidéo, marché neuf. Ces dernières années on a vu les grands fabricants de produits photo et cinéma chercher à *se reconvertir* en pénétrant le secteur de l'électronique et de la vidéo. Des fabricants de surfaces sensibles comme Agfa-Gevaert, Fuji, Konica et 3 M l'ont fait en produisant principalement des bandes magnétiques. Même s'il avait à plusieurs reprises exprimé son désir de suivre cette voie, Kodak s'était jusqu'ici tenu à l'écart. Le recul rapide de ses affaires et l'efficacité limitée des remèdes apportés viennent de l'obliger à entrer précipitamment sur le marché de la vidéo.

La firme de Rochester a lancé une gamme de caméras à magnétoscope 8 mm incorporé et des bandes magnétiques. Ce virage se prendra en force, mais pour y parvenir Kodak a dû passer par l'industrie électronique japonaise : les caméras (Kodavision) qui vont être commercialisées dans quelques semaines aux Etats-Unis et avant la fin de l'année dans quarante autres pays, sont fabriquées par Matsushita, les bandes magnétiques par TDK, une firme de Tokyo. Matsushita, c'est l'un des plus puissants groupes nippons en électronique grand public, qui détient depuis 1953 la majorité des actions de JVC (promoteur du système vidéo VHS), et qui fabrique pour la plupart des grandes firmes mondiales (RCA aux Etats-Unis, Thorn-Emi dans le Royaume-Uni, Telefunken en Allemagne de l'Ouest, Thomson en France...).

Le recours aux industriels japonais offre immédiatement deux avantages : permettre à Kodak, dès 1984 et surtout en 1985, de compenser la baisse de son chiffre d'affaires du secteur photo (la société espère vendre cent mille magnétoscopes cette année et de deux cent mille à trois cent mille l'an prochain, au prix de 13 000 F à 14 000 F l'unité). Il va ensuite permettre l'acquisition d'une expérience sur le marché vidéo (connaissance de la clientèle, création des réseaux de distribution, caractéristiques des produits, etc.) ainsi que la création de produits nouveaux et d'unités de fabrication. De ce point de vue, il n'est pas exclu qu'une deuxième génération d'appareils fabriqués en partie aux Etats-Unis voie le jour ultérieurement.

ROGER BELLONE.

Les activités de Saint-Gobain à l'étranger ont compensé ses pertes en France

Année « convenable » pour Saint-Gobain. Selon son PDG, M. Roger Fauroux, 1983 se solde par un résultat en amélioration. Avant déduction de la part des intérêts minoritaires et des éléments exceptionnels, c'est-à-dire du point de vue des entreprises publiques, il a été de 740 millions de francs au lieu de 521 millions, à structure comparable en 1982. Du point de vue industriel (avant éléments exceptionnels), il a été de 400 millions et, du point de vue comptable enfin, il s'inscrit au bilan à 250 millions environ (en tenant compte de la dernière partie des pertes enregistrées par le groupe lors de sa sortie du secteur de l'électronique). L'Etat lui versera 300 millions en 1984 pour la reprise de ses actifs dans ce secteur, mais aucune dotation en capital n'est prévue... ni d'ailleurs demandée. « *Nous autofinançons nos investissements.* »

Les activités à l'étranger ont compensé les pertes (300 millions de francs) enregistrées en France du fait des secteurs de l'isolation, de la mécanique et du bois, lourdement déficitaires. Aux Etats-Unis, où le groupe réalise des productions de 1,1 milliard de dollars à travers Certain Teed sa filiale à 56,2 %, la reprise a été sensible, y compris dans des secteurs qui, en Europe, sont en difficulté.

Moyennant une restructuration, Saint-Gobain ne devrait plus comporter d'activité déficitaire en 1986, selon M. Fauroux. Aucun des secteurs n'est « condamné ». Mais le chiffre d'affaires n'ayant augmenté que de 12 % environ (57,4 milliards de francs), l'emploi (cent trente-quatre mille personnes) a régressé de six mille cinq cents personnes, dont trois mille six cents en France. Le groupe, qui a consacré 700 millions de francs pour faciliter le départ de certains de ses salariés, a embauché deux mille cinq cents personnes et contribué à la création de deux mille emplois dans quelque quatre-vingts PMI, en leur accordant 100 millions de prêts.

Le groupe cherchera dans l'immédiat à restructurer et à articuler ses nouvelles participations (dans la Société générale d'entreprise et la Compagnie générale des eaux) autour de l'ingénierie de l'eau, de sa distribution et des services associés. Une nouvelle opération financière est en préparation aux Etats-Unis par le biais de Certain Teel, qui dispose d'environ 150 millions de dollars d'argent frais.

D'autre part, le groupe, qui cherche à procéder à une émission de titres participatifs en unités de compte européennes (à hauteur de 75 millions d'ECU avec un warrant (c'est-à-dire un bon) permettant de doubler ce montant), va utiliser, en 1984, le coupon attaché à sa précédente émission de 700 millions de francs de titres participatifs (lancée en mai 1983) afin de recueillir au total 1,4 milliard de francs en deux ans.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,4325	8,4350	+ 150	+ 190	+ 300	+ 360	+ 930	+ 1070
$ can.	6,7575	6,7625	+ 120	+ 170	+ 250	+ 310	+ 800	+ 910
Yen (100)	3,5950	3,5980	+ 160	+ 185	+ 340	+ 370	+ 1050	+ 1120
DM	3,0765	3,0785	+ 150	+ 170	+ 320	+ 345	+ 970	+ 1020
Florin	2,7270	2,7290	+ 130	+ 150	+ 270	+ 300	+ 850	+ 900
F.B. (100)	15,0200	15,0300	+ 120	+ 220	+ 90	+ 250	+ 110	+ 440
F.S.	3,7640	3,7670	+ 260	+ 290	+ 540	+ 580	+ 1600	+ 1680
L. (1 000)	4,9950	4,9975	– 210	– 170	– 430	– 370	– 1230	– 1110
£	11,9375	11,9475	+ 270	+ 340	+ 560	+ 650	+ 1720	+ 1925

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 3/8	9 7/8	9 9/16	9 15/16	9 13/16	10	10	10 1/4
DM	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 3/4	5 9/16	5 13/16	5 7/8	6 1/8
Florin	5 3/4	6 1/4	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	6	6 1/4
F.B. (100)	6 3/4	7 1/4	10 1/2	11	11 1/4	12	12	12 1/2
F.S.	1 1/2	2 1/4	3	3 1/4	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4
L. (1 000)	16 1/4	16 3/4	16 3/4	17 1/2	17	17 1/2	17	18
£	9	9 1/4	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 5/16	9 9/16
F. franç.	12 3/4	12 3/4	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	15	15 1/2

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ CITROEN

« Stratégie douce » à l'essai

Les syndicats ont réagi avec une certaine modération à la manière dont Citroën a annoncé le 13 février, en comité central d'entreprise, la nécessité de « *résorber rapidement* » un « *important sureffectif* ». La direction, représentée par M. Raymond Ravenel, a en effet informé les organisations syndicales de « *son intention de préparer une convention FNE (départ en préretraite pour les salariés âgés de cinquante-cinq à soixante ans au 31 décembre 1984)* » et de procéder pour ce faire à une vaste consultation auprès des trois mille cinq cents personnes concernées dans les quinze jours à venir. Elle n'a pas pour autant précisé le nombre d'emplois qu'elle compte supprimer.

Elle a en outre demandé à ceux des salariés étrangers qui envisageaient un retour dans leur pays d'origine de se faire connaître afin de les informer des modalités de l'aide au retour dès que les pouvoirs publics les auront précisées.

M. Auguste Blanc, secrétaire général de la CSL (le syndicat le plus représentatif chez Citroën) a dit « *approuver les départs volontaires en préretraite FNE, les mesures de formation, de reconversion, de mutation volontaire comme l'aide au retour des immigrés dans des conditions humainement acceptables par les intéressés* ». Quant à la CGT, dont quelques centaines de militants manifestaient au siège Citroën pendant la réunion du comité d'entreprise, elle a dit « *oui aux préretraités, à la formation. Quant à l'aide au retour, ce n'est pas une revendication CGT. Mais nous défendrons cas par cas*, ajoutait-elle, *ceux qui seraient candidats* ». Le fait qu'aucun licenciement n'ait été prononcé apparaît à la CGT comme « *un premier recul dû à la mobilisation des travailleurs* ».

L'échec de la « stratégie dure » qui avait été menée par M. Calvet chez Talbot est patent. L'image commerciale en a souffert, et la marque n'occupe plus que 2,1 % du marché français en janvier 1984, en baisse de 66,4 % par rapport à l'an passé. La résorption des sureffectifs a été alors insuffisante et a contraint Talbot à mettre de nouveau des salariés en chômage technique. Les dissensions syndicales – illustrées par le passage de douze délégués et militants CGT chez FO – ne sont pas forcément rassurantes pour l'avenir. Enfin, la détérioration des relations avec les pouvoirs publics est assez forte pour que le dossier présenté par Peugeot, devant le Fonds industriel de modernisation pour obtenir des prêts à taux bonifiés, soit examiné après celui de Renault, pourtant déposé postérieurement. Or, dans les circonstances actuelles, le groupe Peugeot SA, fortement endetté, ne pourra pas se passer de l'aide publique.

Le choix de la « stratégie douce », fondée sur la négociation avec les syndicats et l'absence de licenciements, était donc inéluctable. Mais M. Jacques Calvet n'a pas changé de cap. Son objectif reste le redressement financier rapide des deux filiales du groupe dont il a la charge. Au gouvernement de comprendre que ce respect de la règle du jeu comporte pour lui quelques obligations : définition rapide de l'aide au retour des immigrés, acceptation du plan FNE, acceptation éventuelle de certains licenciements individuels en cas de refus de mutation des usines de la région parisienne vers d'autres unités du groupe (Rennes notamment), alors que la médiation de M. J.-J. Dupeyroux, mise en place après les conflits de l'an passé, avait prévu le volontariat pour de tels déplacements.

Sinon ? Le communiqué de Citroën est clair : la réunion d'hier n'était qu'une première étape. « *Après avoir apprécié l'effet de ces mesures, la direction d'Automobiles Citroën convoquera de nouveau le comité central d'entreprise.* »

BRUNO DETHOMAS.

DUNLOP-FRANCE

Sumitomo ne veut conserver que les deux tiers à peine des effectifs

Le groupe japonais Sumitomo Rubber ne veut conserver que 3 638 emplois sur les 5 500 que compte actuellement Dunlop-France. Sur cette base, il accepte de reprendre la quasi-totalité des actifs de cette ancienne filiale du fabricant britannique Dunlop, abandonnée par sa maison-mère, et dont le bilan avait été déposé en octobre dernier.

Cette condition figure dans la dernière proposition de rachat que Sumitomo Rubber a remise vendredi 10 février au comité interministériel de restructuration industrielle CIRI (*le Monde* daté 12-13 février) et dont les syndicats CGT, FO, CFDT, CGC ont pris connaissance lundi avant que l'information ne soit rendue publique. Ces pertes d'emplois proviennent essentiellement des activités de Dunlop-France que Sumitomo refuse catégoriquement d'acquérir : la division pneus « poids lourds » et « agraires » de Montluçon (1 200 personnes environ), la fabrique de jantes installée au Bourget (250 personnes). Il s'y ajoute 270 emplois que le groupe japonais veut voir supprimer à l'usine de pneus tourisme d'Amiens (Somme) avant d'en devenir le propriétaire.

Les pouvoirs publics vont examiner le nouveau plan présenté par le groupe nippon, dont on dit qu'il serait l'ultime, Sumitomo Rubber étant allé jusqu'au bout du risque industriel qu'il voulait prendre. En haut lieu, on espère néanmoins obtenir encore davantage. Mais avant de quitter Paris pour regagner Tokyo, le président de Sumitomo Rubber a précisé : « *Un bateau est en train de couler. Je veux bien envoyer un canot de sauvetage, mais si tout le monde monte à bord, ce dernier sombrera aussi.* »

Les parties se reverront au début du mois de mars. S'il obtenait le feu vert, Sumitomo Rubber déclare qu'il serait prêt à investir immédiatement 300 millions de francs.

En attendant, la CGT demande que les syndicats participent à la discussion avec Sumitomo et se propose d'adresser une lettre à M. Pierre Mauroy, premier ministre, pour le lui demander.

AGRICULTURE

LES DÉBOUCHÉS DE LA « FILIÈRE BOIS »

Du pin des Landes pour la Chine

De notre envoyé spécial

Bordeaux. – La « filière bois » est parfois difficile à remonter. C'est ainsi que le secrétaire d'État à la forêt, M. René Souchon, est allé saluer, le 1er février, à Bordeaux, le prochain départ d'un chargement de pin maritime français à destination de la Chine, transporté par un cargo grec fabriqué en Espagne, battant pavillon libérien et armé par un équipage polonais !

Aussi bizarre que cela puisse paraître, la France n'avait encore jamais exporté son pin des Landes sous forme de grumes longues destinées à la construction (plus de 4 mètres). On se contentait autrefois d'en récolter la résine pour l'industrie chimique. Puis on a exporté les poteaux de mine vers l'Angleterre et le Maroc jusque dans les années 60. Et, depuis, on débitait le pin sur place pour la caisserie ou la trituration, sans penser en faire un produit d'exportation.

L'idée d'exporter le pin maritime en grumes n'est pas venue des pouvoirs publics, mais des professionnels. Plus exactement, ce sont les Chinois, acheteurs de nos bois coloniaux, qui se sont portés candidats à l'achat de résineux français. Le groupe Interwood, grand importateur de bois ivoirien en France, a donc relevé le défi – car c'en était un – et offert aux Chinois un premier échantillon de 23 000 mètres cubes qui sera livré dans un mois à Shanghaï par le *Wayfarer*, via Suez et Djeddah.

Pour les forestiers landais et les responsables du port de Bordeaux, ce marché représente une petite révolution. *« Rassembler 22 000 mètres cubes de grumes en trente-huit jours, c'était une gageure »*, observe M. Gérard Lemaignen, président du groupe Interwood. En effet, les exploitations forestières d'Aquitaine, à la différence d'autres régions de France, sortent le bois en billons d'environ 2 mètres, ce qui permet de le placer transversalement dans les camions. Et les dockers bordelais sont habitués aux poteaux de mine facilement manipulables ou aux grumes géantes de bois tropical déchargées avec des grues. Mais ces troncs de pin de moyenne grandeur qu'il faut entasser avec une barre à mine, c'est tout à fait nouveau.

L'enjeu est d'importance, cependant, comme l'a souligné M. Souchon : *« Dans le million d'hectares du massif landais, le volume du bois sur pied a augmenté de 32 % dans les deux dernières décennies. »* Et cela va continuer : les reboisements opérés après les grands incendies de 1943-1949 vont arriver ensemble à maturité, ce qui obligera à trouver de nouveaux débouchés. Or les scieurs landais, déjà sévèrement concurrencés par leurs homologues portugais et espagnols, ne pourront pas tout absorber. On prie maintenant pour que les Chinois apprécient le pin français.

ROGER CANS.

● **La FFA : « La France peut sortir de la CEE. »** – Selon M. Alexis Arette, président de la Fédération française de l'agriculture (qui annonce trente mille cotisants en 1983), *« la France a les moyens de sortir du Marché commun, puisqu'elle peut actuellement produire tout ce qui lui est nécessaire sur son territoire. Il suffit de ne pas produire ce qu'on ne peut pas vendre et de ne pas importer ce qu'on produit soi-même »*, affirme M. Arette, qui refuse *« de cogérer une crise dont la FFA ne se sent pas responsable, puisqu'elle prône l'autosuffisance depuis près de quinze ans »*.

L'AGITATION PERSISTE DANS L'OUEST ET DANS LE MIDI

L'agitation demeure, quoique sporadique, chez les agriculteurs de l'Ouest et du Midi. Dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 février, un commando a détruit 800 hectolitres de vin blanc chez un négociant à Gaillac (Tarn) accusé de travailler beaucoup plus avec les vins italiens qu'avec les vins tarnais. Les viticulteurs de l'Aude ont vidé un camion-citerne de 60 hectolitres, après avoir barré, lundi, la RN 113. Au Mans, des agriculteurs de la Sarthe ont intercepté, lundi 11 février, deux camions transportant 20 tonnes de viande de bœuf et de mouton britannique. Dans le Finistère, dimanche après-midi, une soixantaine de membres de la FDSEA ont tenté d'intercepter trois camions chargés de moutons irlandais, d'abord à Roscoff, puis à Landivisiau, où il y eut quelques heurts avec les CRS.

Alors qu'au marché au cadran de Loudéac (Côtes-du-Nord) le cours moyen du porc est redescendu, lundi après-midi, sous la barre « psychologiquement sensible » des 10 F (à 9,98 F le kilo) pour la première fois depuis les manifestations de la fin janvier, de nouveaux cas de pestes porcines sont apparus, à l'est des Pays-Bas, à la frontière ouest-allemande. Le ministre néerlandais de l'agriculture, M. Gerrit Braks doit s'entretenir à ce sujet avec son collègue allemand.

CONJONCTURE

LE TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES EST TOMBÉ AU-DESSOUS DE 15 % EN 1983

L'année 1983 aura été caractérisée par une baisse du taux d'épargne global des ménages en France, lequel est tombé au-dessous de la barre des 15 %, pour s'établir à 14,8 % du revenu disponible contre 15,5 % l'année précédente (15,6 % en 1981 et 14,7 % en 1980), indique la Caisse des dépôts et consignations dans le premier numéro d'une lettre dont la périodicité sera mensuelle. Expliquant cette légère baisse d'une année sur l'autre par le décalage constaté entre le tassement du pouvoir d'achat des ménages (– 0,5 % en moyenne annuelle) et la progression de leur consommation (+ 0,5 %), cet organisme estime toutefois que le taux d'épargne financière de ces mêmes ménages devrait se situer en 1983 sensiblement au même niveau que l'année précédente et qu'en 1981 (5,9 %) dans la mesure où l'essentiel de la baisse constatée sur le taux d'épargne global provient de l'épargne immobilière, un secteur très touché par le mouvement de repli de l'investissement en logements.

Au cours de cette même année, la Caisse des dépôts – qui a élargi à la demande des pouvoirs publics, son rôle traditionnel de collecteur de l'épargne liquide en centralisant les nouveaux produits « défiscalisés » et, surtout, « banalisés », c'est-à-dire distribués dans l'ensemble des réseaux (livret d'épargne populaire, ou LEP, et compte pour le développement industriel ou Codevi), – a enregistré une progression de 15 % des sommes globalement collectées. Celles-ci ont atteint 37,3 milliards de francs (contre 32,3 milliards à la fin décembre 1982), dont 18,22 milliards (contre 2,88 milliards) pour les LEP/Codevi et 19,07 milliards (contre 29,45 milliards) pour les excédents des réseaux d'épargne (Ecureuil, PTT...).

A l'évidence, les nouveaux produits créés, et surtout le Codevi, ont fortement pesé sur les excédents des livrets A, ramenés de 18,11 à 5,89 milliards de francs en 1983, tandis que les livrets B enregistraient un solde négatif de 3,2 milliards, avec, pour la première fois, des retraits plus importants que les dépôts sur ce type de produits d'épargne soumis à l'impôt.

ÉNERGIE

● **L'Algérie a couvert près du tiers de l'approvisionnement de la France en gaz en 1983.** – L'algérie a fourni 31,4 % des approvisionnements de la France en gaz naturel en 1983 (contre 25,9 % en 1982). L'Algérie devance les Pays-Bas (23,5 %), les gisements français de Lacq et du Sud-Ouest (22,2 %), l'Union soviétique (12,4 %), la Norvège (8,5 %), et la RFA (1,9 %).

● **Les autorités américaines approuvent l'achat de Getty Oil par Texaco.** – La commission fédérale du commerce – chargée de l'application des lois antitrust – a approuvé le 13 février l'achat de Getty Oil par Texaco. Une transaction de 10,1 milliards de dollars (84 milliards de francs), ce qui en fait le plus important achat de société jamais réalisé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE

Société d'investissement à capital variable

Au 30 décembre 1983, l'actif net s'élevait à 978 101 346,96 F et le nombre d'actions en circulation était de 80 324, la valeur liquidative de l'action ressortant à 12 176,95 F après paiement le 15 décembre 1983 d'un dividende de 325,82 F auquel n'était attaché aucun avoir fiscal.

La répartition de l'actif net était la suivante :

- obligations classiques à taux fixe : 42,43 % (dont intérêts courus sur obligations).
- obligations à taux variable : 38,83 % (dont intérêts courus sur obligations).
- Liquidités : 18,74 %.
- Total : 100 %.

L'évolution de la valeur liquidative de investissement obligataire, depuis sa création le 2 septembre 1982 au 30 décembre 1983, fait ressortir un taux annuel de rendement de 18,62 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont les suivants : la Banque Steindecker S.A., la Compagnie Parisienne de Réescompte, la Banque Populaire du Nord, la Banque Chaix et la Société Interfi.

INVESTISSEMENT NET

Société d'investissement à capital variable

Au 30 décembre 1983, l'actif net s'élevait à 437 344 253,39 francs et le nombre d'actions en circulation était de 42 087, la valeur liquidative de l'action ressortant à 10 391,43 francs.

La répartition de l'actif net était la suivante :

	%
Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations)	48,98
Obligations à taux variable (*dont intérêts courus sur obligations*)	43,59
Liquidités	7,43
TOTAL	100

L'évolution de la valeur liquidative d'Investissement Net depuis sa création, le 3 octobre 1983 au 30 décembre 1983, fait ressortir un taux annuel de rendement de 16,1 %.

Les établissement habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants :

La Banque Steindecker S.A., la Banque Populaire du Nord, la Banque de l'Union Occidentale Française et Canadienne, la Société Centrale de Banque, la Banque Odier Bungener Courvoisier et le Crédit Mutuel Agricole de l'Artois.

EPAROBLIG

Epargne placement obligataire
Société d'investissement à capital variable

Au 30 décembre 1983, l'actif net s'élevait à 1 077 347 471,74 F et le nombre d'actions en circulation était de 990 089, la valeur liquidative de l'action ressortant à 1 088,13 F.

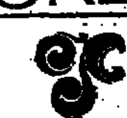
La répartition de l'actif net était la suivante :

- Obligations classiques à taux fixe : 54,65 % (dont intérêts courus sur obligations).
- Obligations à taux variable : 31,82 % (dont intérêts courus sur obligations).
- Liquidités : 13,53 %.
- *Total* : 100 %.

L'évolution de la valeur liquidative de Eparoblig – Epargne placement obligataire – depuis sa création le 14 juin 1983 au 30 décembre 1983, fait ressortir un taux annuel de rendement de 15,94 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont les suivants : la Banque Steindecker S.A., la Compagnie Parisienne de Réescompte, la Banque Populaire du Nord, la Banque Chaix, la Société Centrale de Banque, la Banque Odier Bungener Courvoisier et la Financière de Banque et de l'Union Meunière.

L'ORÉAL



1983 : UNE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RÉSULTATS DE L'ORDRE DE 24 %

Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal s'est élevé à 13,5 milliards de francs pour l'exerice 1983, contre 10,88 milliards de francs pour l'exercice 1982, soit une progression de 24 %.

A données comparables, c'est-à-dire à taux de change identiques et sur la base des mêmes sociétés consolidées, l'augmentation a été de 17,2 %.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour apprécier les résultats d'une manière définitive, le bénéfice avant impôts et participations devrait être de l'ordre de 1 200 millions de francs, contre 978 millions de francs en 1982, soit une progression sensiblement équivalente à celle du chiffre d'affaires.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE – Obligations 8,40 % (ex-5 %) 1962

Les intérêts courus du 1er mars 1983 au 29 février 1984 sur les obligations Electricité de France 8,40 % (ex-5 %) 1962 seront payables, à partir du 1er mars 1984, à raison de 21 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon № 22 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,52 F (montant global : 23,52 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,36 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,23 F faisant ressortir un net de 17,41 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par la lettre « K » sortie au tirage du 20 décembre 1983 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 320 F, coupon № 23 au 1er mars 1985 attaché.

Ci-après sont rappelées les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

Amort.	1964	Série	« J »	Amort.	1974	Série	« N »
»	1966	»	« B »	»	1976	»	« R »
»	1968	»	« F »	»	1978	»	« D »
»	1970	»	« S »	»	1980	»	« L »
»	1972	»	« H »	»	1982	»	« G »

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE – Obligations 16,70 % (ex-10,60 %) 1965

Les intérêts courus du 1er mars 1983 au 29 février 1984 sur les obligations Electricité de France 16,70 % (ex-10,60 %) 1965 seront payables, à partir du 1er mars 1984, à raison de 60,12 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon nº 19 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 6,68 F (montant global : 66,80 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 10,01 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,66 F faisant ressortir un net de 49,45 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D », « A » et « C » sont respectivement remboursables depuis les 1er mars 1971, 1977 et 1983.

AMAX

Résultats 1983

Amax déclare une perte nette de 489 millions de dollars pour 1983, soit 7,74 dollars par action ordinaire, contre une perte nette de 390 millions de dollars (6,53 dollars par action) en 1982. La perte nette pour le quatrième trimestre 1983 s'établit à 367 millions de dollars (5,61 dollars par action ordinaire), contre une perte de 244 millions (3,96 dollars par action) pour le quatrième trimestre 1982.

Ces résultats tiennent compte d'une provision de 309 millions de dollars (4,67 dollars par actions) pour pertes sur propriétés et investissements ; les pertes en 1982 tenaient compte d'une provision pour dépréciation partielle de 100 millions de dollars.

La société annonce un bénéfice d'exploitation et un cash-flow positif pour l'exercice 1983 (à comparer à des pertes et un cash-flow négatif en 1982) qui ont permis de réduire l'endettement total de 186 millions de dollars. Si la tendance se poursuit aux investissements lourds, AMAX prévoit de faire à nouveau des bénéfices dès 1984.

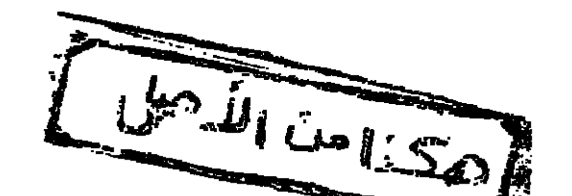
CESSATION DE GARANTIE

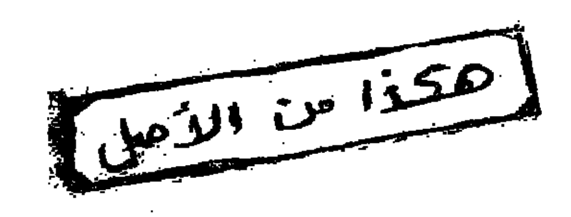
La Société Générale, société anonyme au capital de 1 142 810 600 F, dont le siège social est à Paris-9e, 29, boulevard Haussmann, immatriculée au RCS Paris 552 120 222,

AVISE LE PUBLIC

que la garantie qu'elle avait accordée par l'intermédiaire de son agence de Villiers, 72, avenue de Villiers, 75017 Paris, à M. Marc Moreau, 12, place Henri-Bergson, 75008 Paris, au titre de son activité de TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE sans réception de fonds visée par la loi du 2 janvier 1970, prendra fin dans un délai de trois jours francs après la présente publication vis-à-vis de M. Marc Moreau.

Les créances, s'il en existe, devront être produites entre les mains de l'agence T Villiers de la Société Générale dans les trois mois de cette insertion.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 février

Baisse d'Esso et des autres

« Vous avez des nouvelles d'Esso? », demandaient les boursiers avant et pendant la séance de mardi. Dans la matinée, la compagnie avait donné une conférence de presse à Chaunoy (Seine-et-Marne) pour annoncer une révision à la hausse de la production de ce gisement prometteur : 150 000 tonnes en 1983, 215 000 en 1984 et 300 000 en 1985. Mais le marché ne le savait pas et l'action a baissé de 4,9 %. Elle ne fut pas la seule.

Avec l'ombre de Wall Street, les valeurs françaises ont reperdu le terrain qu'elles avaient conquis la veille et, à la clôture, l'indicateur instantané accusait un repli de 1,8 % environ.

Aux mêmes causes, les mêmes effets. Le nombre de hausses fut dérisoire. Une fois de plus, l'effet de levier a donc joué sur les indices, ce d'autant que les courants d'affaires ne furent pas très étoffés.

Autour de la corbeille, toutes les conversations portaient sur l'affaire Esso, bien sûr, mais d'une façon plus générale, sur le dernier accès de faiblesse de Wall Street.

Pour l'instant, personne ici ne veut céder au pessimisme. En ce qui les concerne, les agents de change, certains d'entre eux du moins, sont satisfaits du ralentissement des affaires et de la baisse des cours.

La devise-titre s'est un peu détendue et s'est échangée entre 10,84 F et 10,89 F contre 10,83 F-11,05 F.

Nouveau recul de l'or à Londres : 374,95 dollars l'once contre 376,85 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 750 F à 101 600 F, après 101 550 F. Quant au napoléon, il a cédé 1 F à 650 F.

Le volume des transactions a peu varié : 12,78 millions de francs contre 13,01 millions.

NEW-YORK

Rechute

Une séance : c'est le temps qu'aura duré l'amélioration observée le 10 février à Wall Street.

Lundi, les cours ont brutalement rechuté et, à l'issue de la journée, l'indice Dow Jones des industrielles avait perdu 10,57 points, revenant à 1 150,12, son niveau le plus bas depuis le 12 avril 1983 (1 145,32).

Le bilan général a reflété ce mauvais résultat. Sur 2 018 valeurs traitées, 1 225 ont baissé, seulement 419 ont monté et 374 n'ont pas varié.

En raison, toutefois, du chômage observé par les banques pour le Lincoln's Birthday, l'activité a été peu importante : 78,46 millions de titres ont changé de mains contre 92,2 millions vendredi.

Entretenue par la perspective d'importants déficits budgétaires, la crainte du maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés a encore été avivée par l'accroissement de la masse monétaire (3 milliards de dollars).

Une mauvaise nouvelle arrivant rarement seule, les opérateurs ont pris connaissance de la forte baisse des résultats de Kodak (64 % pour le quatrième trimestre de 1983, 52 % pour l'exercice entier), très inférieurs aux prévisions. La nouvelle n'a pas peu contribué à favoriser un nouveau repli.

VALEURS	Cours du 10 fév.	Cours du 13 fév.
Alcoa	37 3/4	37 3/4
A.T.T.	63 3/8	63 3/8
Boeing	41 3/8	41
Chase Manhattan Bank	50	50 1/4
Du Pont de Nemours	46 3/8	45 1/2
Eastman Kodak	70 1/8	68
Exxon	36 7/8	36 3/4
Ford	37 3/8	37 1/4
General Electric	53 5/8	52 1/4
General Foods	47 1/2	47 1/8
General Motors	69 3/8	68 7/8
Goodyear	26 3/8	25 5/8
I.B.M.	110	108 7/8
I.T.T.	30 5/8	38 1/2
Mobil Oil	29	29 1/8
Pfizer	37 1/4	37 1/4
Schlumberger	44 5/8	44 3/8
Texaco	40 1/4	39 3/8
U.A.L. Inc.	33	32 3/4
Union Carbide	54 1/8	54 3/4
U.S. Steel	28 3/4	28 1/2
Westinghouse	47 1/8	46 3/8
Xerox Corp.	41 1/4	42 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE. – La société a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires non consolidé (comprenant ses établissements en France et hors de l'Hexagone) de 4,71 milliards de francs contre 4,16 milliards l'année précédente décomposé en 4,10 (contre 3,59) milliards pour les ventes de gaz et 607 (contre 566) millions de francs pour les ventes de biens d'équipement.

MOULINEX. – Selon les chiffres d'affaires provisoires communiqués par la société, ses ventes consolidées ont atteint 2,9 milliards de francs en 1983, soit un progrès de 6,6 % d'une année sur l'autre (dont 65,3 % ont été réalisées sur les marchés étrangers). Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé en France s'est élevé à 1,01 milliard de francs, en augmentation de 9,8 %.

MMB. – Au vu de l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 octobre 1983, la société MMB (Multi Media Beaujon) a réalisé un bénéfice net (après impôts et provisions) de 7,86 millions de francs, sensiblement identique aux prévisions (8 millions de francs), qui fera l'objet d'une mise en réserves et d'un report à nouveau dans une perspective de réinvestissement, explique MMB.

CEE. – Pour son deuxième jour d'introduction sur le second marché de la Bourse de Paris, la cotation de l'action de la Compagnie continentale d'équipements électriques (CEE) n'a pu intervenir le 13 février. En effet, au vu du dépouillement des ordres d'achat, 587 556 titres étaient demandés *« au mieux »* et 1 555 566 titres à un prix compris entre 140 F et 200 F alors qu'il n'y avait que 40 000 actions CEE offertes au *public (au prix d'offre minimum de 115 F* selon les conditions initiales des introducteurs). Devant ce déséquilibre, les autorités boursières ont décidé de reporter au vendredi 17 février prochain l'admission à la cote du second marché parisien de cette société moyennant une offre publique de vente (OPV) visant les 40 000 titres prévus au prix d'offre unitaire, ferme et définitif de 160 F. Comme il est de règle à présent, les fonds relatifs aux ordres d'achats passés seront bloqués jusqu'au 24 février 1984.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1983)

	10 fév.	13 fév.
Valeurs françaises	106,6	107,2
Valeurs étrangères	101,1	101,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	10 fév.	13 fév.
Indice général	165	166,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 février .... 12 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 fév.	14 fév.
1 dollar (en yens)	234,08	234,40

BOURSE DE PARIS — Comptant — 14 FEVRIER

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Obligations convertibles

Actions au comptant

Étrangères

SICAV 13/2

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 422	8 446	8 150	8 550
Allemagne (100 DM)	307 780	307 970	294	314
Belgique (100 F)	15 031	15 038	14 100	15 200
Pays Bas (100 fl.)	272 980	273 080	259	279
Danemark (100 krd)	84 490	84 620	80	88
Norvège (100 k)	108 450	108 710	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	11 938	11 965	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 260	8 270	6 250	8 500
Italie (1 000 lires)	5	5 005	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	376 560	377 200	366	387
Suède (100 krs)	104	104 190	101	108
Autriche (100 sch)	43 685	43 700	42 700	44 700
Espagne (100 pes.)	5 403	5 410	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 150	6 200	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 756	6 785	6 500	6 840
Japon (100 yens)	3 583	3 607	3 440	3 600

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/2
Or fin (kilo en barre)	102300	101750
Or fin (en lingot)	102350	101600
Pièce française (20 fr)	651	650
Pièce française (10 fr)	475	.....
Pièce suisse (20 fr)	635	631
Pièce latine (20 fr)	615	615
Souverain	772	770
Pièce de 20 dollars	4305	4325
Pièce de 10 dollars	1980	1980
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	4060	4090
Pièce de 10 florins	645	649

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 14 février 1984 a été tiré à 541 133 exemplaires

En Haïti

100 % d'élus « jean-claudistes » aux élections législatives

Les élections législatives du 12 février en Haïti ne pouvaient pas ne pas être un succès pour le régime du président à vie Jean-Claude Duvalier : sur les trois cents et quelques candidats se disputant les 59 *sièges de députés, un seul, en* effet, ne se réclamait pas du CONAJEC, le Comité national d'action jean-claudiste !

Mais les résultats encore incomplets, ce mardi 14 février, montrent que les Haïtiens ont exprimé de plusieurs manières leur désaccord sur la façon dont avait été organisée la consultation. Ainsi, dans la capitale, Port-au-Prince, seuls 39,5 % des citoyens ont participé au scrutin. Plus sérieusement encore, les électeurs ont, chaque fois qu'ils le pouvaient, préféré des « duvaliéristes » obscurs à des caciques du régime. Plus de 30 sortants sur 51 ont, ainsi, été battus. Parmi eux figurent des personnalités comme MM. Daniel Beaulieu, ancien ministre de la *santé, Jean Sassine, ancien consul* général à New-York, et André Simon, ancien homme de confiance de feu « Papa Doc », père de Jean-Claude Duvalier.

Au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, cité frondeuse, le candidat lié au gouvernement, M. Luc Mathurin, ancien préfet, a été battu de plus de 7 000 voix par le docteur Josué Romain. Aux Cayes, troisième ville haïtienne, un jeune candidat a été préféré au député sor*tant, M. W. Hollant.*

En dépit de la promesse du gouvernement que cette consultation serait *« libre, sincère et honnête »*, aucune alternative au « système Duvalier » n'était offerte aux électeurs. La principale figure de l'opposition, M. Sylvio Claude, leader du Parti démocrate chrétien d'Haïti (PDCH), se trouve en effet en résidence surveillée. M. Claude, qui a été arrêté sept fois depuis la fondation du PDCH en 1979 (la dernière fois du 9 octobre au 24 décembre 1983) n'avait pu présenter aucun candidat. De même, l'opposition en exil avait été rigoureusement tenue hors de la compétition. Un ancien universitaire, président du Parti social chrétien d'Haïti (PSCH), en exil aux Etats-Unis depuis 1980, *M. Grégoire Eugène, avait souhaité* rentrer dans l'île pour se présenter. Il n'a pas été autorisé à le faire, son visa lui ayant été refusé.

Enfin, le seul candidat non « jean-claudiste », M. Serge Beaulieu, a été à ce point harcelé par des partisans du régime qu'il a dû se réfugier dans un couvent de la localité de Cavaillon !

Ces incidents ne tendront guère à accréditer l'idée qu'une normalisation est en cours à Haïti. C'est pour*tant le souhait des autorités améri*caines, toujours très attentives à l'évolution des événements dans la patrie de Toussaint Louverture. L'administration Reagan est, en effet, consciente que son exigence d'une démocratisation du Nicaragua serait plus crédible si aucun autre pays de l'hémisphère ne subissait une dictature d'un autre âge.

Le Congrès, de son côté, souhaite lier l'aide américaine (43,5 millions de dollars en 1984 – un quart du *budget national) à une amélioration* de la situation des droits de l'homme et des libertés politiques en Haïti.

Le 30 janvier, M. George Shultz avait adressé un memorandum au Congrès assurant que le gouvernement Duvalier *« fait effort... pour mettre en place une réforme politique essentielle à la démocratisation »* du pays. Le secrétaire d'Etat américain soulignait, ainsi, que des élections municipales avaient eu lieu en Haïti en 1983, pour la première fois depuis 1946. Mais ni la réforme constitutionnelle du 27 août 1983, qui a pratiquement soustrait la désignation du chef de l'Etat à tout mécanisme électoral, ni la consultation du 12 février, ne confirment le diagnostic de M. Shultz.

J.-P. C.

Révolution de palais à Panama

M. Illueca remplace M. de la Espriella à la présidence

Révolution de palais à Panama. Le président de la petite République, M. Ricardo *de la Espriella, qui avait suc*cédé, le 30 juillet 1982, à M. Aristides Royo, a annoncé sa démission le lundi 13 février. C'est M. Jorge Illueca, vice-président et actuel président en exercice de l'assemblée générale des Nations unies qui le remplace.

M. Illueca a confirmé cette passation de pouvoirs inattendue, qui a causé une certaine surprise à Panama et aux Etats-Unis. Le nouveau président a promis de maintenir l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu en mai, et de remettre le pouvoir au mois d'octobre à celui qui sortira vainqueur des premières élections libres organisées depuis le coup d'Etat de 1968 qui avait permis à Omar Torrijos, commandant de la garde nationale, de devenir l'homme fort de Panama. Omar Torrijos s'est tué dans un accident d'avion le 31 juillet 1981.

Depuis cette date, la lutte pour le pouvoir n'a, en fait, jamais cessé entre les politiciens et les dirigeants successifs d'une garde nationale, équipée et entraînée par les Etats-Unis, dont le « poids » politique est déterminant depuis 1968. L'actuel commandant en chef de la garde, le général Manuel Noriega, est un fidèle d'Omar Torrijos et se présente comme son *héritier*. S'il n'a pas d'ambitions politiques à proprement parler, le général Noriega, qui contrôle parfaitement la garde, la seule force armée du pays, entend bien que celle-ci ne perde pas ses prérogatives et son influence.

Pour justifier sa démission, M. de la Espriella, un banquier formé aux Etats-Unis, a fait état de *« raisons personnelles »*. Le même argument avait été avancé par M. Aristides Royo lorsqu'il fut en fait contraint de se retirer par le général Paredes, *qui commandait alors la garde natio*nale. Le général passait pour avoir des sympathies pro-américaines plus marquées que celles des autres dirigeants. Il a, depuis, pris sa retraite et fait actuellement campagne pour l'élection présidentielle.

Il s'est affronté sévèrement à plusieurs reprises à son successeur, le général Noriega, plus soucieux, semble-t-il, de ne pas engager Panama dans une politique différente de celle préconisée par Omar Torrijos, *tout en tenant compte des* réalités actuelles, et de la nécessité de ne pas trop heurter les Etat-Unis pour l'application délicate des accords Torrijos-Carter sur la souveraineté de la zone du canal. C'est jusqu'à présent le général Manuel Noriega, *habile et efficace, qui l'a* emporté dans cette querelle qui se déroule dans les coulisses du pouvoir.

La manière dont Panama doit se *prononcer sur les conflits d'Amérique centrale n'est évidemment pas* absente du débat. Omar Torrijos jouait un rôle décisif grâce à ses excellentes relations personnelles avec tous les dirigeants de la région et avec les Etats-Unis. Le général Noriega essaie plus discrètement, et plus modestement, d'assumer la même tâche dans un contexte encore plus explosif alors que le général Paredes était un adversaire déclaré des sandinistes et des Cubains. Il semble bien que des divergences aient éclaté récemment entre le général Noriega et M. de la Espriella, tant sur la question d'Amérique centrale que sur les perspectives des élections de mai.

Elu en septembre 1983 à la présidence de l'assemblée générale des Nations unies, M. Illueca, âgé de soixante-six ans, avocat et ancien ministre des affaires étangères, a participé dès 1964 aux négociations engagées avec Washington pour la récupération de la souveraineté panaméenne sur la zone du canal. En 1982, il a pris parti avec vigueur en faveur de l'Argentine contre la Grande-Bretagne, et les Etats-Unis, pendant la guerre des Malouines.

Favorable à cette « nouvelle solidatité latino-américaine » qui s'est forgée à cette occasion, M. Illueca, qui est aussi un militant du mouvement des non-alignés, semble plus proche des thèses d'Omar Torrijos que son prédécesseur.

MARCEL NIEDERGANG.

L'IRAK SUSPEND LE PILONNAGE DES VILLES IRANIENNES

Le président Saddam Hussein a décidé de suspendre mardi pour une semaine les bombardements des *villes iraniennes à la demande de* l'opposition iranienne.

La nouvelle a été annoncée par le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, dans une lettre adressée à M. Massoud Radjavi en réponse à l'appel que le chef des Moujahidins du peuple vivant à Paris avait lancé la semaine dernière pour que l'Irak épargne les civils.

● *Neuf morts au Pendjab.* – Neuf personnes, dont quatre policiers, ont été tuées et quarante autres blessées, mardi, 14 février, au cours de violences au Pendjab (nord-ouest de l'Inde) au moment où des négociations entre le gouvernement fédéral et les autonomistes sikhs reprenaient à New-Delhi, a annoncé l'agence indienne PTI. (AFP).

DÉMISSION DE M. ÉDOUARD GUIBERT A FR 3

M. Edouard Guibert, directeur de l'information de FR 3, a présenté, pour la seconde fois, ce mardi 14 février, sa démission au président de la chaîne, M. André Holleaux, qui l'a acceptée.

On se rappelle que M. Guibert avait présenté une première fois sa démission le 21 janvier dernier et qu'il avait dû y renoncer, à la demande de M. Holleaux. Même si la récente interdiction de diffuser, le 20 janvier dernier, la cassette destinée à expliquer la situation en Corse et les difficultés rencontrées par les journalistes locaux pour exercer leur métier n'est sans doute pas étrangère à l'affaire (*le Monde* du 24 janvier), on sait que le conflit couve en réalité depuis longtemps.

En l'absence de tout commentaire officiel, il semble bien que le désaccord fondamental entre M. Serge Moati, directeur général de la chaîne, et M. Edouard Guibert porte sur la place de l'information dans la régionalisation. M. Guibert plaidant pour renforcer son rôle, M. Moati considérant qu'elle n'était qu'une partie des programmes. Interrogé lundi sur ces divergences, M. André Holleaux a répondu qu'il ne fallait pas leur donner une résonance dramatique : *« Depuis septembre, nous faisons une télévision nouvelle,* a-t-il déclaré. *Certains préféreraient voir une place plus grande accordée à des émissions de caractère culturel, ou informatif. Tout cela, c'est de la théorie, développée dans des cercles parisiens. Nos problèmes concernent les moyens financiers. »* – C. H.

A Sarajevo

LE NORVÉGIEN KVALFOSS VAINQUEUR DU 10 KILOMÈTRES DE BIATHLON

(De notre envoyé spécial.)

Sarajevo. – La médaille d'or du 10 kilomètres de biathlon a été attribuée mardi matin 14 février au Norvégien Eirik Kvalfoss, déjà médaillé de bronze sur la distance de 20 kilomètres. Il a devancé l'Allemand de l'Ouest Peter Angerer, titré samedi dernier, de 8 sec. 6, et l'Allemand de l'Est Mathias Jacob, de 16 sec. 7. Yvon Mougel (France) a pris la *sixième place à 39 sec. 1 du vain*queur. Concédant deux tours de pénalité à 2 kilomètres de l'arrivée, le Français s'éloignait ainsi du podium. Il occupait à cet endroit la deuxième position.

Le Canadien Gaetan Boucher a gagné, mardi 14 février, à Sarajevo, la médaille d'or de l'épreuve du 1000 mètres de patinage de vitesse des Jeux olympiques, devant le Soviétique Sergei Khlebnikov, médaillé d'argent, et le Norvégien Kai Arne Engelstad.

● *L'ancien coureur cycliste Pierre Brambilla* est mort des suites d'un cancer, lundi 13 février à Grenoble à l'âge de 65 ans.

● *Une délégation d'ambassadeurs arabes à l'Élysée.* Conduite par son doyen, M. Youssef Bel Abbes, ambassadeur du Maroc, une délégation des ambassadeurs arabes en poste à Paris a été reçue, lundi matin 13 février à l'Élysée, pour examiner les conditions du renforcement de la sécurité de ces diplomates après l'attentat dont a été victime le représentant des Émirats arabes unis, le semaine dernière à Paris. La réunion de travail s'est déroulée avec la participation de MM. Hubert Védrine, conseiller technique, et Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du président de la République.

● *Le coût de la vie aux Pays-Bas* a augmenté de 0,3 % en janvier. Sur douze mois, la hausse des prix a été de 2,7 % contre 2,8 % en décembre. – *(AFP)*

Sur le vif

Le Pen dans l'arène

Le Pen est là pour rester. *Jusqu'aux prochaines élections*, jusqu'aux européennes en tout cas. Il va se présenter. Il va passer régulièrement à la télé. Et si ça continue comme ça, à chaque fois il va ramasser des voix, inutile de se raconter des histoires. D'abord il est bon. Moins bon qu'en réunion, mais ce n'est pas grave, ça peut s'arranger. Il suffit d'être bien conseillé pour retoucher son image à l'écran.

Ensuite, il est habile. Avec ses grands airs braillards et débraillés, il a su donner l'impression qu'on le repoussait du pied lundi soir à « l'Heure de vérité », qu'on le traitait en parvenu, qu'il avait en face de lui des fils de famille hautains et dédaigneux. De quoi exaspérer tous ceux qui se reconnaissent dans le cynisme rigolard et brutal du leader du Front national et lui rallier les suffrages d'une droite beaucoup plus virulente et motivée qu'on veut bien le penser.

Il ne suffit plus d'accuser Le Pen de racisme pour détourner, pour dégoûter ceux qui seraient tentés de le suivre. Qu'il soit antisémite ou pas, qu'il ait cassé, ou même torturé, de l'Arabe pendant la guerre d'Algérie, je voudrais bien savoir en quoi ça peut les gêner. Ils sont beaucoup moins prudents et moins roublards que lui dans *l'expression quotidienne de leurs* peurs, de leurs haines et de leurs préjugés, croyez-moi.

Non, ce qu'il faut – Albert du Roy s'y est employé, mais l'émission était presque terminée, – c'est lui demander d'exposer son programme sans se laisser prendre au piège de formules à l'emporte-pièce du style tout ça c'est la faute aux immigrés, à l'aide sociale ou aux syndicats. Ce qu'il faut c'est l'interroger, non pas sur le passé, sur l'avenir. Avec le sérieux et sur le ton réservé à la « bande des quatre », il tient à s'en démarquer, précisément, à se poser en fils du peuple au verbe haut, au franc-parler, qui ne veut pas s'abaisser à entrer dans l'arène de la politique politicienne.

A présent il y est. Et il y est bien. Plus question de le laisser jouer sur les deux tableaux. Obligez-le à sortir ses dossiers. Et à en discuter. Chiffres en main. Au lieu de le laisser faire le clown, en se levant pour observer une minute de silence, en hommage aux victimes du communisme, poussez-le dans ses retranchements. Il n'en sera que moins dangereux.

CLAUDE SARRAUTE.

AU BUREAU DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ENA

Victoire des partisans de l'opposition adversaires de la « troisième voie »

L'Association des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration a réuni, lundi 13 février, son assemblée générale pour pourvoir au remplacement de son bureau, démissionnaire après la crise qui avait secoué cette association à l'automne dernier, à propos de la création d'une troisième voie d'accès à l'ENA.

Le nouveau bureau élu, après un dépouillement qui s'est prolongé jusqu'à deux heures et demie, mardi matin, est en majorité hostile aux modalités de la « troisième voie », *telles qu'elles sont fixées par la loi* de janvier 1983. Le bureau va désigner le nouveau président de l'association au cours d'une séance prévue pour jeudi 16 février.

Plusieurs candidats réputés favorables à l'opposition nationale et en tout cas hostiles à la troisième voie pourraient briguer la présidence. Les anciens élèves politiquement favorables à la majorité hésitaient, en fin de séance, mardi matin, à présenter leur propre candidat en raison des mauvais scores recueillis par leurs partisans. Les élus au bureau, réputés proches de la majorité gouvernementale, ne compteraient en effet que cinq ou six représentants contre une douzaine ouvertement favorables à l'opposition (dont trois membres du Club de l'Horloge), les autres, sur vingt-sept élus, étant présumés apolitiques.

Ce renouvellement des membres du bureau a donné lieu à une participation exceptionnelle. En effet, sur 3 508 anciens élèves que compte l'association, 1 368 ont exprimé leur suffrage (alors qu'il n'y a d'habitude que quelques centaines de participants à ce genre de scrutin). La politisation de ce scrutin a été marquée par le faible score enregistré par M. Ménage, partisan de la troisième voie et directeur-adjoint du cabinet du président de la République, et par l'échec du M. Kalfon, secrétaire général sortant (1).

L'assemblée générale des anciens élèves a pris connaissance du résultat du questionnaire adressé à l'ensemble de ses membres sur le problème de l'ouverture de l'accès à l'école et plus spécialement sur la création de la troisième voie. Les réponses font apparaître une nette condamnation de la solution choisie par le gouvernement, et votée par le Parlement, et notamment des dispositions particulières réservées aux élèves recrutés par ce concours spécial tant en ce qui concerne leur entrée à l'école que leur scolarité et que les débouchés qui leur sont offerts.

Sur les 3 500 anciens élèves consultés, 1 624 ont envoyé des réponses. 65,8 % se prononcent pour un élargissement du recrutement à l'ENA, mais 90,7 % refusent que cet élargissement soit réservé aux catégories énumérées par la loi de janvier 1983 (élus locaux, syndicalistes, responsables d'associations). 82,3 % souhaitent une ouverture à tous les citoyens à des conditions uniformes. 95,4 % estiment que tous les candidats doivent bénéficier des mêmes garanties et servitudes, quel que soit leur concours. 92,8 % pensent que tous les admis doivent suivre la même scolarité et 91,6 % qu'ils doivent à la sortie de l'Ecole bénéficier à égalité des mêmes débouchés.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Ont été élus au titre de « candidats libres » : MM. Paul Cousseran, préfet, 944 voix, et Georges Berthu, 798 voix. Les deux autres candidats libres battus ont obtenu : MM. Yavchitz, 787 voix, et Lucien Kalfon, secrétaire général sortant, 429 voix.

Au titre des sections professionnelles, ont été élus : ministère des finances : MM. Christian Noyer, 1125, Michel Derrac, 1083, Paul Thevenin, 1075, et Mme Anne Chevallier, 1041 voix.

Ministère de l'intérieur : MM. Thierry Aumonier, 1089, et René Morice, 950. M. Gilles Ménage, directeur-adjoint du cabinet de M. Mitterrand, a été battu avec 501 voix.

Entreprises publiques et privées : MM. Philippe-Marie Kessler, 1088, Raphaël Alomar, 1015, et Michel Evrard, 708 (battu).

Section Cour des comptes et Conseil d'Etat : MM. Hervé Fabre-Aubrespy, 1060, Charles Buisson, 1050, Pierre-François Racine, 816.

Relations extérieures : MM. Jacques Laureau, 1153, Alain Catta, 1080.

Affaires sociales : MM. Claude Ameline, 1019, Bernard Gremaud, 804.

Inspection des finances : M. Jean Lemière, 1186.

Education nationale : M. Jean Geoffroy, 970.

Urbanisme : M. Antoine Givaudan, 1054.

Expansion économique à l'étranger : M. Pierre Sorbets, 1250.

Industrie et agriculture : M. Pierre Milloz, 1160.

Tribunaux administratifs : M. Jean-Grégoire Depouilly, 1199.

Culture : M. Robert Lecat, 999.

Caisse des dépôts et Défense : M. Serge Grzybowski, 1065.

● *M. George Bush sera reçu par M. Mitterrand.* – Le vice-président américain, M. Bush, doit être reçu, mercredi 15 février, en fin d'après-midi à l'Elysée, par M. Mitterrand. Celui-ci se sera, juste auparavant, rendu à Bruxelles pour y rencontrer le premier ministre belge, M. Martens, dans la perspective du prochain conseil européen. Le vice-président des États-Unis, de son côté, arrivera à Rome, où il doit faire escale après avoir assisté aux obsèques de Iouri Andropov